

---

# LA BATAILLE POUR L'HISTOIRE

---

*Repenser l'histoire de l'URSS  
et des expériences socialistes, s'en servir  
pour construire la lutte et le Parti*







# TABLE DES MATIÈRES

---

I. REPENSER L'HISTOIRE DE L'URSS ET DES EXPÉRIENCES SOCIALISTES, S'EN SERVIR POUR CONSTRUIRE LA LUTTE ET LE PARTI.....	p.5
1. Faire évoluer notre regard sur notre histoire .....	p.15
II. COMPRENDRE L'HISTOIRE POUR CONVAINCRE .....	p.19
III. COMPRENDRE L'EXPÉRIENCE SOCIALISTE POUR LA DÉFENDRE, DÉFENDRE L'EXPÉRIENCE SOCIALISTE POUR LA COMPRENDRE .....	p.25
1. Lutter contre la conspiration omniprésente .....	p.34
IV. COMPRENDRE LE MARXISME ET L'HISTOIRE DU MARXISME EN PROFONDEUR .....	p.39
1. Dépasser le folklorisme et le dogmatisme, aller de l'avant .....	p.46
V. COMPRENDRE L'HISTOIRE POUR CONSTRUIRE LE PARTI .....	p.61
1. Plusieurs raisons entravent le regroupement des organisations communistes .....	p.65
2. Nous nous battons pour des intérêts supérieurs .....	p.71
VI. NOUS NE SOMMES PAS SEULS À PENSER AINSI .....	p.77
POSTFACE : 2020-2024, CONTINUITÉ ET RUPTURE.....	p.81
1. Continuité .....	p.84
2. Rupture.....	p.104
3. Conclusion.....	p.111
ANNEXE I : 100 MILLIONS DE MORTS SINON RIEN .....	p.113
1. Introduction.....	p.115
2. Remettons les pendules à l'heure .....	p.120
3. L'après-guerre et aujourd'hui .....	p.126
4. Nous assumons tout.....	p.131
5. Que s'est-il passé en Union soviétique ? .....	p.136
6. Capitalisme ou socialisme ? .....	p.149

7. Une brève histoire de la répression en Union soviétique..... p.157
8. Les processus de luttes internes après la révolution ..... p.167
9. Les questions des années 20 et le jeu d'équilibriste de l'URSS.....  
..... p.174
10. Le Grand Tournant ..... p.181

ANNEXE II: 70<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE LA PROCLAMATION DE LA RÉPUBLIQUE  
POPULAIRE DE CHINE ..... p.189

1. Aujourd'hui, honorons les héros de la lutte révolutionnaire! p.192
2. Pourquoi ne sommes-nous pas une organisation maoïste? .. p.199

ANNEXE III: SUR L'ANTICOMMUNISME ..... p.203

1. *Fake news* et élections ..... p.205
2. Résolution anticommuniste: une première réponse ..... p.210
3. Répondre à l'anticommunisme ..... p.213
4. L'histoire statufiée ..... p.222
5. «L'Ombre de Staline» ..... p.227
6. Hommage au président Gonzalo ..... p.235







---

I. REPENSER  
L'HISTOIRE DE L'URSS  
ET DES EXPÉRIENCES  
SOCIALISTES,  
S'EN SERVIR POUR  
CONSTRUIRE LA  
LUTTE ET LE PARTI

---



L'histoire de l'URSS et des expériences socialistes, tout comme des démocraties populaires, est un champ de bataille. Un champ de bataille contre la falsification, d'une part, mais également pour comprendre réellement ce qui s'est déroulé.

Les enjeux autour de cette histoire sont immenses. Ils le sont autant pour les capitalistes que pour nous. Pour eux dans le but de démontrer le caractère génétiquement criminel du communisme et sa faillite en tant que modèle économique et social. Pour nous, militants et militantes communistes, pour être capable de leur répondre, mais surtout pour pouvoir en tirer des conclusions justes sur les moyens et les fins de notre mouvement.

Dans l'ensemble, nous connaissons assez mal notre histoire, ou le plus souvent de manière superficielle. Les grandes lignes sont relativement connues, mais elles font écho à des événements confus. Il en ressort une part importante de folklore, de mythologie, de mélange d'une histoire scolaire anticommuniste et holistique, avec la conviction que les 1/6<sup>e</sup> du monde cherchaient à œuvrer pour le plus grand bien. Difficile cependant de jeter la pierre : nous faisons avec ce que nous avons sous la main. Et encore, Internet et la numérisation permettent de mettre à disposition des ressources qui, sans cela, seraient perdues. Auparavant, la situation était bien pire.

De plus, régénérer l'histoire de notre expérience est un travail immense. La vulgariser et la rendre compréhensible en est encore un autre, tout aussi immense. Cela demande une disponibilité et des moyens qui ne sont pas à la portée de toutes et tous, tant individus qu'organisations. Cela influe fortement sur la possibilité de réaliser des travaux d'ensemble et de qualité.

Il existe, dans un grand nombre d'organisations politiques ou de militants et militantes de ces organisations, un rapport assez particulier, fétichisé, fantasmé, à l'histoire de leur courant. Cette remarque est valable tant pour l'extrême-gauche que pour l'extrême droite. L'un et l'autre l'expriment cependant de manière différente. L'histoire inventée de l'extrême droite se place souvent dans des rapports contradictoires aux événements : entre vénération de la collaboration et haine des « collabos », entre justification du génocide juif et négation de celui-ci. Entre vénération du fascisme et utilisation de ce terme comme injure ou accusation contre d'autres courants (« le fascisme c'est la gauche », etc.)..., en somme une histoire à géométrie variable, réinventée de manière *ad hoc* en fonction de l'interlocuteur. Il révèle avant tout une utilisation tactique de celle-ci pour faire passer un message politique. En cela ils sont de bons héritiers d'Hitler, qui n'hésitait pas à dire :

« Que dirait-on, écrit-il, d'une affiche destinée à vanter un nouveau savon et qui dirait qu'il y a aussi d'autres bons savons ? On secouerait la tête. Il en est exactement de même en ce qui concerne la réclame politique. »<sup>1</sup>

Rosenberg, dans *Le mythe du XX<sup>e</sup> siècle* (1930), n'hésite pas à tricher sur l'histoire pour justifier le nazisme. L'illustre Politzer en parle ainsi :

« Ainsi, par exemple, M. Rosenberg propose aux Allemands du XX<sup>e</sup> siècle comme modèle les anciens Germains. Il trace ensuite de ces derniers des "portraits historiques". Il se trouve alors que les anciens Germains possédaient précisément les traits de caractère que le régime hitlérien veut inculquer à la jeunesse. La chose n'est pas difficile : pour que le national-socialiste puisse être modelé sur l'ancien Germain, M. Rosenberg commence par modeler l'ancien Germain sur le national-socialiste. »<sup>2</sup>

Alfred Rosenberg écrivait même :

« Il y a une conception catholique et une conception protestante de l'histoire. À côté des conceptions religieuses de l'Histoire apparaissent les conceptions nationalement teintées. Nous croyons qu'il est temps d'annoncer une façon allemande de considérer l'Histoire. »<sup>3</sup>

Ce qu'ils en pensent en leur for intérieur, en revanche, est un mystère, peut-être pas grand chose de construit ou d'architecturé. Cela est leur problème.

En revanche, dans le nôtre, la situation est différente. Comme nous l'écrivions dans notre brochure de 2016, *La guérilla informationnelle, le nouveau brouillard de guerre* :

« Lorsque nous, communistes, fournissons une explication du monde, à travers le matérialisme dialectique et à travers le matérialisme historique, nous nous attaquons à un grand chantier : casser l'idéalisme, le positivisme, le mysticisme. Parfois, les mécanismes sont même contre-intuitifs, demandent des préalables idéologiques et culturels, en bref, demandent aux individus de se dépasser eux-mêmes, leur demandent un travail ardu en termes d'acquisition de notions. Le "bon sens" populaire ne suffit pas. Rien de tout cela

---

1. A. Hitler, *Mein Kampf*, édition allemande de 1935, p. 200.

2. G. Politzer, *Révolution et contre révolution au XX<sup>e</sup> siècle*, 1941.

3. A. Rosenberg, *Blut und Ehre*, 1933-1935, tome 2, p. 210.

n'existe chez les fascistes, qui, eux, jouent sur des biais intuitifs, cognitifs. Le cerveau est quasiment programmé pour adhérer aux théories du complot, en cherchant des causalités là où il n'existe que des coïncidences, en s'attachant à trouver un sens cohérent et logique à tout. Or, cela, ajouté à la subjectivité, crée le terreau du complotisme et de la confusion. La bouillie fasciste est également facile à avaler et à digérer, elle ne demande aucune subtilité, et les fascistes entre eux ne cherchent pas à se prendre à revers, à tester leurs connaissances. Peu leur importe les "détails". C'est une différenciation culturelle, là aussi, entre nous et eux. La rumeur et le canular ne nous serviraient à rien, car nous avons besoin d'informations justes et fiables pour pouvoir transformer la réalité. Nous devons connaître le monde parfaitement pour en saisir les rouages. De même, nous n'avons pas besoin de mentir. Il n'existe pas plus gros scandale que l'exploitation capitaliste. Inutile d'inventer de faux faits. La vérité est déjà révolutionnaire.»<sup>4</sup>

Pourtant, dans notre courant même, les organisations communistes de France n'ont pas toujours un regard extrêmement clair sur l'histoire de leur courant. Il faut dire que l'histoire de l'URSS est contradictoire, avec des historiographies qui s'excommunient les unes les autres. En dépit du fait que 30 ans se sont écoulés depuis l'ouverture des archives, une histoire actualisée, basée sur un travail scientifique, a du mal à s'imposer, tant dans la société que dans les organisations politiques, y compris celles se revendiquant du marxisme-léninisme. Un certain nombre de facteurs expliquent ce retard :

- Le maintien, depuis 1995, de la même historiographie scolaire de l'URSS, basée sur la comparaison avec le nazisme et le fascisme, diffusant une histoire civique. Le but principal est de conditionner les élèves à soutenir la « démocratie libérale » et à rejeter « les extrêmes ». Il suffit de voir les fiches *Éduscol* ou les colloques sur le sens de l'enseignement de l'histoire pour en trouver la preuve.
- La très faible pénétration des travaux des chercheurs et des chercheuses au profit d'une *histotainment* divertissante, mettant en exergue une certaine « pornographie de la terreur » pour vendre. Dans le même temps, les ouvrages menaçant ce paradigme peinent à trouver un éditeur ou sont vendus à prix d'or.<sup>5</sup>

---

4. Unité communiste, *La guérilla informationnelle, le nouveau brouillard de guerre*, 2016.

5. 300 € environ pour un exemplaire de *Staline : Histoire et critique d'une légende noire*.

- Le rejet politique pur et simple d'une remise en cause du paradigme du totalitarisme. Toute diminution du caractère supposé monstrueux et pervers du régime soviétique étant perçu comme un soutien implicite à celui-ci. Cela s'est vu dans le fait que les dirigeants européens ont fait appel à une historiographie de la Guerre froide pour justifier la comparaison entre nazisme et communisme.

Il en résulte que, dans une très grande majorité des cas, ce qui tient lieu de source principale pour les événements et leur analyse est un corpus documentaire particulièrement âgé ou fragile. Diverses « traditions orales », pour reprendre la formule de l'historien américain J. Arch Getty, existent sur l'URSS. Cette mythologie s'est construite sur la base d'un corpus extrêmement restreint de sources. Elles sont majoritairement de trois ordres :

- Issues de ceux qui ont été exclus de l'URSS ou qui l'ont fui. Cela va du transfuge, comme le Major du NKVD Orlov ou Lioushkov, Alexandr Soljenitsyne, ou Viktor Kravchenko. Trotsky rentre aussi dans cette catégorie. Ils sont d'origines et de courants politiques contradictoires, mais ils partagent un point de vue très personnel et particulièrement hostile à l'URSS et à sa direction.
- Dans un certain sens, il est possible de faire rentrer également dans cette catégorie ceux qui ont visité l'URSS. On peut y intégrer André Gide, Jean-Richard Bloch, Henri Barbusse ou Paul Robeson, mais aussi ceux qui l'ont vilipendée.
- De l'analyse des discours et des documents officiels de l'URSS, « science » qui est souvent appelée la « soviétologie » ou la « kremlinologie ». Les biographies ou autobiographies des dirigeants rentrent dans cette catégorie. L'une des plus influentes étant les *Souvenirs* (1970) de Nikita Khrouchtchev.

Ces sources sont dans l'ensemble médiocres. Elles sont soit des directives officielles, des coupures de presse, soit des points de vue personnels. John Arch Getty en donne une explication tout à fait satisfaisante dans *Origins of the Great Purges* (1985).

« Bien que la principale faiblesse des sources soit leur éloignement des événements qu'elles jugent si librement, la question de la partialité politique mérite également d'être examinée, comme elle l'est dans d'autres domaines de l'enquête historique. Orlov, Trotsky, les mencheviks et Khrouchtchev étaient tous des acteurs politiques intéressés et peu enclins à produire un

point de vue objectif. L'autre grande source de partialité est évidemment le camp stalinien. Les travaux explicatifs produits à l'époque de Staline (principalement les transcriptions de procès et les brèves mentions dans les grandes histoires) ne sont pas non plus d'une grande valeur.

La monstruosité des crimes de Staline et l'attitude de la génération de la Guerre froide ont contribué à ce que l'on considérerait, dans tout autre domaine, comme une recherche bâclée et méthodologiquement défailante. Les historiens de l'Europe moderne n'essaieraient pas d'étudier la politique de la Première Guerre mondiale en s'appuyant sur les mémoires des soldats des tranchées sans épuiser la presse, les documents et les archives disponibles.»<sup>6</sup>

Nous laissons à M. Getty son opinion sur la « monstruosité ». Ce n'est pas le lieu d'en débattre. Cependant, nous pouvons reconnaître que les sources sont extrêmement partielles et partiales. C'est sur la base de celles-ci que se sont construits différents récits et contre-récits. Ils peuvent d'ailleurs être rassemblés en trois courants principaux :

- Une grille de lecture marquée par un anticommunisme militant, de droite ou de gauche.
- Une grille marquée par un communisme antistalinien ou antitotalitaire, notamment trotskiste ou sous la forme de tendances plus obscures.
- Une grille marquée par un « stalinisme » apologique et acritique.

Bien qu'ayant des buts et un récit diamétralement opposé, ces « histoires » possèdent dans l'ensemble plus de similitudes que ce qu'un examen superficiel pourrait laisser penser. Nous laissons d'ailleurs à nouveau J. Arch Getty donner son point de vue sur la question : il en fait une magnifique illustration dans son travail pionnier *Origins of the Great Purges*.

« La plupart des comptes rendus occidentaux et soviétiques dissidents sur les Grandes Purges partagent certaines hypothèses : Les événements politiques de 1933-1939 constituent un phénomène unifié (les Grandes Purges), qui peut être étudié comme un processus ; les Grandes Purges ont été planifiées, préparées et exécutées par un seul agent (Staline) ; et les vieux bolcheviques de la génération de Lénine (et de Staline) ont été

---

6. J. Arch Getty, *Origins of the Great Purges, The Soviet Communist Party Reconsidered, 1933-1938*, Cambridge University Press, 1985, p. 220.

la cible des purges. La présente étude teste ces hypothèses à l'aune des preuves primaires disponibles et les juge indéfendables. Bien que l'histoire improbable des staliniens soit très différente du point de vue occidental, les deux ont en commun une autre hypothèse d'interprétation concernant la structure. Les deux versions supposent que les bureaucraties du parti (et de la police) étaient efficaces et obéissantes. En effet, les auteurs occidentaux et staliniens se sont attachés à montrer que la bureaucratie soviétique était d'une efficacité redoutable : totalitaire pour les auteurs occidentaux, monolithique ou solidement unie pour les staliniens. Le quasi-consensus sur l'existence d'un appareil monolithique a permis de négliger les preuves (et l'expérience personnelle) et de croire qu'une bureaucratie non formée et non éduquée dans un immense pays paysan en développement fonctionnait et obéissait suffisamment bien pour être qualifiée de totalitaire. En examinant la structure du *parti bolchevique* dans les années 30, cette étude remet en question l'applicabilité du modèle totalitaire.

D'une part, il était utile à Staline et à d'autres membres du gouvernement de Moscou de donner l'impression d'un parti discipliné et dévoué, solidement uni dans le cadre du centralisme démocratique. Staline (et Lénine avant lui) décrivait le parti tel qu'ils voulaient qu'il soit. D'autre part, il était dans l'intérêt de ses ennemis politiques de dépeindre la bureaucratie comme une machine uniforme, servile et monolithique. La vision totalitaire convenait aussi bien aux staliniens qu'aux antistaliniens. »<sup>7</sup>

Ainsi, des histoires aux contours similaires se sont écrites. Les anticommunistes ont rédigé une histoire qui fait de l'arrivée au pouvoir de Staline le fruit d'une conspiration ayant comme alpha et comme oméga la mise en œuvre du totalitarisme. Ce récit est fait soit pour condamner le communisme dans sa globalité, soit pour en condamner l'application faite par la direction stalinienne. Dans cette dernière application, ils ont trouvé un allié de choix dans la personne de Léon Trotsky, probablement à son corps défendant.

Les trotskistes eux-mêmes ont consacré des efforts immenses à construire une pensée qui permette d'expliquer l'échec de leur leader et de ses conceptions en URSS. Il leur fallait expliquer l'incapacité de Trotsky et de ses proches à pouvoir imposer leurs vues au sein du *Parti communiste (bolchevique) de l'Union soviétique* (PCbUS), mais également partout dans le monde. Mais Trotsky lui-même avait écrit tout et son contraire, et ils se sont déchirés sur ses prophéties.

---

7. *Ibidem.*, p. 3.



Le plus dur était d'expliquer la solitude, l'isolement du « vieux » tout comme le fait que les trotskistes d'URSS se sont, pour la plupart, ralliés au XVII<sup>e</sup> congrès du PC(b)US et ont soutenu la « ligne générale ».

Dans une communauté de vues avec les propagandistes anticommunistes, il s'est élaboré une certaine « histoire », grandement légendaire, de l'Union soviétique. Cette histoire légendaire s'est cristallisée autour de « grands hommes », Lénine, Staline, Trotsky, dont les destins lient inextricablement le sort de l'URSS.

Celle-ci se nourrit alors de pages d'histoire classiques : la montée au pouvoir de Staline, par la fourberie, camouflant ses idées — si tant est qu'il en eût ! —, une collectivisation brutale et une planification mensongère, une longue montée en pression, avec l'instauration d'un totalitarisme hors de contrôle, culminant avec les purges et les procès, ayant pour but de rendre le Parti docile et liquider les compagnons de Lénine. Cette histoire, comme toutes les histoires conspirationnistes, s'autojustifie constamment. Staline fait tout, Staline peut tout. Lorsqu'il réprime, c'est pour montrer son pouvoir, lorsqu'il ne réprime pas, c'est pour tromper. Lorsqu'il soutient la NEP (nouvelle politique économique) c'est un droitier, lorsqu'il met en place la collectivisation, c'est pour camoufler le fait qu'il est toujours un droitier. Lorsque Enoukidzé est exclu, c'est pour montrer la main de fer, lorsqu'il est réintégré un an après, c'est une nouvelle fois pour cacher ses intentions.

Cette histoire ne connaît nulle prise de la logique et de la raison. Elle ne se nourrit que d'actes de foi. Certes les sources étaient faibles. Pourtant elles pouvaient être complétées en amont de la fin de la Guerre froide.

Des travaux comme ceux de Marc Ferro ou de Moshe Lewin sont toujours de bonne qualité aujourd'hui. De même, les Soviétiques présents dans les zones occupées par les Allemands (soit en leur qualité de prisonniers de guerre, soit en celle de *Hilwis*, les auxiliaires volontaires), ont été interrogés par les Américains dans le cadre du *Harvard Project*.<sup>8</sup> La seule véritable source impartiale avait été ramenée après guerre d'Allemagne, il s'agissait des archives de Smolensk. Après une étude préliminaire superficielle, et malgré la publication de *Smolensk under Soviet Rule* de Merle Fainsod (en 1958), elles ont passé près de 30 ans dans l'oubli.

---

8. Une sélection de documents numérisés est librement disponible à *The Harvard Project on the Soviet Social System Online*.

Elles étaient remises de côté, car elles ne servaient pas à cet usage tactique de l'histoire : attaquer le bilan de la direction stalinienne ou l'URSS dans son entier. Les documents à charge suffisaient. Il n'y avait pas besoin de plus. Aujourd'hui encore, elles sont d'ailleurs ce qui forme le socle premier des arguments anticommunistes, avec un rejet fanatique de toute remise en cause ou de toute analyse nouvelle.

# 1. FAIRE ÉVOLUER NOTRE REGARD SUR NOTRE HISTOIRE

---

Du côté des léninistes, un problème similaire s'est posé : que faire de l'histoire ? Aujourd'hui, il est rarissime qu'un militant ou une militante rejette en bloc l'existence du Goulag, des purges, des famines. La publication d'expériences, réelles, de répression, a rendu impossible le fait de maintenir la ligne de défense des années 1920-1930.

Dans le même temps, le courant anticommuniste totalitaire a pris une ampleur immense, appuyée par C.-J. Friedrich, Z. Brzezinski, R. Conquest, H. Carrère d'Encausse... Cette conception totalitaire s'est d'ailleurs appuyée sur les analyses de Léon Trotsky, qui, parmi les premiers, avait commencé à employer ce terme. I. Deutscher, un des grands spécialistes de L. Trotsky, indiquait ainsi que celui-ci écrivait, avant son élimination, un texte sur la question.<sup>9</sup>

« Le socialisme n'aurait aucune valeur s'il n'apportait non seulement l'inviolabilité juridique, mais aussi la pleine sauvegarde des intérêts de la personnalité humaine. Le genre humain ne tolérerait pas une abomination totalitaire sur le modèle du Kremlin. »<sup>10</sup>

Il est possible de retrouver notre analyse sur cette question dans les brochures précédemment rédigées.<sup>11</sup>

La domination presque sans partage du paradigme totalitaire, ainsi que la très grande difficulté pour trouver d'autres sources que celles sus-citées, a obligé à un revirement même chez les militants et militantes communistes. Ne pouvant ignorer les témoignages et les coups de boutoir de la part de la bourgeoisie, une nouvelle ligne de défense s'est construite : retourner l'histoire des trotskistes et des anticommunistes.

Tous les événements mis en avant par les autres historiographies sont inversés. Staline, de méchant omniscient et omnipotent est placé comme une figure de pouvoir compétente, œuvrant inlassablement à la création du

---

9. I. Deutscher, *Trotsky*, 1954-1963.

10. I. Deutscher, *The Age of Permanent Revolution: A Trotsky Anthology, 1879-1940*, 1964, p. 228.

11. « 100 millions de morts sinon rien. Partie V : Que s'est-il passé en Union soviétique ? », *Unité communiste*, 12 juin 2019. En annexe.

socialisme, manœuvrant avec génie pour changer la société. Il faut préciser que la responsabilité des militants et militantes communistes n'est pas totale. En faisant de Staline le maître déifié de l'URSS, les anticommunistes ont validé intégralement le culte de la personnalité. Il en est de même pour les révisionnistes khrouchtchéviens et pour les trotskistes. « On se limite en substance à dénoncer, comme étant la cause de tous les maux, les défauts personnels de Staline. On reste dans le domaine du culte de la personnalité. Auparavant tout le bien était dû aux qualités positives, surhumaines, d'un homme. Actuellement, tous les maux sont dus aux défauts exceptionnels et même ahurissants de ce même homme », écrivait Togliatti.<sup>12</sup>

Cette contre-histoire totalitaire se nourrit donc à la fois de bases similaires à celle des anticommunistes, notamment au niveau des processus de prise de décision et des rapports de pouvoir, mais en adjoignant à cela le fait de « tordre le bâton dans l'autre sens. » En somme, tout ce qui est dit, tout ce qui sert comme procédé d'accusation, est soit déformation anticommuniste, soit un mensonge.

Sur ces fondations, l'histoire apologique de l'URSS devient une justification du récit totalitaire. L'arrivée au pouvoir de l'équipe de direction stalinienne est toujours présentée comme une période de dépérissement démocratique, mais justifiée au nom de la nécessité, alors que la réalité est nettement plus complexe<sup>13</sup> et que les processus qui sont arrivés à maturité sous Staline avaient déjà commencé sous Lénine. Ils ont par ailleurs été vivement combattus par la direction nouvelle, qui a tenté à plusieurs reprises de ressusciter la démocratie soviétique.<sup>14</sup>

L'histoire de la répression est commune aux deux côtés de la barricade. Une histoire téléologique et policière, dans laquelle le scénario suit une trame unique et bidimensionnelle. La lutte contre les oppositions, les tourments de la révolution culturelle stalinienne, les purges, les procès s'enchaînent et culminent avec la *iejovchina*, prélude à la guerre. Elles sont jugées comme étant « un mal nécessaire » avec des « erreurs ». Mais elles ne remettent pas en cause un postulat :

---

12. P. Togliatti, cité in M. Merleau-Ponty, *Signes*, 1960, p. 374-375.

13. À ce sujet, l'ouvrage de M. Ferro (2017), *Des soviets au communisme bureaucratique : Les mécanismes d'une subversion*, réédition d'un travail des années 1980, ou les travaux de C. Bettelheim, qui montrent les rapports complexes entre Soviets et Parti dès 1917.

14. J. Arch Getty, *Origins of the Great Purges, The Soviet Communist Party Reconsidered, 1933-1938*, Cambridge University Press, 1985.

la toute puissance de la direction sur un Parti obéissant et efficace. Surtout, elles escamotent un pan important de la question : celles des insuffisances, des dysfonctionnements, des incompréhensions, des actions et des rétroactions.

Il est possible d'invoquer la faiblesse des sources pour justifier cette analyse. Ce désert est un fait. Mais d'une part les « staliniens apologiques » ont opté pour les mêmes méthodes d'analyse que les autres, c'est-à-dire une kremlinologie « rouge », de l'autre, il y a eu le fait d'écarter méthodiquement tous les travaux réalisés sur l'URSS, au nom d'un sophisme génétique : le fait qu'il s'agisse d'écrits non communistes. Au lieu de combattre les conceptions totalitaires, ces militants et militantes, malgré une bonne foi constante, les ont embrassées : ils en ont fait un étendard. La même chose s'est produite avec ceux qui acceptent la déstalinisation. Dans les deux cas, c'était uniquement les décisions du Parti qui donnaient le ton, et il suffisait de lire les discours pour pouvoir pénétrer profondément la pensée des grands idéologues communistes.

Jusqu'à l'ouverture des archives et dans le déferlement anticommuniste de la fin de la Guerre froide, il pouvait être légitime de procéder ainsi. Mais légitime ne veut pas dire juste. Il fallait contre-attaquer et défendre ce qui devait être défendu. Éviter que notre histoire soit, dans sa chute, précipitée dans les enfers et intégralement disqualifiée. Pour réaliser cette tâche difficile, certains ont rejeté les accusations de la part de la bourgeoisie comme un bloc. Ce rejet, compréhensible, s'est mêlé à la difficile tâche d'être critique et analytique. Sous la pression ces autres aspects ont été remisés. Cette absence de critique a fait que beaucoup se sont sentis trompés par la manière dont l'URSS et les expériences socialistes ont été présentées, en externe comme en interne. En faisant une défense sous la forme de l'apologie, elle a entraîné la déception. Au cours de l'existence de l'URSS, cette défense aveugle a contribué à détacher les travailleurs du *Parti communiste français* (PCF) (en 1956 comme en 1991) au lieu de les souder.

Aujourd'hui, cette pression d'une défense pied à pied n'existe plus. Celle qui existe est, en revanche, celle de reconstruire une histoire juste, critique, utile. Il n'y a pas de sens à nier l'existence du Goulag, des purges, de la Terreur, de la collectivisation forcée ou du traité de non-agression germano-soviétique. En revanche, il existe un impératif de les comprendre et de les expliquer. D'une part pour combattre les mensonges. D'autre part pour que nous puissions comprendre à quels obstacles nous aurons nous même affaire, si ou quand nous nous retrouverons à gérer un État.



---

## II. COMPRENDRE L'HISTOIRE POUR CONVAINCRE

---





Comprendre l'histoire en profondeur permet de dépassionner sa défense. Il est normal que la très grande majorité des individus soient horrifiés par le fait que nous puissions défendre — même de manière critique — l'Union soviétique. Comment ne pas les comprendre ? Comment ne pas prendre en compte le fait que l'Éducation nationale, l'*histotainment*, ou les publications à grand tirage influencent les masses ? La bourgeoisie a fait de la condamnation du communisme une priorité absolue. Les publications actuelles, qui mettent en avant le Goulag ou les « crimes staliniens » sont une piqûre de rappel constante pour vacciner les prolétaires et les classes populaires contre la révolution. Nous devons comprendre cela, ou nous serons isolés.

De même, nous devons comprendre les engagements de ceux qui veulent lutter ou qui luttent. Quelqu'un qui se tourne vers l'anarchisme ou le trotskisme, ou même le réformisme radical, le fait en tout premier lieu parce qu'il ou elle pense qu'il s'agit d'une voie juste. Une voie qui apparaît juste car moins lourdement condamnée par l'Éducation nationale ou par les médias bourgeois. De prime abord, il est parfaitement logique qu'une personne sincère et bien intentionnée ne se rue pas dans les bras des « fossoyeurs de la révolution », les « autoritaires », tels que sont qualifiés les léninistes. Cette conception se voit d'ailleurs dans le rapport ambigu entre trotskistes et anarchistes. Trotsky était l'un des dirigeants bolcheviques les plus brutalement antianarchistes. Pourtant, il est vu plus positivement que Staline par les libertaires. Il ne s'agit pas donc d'une position conçue sur la base d'une réflexion historique, mais bien d'une image mentale.

Cette image mentale est parfois tellement intériorisée que la briser est une lutte de longue haleine. Dans plusieurs débats, les arguments de nos contradicteurs étaient basés sur le « sentiment » que le stalinisme, le maoïsme, Staline, ou autre, étaient de telle ou telle manière, qu'il s'y était passé telle ou telle chose. Cette conviction profonde est en partie nourrie par l'idéalisme et accentuée par ses déclinaisons les plus poussées, comme le postmodernisme, pour lequel les idées et les récits individuels sont plus porteurs de vérités que les faits.<sup>15</sup> Pour permettre de la battre en brèche, il est fondamental de savoir présenter une histoire compréhensible, cohérente, qui puisse permettre de prendre appui sur les éléments justes déjà présents. Cette histoire demande à être condensée.

---

15. À ce sujet, « Fin de partie. Partie VII : Le postmodernisme contre le communisme », *Unité communiste*, 24 mai 2017.

Mais au-delà du débat historique historisant, souvent ramené à l'acte de foi, il existe quelque chose de plus profond et de plus essentiel : le travail militant vers ceux et celles qui partagent les conceptions anticomunistes. Convaincre du bien-fondé de la révolution ne se fait pas sur la base d'un engagement identitaire, historiographique, mais bien sur la démonstration, là aussi, d'une stratégie permettant de construire cette révolution. Même chez les anticomunistes des classes populaires, il existe des idées justes. C'est sur elles qu'il faut prendre appui. Il nous faut apporter ce que ces courants idéologiques ne peuvent apporter : un réel approfondissement des questions et de la trajectoire vers la révolution. Le réexamen des questions historiques est non seulement secondaire, mais il se fera de lui-même plus tard. Pour parler caricaturalement, on devient « stalinien » par sa pratique avant de l'être par son adhésion historique.

C'est là où une solide compréhension en profondeur est utile : elle permet de rattacher les événements à leur signification profonde. L'adhésion aux conceptions maoïstes sur la base de la Révolution culturelle n'est pas la même chose que d'adhérer à la question d'une révolution culturelle sans majuscule, luttant contre les travers d'un pouvoir imparfait, vulnérable à la lutte des classes sous le socialisme. Ergoter sur la dénomination précise sans prendre en compte son sens profond revient à saboter le débat.

À l'inverse, recruter sur la base unique de l'adhésion à un corpus vague n'est pas intéressant. C'est pour cela que nous renonçons en tant qu'organisation à trancher d'une manière nette et définitive notre positionnement sur certains débats. La question du maoïsme, par exemple. Si certains de nos membres se revendiquent de Mao et de l'expérience de la Chine, ce n'est pas une obligation pour adhérer. En effet, il existe d'immenses étapes à franchir avant d'avoir à se poser la question du maoïsme en tant qu'approfondissement ou que rupture dans le léninisme. Préempter sur ces questions serait baser l'adhésion sur le folklore et non pas sur la compréhension profonde de ce que cela signifie. En revanche nous considérons comme préalable le fait de ne pas rejeter l'étude de cette expérience.

Beaucoup d'organisations et de petits groupes s'attachent à régénérer la connaissance de notre propre histoire. Mais elles font face, seules, à cette somme ingérable de travail. Or, logiquement, beaucoup mettent en premier lieu la connaissance pointue.

Nous avons eu ainsi des discussions animées avec des militants et des militantes qui plaçaient très haut dans leur échelle des priorités la prise de position sur des sujets extrêmement précis. Nous-mêmes, dans nos premières années

d'existence, avons surestimé grandement l'importance de ces « questions de principe ». Or, ce que nous a enseigné l'expérience de ces quelques années de travail, c'est que les questions étaient prises à l'envers. Elles ne peuvent être tranchées sans que les moyens matériels de le faire n'existent. En réalité, c'est l'unité sur des bases simples, de principes politiques accessibles, qui permet de disposer d'une masse critique permettant de réaliser ces tâches supérieures. À trop fonctionner comme des « minipartis », nous tendons à nous épuiser dans la construction d'une connaissance parcellaire que nous érigeons comme vérité absolue. C'est là une dérive sectaire que nous devons combattre.



---

III. COMPRENDRE  
L'EXPÉRIENCE  
SOCIALISTE POUR  
LA DÉFENDRE,  
DÉFENDRE  
L'EXPÉRIENCE  
SOCIALISTE POUR  
LA COMPRENDRE

---



Comprendre l'expérience socialiste en sortant d'une approche mythologique permet de la défendre. Défendre cette expérience permet aussi qu'elle ne soit pas mise à l'index, censurée, interdite, et que son étude puisse être autre chose que la transgression d'un tabou.

L'histoire de l'Union soviétique est souvent résumée à la dictature absolue de la part d'un dirigeant ou d'une poignée de dirigeants, qui agissent avec un mépris constant de la vie humaine. Il s'agit d'un postulat de départ commun aux anticommunistes. L'idée même que la direction soviétique ait pu tenter d'agir pour enrayer les famines, pour soulager les populations, pour améliorer leur quotidien est vue comme une hérésie.

Pourtant, *a contrario*, l'expérience des États socialistes est bien plus profonde que cela. Les expérimentations se sont heurtées à des situations imprévues, inédites, et les forces actives ont tenté d'y faire face comme elles le pouvaient : souvent avec des hésitations, des oscillations, des errements, des incompréhensions. Il faut la défendre contre les mensonges, les inventions et les calomnies. Ainsi il n'est pas acceptable que, en 2020, les gouvernements européens puissent publier une résolution anticommuniste basée sur une historiographie datant d'il y a 40 ans. Une historiographie d'autant plus vieillotte qu'elle est aussi teintée par un épais fond d'extrême droite. Mais pour à la fois répondre à cela et pour apporter une réponse construite, il nous faut les moyens de produire un matériel de qualité. L'acte de foi ne suffit pas.

Il s'agit de quelque chose qui doit nous séparer des autres chapelles et des autres courants. Ceux-ci sont marqués par le mythe : il existe une mythologie anarchiste, trotskiste et révisionniste. Malgré les trajectoires différentes, elles partagent un trait commun : l'explication de leur échec par la responsabilité principale d'un facteur exogène.

Dans la tradition orale des courants anarchistes et trotskistes, c'est l'ogre stalinien qui tient le rôle clé. Derrière ce vocable polysémique se trouve des réalités extrêmement variées, mais un même scénario. Une confiance aveugle et naïve de la part d'individus crédules, poignardés dans le dos et trahis, abusés par les « staliens », des êtres sans foi ni loi. À aucun moment ce ne sont des processus objectifs, les mécompréhensions de la lutte des classes ou une ligne inadaptée qui sont mis en cause. Même en prenant en compte une supposée roublardise constante des « staliens », cette histoire ne les sert guère : elle ne fait que démontrer leur inadaptation à la réalité concrète. Or, nous ne choisissons pas les conditions dans lesquelles nous menons notre combat, et nous sommes condamnés à nous adapter à ces « paramètres contingents », ou condamnés à périr.

Le dogmatisme intemporel des trotskistes et des anarchistes leur permet d'éviter les remises en causes, de sauvegarder la pureté et l'infaillibilité des grands chefs. Car, quoiqu'ils le nient, ces courants sont tout autant victime du culte de la personnalité que les autres.

Le courant révisionniste place, quant à lui, la compréhension des échecs chez d'autres acteurs exogènes. À la place de l'omniprésent et omnipotent stalinien, c'est « l'agent de l'étranger » qui est mis en avant. Il est vu comme le principal acteur de la décomposition de l'URSS. Nul n'est invulnérable à cela. Henri Alleg, personne héroïque au demeurant, décrit ainsi la chute de l'URSS, dans *Le grand bond en arrière* (1997), comme étant causée par les interventions extérieures ou par le surgissement d'éléments capitalistes *ex nihilo*. Pour lui, il est impossible que cela puisse provenir de la lutte des classes en URSS. Il évacue cette question, car elle ne peut exister dans l'Union soviétique.

Ces historiographies puisent dans un inconscient conspirationniste. Elles placent la responsabilité de leurs échecs dans l'action d'un groupe restreint de personnes (ou d'une personne parfois!), possédant des relais secrets et appliquant un agenda cryptique. Cette clé d'explication, simplissime, permet de tout ramener à l'action ou la duperie de la part de la direction stalinienne (ou des « staliniens » d'ailleurs). Elle résiste à toute analyse objective. Les exemples ne manquent pas.

Lorsque l'URSS n'aide pas la République espagnole contre le franquisme, c'est une trahison. Lorsqu'elle l'aide, c'est une duperie.

Lorsque Staline purge l'appareil, c'est pour installer le pouvoir de la bureaucratie. Mais comme la bureaucratie est la principale victime de ces purges, c'est pour tromper les masses.

Lorsque Staline refuse d'échanger son fils contre des généraux nazis, c'est un homme cruel, mais s'il acceptait, que dirait-on ?

Il se crée alors une espèce de couche épaisse, qui emprisonne l'esprit et le rend imperméable à tout argument.

Il est, néanmoins, notable que le courant léniniste et la direction de Staline portent une part de responsabilité dans l'apparition de phénomènes de ce genre. Elle-même a usé et abusé de ce type d'explications, résumant les difficultés de la construction du socialisme par l'action d'agents étrangers, de vieilles classes, de saboteurs. Contrairement aux conspirationnistes d'aujourd'hui, qui sont



des prestidigitateurs, la grande majorité des travaux sur cette question laisse supposer que ces conceptions étaient extrêmement répandues dans la société soviétique. Elles existaient dans la paysannerie comme dans les plus hautes sphères de la direction.

« Staline, le chef national du NKVD, Ezhov [Iejov], et des agents haut placés du NKVD croyaient sincèrement que la nation était criblée de complots et de conspirations. Rittersporn soutient que ces théories ont été utilisées par la population et les dirigeants pour expliquer les difficultés de la vie quotidienne et les dysfonctionnements chroniques du système, qui ont été attribués à divers complots et sabotages. Selon lui, cette réaction était enracinée dans les croyances rurales traditionnelles selon lesquelles les machinations des mauvais esprits expliquaient les malheurs ordinaires. »<sup>16</sup>

Il convient cependant de nuancer cela. L'assassinat de Kirov est ainsi rapidement imputé, par la population, à l'action d'une conspiration. Ce n'est pas le cas de la direction soviétique, qui, au premier abord, n'avait pas évoqué cette hypothèse. Si elle conduit à condamner moralement Zinoviev et Kamenev, elle n'est pas le prélude à une opération d'ampleur. Sa première conséquence est l'échange des documents du Parti, en 1936. Ce n'est qu'après, sous l'impulsion de Iejov, que cette affaire devient l'élément-clé d'une hypothèse conspirationniste.<sup>17</sup>

Après 1937-38, puis, surtout, après la guerre, cette clé d'explication a peu à peu été remplacée par une analyse plus profonde, avec une meilleure compréhension de la lutte des classes interne au socialisme, notamment dans *Les problèmes économiques du socialisme en URSS* (1952), qui a contribué, sur le tard, à améliorer les choses et à déceler les causes endogènes. Mais, entre temps, la très grande difficulté de compréhension des conséquences des choix politiques, la distorsion des directives en fonction des réalités locales et des potentats locaux, s'est payée extrêmement cher. Mais cette peur n'était pas sans raisons concrètes et matérielles :

« Dans les années 1930, les staliniens n'ont jamais eu l'impression de contrôler réellement le pays. Les transports et les communications étaient médiocres et les représentants du régime étaient peu nombreux, surtout en dehors des villes. Il n'y a même pas de ligne téléphonique vers l'Extrême-Orient soviétique

---

16. J. Arch Getty, R. T. Manning, *Stalinist terror, new perspectives*, Cambridge University Press, 1993, p. 7.

17. Sur cette question, nous ne pouvons que conseiller la lecture de « *Appendix: the Kirov assassination* », dans *Origins of the Great purges*.

avant les années 1930. Dans la partie européenne de la Russie, relativement développée, la plupart des communications avec les comités du parti se faisaient par télégraphe ou par des courriers livrés par des coursiers à moto. Le temps, la boue et la neige isolaient de nombreux villages de tout contact avec le régime pendant des mois de l'année. Les responsables locaux du parti interprétaient et déformaient souvent [*frequently interpreted and misinterpreted*] les directives de Moscou de manière à répondre à leurs besoins locaux. Tout au long de la décennie, le Comité central s'est constamment plaint du manque de "respect des décisions" et a passé beaucoup de temps à créer des mécanismes pour contrôler les dirigeants locaux mécréants et désobéissants. (Pour une discussion sur les ruptures dans la chaîne de commandement du parti, voir J. Arch Getty, *Origins of the Great Purges: The Soviet Communist Party Reconsidered, 1933–1938*, New York, 1991).

Les régimes établis qui reposent sur une base d'acceptation populaire générale et d'ordre consensuel n'ont pas besoin de recourir à la terreur ; ils peuvent s'appuyer sur le consensus pour assurer la stabilité et le respect des règles. Comme l'a noté Pierre Bourdieu, "une fois constitué un système de mécanismes capable d'assurer objectivement la reproduction de l'ordre existant par son propre mouvement, la classe dominante n'a plus qu'à laisser le système qu'elle domine suivre son cours pour exercer sa domination ; mais tant qu'un tel système n'existe pas, elle doit travailler directement, quotidiennement, personnellement, à produire et à reproduire des conditions de domination qui, même alors, ne sont jamais entièrement dignes de confiance". (Pierre Bourdieu, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Cambridge, 1977, p. 190.) Les bolcheviques, même dans les années 1930, n'ont jamais bénéficié de ce niveau d'acceptation et ont constamment craint pour la sécurité de leur régime.»<sup>18</sup>

Ce sentiment d'encerclement et ce manque de confiance ne pouvaient que se comprendre. Il rapproche, de ce point de vue, l'expérience de la terreur de 1937 d'événements comme les procès des sorcières de Salem. Il existe cependant un réel danger de voir ce sentiment d'isolement prendre le pas sur tout raisonnement cohérent. Pour pouvoir le comprendre, il est nécessaire de pouvoir enrichir son point de vue d'autres sources.

---

18. J. Arch Getty, O. V. Naumov, *The road to terror, Stalin and the self destruction of the bolsheviks, 1932–1939*, Yale University Press, 1999, p. 15.

L'hypothèse même de s'appuyer sur les travaux de scientifiques bourgeois passe parfois pour une hérésie. Elle remettrait en cause l'infailibilité des grands théoriciens du marxisme. Pourtant cet enrichissement est plus que salutaire pour plusieurs raisons :

- Indépendamment des immenses qualités de ceux qui ont pu travailler à la constitution de la théorie marxiste, ils n'en restent pas moins des individus, non des surhommes ou des surfemmes. Ces individus ont commis des erreurs, ont lancé des ballons d'essai, se sont ravisés, etc. Comme il existe une progression, une trajectoire, leurs travaux sont *de facto* de qualité inégale.
- La construction des expériences socialistes s'est faite dans un contexte extrêmement difficile, dans lequel les décisions prises par la direction avaient un caractère expérimental. Les acteurs eux-mêmes ne pouvaient pas forcément avoir le recul nécessaire sur leurs propres actions. Elles pouvaient avoir également des effets imprévisibles, comme la stagnation de 1936-1940.
- Certains choix politiques et économiques ont eu des effets de rétroaction absolument imprévus : c'est le cas du stakhanovisme par exemple, qui, en mettant l'accent sur le travail individuel, entraînait parfois des dysfonctionnements dans le travail collectif. Paradoxalement, les cadres techniques, en voulant intégrer les stakhanovistes dans le plan de travail, ont été accusés de sabotage.
- Beaucoup de ceux qui ont écrit sur ces questions, à cette période, se sont trouvés pris au piège entre deux tâches contradictoires : d'une part analyser l'URSS et son fonctionnement, de l'autre la défendre. L'un implique des critiques, l'autre un soutien sans faille. Le plus souvent, les organisations communistes (dont le PCF), ont mis à l'index toute critique de l'URSS, entravant l'émergence d'une histoire « objective ».
- Pour ces mêmes raisons, les études tout à fait honorables, réalisées par des scientifiques sincères, ont été boudées par les militants et militantes. D'autres ont été écrites sur la base de matériaux premiers de mauvaise qualité, et donc ont donné des résultats négatifs (comme les tomes 2 & 3 de *La lutte des classes en URSS*, basées en grande partie sur les travaux du trotskiste Pierre Broué).
- Ultimement, les expériences socialistes ont échoué. Il n'est donc pas possible de se fier uniquement à l'opinion de leurs principaux acteurs pour tout analyser et tout comprendre.

Pourtant, un travail critique est plus utile pour nous, actuellement, qu'un travail apologique mais creux. Et, en dernière instance, ces travaux tendent à mieux défendre l'URSS et le communisme que la propagande bas-de-gamme. Ces travaux permettent de voir que l'Union soviétique de la période stalinienne était loin d'être monolithique, d'être une mécanique froide et rodée. Sa direction elle-même était très éloignée d'un bloc figé, soumis et tremblant de peur devant la seule personne de Staline. Le portrait qu'en font les chercheurs et les chercheuses actuelles est très éloigné de cela. Il est celui d'une société bouillonnante, pleine de contradictions, dans laquelle la population est loin d'être passive. La direction moscovite apparaît parfois lointaine, tandis que ses vues ne sont pas toujours appliquées par les échelons inférieurs du Parti.

Ce nouveau portrait remet en cause le récit téléologique, l'histoire policière et totalitaire de l'URSS. Des événements aussi imbriqués que les Grandes purges, les Grands procès et la Grande terreur apparaissent désormais comme étant les fruits de processus distincts les uns des autres. Elles permettent de voir également qui étaient les condamnés, quelle était leur sociologie, et que les élites étaient nettement plus vulnérables que les ouvriers et ouvrières.

La société soviétique apparaît plus concrètement, dans sa relation avec le pouvoir, mais également les relations de ses différents corps les uns avec les autres. Ainsi les cibles de la répression ne sont pas toujours décidées au sommet, mais peuvent provenir de réunions plénières de partis et de sans-partis (comme la « purge par en bas » de 1935). Les paysans dénoncés comme koulaks par les autres villageois ne sont pas toujours les plus riches, mais parfois les moins bien intégrés dans le kolkhoze ou dans la communauté. Les ingénieurs dénoncés comme saboteurs par les ouvriers sont parfois simplement mal aimés, ou inquiets de la désorganisation produite par le stakhanovisme...<sup>19</sup>

Il est possible également d'en savoir plus sur le point de vue de la direction elle-même, sur son univers mental, sur sa perception des menaces et des difficultés. Staline ne peut plus être, dans l'état actuel des choses, considéré comme un « roi solitaire », mais au contraire ne peut plus être isolé de son équipe.<sup>20</sup> Ces travaux redessinent les perspectives de compréhension des rapports de pouvoir au sein du Comité central du PC(b)US. Les rapports sont plus ou moins tendus, plus ou moins conflictuels, plus ou moins confraternels... Mais

---

19. À ce sujet, il est plus que conseillé de lire *Stalinist terror, new perspectives*, qui compile plusieurs articles sur ces questions.

20. S. Fitzpatrick, *Dans l'équipe de Staline, de si bons camarades*, 2018.

surtout, une forme de pluralisme politique émerge, pluralisme dans les limites de la construction du socialisme. Si les fractions ont été interdites en 1921, il existe toujours des tendances et des clans.

Dans les années 1930, par exemple, la ligne de fracture passe entre Molotov et Ordjonikidzé, qui vont jusqu'à se confronter l'un à l'autre en plein congrès (1934), sur la question du rythme d'industrialisation. Plus tard, elle est entre Jdanov et Iejov, l'un pensant que les problèmes au sein du Parti se résolvent par la hausse du niveau théorique et politique, l'autre par le fait de « démasquer » les traîtres. Staline, loin d'être un personnage faible, ne semble pourtant pas faire preuve d'un avis tranché sur l'ensemble des questions, s'en remettant à ses subordonnés.

Surtout, alors que la doxa totalitaire en fait quelqu'un dont le pouvoir atteint un sommet dans la période 1945-1953, il se montre de plus en plus absent, chaque fois davantage isolé, et finalement presque sur le banc de touche après un XIX<sup>e</sup> congrès catastrophique pour la gauche de son équipe.

# 1. LUTTER CONTRE LA CONSPIRATION OMNIPRÉSENTE

---

Ces travaux de recherche mettent fin au mythe conspirationniste d'une direction intégralement trustée par Staline, qui impose son agenda personnel. Elle replace la direction soviétique dans une situation nettement plus réaliste, sans omniscience et sans une maîtrise parfaite des évènements. Les emballements existent, comme pendant la collectivisation, qui forme une véritable révolution culturelle. Des bataillons entiers de jeunes activistes bolcheviques sillonnent les campagnes. Ils appliquaient avec un zèle parfois féroce les directives du Parti, quitte à les outrepasser, au nom de la révolution. Getty, à nouveau, en parle ainsi :

« La révolution stalinienne était une campagne enthousiaste, pas une politique. Les “normes” industrielles scientifiques et les calculs rationnels du potentiel agricole ont été abandonnés au profit d'une mobilisation passionnée. “Les bolcheviques peuvent prendre d'assaut n'importe quelle forteresse” est devenu le mot d'ordre de la nouvelle révolution ; la vitesse et la quantité, plutôt que la précision et la qualité, sont devenues les critères de réussite. Les avertissements prudents étaient dénoncés comme du sabotage ou du “ naufrage capitaliste ”, et les analyses minutieuses étaient suspectes. Personne ne pouvait rester à l'écart de la grande poussée vers la modernisation et le socialisme. La période du premier plan quinquennal (1928-1932) est marquée par l'exubérance et l'enthousiasme. Des millions de travailleurs sont allés à l'école et sont devenus cadres. Des millions de jeunes paysans ont quitté les villages pour se lancer dans de nouvelles vies en construction. Les jeunes se sont portés volontaires en grand nombre pour travailler à l'effort commun, pour aider à la collectivisation et pour améliorer leurs qualifications professionnelles. Pour les jeunes Nikita Khrouchtchev et Leonid Brejnev, c'était la meilleure des époques. C'était la période de l'optimisme et du dynamisme, celle qui a lancé leur carrière. La mobilité ascendante enthousiaste de la plèbe ressemble fort à l'aboutissement de la révolution : les travailleurs prennent le pouvoir et construisent le socialisme ! »<sup>21</sup>

Finalement, l'explosion de violence de 1937, souvent perçue comme l'aboutissement d'un long processus policier téléguidé par Staline, se montre sous son vrai jour : une conjonction de différents processus arrivés à maturité.

---

21. J. Arch Getty, O. V. Naumov, *The Road to Terror: Stalin and the Self-Destruction of the Bolsheviks, 1932-1939*, Yale University Press, 1999, p. 43.

- Des difficultés internes au Parti : frustration des échelons inférieurs du Parti face à la mainmise d'un certain nombre de potentats locaux ; méfiance de ces potentats face à ces subordonnés et subordonnées ; énervement de la direction face à l'immobilisme et au manque de réactivité des mandarins ; tentatives de ces mandarins de dévier l'énervement de la direction contre des boucs émissaires...
- Des problèmes économiques : stagnation économique et accroissement des écarts de niveau de vie, produits par la complexification de l'économie ; refus des kolkhozes d'honorer leurs versements, ce qui s'est traduit par l'impossibilité pour les stations de travail de payer le carburant et les pièces pour les tracteurs, entraînant des baisses dans les rendements agricoles...
- Conflit entre les planificateurs et les stakhanovistes, ce qui désorganisait la production et entraînait des dénonciations, lesquelles contribuaient à désorganiser la production à leur tour...
- Des conflits de société, dans lesquels démasquer l'ennemi servait également à régler son compte à des affaires personnelles.
- Vampirisation des ressources par le budget militaire (le premier du monde) et méfiance grandissante envers la menace bonapartiste et fasciste.
- Des guerres internes et obscures entre factions au sein du Parti...

Quel rôle pour les procès de Moscou dans cette équation ? La question demeure ouverte. Mais *a minima*, certaines choses sont claires. Trotsky essayait de créer les conditions de son retour en URSS, quitte pour cela à passer les accords et les compromis les plus douteux. Il est cependant improbable que ses alliés et appuis, qui ne partageaient pas ses thèses, lui auraient laissé la moindre chance de revenir. Le compte rendu fait par l'agent du NKVD, Mark Zborovski, compagnon de beuverie du fils de Trotsky, montre le peu de confiance qu'avait celui-ci dans ses chances de succès.

Boukharine, Rykov, Tomski ou d'autres ont probablement agi en fonction de leurs opinions, en étant effrayés par la collectivisation et la planification, et ont certainement essayé de trouver les moyens d'arrêter les frais. Mais il n'est pas exclu non plus qu'une certaine prophétie autoréalisatrice se soit opérée : Boukharine, sentant le sol se dérober sous ses pieds, essaya de trouver des issues illégales, ce qui confirmait les soupçons de ses persécuteurs...

Il existe également, dans le choix de la mise en scène et du caractère public de ces procès, une dimension de « prophylaxie sociale », pour reprendre les termes de Annie Kriegel. Cette prophylaxie servait à démontrer que quiconque, quelle que soit sa place dans la hiérarchie du Parti, pouvait chuter s'il transgressait les lois.

Quant à l'armée, le travail sur les purges militaires permet de les restituer dans leurs justes dimensions, soit 6/7 % de militaires démis de leurs fonctions de manière définitive.<sup>22</sup> Quant à Toukhatchevski lui-même, la fermeture des archives sur cette question la rend, pour le moment, insoluble. Cela n'enlève rien au fait que, politiquement parlant, le maréchal avait le « profil parfait » pour être un équivalent à Bonaparte.

Or, si le détricotage des processus de la répression en général, et de la *iejovchina* en particulier, la rend plus compréhensible, elle la rend aussi nettement moins acceptable que dans la doxa totalitaire inversée. Cette doxa exige qu'elle soit jugée comme un « mal nécessaire ». Aujourd'hui, elle ne peut ni être vue comme une opération téléguidée pour « sauver le Parti », ni comme une opération pour l'inféoder à l'ogre stalinien. Elle est ce qu'elle est : une singularité de violence, à la croisée d'une multitude de chemins.

Les deux doxas survivent cependant. Chez les anticommunistes, la même rengaine est répétée. Dans nos rangs, inlassablement, nous entendons aussi les mêmes histoires. Elles sont celles qui sont les plus diffusées. Ainsi dans *Staline : Histoire et critique d'une légende noire* (2008), Domenico Losurdo a produit un immense mémoire en défense de Staline et du stalinisme. C'est quelque chose qui peut tout à fait se comprendre. Nous sommes un grand nombre à vouloir laver les affronts. Certains se sont essayés à écrire de véritables actes de réhabilitation de Staline. Le grand problème de ce travail, au demeurant quasiment introuvable, est qu'il s'agit, là encore, d'un ouvrage bâti sur une histoire totalitaire inversée. D'une part, la pétition de principe est inversée (gentil au lieu de méchant), d'autre part, le contrôle totalitaire sur la société est maintenu, avec un Parti efficace et parfaitement rodé, avec des ennemis intérieurs qu'il faut liquider... En défendant Staline par Staline, ou par des contemporains, Losurdo pêche par les sources.

---

22. R. R. Reese, « *The Red Army and the Great Purges* » in J. Arch Getty, R. T. Manning, *Stalinist terror, new perspectives*, Cambridge University Press, 1993.



Plus complexe est la situation de Grover Furr.<sup>23</sup> Furr utilise des sources nombreuses et variées. Il a réalisé aussi un vrai travail de fond sur les archives, notamment celles de Trotsky, dans lesquelles il a pu trouver un certain nombre de mensonges et d'amalgames. De ce point de vue, il apporte des éclairages sur la propagande anticommuniste et sur le pont qui s'est formé entre l'anticommunisme de droite et celui « de gauche ». Trotsky, à son corps défendant, a été utilisé par la droite et l'extrême droite dans leur croisade.

En ce qui concerne les purges et la *iejovchina*, il analyse parfois très justement les choses : il reprend de J. Arch Getty la question de la résistance des potentats locaux à la démocratisation. Il apporte des éléments convaincants sur l'exagération de la répression par ces échelons intermédiaires, dans le double but de remplir et de dépasser les plafonds d'arrestations maximum autorisés, mais également de rendre la répression inefficace en accusant et contre-accusant tout ce qui bouge. Cependant, il fait de Iejov un conspirateur qui œuvrait dans le but de protéger l'appareil tout en discréditant la direction soviétique. En somme, un champion de la bureaucratie.

Ce portrait de Iejov est totalement contradictoire avec l'ensemble des travaux réalisés sur sa personne. Ouvrier, « vieux bolchevique », Iejov était plus connu pour sa détestation de la bureaucratie que pour sa propension à la défendre. Dans les débats au sein du Politburo, il était un partisan constant du « démasquage » des ennemis de la révolution. B. A. Starkov et J. Arch Getty ont d'ailleurs proposé deux approches de la question dans *Stalinist terror, new perspectives* (1993). Dans les deux cas, Iejov apparaît comme une personne sincèrement convaincue qu'il existe des conspirations antisoviétiques dirigées par des cadres de l'industrie, ce qui fait écho à son parcours personnel d'ouvrier et à son inimitié pour cette catégorie sociale.

En retirant la possibilité de l'erreur de bonne foi, Furr appuie une hypothèse conspirationniste, hypothèse qu'il étaye en empruntant certains éléments à la méthode hypercritique : il joue sur le sens des mots (extorquer des aveux = faire avouer), récuse certaines sources ou certains témoignages sur la base d'un sophisme génétique, mais procède également par la pétition de principe (qu'il dénonce quand elle ne va pas dans son sens). Or, cette méthode ne permet pas de comprendre les faits, ni de pouvoir les défendre.

---

23. Auteur de *Khrouchtchev a menti* (2011), de *Les amalgames de Trotsky* (2015), mais aussi de *Iejov contre Staline* (2016).

Paradoxalement, les travaux de Marc Ferro, de Alain Blum, de Nicolas Werth, ou d'historiens et d'historiennes anglo-saxons (Fitzpatrick, Getty, Carr, Wheatcroft) sont plus utiles que ceux faisant une défense rigide du stalinisme. Ils peuvent parfaitement être employés conjointement avec les classiques pour permettre de retrouver véritablement le sens de ceux-ci.

Seul ce travail conjoint permet de comprendre l'intérêt de textes staliniens tels que *Le vertige du succès* (1930), ou encore *Pour une formation bolchevique* (1937). Ils révèlent des difficultés extraordinaires à mettre en œuvre la construction du socialisme. Ils contribuent aussi à rendre plus réalistes les portraits des acteurs : les choix de ceux-ci, parfois hasardeux, font écho à ceux qui sont faits à l'heure actuelle dans le milieu militant, ainsi que l'existence de réseaux, de conflits, de luttes souterraines où l'idéologie passe au second plan.

Quelque part, ne pas prendre en compte tous ces aspects revient à n'utiliser que la physique classique et la logique déductive pour comprendre le monde. Or, il existe aussi des phénomènes quantiques, contradictoires, qui brouillent l'analyse. À une certaine échelle, ils peuvent devenir primordiaux. C'est là où une compréhension profonde du marxisme est vitale.

---

IV. COMPRENDRE  
LE MARXISME  
ET L'HISTOIRE  
DU MARXISME  
EN PROFONDEUR

---



Séparer l'activité militante du savoir des classiques et de l'enrichissement par l'expérience de l'histoire ne peut mener qu'à un échec. Ces trois aspects doivent être imbriqués les uns avec les autres, et se faire écho les uns aux autres. Ils entretiennent un rapport dialectique.

- Le point nodal, incontournable, est le lien vivant avec les masses, avec les exploités et exploitées, avec les travailleurs et travailleuses. C'est à partir de la matière vivante que le marxisme a été construit. C'est l'étude du vécu et des rapports entre les individus qui a permis de pouvoir lui donner forme. De plus, sans connaître le vécu des travailleurs et des travailleuses, leur état d'esprit, leurs questionnements, il n'est pas possible de réaliser quoi que ce soit d'utile. De même, le travail d'enquête ne peut se limiter aux seules classes amies, aux exploités et exploitées, aux opprimés et opprimées. Il doit se marier avec un travail sur l'état d'esprit et les buts de la bourgeoisie et des classes ennemies. Cette compréhension globale de la société permet d'éviter une analyse cloisonnée et fragmentée de celle-ci et permet de la replacer dans une approche systémique : de la société et de ses rapports en tant que système (en prenant en compte notamment les attachements, les superstitions, mais aussi le nationalisme).
- Le second aspect est l'étude des classiques du marxisme. Les bases théoriques qui permettent non seulement de réaliser l'enquête, mais également de pouvoir tracer des perspectives — politiques comme organisationnelles — sont présentes dans ces travaux. À cela, il est important d'adjoindre les travaux de ceux qui ont continué à l'approfondir, à le développer, à l'enrichir. En revanche, se limiter à cela n'est pas suffisant. Pas suffisant, parce que cela n'embrasse pas toute la complexité des questions qui se posent, mais également parce qu'il est important de soumettre au feu de la critique les connaissances et l'expérience accumulées. Un des apports les plus considérables de Mao Zedong sur la relation entre théorie et pratique est condensé dans *Contre le culte du livre* (1930). Paradoxalement, certains groupes parviennent à en faire une lecture dogmatique, brisant par là même le contenu de cet ouvrage.
- Les apports des exégètes et des continuateurs jouent, ici, un rôle immense pour remettre en perspectives les classiques et leurs apports. Ils permettent de resituer les œuvres dans un contexte historique, social, économique, culturel. Mais l'histoire permet également de pouvoir restituer le rapport de force dans lequel elles ont été rédigées. Les classiques et les travaux extérieurs permettent d'élever le regard de la pratique au-dessus de l'horizon.

Ne pas se contenter de notre rapport individuel, étroitement subjectif, aux choses. Ne pas non plus se contenter de ce que peuvent produire ceux qui sont juges et parties dans l'histoire.

Aussi talentueux et talentueuses pouvaient être — ou peuvent être — ceux et celles qui ont produit ces classiques, ils et elles restent des individus ou des groupes d'individus. Ces groupes et ces individus sont prisonniers de leurs limites personnelles, physiques. Ils sont aussi fils et filles de leur temps, d'un contexte, et sont bridés par l'avancée des sciences.

Ainsi, faire l'apologie de Trofim Lyssenko en 1930 n'est pas la même chose que de le faire après la découverte de l'ADN, par exemple. Vouloir liquider les moineaux de Chine illustre le manque de compréhension du fonctionnement de l'écosystème, mais il s'agissait d'un sujet balbutiant à l'époque. Parler de races, tout comme la compréhension de l'homosexualité, de la transsexualité, ou d'autres sujets de ce type ne se fait pas de la même manière en 1930 qu'en 2020. Les connaissances ont progressé, et la manière dont les marxistes portent un regard sur ces questions doit aussi évoluer.

Ces regards contextualisés permettent de mieux comprendre certains processus. La question du Parti unique ou des listes uniques en est un des exemples. Jamais ce monopole du PC(b)US n'est présenté comme une situation « normale » ou « souhaitable ». Bettelheim note par exemple que le programme du PC(b)US n'était absolument pas fixé sur ces questions.<sup>24</sup> Si l'interdiction des partis s'est produite à la suite de leur attitude contre-révolutionnaire pendant la guerre civile, elle n'était pas dans les « gènes » du programme. Il en est de même sur les listes multiples, rétablies en 1936-1937, avant que l'irruption de la guerre n'y mette un terme.

Chez Staline, le *Discours aux stakhanovistes* (1935) ne s'adresse pas au même public que *Le vertige du succès* (1930) ou que le *Discours du 7 juillet 1941* (1941). Leurs contextes, leurs destinataires, leurs objectifs sont différents. Ils doivent donc être abordés avec le même travail critique que toute source. Dans le *Discours aux stakhanovistes*, Staline s'adresse à des ouvriers, communistes ou non. Dans *Le vertige du succès*, il s'adresse aux cadres du Parti, tandis que dans le *Discours du 7 juillet 1941*, il appelle à toute la société à faire bloc contre l'in-

---

24. C. Bettelheim, *Les luttes de classes en URSS : première période, 1917-1923*, Maspero, 1974, p. 226-239.

vasion germano-fasciste. Cela prend une tournure encore plus cruciale quand il s'agit de textes comme les *Écrits de prison* (1929-1935) de Gramsci, dans lesquels celui-ci ne peut s'exprimer qu'à mots couverts.

Considérer ces textes sans considérer leur contexte, cela revient à les amputer de la très large majorité de leur intérêt. Aucun écrit n'est une parole d'évangile valable en tout temps. L'atemporalité est absolument contradictoire avec les fondements mêmes du marxisme.

À cela s'ajoute le terrible prisme du fait qu'ultimement, l'ensemble des expériences socialistes ont échoué. Donc cela signifie soit que ce qui a été écrit dans les livres est faux, soit qu'il n'a pas pu être correctement appliqué. Dans les deux cas, les réponses ne se trouvent pas données directement sous la plume de ceux qui ont commis ces erreurs. De même, il est possible de se tromper ou de ne pas voir certains phénomènes se développer. Il est hautement improbable que Staline, par exemple, ait anticipé d'une manière claire le risque de déstalinisation, pas plus que Mao, la défaite de sa ligne politique dès après sa mort. Si le risque était perçu, sa solution n'était pas donnée. Si elle a été donnée, elle n'a pas été appliquée (ce qui signifie qu'elle était insuffisante ou erronée). En pratique, tout cela revient au même.

Nous devons, dans ce cadre-là, prendre en compte le point de vue d'autres acteurs. Même des ennemis jurés du socialisme peuvent nous aider à trouver nos propres failles de raisonnement. Ces ennemis font un travail que nous négligeons bien souvent, c'est celui de nous prendre à rebours, de nous tester, de nous contester. Notre blindage n'en sera que plus trempé.

C'est aussi là où apparaît la stérilité des idéologies qui ont rejeté en bloc l'analyse des expériences socialistes. La plupart du temps, les courants anarchistes ou trotskistes se sont contentés d'évacuer la question. Ces courants peuvent se permettre de négliger cette étude sur la simple base de l'échec de ces expériences. Leurs réponses seront alors invariablement construites comme un discours téléologique, dans lequel chaque pas de la direction ne sert qu'à amener vers la tombe du socialisme.

D'autres, comme le dirigeant albanais Hoxha, ont procédé avec le même raisonnement fallacieux : l'échec de la Chine après Mao est interprété comme sanctionnant intégralement l'expérience. Cette manière de penser fait que ses continuateurs continuent de rejeter tout ce qui a été produit en Chine. Inversement, un certain nombre de maoïstes rejettent en bloc Hoxha et ses travaux du fait de ce terrible crime de lèse-majesté. Pourtant, Hoxha a écrit des

travaux fondamentaux sur la question de l'Europe de l'Est, du Bloc de l'Est et de l'intégration dans celui-ci. Que Hoxha ait failli ne supprime pas la valeur de ses travaux.<sup>25</sup> Nous pensons qu'il est intéressant de lire ces deux auteurs, ne serait-ce que dans une dimension comparative. D'une manière générale, tout devrait être lu, sans tabou, pour réaliser ce travail critique. Les écrits des différentes oppositions soviétiques, en particulier l'opposition ouvrière, méritent d'être consultés.

Nous nous sommes focalisés, pour notre part, sur l'URSS pour une raison fondamentale : la disponibilité des archives à la suite de la dissolution de l'Union soviétique. Cela permet de ne pas dépendre de la spéculation et de l'acte de foi, mais bien de documents internes et vérifiables, pour permettre de vérifier les hypothèses.

La chute de l'URSS, qui solde une série de revers, n'a pas été une nouvelle positive en soi. Mais elle est là, elle est consommée. Autant en tirer le plus d'éléments utiles possible. Les travaux des chercheurs et des chercheuses honnêtes intellectuellement, motivés par d'autres raisons que de criminaliser l'URSS — mais ayant peu pignon sur rue — est une manne immense.

Si la fin de l'Union soviétique peut permettre de déboucher sur un aspect positif, c'est bel et bien celui-ci : comprendre. Comprendre, analyser, trouver les failles. Si ce travail n'est pas réalisé, la chute aura été une pure perte.

Dans notre formation de militants et de militantes, pourtant, nous ne pouvons nous permettre de faire l'impasse sur les questions les plus difficiles. Ne serait-ce que dans le but de ne pas faire de l'adhésion à notre lutte un simple acte de foi nourri par la présomption et les illusions. Nous devons au contraire les traiter avec d'autant plus de rigueur que celles-ci sont à la fois importantes pour le passé et pour l'avenir.

Ceux qui avaient vécu avec l'illusion d'une patrie du socialisme pure, sans le moindre défaut, sans la moindre erreur, ont été clairement désabusés lorsque les premiers témoignages des camps sont arrivés, ou lorsqu'il a commencé à être clair que l'URSS révisionniste ou la Chine de Deng Xiaoping n'étaient plus porteuses des espoirs de révolution mondiale. Un certain nombre se sont

---

25. La *Bibliothèque marxiste*, par exemple, ne mentionne aucun ouvrage de Hoxha, tandis que des auteurs s'étant solidarisés avec l'URSS révisionniste sont présents. Même le site *Communisme-bolchevisme*, pourtant très albanophile, faisait preuve de plus de nuance.



rués d'un camp à l'autre, vomissant avec autant d'ardeur ce qu'ils avaient pu aimer d'un amour incondtionnel auparavant. Isaac Deutscher parlait ainsi de Stéphane Courtois, auteur de *Le Livre noir du communisme* (1997) :

« Il demeure un sectaire. Il est un stalinien renversé. Il continue de voir le monde en noir et blanc, sauf que les couleurs sont maintenant distribuées différemment. Lorsqu'il était communiste, il ne voyait pas de différences entre les fascistes et les sociaux-démocrates. En sa qualité d'anticommuniste, il ne voit plus de différence entre le nazisme et le communisme. Avant, il acceptait la prétention du parti à l'infaillibilité ; maintenant, il se croit lui-même infaillible. Ayant déjà été prisonnier de la "plus grande illusion", il est à présent obsédé par la plus grande désillusion de notre époque. »<sup>26</sup>

Deutscher, grand défenseur de Trotsky, porte là un jugement dur mais sincère : la foi ne fait pas l'engagement. La désillusion de Courtois, dans un sens, est compréhensible. Mais cette désillusion du petit-bourgeois radical peut nous guetter aussi. Immunisons-nous contre elle : regardons notre passé, notre histoire, sans fard, sans zone d'ombre, mais aussi sans honte.

À moins d'être totalement isolée du monde, la nouvelle génération de communiste ne peut pas ne pas connaître les accusations de la bourgeoisie contre les expériences socialistes. Cette nouvelle génération se construit et doit se construire dans une défense résolue, scientifiquement documentée, rationnelle, de l'expérience socialiste. L'échec de cette expérience doit être utilisé au maximum pour permettre d'en tirer des conclusions sévères mais justes, et surtout des leçons pour l'avenir.

Nous ne devons pas occulter les difficultés de la construction du socialisme ou les erreurs commises. Nous devons les comprendre et les intégrer. Cela ne peut que permettre d'être plus efficaces pour les anticiper et les régler dans de bien meilleures conditions que celles auxquelles ont pu être confrontés nos prédécesseurs. Rompre avec la pétition de principe, avec le postulat totalitaire, qui explique tout en n'expliquant rien, c'est rendre plus vivante et plus réelle cette expérience. La rendre plus proche de nous et en rendre la réédition plus accessible et plus réelle.

---

26. I. Deutscher, « The Ex-Communists Conscience » (1950), *Marxism, Wars and Revolutions: Essays from Four Decades*, Verso, 1984, p. 53-54.

# 1. DÉPASSER LE FOLKLORISME ET LE DOGMATISME, ALLER DE L'AVANT

---

Nous cherchons tous des voies pour nous améliorer dans notre compréhension du marxisme. Cette formation est essentielle pour construire l'ossature du Parti de demain. La formation est non seulement essentielle, mais vitale. Il s'agit d'un travail long et continu, ardu, d'autant qu'il existe des ruptures dans la transmission du savoir et de l'expérience. Depuis le début des années 2000, surtout depuis la crise de 2008 et les politiques d'austérité, en France, il existe une indéniable progression des idées révolutionnaires.

Le durcissement de la situation économique s'est traduit par une hausse des tensions sociales, internes et externes aux États. Cela se traduit également, mécaniquement, par davantage de pression sur les droits politiques. La violence d'État et la violence sociale ont franchi plusieurs paliers. Le fait que la dictature de la bourgeoisie se soit démasquée rend les idées révolutionnaires nettement plus compréhensibles aux yeux des masses populaires et de la petite bourgeoisie radicalisée. En dépit de l'intense propagande anticommuniste, qui s'accroît de jour en jour — mise en avant du Goulag, négation des avancées sociales en URSS et en Chine populaire, focalisation sur des phénomènes comme le traité de non-agression germano-soviétique — les communistes n'ont jamais eu autant de popularité depuis l'effondrement du PCF.

Les positions politiques, le discours, l'acceptation de la violence, ne sont plus les mêmes qu'avant la crise. Aujourd'hui, les organisations se revendiquant du léninisme ou du maoïsme ne choquent plus tant qu'il y a 15 ans. Elles se sont répandues, se sont banalisées dans la société. Dans le cadre du travail militant et de la coopération entre organisations, les cordons sanitaires se déliment. Ceux-ci, dressés par les trotskistes, les anarchistes ou les réformistes (parfois tous ensemble et parfois même à l'appel des fascistes<sup>27</sup>), que certains et certaines ont pu connaître, s'effritent ou paraissent désormais complètement invraisemblables.<sup>28</sup> De ce point de vue là, il s'agit d'une incontestable victoire.

---

27. En 2009-2010, les fascistes lyonnais avaient dénoncé la présence de militants et militantes ML/MLM dans les collectifs de vigilance. Certains militants ou certaines militantes anarchistes avaient alors embrayé le pas en réclamant, par voie de presse, l'exclusion de ces militants et militantes. Si l'affaire a fait long feu, elle est néanmoins illustrative d'une situation récurrente. Le MLPD a dénoncé des procédés similaires visant à l'exclure des mobilisations collectives contre la destruction de la forêt rhénane.

28. «Le retour des léninistes, une aberration historique», *Rebellion*, 12 novembre 2010.

Cependant, la véritable victoire n'est pas tant de parvenir à exister parmi les autres courants, mais bien de réaliser la tâche particulière du nôtre : rassembler, mobiliser, former, et construire les outils de la victoire. Or, cela ne peut-être fait sans liens avec les masses, mais également sans la construction d'un noyau dur, capable de pouvoir former l'ossature (idéologique et organisationnelle) d'un futur Parti. Former et se former prend un temps et une énergie conséquente. Cela demande un travail collectif comme un travail personnel. Ce dernier est d'ailleurs irremplaçable. Sans formation solide, l'émergence d'une génération de cadres ne peut être pleinement réalisée.

Il existe une pression intense, celle d'avoir un point de vue sur tout, sur l'ensemble des questions historiques, politiques, idéologiques, sociales... Face aux lacunes, des phénomènes compensatoires sont mis en œuvre. Ceux-ci se traduisent de diverses manières : par le folklorisme, le sectarisme, la présomption, ou par la compromission, le centrisme, parfois en zigzaguant de l'un à l'autre. Nul n'étant parfait, nous sommes toutes et tous, à divers degrés, concernés par ces travers et par ces maux. Cela n'a pas pour vocation de jeter l'opprobre sur ceux et celles qui peuvent commettre ces erreurs. Elles sont éminemment compréhensibles et pardonnables. Mais elles demandent d'être reconnues pour être combattues, notamment par le travail de critique/autocritique. Elles doivent être prises en considération et faire l'œuvre d'une vigilance constante.

Lorsqu'elles ne sont pas combattues, ces déviations peuvent prendre une tournure extrêmement néfaste. La première étant le folklorisme. Or, rien n'est plus rebutant que le fait de voir des individus se « déguiser en communistes ». Rien n'éloigne plus les masses populaires que le fait de voir des individus qui se griment en ouvriers, se griment en gardes rouges, se griment en tchékistes. Le folklore peut être amusant, dans un certain cadre, il peut servir de caricature ou de satire. Mais pris au premier degré, comme le principal moyen de relation avec les masses, il ne peut déboucher que sur quelque chose de stérile ou qui contribue à accroître la césure entre les militants et militantes, souvent issus de la petite bourgeoisie radicale, et ceux et celles qu'ils prétendent organiser. Ce n'est pas un problème nouveau.

Dans l'expérience soviétique, un point qui ressort constamment est la distinction entre le « bas peuple » et ceux qui « parlent bolchevique ». S. Fitzpatrick, dans *Le stalinisme au quotidien* (2002), A. Sumpf, dans *De Lénine à Gagarine* (2013), ou encore J. Arch Getty dans *The road to terror* (1999) soulignent tous cette constante. TsiK, Orgburo, Politburo, Narkom à l'époque, mais aujourd'hui AG, congrès, CR, CF, agitprop, révisio, confusionniste... les acronymes, les mots-valises, le jargon technique ne manquent pas. De plus, il y a des références

historiques, des auteurs, des acteurs, qu'il faut connaître — parfois sans comprendre — pour « en être ». Chaque courant et chaque subdivision possède sa langue, son vocabulaire. À cela s'ajoute d'autres marqueurs qui consacrent un entre-soi militant : tenues, tatouages, tabous ou sujets à connaître par cœur. Si un langage technique ou précis permet de pouvoir décrire une réalité de manière complexe, détaillée, clinique, bien souvent, il distancie le monde militant du reste de l'univers. Cette séparation est caractérisée parfois ouvertement entre « militants » et « civils » ou « *normies* ».

Or, cet entre-soi, aussi confortable soit-il, n'est pas juste. Il est le plus souvent un aquarium d'eau croupie. Permettre de l'assainir, de le briser, ne peut se faire qu'en parlant la langue des masses populaires, non en tentant vainement d'impressionner avec un langage complexe, cryptique, tout juste bon à éloigner le profane. C'est dans ce cadre que la maîtrise de la mémétique, l'étude des références culturelles communes, trouve sa place. Cette science, dont les bases ont été posées par Richard Dawkins en 1976<sup>29</sup>, est celle qui permet de comprendre la transmission du patrimoine culturel.

Cela ne date pas d'hier : une des raisons de la victoire de la ligne stalinienne sur les autres réside là : une simplicité dans l'explication, un rapport pragmatique aux questions pratiques, le fait de parler une langue comprise par le prolétariat et les éléments prolétariens du Parti. Le mépris de classe de Trotsky, par exemple, a repoussé plus d'un militant ou d'une militante. Pour être compris, il faut donc parler la langue de son interlocuteur pour transmettre ce que nous voulons transmettre. Et pour le transmettre simplement, il faut le comprendre.

Les racines sont là : le folklorisme est bien souvent le dogmatisme des ignorants et des ignorantes. Mais le dogmatisme lui-même est une politisation imbécile. Il ne s'agit pas d'injurier ceux qui en sont victimes, mais bien de le reprendre sous sa forme première : de *imbecillus*, sans appuis. Sans béquille. Il s'agit d'une compréhension plate, morte, des choses. Le dogmatisme étant basé sur l'imitation atemporelle, il est par voie de conséquence stérile. Si les dogmatiques possèdent une connaissance livresque, elle est celle de moines copistes, sans la moindre relation avec la base même du marxisme, véritable science de la transformation et de la révolution. Reconnaissons à certains d'avoir sauvé, par ce travail, un corpus irremplaçable. Mais cela n'empêche pas qu'ils soient, le plus souvent, des éléments qui retardent l'émergence du Parti. Cette approche ossifiée des questions théoriques, idéologiques, et donc, organisationnelles, maintient les organisations politiques à un stade embryonnaire.

---

29. R. Dawkins, *The Selfish Gene*, Oxford University Press, 1976.

En premier lieu, il faut comprendre que cette tendance est générale. Il ne peut en être autrement dans l'état de faiblesse des organisations communistes en France — et plus largement en Occident. Aujourd'hui, aucune ne peut prétendre — et certainement pas la nôtre! — posséder un regard qui embrasse l'intégralité des questions, qui répond à tous les problèmes et qui possède les clés du succès.

Comme bien d'autres, nous sommes construit autour d'un petit noyau. Sur la base de ce petit noyau, nous avons aggloméré des informations et des connaissances nouvelles. En fin de compte, nous avons obtenu ce qui nous paraît être une certaine vérité. Une certaine analyse de la situation, une certaine approche théorique, idéologique, programmatique... qui fait consensus dans notre organisation. Cela ne signifie d'ailleurs pas un alignement total des uns sur les autres. Cette vérité permet un fonctionnement pratique de notre organisation, mais elle ne peut pas suffire pour faire face aux immenses tâches que nous nous fixons.

Il existe en cela deux questions sous-jacentes, qui ne peuvent d'ailleurs pas être artificiellement séparées les unes des autres. Ce sont celles du fonctionnement interne et de la politique externe. Les deux sont des questions idéologiques extrêmement importantes, et dans lesquelles la confrontation avec l'expérience passée est salutaire.

#### A. UTILISER L'EXPÉRIENCE PRÉCÉDENTE POUR MIEUX FONCTIONNER

Au-delà de l'importance de faire le bilan, il s'agit de l'utiliser à bon escient. L'histoire de la construction de l'Union soviétique et des États socialistes, de l'ensemble des expériences révolutionnaires, y compris avortées, échouées, incomplètes, ne sert à rien si elle n'est pas utilisée pour l'avenir. Elle doit permettre de trouver des clés pour notre situation actuelle.

Elle doit nourrir notre réflexion sur comment gagner face à la bourgeoisie et comment parvenir à construire une société socialiste puis communiste. La compréhension profonde du marxisme et de l'histoire des expériences socialistes, au lieu d'en crisper la défense, permet au contraire de la renforcer et de l'assouplir en même temps. Elle réalise le principe fondamental que toute organisation politique révolutionnaire doit avoir : une tactique souple et une stratégie rigide. Or, pour que l'une puisse être rigide et l'autre souple, cela demande à la fois de lutter contre l'empirisme (qui fait naviguer à vue), le libéralisme (qui déstructure

l'organisation) et contre le dogmatisme (qui superpose des concepts abstraits à des situations concrètes) et le monolithisme (qui fige l'organisation et les principes d'adhésion).

- L'empirisme est un problème de méconnaissance et d'incapacité de pouvoir relier les situations concrètes à des principes généraux, de déterminer les contradictions principales et secondaires. Cet empirisme nie le plan de travail, et fait que chaque acte de l'organisation est un acte isolé, sans lien les uns avec les autres.
- Le libéralisme est un autre problème, il est notamment lié à la discipline interne. Il ramène à l'importance de l'unité de l'organisation : elle existe pour fonctionner et pour être efficace, avant d'être un lieu de débat et un club de discussion. La permissivité rend impossible de fait de se fixer des objectifs et de les atteindre.
- Le dogmatisme va de pair avec le monolithisme. Ce dernier peut être désirable, il est parfois mis en avant par des organisations communistes. Pourtant, il est substantiellement mortifère. Il se heurte à deux aspects : la pluralité de points de vue dans l'organisation et la pluralité de situations que les organisations politiques ont à affronter.

Les contradictions du capitalisme et les inégalités de développement existent même dans un État impérialiste comme la France. Pour lutter contre le capitalisme, il existe une grande stratégie unique, qui est celle qui correspond à la situation globale de notre État et de notre système économique.<sup>30</sup> Cependant, compte tenu des situations spécifiques et des réalités locales, il existe des stratégies de détail à avoir, ainsi que des tactiques à appliquer. De fait, ces réalités différentes font que le monolithisme n'est pas une réponse appropriée. Les organisations ne peuvent agir comme des blocs. Elles doivent assurer aux sections ou aux cellules une possibilité de faire face au mieux possible à leurs problèmes particuliers. Cela est valable pour les réalités locales, mais également pour les réalités sociales : la question de la jeunesse, des femmes, des minorités de genre ou sexuelles, de la confrontation au racisme...

---

30. Par système économique, il faut entendre non seulement l'économie « de » France, mais également ses ramifications dans le système colonial et néocolonial. Cet espace doit être considéré comme poreux. Ce constat nous pousse notamment à nous inscrire dans le travail international de l'ICOR, et plus spécifiquement dans le fait de construire une *task force* spécifique à l'impérialisme français.

Intégrer que l'organisation n'est pas un bloc, laisser la possibilité du débat et de la discussion de fond, c'est ce qui permet également de passer d'une « compréhension crispée » à une « maîtrise détendue ». Cette « maîtrise détendue » est essentielle : elle permet d'analyser le travail des périphéries de l'organisation, et de déterminer ce qui peut être une menace réelle pour la santé de celle-ci, mais aussi de laisser la possibilité et la liberté d'action aux camarades. Réagir comme si chaque question était une question vitale, comme si chaque prise de position mettait en péril l'organisation entière, nuit à l'émergence et à la progression de cadres (théoriques et idéologiques) nouveaux. Là encore, leur maîtrise progressive ne se fait pas en imitant les positions du centre de l'organisation, mais en avançant objectivement.

Cette imitation, dans les organisations monolithiques, s'est vue par le passé. Les hommes de cour, comme Nikita Khrouchtchev, par exemple, ont pu très longtemps cacher leurs conceptions profondes, se contentant d'opiner face à la direction. Ces adhésions de façade sont un premier problème.

Le second est que, sans cette capacité à comprendre ce qui est primordial et ce qui est secondaire, comment déterminer qui peut être recruté ? Comment, également, parler aux masses ? Comment ne pas maintenir tout nouvel adhérent ou adhérente dans un purgatoire mi-extérieur, mi-intérieur, en attendant que celui-ci imite parfaitement les positions du centre ? Nous ne prétendons pas avoir de réponse parfaite, mais elle n'est certainement pas dans une adhésion idéologique, qui prend un temps conséquent, mais bien dans une adhésion politique, qui se base sur le programme.

Le troisième aspect est celui du contrôle, qui peut devenir un élément asphyxiant, par peur de la déviation. Il n'est pas à négliger.

Dans nos expériences militantes, nous avons côtoyé ou connu des organisations qui ont pratiqué ce mode d'organisation et de contrôle.<sup>31</sup> Nous ne remettons pas en cause la bonne volonté de leurs membres. Mais ce contrôle négatif, par la brimade, par l'interdiction, par la mise à l'index de certains auteurs ou de certains sujets, a plus contribué à entraver le développement des organisations qu'à le construire. Nous pensons qu'il est important de se référer aux propos de Mao : « que cent fleurs éclosent, que cent écoles rivalisent ».

---

31. Nous renvoyons à ce communiqué de l'*Organisation communiste — Futur Rouge* sur sa fondation, qui résume globalement le problème : « Communiqué suite à notre départ du ROCML », *Futur rouge*, 13 janvier 2013.

La peur de la déviation idéologique est une peur sincère, mais elle ne peut pas être combattue par la censure ou par la répression. Elle se combat mais uniquement par la conviction et par la démonstration scientifique. Encore faut-il avoir la possibilité de l'élaborer.

La légitimité d'une direction politique et organisationnelle se fait autant sur la production d'une ligne optimale que sur la capacité à pouvoir discerner les tendances profondes et les volontés profondes de l'organisation. Elle se doit d'y répondre en permettant d'intégrer dans un ordre du jour *ad hoc* les volontés combattives ou créatives de ses militants et militantes. C'est cette capacité de rationalisation qui permet de pouvoir canaliser utilement et positivement l'énergie interne aux organisations. Dans un certain nombre d'organisations, il existe une méfiance face à la contradiction ou face à l'initiative. Certes le spontanéisme, ce culte de la spontanéité des masses et la négation du travail de fond, est néfaste. Mais la spontanéité, le fait de « flairer l'occasion », de saisir la balle au bond, est un point d'appui immense. Certes, le plan de travail et les objectifs sont à respecter, mais la capacité à faire plus, à pouvoir prendre des initiatives est essentielle.

Au final, le contrôle paranoïaque finit par étioiler tout esprit d'initiative, au nom du sacro-saint plan de travail et de la sacro-sainte ligne. Or, la question de la lutte idéologique au sein du Parti politique est essentielle. Bettelheim en fait une description comme une différence fondamentale entre Lénine et Staline :

« Ici surgit un des aspects de ce qu'on a pu appeler "la question de Staline".

Pour évoquer cette question [...] il faut rappeler, tout d'abord, que les positions de Lénine et de Staline concernant les problèmes de lutte idéologique au sein du parti étaient très différentes. En règle générale, Lénine a toujours placé cette lutte au premier plan. Il n'a jamais hésité à aller "contre le courant", si bien qu'il a été mis plus d'une fois en minorité au sein du Comité central, y compris sur des questions essentielles [...] Staline a conçu son rôle dirigeant autrement : sur les problèmes essentiels, il a cherché avant tout [...] à exprimer les tendances profondes du parti, dont il était ainsi le



porte-parole. À cet égard, les attaques polémiques contre Staline — qui est supposé, par sa “personnalité”, avoir imposé au parti des conceptions qui lui auraient été étrangères — sont dénuées de fondement.»<sup>32</sup>

«Même lorsque Staline, à certains moments, passe outre aux craintes ou aux réserves du Comité central et du Bureau politique, il ne va pas “contre le courant” au sens propre du terme<sup>33</sup> il ne fait que tirer les conséquences ultimes des conceptions dominantes dans les couches dirigeantes du parti. C’est cette volonté d’aller jusqu’au bout qui place apparemment Staline “au-dessus” du parti et qui fait apparaître comme “siennes” des conceptions qui, à quelques rares cas près, ne lui sont pas particulières, mais qui revêtent, par le soutien qu’il leur apporte, une autorité exceptionnelle ; tel a été précisément le cas de l’interprétation des lois de la lutte de classes dans la société socialiste.

Le fait est que cette “interprétation” a dominé les conceptions idéologiques et politiques des sections européennes de la IIIe Internationale et qu’elle a ainsi contribué à masquer l’existence des classes et de la lutte de classes en Union soviétique, incitant, pour cette raison même, à rechercher “ailleurs” que dans les contradictions de classes les raisons des graves difficultés que connaissait l’Union soviétique.»<sup>34</sup>

Cette possibilité de porter la lutte idéologique est un facteur essentiel dans la santé de l’organisation. Bettelheim explique avec brio ce fait : la forme que peuvent prendre les débats et la vie interne des organisations politiques est étroitement corrélée au contexte dans lequel évolue cette organisation. Adopter,

---

32. C. Bettelheim, *Les luttes de classes en URSS : première période, 1917-1923*, Maspero, 1974, p. 36. Bettelheim exagère un peu, mais cela reflète le manque de sources à l’époque. Les travaux plus récents montrent que sur certaines questions, comme la réforme démocratique de 1936-1937, Staline s’est non seulement opposé à une partie du Politburo et du CC, mais s’est appuyé directement sur les masses pour appuyer ce processus. Il en a résulté notamment les immenses embrasements de la *iejovchina*.

33. «“Aller contre le courant”, c’est, pour un militant d’un parti révolutionnaire, quelles que soient ses responsabilités, *s’efforcer* — lorsqu’il est en minorité — de persuader de la justesse de son point de vue ceux qui ne sont pas d’accord avec lui. Par contre, faire “passer dans la pratique” ses propres conceptions en modifiant les rapports de forces à l’intérieur du parti par des compromis qui obscurcissent les différences de points de vue ou en utilisant l’autorité dont on dispose pour faire pression sur certains, modifier la composition des instances dirigeantes, etc., ce n’est pas réellement aller contre le courant mais mener un combat au niveau de l’organisation pour imposer son opinion (qui peut d’ailleurs être juste).» — C. Bettelheim, *Les luttes de classes en URSS : première période, 1917-1923*, Maspero, 1974, p. 24.

34. C. Bettelheim, *Les luttes de classes en URSS : première période, 1917-1923*, Maspero, 1974, p. 24.

à l'heure actuelle, dans la forme actuelle des organisations politiques, une ligne digne de la période la plus tendue de la lutte politique, est contre-productif. Au lieu de donner plus d'efficacité dans le développement d'une ligne adaptée, au lieu de vacciner les organisations politiques contre les déviations bourgeoises, elle les vulnérabilise. Plus généralement, c'est également la confiance dans le jugement des sections locales qui est en jeu. Une confiance qui leur permet de les laisser adapter l'ordre du jour ou la géométrie du travail et des alliances en fonction de la situation concrète. Cette confiance ne peut naître et se développer qu'en évitant un contrôle dogmatique et unilatéral, quand bien même celui-ci pourrait se justifier par le centralisme démocratique. Une nouvelle fois, le long processus de mise en place du centralisme démocratique mérite d'être disséqué. Il a été mis en place au X<sup>e</sup> congrès du *Parti bolchevique* (1921), non pas par obsession du contrôle, mais, une nouvelle fois sur la question du primat de l'efficacité.

C. Bettelheim note :

« La tradition du bolchevisme est une tradition de lutte idéologique et politique. En 1903, année où le bolchevisme affirme son existence politique propre, et un an après la publication de *Que faire ?*, Lénine souligne qu'il est indispensable que "les colonnes de l'organe du parti soient largement ouvertes aux échanges d'opinions" et qu'il faut que le parti ait à sa disposition tout, absolument tout le matériel requis pour se former un jugement indépendant ; il condamne ceux qui ont une attitude exagérément rigoureuse et compassée à l'égard de "l'individualisme anarchique", car il juge préférable pour la vie du parti que l'on tolère "un certain écart des règles strictes du centralisme et de l'absolue soumission à la discipline"<sup>35</sup>. En 1904, Lénine souligne à nouveau que de larges échanges de vues et même des batailles de tendances sont essentielles à la vie du parti<sup>36</sup>. L'existence de divergences à l'intérieur du parti est en effet inéluctable : elle est un effet de la lutte de classes, car le parti n'est pas un "îlot socialiste isolé". Il est inévitable que des membres du parti tombent à certains moments sous l'influence de l'idéologie bourgeoise, c'est par la discussion au sein du parti que l'on peut lutter afin d'empêcher que des représentants idéologiques de la bourgeoisie prennent la tête du mouvement prolétarien, mais, pour cela, il faut rester sur le terrain de l'analyse marxiste et ne pas transiger sur les principes.

---

35. V. I. Lénine, *Œuvres complètes*, tome 7, p. 115.

36. Cf. par exemple la brochure de Lénine, « Un pas en avant, deux pas en arrière », *Œuvres complètes*, tome 7, p. 212.

Bien entendu, une fois les décisions prises, celles-ci s'imposent à tous car le parti n'est pas un club de discussion mais un organe de lutte : comme tel, il doit être discipliné et obéir à ses instances dirigeantes. La ligne ainsi tracée par Lénine en matière de lutte idéologique est considérée par le parti dans son ensemble comme nécessaire au fonctionnement du centralisme démocratique et au respect de la discipline dans l'application des décisions prises. Cette ligne prévaut non seulement jusqu'en 1917, mais aussi dans les premières années qui suivent la Révolution d'Octobre. Les discussions au sein du parti prennent alors un tour exceptionnellement vif, reflétant l'ampleur de la lutte de classes qui se déroule dans le pays.

Les affrontements qui ont lieu à la veille même d'Octobre et en 1917-1918 s'expriment dans un certain nombre de textes dont l'analyse permet de faire apparaître les principales conceptions qui existent alors dans le parti et de saisir l'essentiel de leur contenu de classe.»<sup>37</sup>

La conception qui subordonne l'activité de l'organisation et son efficacité au respect apolitique et bureaucratique du centralisme démocratique, non seulement le vide de son sens, mais se condamne à s'étioler à plus ou moins long terme. Elle se condamne aussi aux scissions et aux purges arbitraires, cassant sa vitalité. L'imitation d'une situation spécifique (la guerre civile) et son application dans un cadre démocratique bourgeois est une mauvaise compréhension, de plus, de l'interaction entre le travail visible, ouvert, et le travail souterrain. Comprendre profondément le marxisme, c'est le relier à sa vertu première : il n'est pas un dogme, mais un guide pour l'action. C'est ce que Lénine avait compris, liant étroitement le marxisme à la conception du conflit telle que décrite par Clausewitz dans *De la guerre* (1832). C'est également ce que Staline souligne dans la partie finale de *Les principes du léninisme* (1924), en le nommant le « style pratique américain ».

« Au révolutionnarisme creux, Lénine opposait généralement les tâches ordinaires, quotidiennes, soulignant par là que la fantaisie révolutionnaire est contraire à l'esprit et à la lettre du léninisme. [...] L'esprit pratique américain est au contraire un antidote contre la fantaisie "révolutionnaire." C'est la force tenace pour qui l'impossible n'existe pas, qui surmonte patiemment tous les

---

37. C. Bettelheim, *Les luttes de classes en URSS : première période, 1917-1923*, Maspero, 1974, p. 330-331.

obstacles et mène à bout toute tâche commencée, même infime. Mais ce praticisme dégénère presque fatalement en affairisme vulgaire s'il ne s'allie à l'élan révolutionnaire.»<sup>38</sup>

La confrontation avec l'expérience est un marqueur déterminant dans la santé des cadres et des organisations. Une nouvelle fois l'histoire nous donne des leçons : Kautsky était-il un traître dès le départ ? Probablement non. Il s'agissait de quelqu'un ayant une très grande connaissance du marxisme, mais ayant, face à la pression de la part de la bourgeoisie, cédé. Il a rabattu son drapeau, s'est converti au réformisme et au social-chauvinisme, comme bien d'autres, sous la contrainte. Cela amène à un point essentiel : la dialectique. Nous changeons constamment, nous adaptant (plus ou moins bien) aux contraintes extérieures.

Or, dans la situation actuelle, même ceux et celles qui maîtrisent parfaitement les classiques, l'histoire, ou tout autre chose peuvent céder. Par ailleurs, tendanciellement, ceux et celles qui sont les plus formés souffrent d'une tendance à suranticiper les risques de répression ou de menace. Il s'agit d'un principe, lui aussi clausewitzien, qui veut que plus les grades sont élevés, plus les responsabilités s'élèvent également, et donc plus l'indécision est forte. Il s'applique à nous aussi, tout comme il s'est retrouvé dans les hésitations du *Parti bolchevique* devant le fait de déclencher l'insurrection d'Octobre.

Lorsque les choses s'aggraveront (et elles s'aggraveront !), les plus grands intellectuels de nos organisations seront peut-être les premiers à céder. D'autant qu'une très grande majorité des encadrants sont issus de la petite bourgeoisie et ont autre chose à perdre « que leurs chaînes ». Ils possèdent, *in fine*, les traits de leur classe : enthousiasme et abattement. Quelle que soit l'épuration préalable, dans les rangs des organisations existantes se trouve peut-être le futur Judas — y compris ici, la personne qui rédige ces lignes : le Plekhanov, le Guesde, le Trotsky, le Boukharine, le Deng Xiaoping de demain. C'est là où la liaison avec les masses et l'émergence de cadres prolétariens joue un rôle. C'est là, où, également, la transmission des connaissances joue un rôle, dans le renouvellement progressif des équipes de direction. De même, l'élaboration commune des positions politiques et le travail idéologique commun permettent de pouvoir contrebalancer ce risque.

Mais la trahison nôte pas aux travaux précédents leurs qualités. Lire Plekhanov, Martov, ou d'autres est toujours utile. Il ne faut pas préempter le fait que, selon l'adage, « on est trahi que par les siens ». Renversé, cet adage signifie bien

---

38. J. Staline, *Les principes du léninisme*, 1924.

qu'ils ont été « des nôtres » à une époque. À l'inverse, des individus ayant pu avoir des positions erronées, comme les passions éphémères de Che Guevara pour les organisations ultranationalistes d'Amérique du Sud n'empêchent pas le fait de progresser et de se rectifier. De même, une nouvelle fois, le fait que Hoxha se soit retourné contre l'héritage de Mao ne signifie pas qu'il n'ait pas eu raison sur le Comecon, ou sur l'écrasement du Printemps de Prague, qu'il a condamné avec justesse.<sup>39</sup> En revanche comprendre cela demande de sortir d'une histoire hagiographique qui nie les accidents de parcours et refuse de prendre en compte la maturation des idées.

Par ailleurs, la remise en contexte des positionnements joue un rôle primordial dans la mise en œuvre d'une ligne juste. L'approche mécaniste des principes, l'imitation morte et atemporelle n'est pas si rare que cela. Il en ressort une approche campiste, qui, surestimant les continuités, voit dans la Russie poutinienne une héritière de l'Union soviétique, ou dans les apparences de la Chine de Xi Jinping, la continuité de Mao. Par habitude, voire par atavisme, ils accordent leur soutien à tout ce qui remet en cause l'impérialisme « occidental », sans fait de distinguo entre celui de la France, de l'Allemagne ou des USA.

Le plus souvent, cette théorie des trois mondes surestime également la puissance des USA, et, soit nie l'impérialisme de la France, soit ne le voit que comme un croupion de celui de l'Allemagne ou des USA. Partant de ce constat de domination, ils développent une théorie de « front patriotique », théorie qui considère que l'étape actuelle de la lutte serait la préparation d'une révolution démocratique et patriotique en France. Ce qui revient inlassablement est le précédent du programme du Conseil national de la résistance (CNR), le coupant de son contexte.

Ce programme, positif à l'époque, était, premièrement, le fruit d'un contexte exceptionnel : un compromis entre une bourgeoisie affaiblie par l'occupation et la guerre avec un Parti communiste puissant et armé. Le tout s'est noué dans un État aux abois. Rien de tout cela aujourd'hui, où l'impérialisme français, bien que déclinant, n'est pas en péril.

De plus, ce programme était ce qu'il était : un compromis démocratique. Un compromis dans lequel le PCF a choisi entre la négociation et la guerre, tout en arrachant des avancées. La bourgeoisie évitait le danger de guerre civile, danger immédiat, et misait sur le fait de pouvoir récupérer ces concessions plus tard. C'est d'ailleurs ce qu'elle fait actuellement, et ce que nous payons

---

39. « Que venez-vous faire, camarades ? », *Unité communiste*, 21 août 2018.

chèrement. Défendre un CNR, à l'heure actuelle, c'est défendre une solution « économique », une réforme, mais ne jamais poser la question politique, la question du pouvoir. Or, quand on songe au mouvement des Gilets jaunes, on se rend compte à quel point le fond de la revendication du référendum d'initiative citoyenne (RIC), c'est-à-dire la démocratisation de l'appareil d'État<sup>40</sup>, est même plus révolutionnaire que les revendications platement économicistes de la large majorité des organisations communistes qui n'ont pas réellement rompu avec le PCF.

Quant à l'aspect « patriotique », souvent ceux qui l'appuient se basent sur des extraits comme celui-ci :

« Au lieu de dénoncer comme honteuse, comme une trahison de la défense de l'honneur et de l'indépendance de la patrie, la conduite des autres partis, socialistes inclus, le *Parti communiste français* a réduit la question à un problème de violation des pratiques démocratiques, qui s'exprimait par un empiétement sur les droits du parti le plus nombreux au Parlement français, alors que la violation de la tradition parlementaire était, dans ce cas, simplement le prétexte et non la cause. Cet étouffement des raisons réelles pour lesquelles les communistes ont été exclus du Gouvernement constitue sans aucun doute une erreur sérieuse de la part de la direction du *Parti communiste français*, et soit était dû à une mauvaise compréhension de la situation, et il est difficile de supposer que ça ait été le cas, soit les communistes français se sont laissés intimider par des arguments sur les intérêts "nationaux" de la France.

Apparemment, les communistes craignaient qu'ils puissent être accusés de constituer un obstacle à l'octroi par l'Amérique d'un crédit à la France, et ainsi, de soi-disant nuire aux intérêts de leur pays. De cette manière, les communistes ont cédé à un chantage qui leur reprochait de ne pas être suffisamment patriotique alors que la seule force patriotique en France aurait été le Parti communiste, s'il avait démasqué la signification réelle du crédit américain, qui avait été conditionné à une modification de la composition du Gouvernement par l'exclusion des communistes, ce qui, partant, affaiblissait la souveraineté même de la France.

À cette occasion, le *Parti communiste français* a cédé à la pression de la réaction, même s'il savait que cette pression était dictée par des forces impérialistes hostiles au peuple français. Les communistes français auraient

---

40. « Le mouvement des Gilets jaunes. Partie I : Notre miroir », *Unité communiste*, 3 décembre 2018.

dû se présenter fièrement devant le peuple, dévoilant le rôle de l'impérialisme américain qui avait ordonné à la France d'expulser les communistes du Gouvernement national et expliquer au peuple qu'il ne s'agissait pas simplement d'une autre "crise gouvernementale", pas d'une simple violation des traditions parlementaires (bien que cela soit aussi significatif en tant que caractéristique de la crise de la démocratie bourgeoise), mais d'un cas d'ingérence étrangère dans les affaires françaises, une abrogation de l'indépendance politique de la France, une vente de la souveraineté de la nation par les socialistes français.»<sup>41</sup>

Cet extrait, qui jette l'opprobre sur l'attitude du PCF, est parfois utilisé de manière atemporelle par d'autres, notamment pour justifier l'attitude « patriotique » à avoir. Mais, en prenant cet extrait sans le contextualiser, ils en reproduisent les aboutissants : accompagner et défendre l'impérialisme français, sous prétexte d'intérêt national. Cette thématique, sur la confusion entre ce qui est national-populaire (l'intérêt du peuple du pays), et national-étatique (« la place de la France dans le monde ») est un sujet que tout communiste doit creuser, à la fois pour lutter contre le nihilisme national (les *Antideutsche*, par exemple) et contre le chauvinisme.<sup>42</sup>

Au-delà des questions internes, il se pose des questions externes, celles de la pauvreté des rapports entre organisations communistes : celles de la construction du Parti.

---

41. A. Jdanov, *Rapport sur la situation internationale*, 1947.

42. « Le mouvement des Gilets jaunes. Partie III : Les désirs de l'extrême droite », *Unité communiste*, 10 décembre 2018.





---

V. COMPRENDRE  
L'HISTOIRE POUR  
CONSTRUIRE  
LE PARTI

---



Une des choses qui démarque le courant que nous incarnons, c'est-à-dire la « tradition » léniniste, des anarchistes et des trotskistes, est que nous ne concevons pas la révolution comme un phénomène extérieur, indépendant de notre volonté. Nous considérons qu'elle arrive grâce au fait que la théorie révolutionnaire rencontre le mouvement spontané. Et que de cette rencontre naissent des forces organisées, lesquelles permettent aux masses d'accomplir la révolution. En somme, nous n'attendons pas, toute notre existence, que la révolution arrive, nous considérons qu'il faut créer les moyens pour qu'elle ait lieu.

D'où le besoin d'une organisation efficace, disciplinée, structurée, qui puisse réaliser cette tâche. Dans la conception léniniste du Parti, Lénine s'est étroitement inspiré du modèle militaire d'organisation. Ses conceptions sont fortement imprégnées par sa lecture assidue de Clausewitz. C'est d'ailleurs ce primat de l'efficacité qui a toujours marqué l'activité de Lénine et ses luttes idéologiques. Cette approche a façonné la manière dont il en concevait le fonctionnement, la structure, mais aussi le contenu politique. Nous pensons qu'il faut le prendre par ce biais-là en tout premier lieu, en utilisant la théorie matérialiste-dialectique pour comprendre quelles doivent en être les formes actuelles. C'est-à-dire reconstruire en partant du commencement, non espérer faire surgir, subitement, sur la base de nos maigres forces, le Parti du prolétariat.

En France, aujourd'hui, le mouvement communiste est d'une faiblesse désolante. Soit il est incarné par le PCF et, dans son sillage, par un nombre d'organisations satellites révisionnistes, soit il est fait de particules. Ces particules n'ont pas une influence sur les événements politiques, alors qu'elles sont pourtant capables de pouvoir les analyser correctement. Elles peuvent avoir une certaine présence locale, mais elles restent faibles. Les tentatives d'unité existent. Nous en avons produit certaines. Elles restent le plus souvent sans réponse. Pourtant, les organisations, par principe, affichent toutes cette volonté. Reste à savoir ce que ces organisations entendent derrière ce mot d'ordre.

En tout état de cause, aucune organisation, à moins d'être d'un orgueil sans nom, ne peut prétendre concentrer cette masse critique suffisante pour être le Parti. Certains disent qu'ils sont un parti. C'est quelque chose qui nous paraît un tant soit peu prématuré. Mais cela pose la question de quel regard posent-ils sur les autres, qui de fait, ne sont pas le Parti. Concurrence ? Hostilité ?

Il nous paraît même complexe d'analyser qu'est ce qui pourra être le centre de gravité autour duquel se construira ce Parti. Cependant, tendanciellement, les organisations agissent comme des micropartis, parfois à leur corps défendant. Ce n'est en soi pas dramatique, mais idéologiquement, là où le problème est

plus profond, c'est sur le fait d'en avoir conscience ou non. Une organisation qui n'en a pas conscience ne pourra qu'aller vers le dogmatisme, dans le sens où la progression de ses membres ne se fera pas vers une qualité meilleure dans la compréhension du marxisme, mais uniquement vers les positions de son centre et vers l'imitation imbécile de celui-ci. À l'inverse, une organisation qui en a conscience, sans sombrer dans l'agnosticisme plat, aura la possibilité de voir émerger de véritables cadres autonomes, compétents, et surtout, capable d'entretenir un débat interne, processus essentiel dans la progression théorique, idéologique... et organisationnelle comme pratique. Les lignes de démarcation jugées infranchissables, les conflits individuels (justifiés ou non!), entravent objectivement ce travail. Le travail des uns et des autres est systématiquement écarté, n'est jamais reconnu.

Cette faiblesse est liée à la conjonction de deux poids terribles. D'une part l'absence de décantation et de synthèse de l'expérience passée. Celle-ci demande un travail monstrueux. La seule organisation qui aurait potentiellement pu le réaliser est le PCF. Or, celui-ci a simplement jeté par-dessus bord l'ensemble de l'expérience. Les autres organisations, soit celles nées après son virage révisionniste, soit celles qui sont apparues récemment, n'ont pas pu matériellement le faire, ne serait-ce que du fait de cette absence de masse critique précitée. Chaque organisation détient une petite part d'expertise, une petite pièce d'un grand puzzle. Mais elles ne sont pas assemblées.

Le deuxième aspect est un problème de méthode, qui place la question de l'unité des communistes et de l'adhésion aux organisations sur des bases inadaptées. Comme mentionné plus haut, la plupart des organisations se sont créés autour de petits noyaux, lesquels ont tenté de répondre, avec bonne volonté, aux questions qui se posaient. Mises au pied du mur, elles ont tenté de tout reconstruire. Elles l'ont fait en prenant appui sur ce qu'elles connaissaient, sur ce qui leur paraissait le bon monde d'emploi. Mais, en avançant de manière autonome, elles ont avancé de manière sectaire les unes par rapport aux autres.

# 1. PLUSIEURS RAISONS ENTRAVENT LE REGROUPEMENT DES ORGANISATIONS COMMUNISTES

---

Le primat du Parti est juste. Mais érigé en principe unilatéral, en fétiche, il devient un frein au développement des organisations, il peut devenir même une barrière infranchissable. Bien souvent ce qui est mis en avant dans le refus de travailler ensemble, ce sont les différences idéologiques. Or, celles-ci sont à la fois primordiales tout en jouant à la fois un rôle d'arrière-plan ou de prétexte. Ce paradoxe apparent s'explique :

L'idéologie détermine la forme des organisations. Elle détermine comment nous pensons l'articulation de nos différentes activités. Donc, de ce point de vue là, elle est au-dessus des questions d'organisation. Mais les arguments « idéologiques » qui justifient le rejet du travail commun ne sont pas ceux qui sont déterminants dans la conception de l'organisation ou du Parti. Ce sont des éléments subalternes, secondaires, mais qui sont érigés en barrières infranchissables.

## A. L'IDÉOLOGIE : DU PRIMAT AU PRÉTEXTE

L'importance de l'idéologie est reconnue par la plupart des acteurs de la scène politique communiste. Mais pas ce que cela signifie de manière concrète. Très souvent, les exigences sont invraisemblablement élevées. Il faudrait avoir statué sur tout avant de pouvoir travailler en commun, parvenir à un alignement parfait avant de pouvoir aller plus loin. Souvent, cela est dû au fait que nous prenons à rebours la manière dont les partis se sont construits, en considérant qu'il faut les prendre à leur stade les plus achevés.

Or, la reconstruction *a posteriori* a impacté le fonctionnement interne des organisations politiques, mais également leurs perspectives. Consciemment ou non, la très large majorité des petits groupes existant à l'heure actuelle en France est marquée par une image déformée. Image déformée qui crée des objectifs, eux aussi, distordus. Dans l'ensemble, ce qui est recherché, à l'issue d'un processus plus ou moins long, c'est la naissance d'une organisation qui a tranché tous les débats, qui peut prendre position sur tout, qui fonctionne comme un Parti abouti et expérimenté — ou plutôt comme l'idéal-type de celui-ci. Cette construction mentale est logique : nous retenons de grandes étapes. Schisme avec les anarchistes, séparations avec les sociaux-chauvins

et les réformistes, lutte entre les mencheviks et les bolcheviques, lutte contre l'opposition de gauche, puis contre l'opposition unifiée, puis encore contre celle de droite, révolutionnarisation culturelle, révolution culturelle...

Cette mise en avant des ruptures fait oublier les unités. Dans les rapports des courants les uns envers les autres, ou des groupes les uns envers les autres, l'attitude est rarement celle de « unité-critique-unité », mais plus « critique-unité-critique ». Pourtant, au moment de la Révolution de 1917, les acteurs et actrices qui ont constitué l'opposition ouvrière, l'opposition militaire, l'opposition de gauche ou de droite, ont tergiversé parfois, mais ont fonctionné d'une manière suffisante pour que la Révolution puisse avoir lieu.

De plus, le Parti s'est également appuyé sur des éléments non bolcheviques présents dans les soviets, mais qui votaient comme les bolcheviques sur les décisions essentielles, parce qu'influencés par la justesse des conceptions léninistes. Elles ont même parfois dépassé les positions bolcheviques, comme sur l'interdiction des journaux bourgeois et des partis non bolcheviques.

Lorsqu'on se penche en détail sur l'histoire du PC(b)US au pouvoir, celui-ci n'est parvenu à fonctionner de la manière stalinienne idéalisée qu'après la déstalinisation. À cette date, il n'a plus rien d'une organisation révolutionnaire, ayant pour ambition de transformer l'URSS en société communiste. Devenu un outil de gestion de l'Union soviétique, non plus un outil de combat au service de la classe ouvrière et de la paysannerie, il s'est mué en parfait levier d'adhérents bureaucratisés. Un objet mort. À l'inverse, la vie politique du PC(b)US était chaotique. Elle était une lutte constante, un équilibre précaire entre activistes et cadres, entre lutte-antibureaucratique et tâches à accomplir. Les différentes purges ont montré davantage cette vie tumultueuse qu'un rapport unilatéral. Les premières ayant été du haut vers le bas, (*chitska* de 1933), mais les suivantes ayant été davantage du bas vers le haut (*proverka* de 1934, puis la « révolte » du rayon de Belyi<sup>43</sup> par exemple...). De plus des conceptions contradictoires existaient et ont existé dans le Parti, jusqu'au moment où leur expression s'est manifesté de manière antagonique. Cela fait relativiser au niveau des bases dont nous avons besoin pour construire un rapprochement et une unité.

---

43. En 1937, dans le district rural de Belyi, les plus hauts dirigeants locaux, dont le plus élevé en rang était Kovalev, ont été démis de leurs fonctions à la suite d'une mobilisation importante. Par effet de domino, cette chute a entraîné la chute de potentats locaux.

Quelque part, il n'est pas possible de surestimer les exigences et le caractère monolithique attendu pour une fusion, car les moyens de pouvoir atteindre réellement ces exigences ne peuvent naître qu'au bout de la concentration d'une masse critique suffisante.

Dans un texte de présentation datant de septembre 2018 (inédit jusqu'à présent), nous définissions les choses ainsi :

« Comprendre la question du Parti demande tout d'abord de la replacer dans un certain cadre. Le Parti n'est pas une fin en soi, il est un moyen. Il est le moyen par lequel les masses s'organisent, sont dirigés par leurs éléments les plus avancés, et peuvent faire la révolution puis procéder à la construction du socialisme. Le Parti est donc un moyen essentiel, mais construit autour d'un certain pragmatisme. Son but est de fonctionner convenablement. Avoir stratégiquement raison ne suffit pas. Il faut également être capable d'être tactiquement dans le vrai, mais aussi de l'être d'un point de vue de l'opérationnel, d'une manière qui permet de triompher des obstacles. Il est vrai qu'idéalement l'opérationnel et la tactique devraient être subordonnés à la stratégie, mais dans les faits, dans la construction du Parti, cela exige parfois de temporiser sur sa volonté de démonstration et sur sa volonté de polémique pour pouvoir, d'une manière large, construire l'espace qui permettra après de traiter ces questions d'une manière réelle, influente, efficace et, surtout, décisive.

Ce qui sépare le Parti de l'organisation c'est un stade qualitatif supérieur. Il est possible de faire une analogie avec la vie. On peut définir le vivant — à part le stade viral — comme un métabolisme et un matériel génétique. Le matériel génétique est la théorie, l'idéologie. Le métabolisme est la possibilité d'avoir une action affirmative au sens clausewitzien du terme, vis-à-vis de l'environnement, d'avoir un ordre du jour qui ait un impact, qui puisse être autre chose que simplement répondre à la bourgeoisie. Le métabolisme seul est le règne de l'opportunisme. Le matériel génétique seul est celui de l'incantation. C'est rester au stade viral de la vie, se contenter de lancer des mots d'ordre sans réalité vers les masses.

[...] Trois conséquences directes : d'une part, les autres organisations sont ignorées ou considérées comme hérétiques. L'unification ne peut se faire, de fait, car la foi parfaite ne peut trouver de terrain d'entente, ne peut évoluer, ne peut être débattue. Le un se divise en deux est ainsi employé comme excuse pour rejeter toute évolution de manière téléologique : "comme il y aura une rupture à un moment ou un autre, autant la faire maintenant !".

Deuxième conséquence, elles ne peuvent organiser la classe ouvrière, du fait d'une exigence de connaissance universitaire de la théorie. Exigeant la perfection, elles se retranchent derrière sas après sas pour filtrer les entrées. Ces organisations s'adressent à la petite bourgeoisie radicale et étudiante, mais non aux prolétaires.

La troisième conséquence est que les mots d'ordres ne correspondent pas à la réalité sociale, à la situation politique ou au niveau de conscience des masses. Elles se contentent de voir le rôle du Parti comme celui de lancer en l'air des slogans.»

Derrière ces exigences, derrière le fait de botter en touche sur le travail commun, y compris avec des individus et des groupes proches, il existe une raison : la primauté de l'appareil sur l'unification.

#### B. LA FUSION DES APPAREILS : LE GOULOT D'ÉTRANGLEMENT DEVANT LEQUEL BEAUCOUP RENONCENT

Construites comme des minipartis, les organisations possèdent donc un appareil centralisé, avec une certaine culture interne, spécifique. Elle estime qu'elle a réalisé un travail particulier, qu'elle a mis en place des choses positives, et que le fait que ce travail puisse être remis et que son mode de fonctionnement puisse changer cause un réel trauma interne.

Or, l'idée d'une fusion entre organisations n'échappe pas aux lois de la dialectique. L'unité, le plus souvent, se traduit par la résolution antagonique d'un appareil s'affirmant sur l'autre dans la synthèse de leurs contradictions. C'est-à-dire que, au sein du groupe qui est fondé, un appareil prendra le pas sur l'autre. Sa culture deviendra hégémonique. L'autre sera donc écrasé et ses partisans irréductibles condamnés à l'exclusion.

Comme, *de facto*, c'est l'organisation la plus homogène, la plus disciplinée qui l'emporte mécaniquement, celle qui joue le plus carte sur tables et qui respecte le plus la règle du jeu est mécaniquement en désavantage. Il en résulte alors une tendance au manque que confiance, à la défiance, qui fait que l'unité échoue régulièrement. *In fine*, lorsque l'unité est évoquée, elle correspond en réalité à l'intégration, au phagocytage d'une organisation par une autre.

Cette réalité n'est d'ailleurs pas exclusive au milieu militant, elle concerne aussi la bourgeoisie. C'est pour cela que les impérialismes, même en difficulté, ne fusionnent pas. Parce que, en dernière analyse, cela signifie que l'un dévore



l'autre. Nous avons construit l'*Unité communiste de Lyon* avec une structure légère et évolutive dans le but de l'intégrer dans quelque chose de plus grand. Mais cela ne signifie ni unité sans principe, ni le fait que nous ne soyons pas, nous-même, vulnérable à ces tendances. Il s'agit donc d'une lutte idéologique qui se mène chaque instant. Nous pensons essentiel d'avoir constamment ce *memento mori*<sup>44</sup> en tête.

L'image de la famille peut paraître étonnante dans ce cadre-là. Pourtant elle revient inlassablement dans les travaux sur le fonctionnement du *Parti communiste (bolchevique) de l'Union soviétique*. Localement il se crée des familles, des groupes d'affidés, avec leurs règles, leur culture, leurs fonctionnements... et d'ailleurs parfois leurs sales histoires. Ces familles n'ont qu'une hantise, que d'autres viennent voir ce qui se passe en leur sein. Ces appareils, avec leurs petits chefs, qui possèdent leur petite renommée, leur petit empire, les empêchent de s'inclure dans quelque chose de plus grand, qui les noierait. Les cas les plus graves se replient sur un rôle de navigateur solitaire, sur un blog, sur une expression personnelle et uniquement personnelle, mais qui est une incapacité à réaliser le moindre travail d'organisation. Noyés dans leur subjectivisme érigé en vérité absolue, ils ne servent qu'à parasiter le développement de quelque chose qui les dépasse.

Comme chacun se perçoit comme le centre, comme chacun est son propre référentiel galiléen, rien n'avance. De plus, la peur précitée de la contamination idéologique et de la perte de contrôle rend toute avancée extrêmement dure à réaliser, tant est puissant l'esprit de secte.

Parfois, nous pensons qu'il faut accepter que nos positions soient remises temporairement, que nos magnifiques envolées lyriques servent de fond documentaire. Nous pensons que dans une certaine mesure, mieux vaut avoir tort avec le Parti qu'avoir raison stratégiquement en nous privant des moyens tactiques d'agir. Cela, uniquement dans la mesure où il est possible d'aller à contre-courant et de défendre nos positions par la démonstration et par le débat franc et ouvert.

### C. AVANCER : UNE RESPONSABILITÉ

On ne peut se satisfaire de la situation actuelle. Si, dans la très large majorité des cas, les animateurs et animatrices des mouvements communistes sont issus de la petite bourgeoisie radicale, et donc ne jouent pas leur vie, ce n'est pas le cas

---

44. « Souviens-toi que tu vas mourir. »

de tout le monde. L'inclusion dans un travail internationaliste nous a mis une gifle en plein visage : comment répondre à l'appel pressant des organisations qui défendent les intérêts du prolétariat des colonies et semi-colonies dominées par la France ? Que pouvons-nous leur donner comme excuse ?

En réalité, ce n'est pas avec de la candeur et de la tendresse que se sont figées les formes des organisations politiques de combat, c'est sous la pression des événements et sous la pression d'autres forces politiques. La constitution de la *Section française de l'Internationale communiste* (SFIC) puis du PCF s'est faite par une pression intense exercée par le Komintern. Ce qui en est né est un outil imparfait, fruit de l'urgence. C'est le caractère impératif, obligatoire, de répondre à l'appel pressant de ceux qui luttaient qui l'a emporté sur l'esprit de secte et de groupe.

L'histoire de la création des Partis communistes est donc une histoire brusquée, dans laquelle il a fallu combattre chaque chapelle, chaque secte, mais également imposer la nécessité primordiale d'accumuler les forces pour construire le Parti. Un Parti ne se proclame pas, tout comme l'abolition des classes sociales ou de l'État. Le Parti existe quand la très grande multitude de tâches qu'il a à réaliser est réalisable, ou déjà réalisée.

Nous devons être ambitieux stratégiquement et humbles tactiquement. Nous devons être différents de ce qui nous entoure.

## 2. NOUS NOUS BATTONS POUR DES INTÉRÊTS SUPÉRIEURS

---

Un des passages les plus importants du *Manifeste du parti communiste* (1848) est celui-ci :

« Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers.

Ils n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat.

Ils n'établissent pas de principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier.

Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points : 1. Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat. 2. Dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité.

Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui stimule toutes les autres ; théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien. »<sup>45</sup>

Cela doit former un guide constant pour les objectifs premiers d'une organisation politique communiste. Nous faisons régulièrement face à des conflits entre sectes, parfois pour un terrain, parfois pour un individu, parfois pour le prestige. Or, l'expérience démontre que les guerres de repartage entre organisations militantes sont des jeux à sommes négatives. Elles contribuent à épuiser, à dégoûter et à faire fuir les militants et les militantes. Nous avons donc intérêt à rallier par une politique unitaire et une politique de paix. Les organisations mènent parfois des campagnes liquidatrices pour agrandir leurs forces, mais, chemin faisant, elles sèment des dégâts terribles. Dans un conflit liquidateur mené entre deux forces, caricaturalement, sur 10 personnes, 4 abandonnent. Nous-mêmes avons pu voir les pertes que le scissionnisme cause.

---

45. K. Marx et F. Engels, *Lé Manifeste du parti communiste*, 1848.

Certains vont même jusqu'à pratiquer le « lessivage », en détruisant absolument tout sur leur passage dans le but d'arracher un ou deux membres supplémentaires. Nous devons faire autrement, mais, surtout, mieux. Nous devons être unitaires et considérer les choses sous l'angle du front unique, au sein duquel il est possible de rassembler les forces unitaires et loyales tandis que seront progressivement isolés — de leur propre fait, par leur propre action — les opportunistes, les profiteurs, les sectaires. Nous devons collaborer avec toutes les forces qui possèdent une stratégie qui ne soit pas contradictoire et antagonique avec la nôtre à moyen — long terme. Cela implique d'ailleurs des organisations qui ne sont pas communistes mais qui ne sont pas objectivement anticommunistes.<sup>46</sup> Nous considérons qu'il faut non seulement être à l'initiative constante des politiques de rassemblement et d'unité, mais également faire en sorte que celles-ci se caractérisent par leur politique de la porte ouverte en n'excluant aucune force sur des *a priori*, dans la mesure où elles respectent des principes élémentaires de coopération. Les liens de travail ont tous pour objectif d'accroître l'influence de ceux qui luttent contre la bourgeoisie, d'accroître son unité dans l'action et d'augmenter son efficacité. Cela permettra l'approfondissement idéologique progressif.

En tant que groupe qui se targue d'être l'organisation qui porte l'idéologie révolutionnaire, il nous revient de faire la démonstration de notre logique.

Réussir à appliquer une politique qui soit profondément marxiste, ce n'est pas dans le clivage à qui mieux mieux, mais au contraire, dans nos prises de position publiques, représenter l'expression des tendances profondes des masses populaires dans ce qu'elles ont de combatif et de progressiste. C'est ce qui permet à une organisation de devenir un centre de gravité.

Notre politique n'est pas de prendre parti, de mener un projet « féodal » ou de nous immiscer dans les conflits internes de forces extérieures. Notre politique s'intéresse à ce qui se passe, mais pour défendre une ligne qui doit permettre que les contradictions secondaires soient traitées de manière convenable.

Il existe trois types principaux de compréhension de l'environnement par les organisations. Ce classement insiste sur ce qui est l'aspect principal de la compréhension de la part de ces organisations. Parfois, de manière secondaire, d'autres formes peuvent émerger un temps, puis disparaître.

---

46. Même si certaines peuvent l'être subjectivement.

- Un type tribal/clanique, comme pour un certain nombre de groupes antifascistes, qui considère les liens organisationnels comme des liens affinitaires et de loyauté. Elle est en deçà de la compréhension politique des choses. En dernière instance, elle tend à être viscérale, marquée par les sautes d'humeur de sa direction, tout aussi clanique. Elle tend aussi à être contaminatrice, en refusant de travailler avec les partenaires des partenaires de leurs adversaires. Stratégiquement, ce mode d'organisation finit par s'étioler par l'isolement ou par s'effondrer sous le poids de son succès, étant donné qu'il n'est pas capable de pouvoir grandir sans mettre en péril le centre de la famille ou du clan.
- Un type parasitaire-sectaire, qui nous retrouvons *in fine* chez un très grand nombre d'organisations politiques se revendiquant du communisme. Ces organisations et leur vision se caractérisent par leur tendance à considérer qu'ils sont le centre unique, qu'ils sont seuls détenteurs de la vérité pure, et donc non améliorables. Ils voient dans toute apparition d'une organisation un concurrent qu'il faut étrangler, jamais un partenaire avec lequel il faut travailler. Ces organisations se greffent sur les forces qui existent, non dans le but de les développer, mais dans le but de vampiriser celles-ci jusqu'à l'épuisement. Le travail commun est fondamentalement rendu impossible par leur stratégie : leur renforcement peut être réalisé par la liquidation de tout ce qui n'est pas eux. Par ailleurs, leurs perspectives de victoires sont infimes. Elles ne peuvent pas recruter parmi les classes populaires ou parmi les prolétaires, car leurs discours sont calibrés pour une petite bourgeoisie radicale dont ils sont par ailleurs issus en grande majorité. Ils condamnent leurs adhérents à être des stagiaires à vie ou à être modelés comme des clones des positions de la direction, répétant un bréviaire de mauvaise qualité. Leur victoire, leur renforcement, précipite paradoxalement leur perte, car elle augmente l'entropie au sein de leur organisation, les forçant donc à épurer pour rester monolithiques.
- Nous pensons que le but d'une organisation politique doit être de rayonner et de s'intéresser à tout. Chaque lutte, quelle qu'elle soit, ne peut être découpée de la lutte des classes. Elle a sa place dans l'ordre du jour de l'organisation. Nous considérons qu'il faut mener une politique qui vise à rassembler et unifier les luttes, non sur la base d'une juxtaposition des mots d'ordres ou des revendications, mais bien sûr celle d'une synthèse. L'attitude de groupes comme l'*Armée révolutionnaire marxiste* (ARM Combat) sur la question des féminicides montre leur conception erronée : la lutte contre le sexisme ou contre le racisme ne divise pas les exploités et les exploitées. Elle est au contraire la base qui permet une alliance sincère.

- À ce titre, nous sommes voués à mener une politique d'ensemble vis-à-vis de la lutte des classes, des mouvements, mais aussi des organisations politiques, communistes ou non communistes. Leur situation, leurs débats, leurs faiblesses ou leurs forces influent sur la lutte générale. C'est parce que nous avons conscience que notre objectif premier est la victoire générale du prolétariat contre les exploités que nous menons une politique de paix et de coopération. C'est cette capacité d'influence et d'hégémonie au sens gramscien du terme qui permet d'avancer vers le Parti et vers la victoire.

Pour le moment, l'esprit de cercle est autoentreteu par des polémiques traitées par-dessus la jambe, et qui n'ont pas de réel impact dans la vie des masses populaires. Elles sont assénées sur la base d'un travail scientifique d'une qualité parfois douteuse, lancées comme des pavés dans la mare, avec l'exigence que tout s'arrête pour y répondre. Régulièrement nous avons été investis par des navigateurs en solitaire du léninisme, exigeant que nous tranchions avant toute chose, et toutes affaires cessantes, telle ou telle question précise. Au lieu d'avoir un travail d'élaboration, de décantation, de conception commune, positive, il s'agissait de torpilles lancées, non pas contre le travail et l'activité de terrain de notre organisation, mais uniquement sur des points ultraprécis et ultraspécifiques de notre corpus historique.

Nous pouvons, oui, prendre le temps d'y répondre. Nous le ferons plus tard. Mais ce n'est pas notre priorité. Notre priorité est dans notre travail militant et dans l'élaboration d'un projet à long terme. Et l'aboutissement de ce projet ne demande pas la résolution de ce type de question en amont. Nous dirions même que la résolution de cette question ne peut se faire que si nous avons la masse critique pour y répondre d'une manière claire, scientifique, définitive.

Nous pensons donc que, pour avancer vers le Parti, il nous faut être capable d'avoir une base d'unité large, souple, positive, avec une confiance dans la bonne volonté de chacun et de chacune de s'investir d'un point de vue pratique et théorique. Mais pour cela, il faut partir également, non pas de notre perception de notre histoire et de notre politique, mais bien de la leur.

Avant le Parti, il existe des étapes. Mais ces étapes ne peuvent être surmontées que par une compréhension de notre situation actuelle, que par une politique juste et uniquement en ayant en tête l'efficacité comme maître mot. Les lignes de démarcation, sans lesquelles aucune unité n'est possible, doivent prendre en compte à la fois la situation actuelle et les questions les plus brûlantes de notre actualité, mais également le fait qu'il faut laisser un espace pour que ces questions puissent être tranchées scientifiquement et autrement que par la présomption.

Surtout, soit l'adhésion s'adresse à des docteurs en marxisme, léninisme ou maoïsme, soit elle a vocation à organiser les exploités et les exploitées. Nous ne pensons pas nous-même être forcément autre chose que des étudiants et des étudiantes de l'expérience révolutionnaire et de l'expérience de la lutte. Ce que nous en avons compris, en revanche, c'est que ce qui est déterminant n'est pas l'autodéfinition idéologique, mais la transcription de l'idéologie dans une politique. Les noms à rallonge servent de démarcation dans le microcosme militant. Mais aux yeux des masses populaires, c'est le contenu politique qui prime. C'est d'ailleurs sur cette base que le recrutement se fait, non sur l'adhésion ou l'opposition aux théories de Préobrazenski, de Lyssenko ou de Liu Shaoqi.

C'est l'importance du programme, non pas en tant que programme électoral, mais en tant que programme de développement et de bases minimales, simples, de l'organisation. Nous sommes pour une démocratie populaire, une démocratie sur une base de classe, une démocratie dont la bourgeoisie est exclue. Ce programme minimal pose la question de sa réalisation, et toutes les questions sous-jacentes : dictature du prolétariat, collectivisation, planification économique et planification écologique, lutte contre les contradictions de développement et entre travail manuel et intellectuel, lutte contre les discriminations et les inégalités, internationalisme prolétarien... Or, l'expérience de la lutte des Gilets jaunes nous a montré que la question de la démocratie populaire et de son opposition à la dictature du patronat étaient des questions politiques fondamentales, mais directement accessibles. Il en était de même pour « le pain, la terre, la paix » des bolcheviques.





---

VI. NOUS NE SOMMES  
PAS SEULS  
À PENSER AINSI

---



Nous ne sommes pas les seuls à vouloir nous unifier et à vouloir construire le Parti. Nous ne sommes pas non plus les seuls à penser qu'il existe des éléments de réponse dans la résurrection de notre histoire et dans son analyse. Il faut rendre à César ce qui revient à César. Nous ne pouvons pas oublier, par exemple, le travail réalisé par Vincent Gouysse et *Communisme-Bolchevisme* (aujourd'hui *Marxisme.fr*). Ce travail était, pour beaucoup, une première approche. Les *Éditions prolétariennes* ont contribué à faire vivre des documents irremplaçables, tout comme la *Bibliothèque marxiste*. Le *Parti communiste de France (marxiste-léniniste-maoïste)* a compilé patiemment, sur ses divers sites, une quantité astronomique de documents introuvables ailleurs. Malgré les débats extrêmement brusques entre nos organisations, nous ne pouvons le nier. Les *Éditions Delga*, elles aussi, ont réalisé un travail important et incontournable. Le fait que nous ne soyons pas d'accord avec le *Pôle de renaissance communiste en France* ne doit pas nous empêcher de le dire.

Chacune de ces initiatives a des limites, avec des choix parfois contestables, notamment la mise à l'index de certains auteurs. Mais — indépendamment de la volonté et de la ligne de leurs auteurs — toutes contribuent à faire naître la possibilité de développer une analyse historique fine et efficace. Et plus celle-ci sera maîtrisée, plus elle sera intégrée profondément, plus elle permettra, à terme, de faire naître une nouvelle génération de cadres communistes. Elle permettra aussi de rompre avec les dogmes et les mythes, dans le but de construire une histoire solide.

L'histoire totalitaire, l'histoire hagiographique, téléologique, holistique est une histoire empoisonnée. Elle protège comme une carapace, comme un blindage. Épais, dur, supposément impénétrable. Mais derrière, les chairs sont molles et flasques. Elles ne supportent pas les coups et ne savent y résister. Nous ne devons pas avoir peur de ces coups. Ils nous endurent et nous rendent plus aptes à dépasser les erreurs et les insuffisances. Apporter une histoire réelle, une histoire vivante, une histoire sociale des expériences révolutionnaires et socialistes est vital. C'est la condition à la renaissance d'un véritable courant communiste révolutionnaire, combatif et capable d'être en liaison avec les masses. Il est la possibilité de pouvoir vaincre les maux qui nous contaminent. Le folklorisme n'est qu'un fin placage, qui camoufle le néant. Le dogmatisme est une coulée de fonte : dur et cassant. Inflexible et indéformable, il vole cependant en éclat sous les coups.

La compréhension approfondie, quant à elle, est pareille à l'acier : elle est souple mais résistante. Elle s'adapte aux environnements et aux contraintes, tout en restant résiliente. C'est ce que nous devons atteindre. C'est dans un mouvement dialectique, par l'unification et l'approfondissement, et en liaison avec la pratique, que nous pouvons avancer.

La bataille pour l'histoire est un de ces fronts. Elle aussi ne peut être remportée sans un travail commun, dans le but d'élaborer une histoire commune, une histoire des communistes. Nous appelons à le concrétiser, entre autres initiatives, en rassemblant les volontés les plus sincères. Nous pensons qu'il s'agit d'un des moyens d'avancer, ensemble, vers notre rassemblement, vers notre unification, notre renforcement et, ultimement, notre victoire.

---

POSTFACE :  
2020-2024, CONTINUITÉ  
ET RUPTURE

---

*Mars 2024*



Publié il y a quatre ans, ce document a eu une certaine importance dans la définition de notre organisation. Y sont exposées de manière synthétique les bases de notre conception de la lutte pour l'unité des communistes et pour la science révolutionnaire. *La bataille pour l'Histoire* (2020) a été rédigée au moment où celle-ci amorçait sa transition de l'*Unité communiste de Lyon* vers Unité communiste, notamment par sa fusion avec *Éco défense*, c'est-à-dire pendant une période de transformation profonde de notre structure essentiellement locale vers une structure nationale, et de notre stratégie héritée de notre fondation en 2016 vers une nouvelle stratégie plus construite, nourrie du bilan de 4 ans d'expérience.

*La bataille pour l'Histoire* marque une étape dans le développement de notre génome et de notre métabolisme organisationnel — ce que nous portons et ce que nous sommes. Aujourd'hui, nous revendiquons toujours le contenu qui y est défendu, mais à l'occasion du quatrième anniversaire de sa publication, nous voulons revenir sur celui-ci. La transformation de notre organisation a été aussi une transformation de notre contenu, et c'est cette évolution que nous voulons constater ici (ce qui n'a pas changé et ce qui a changé).

# 1. CONTINUITÉ

---

Nous retenons de *La bataille pour l'Histoire* cinq leçons fondamentales qui font toujours partie de nos principes fondateurs et de nos lignes de démarcation.

## A. PREMIÈREMENT

L'impératif de la scientificité révolutionnaire, la lutte pour la démonstration scientifique à l'intérieur des organisations communistes et entre celles-ci. Cette lutte fait partie de la lutte des lignes, des idées justes contre les idées fausses, c'est celle qui garantit que jamais la théorie révolutionnaire ne se transforme en dogme figé — rigide et cassant — et confiné à notre imagination — métaphysique. La scientificité n'est ni plus ni moins que ce qui fait la différence entre la pensée communiste et celles des utopistes et des fascistes. La lutte pour la scientificité est une lutte pratique autant que théorique, elle existe en permanence dans l'aller-retour entre ces deux aspects.

La pratique, que ce soit celle du présent ou du passé, la nôtre ou celle de notre mouvement en général, est *in fine* notre seule juge, car c'est dans la pratique que le réel se révèle. Voilà en quoi les expériences socialistes (leur pratique) sont pour nous un véritable trésor de théorie, pour lesquelles il faut engager une « bataille », celle pour les idées justes. Une stratégie — un programme politique et un plan de travail systématique — ne peut être établie que selon l'Histoire, c'est-à-dire le bilan de l'expérience pratique passée. Sinon, le programme et le plan de travail sont dictés par les particularités contextuelles des circonstances présentes, c'est-à-dire que la nécessité est subordonnée à la contingence, que la stratégie est soumise à la tactique et que l'opportunisme est alors inéluctable.

La lutte pour les idées justes doit aussi être une lutte pour la scientificité révolutionnaire, sans laquelle la science révolutionnaire ne l'est qu'en nom (et n'est dans le fond qu'une énième métaphysique). Dans celle-ci, l'idéalisme dogmatique doit être désigné et dénoncé comme la déviation antiscientifique — donc antimarxiste — qu'il est. La recherche de la ligne juste n'est pas celle d'une couronne de laurier qui conférerait à celui qui la porte une autorité sur le mouvement communiste et qui permettrait alors à sa volonté de plier la matière. C'est au contraire l'enquête dans la matière qui découvre les moyens à nos fins, d'où découle l'autorité subséquente de la ligne juste. Dans ce processus, l'opportunisme peut prendre un avatar « de droite », qui la néglige en niant son importance, ou — plus dangereux — « de gauche », qui l'abandonne expéditivement en prétendant déjà l'avoir « finie » (*sic*). Le pire renoncement à la lutte



pour les idées justes est celui qui se défend d'être une renonciation, c'est-à-dire qui renonce au nom d'une prétendue réussite en affirmant avoir atteint la fameuse « ligne juste ». C'est avec cet argument que la lutte théorico-idéologique est abandonnée par une proportion importante de groupuscules communistes.

Pourquoi une secte communiste qui prétendrait péremptoirement avoir une « ligne juste », complète et définitive, ne ferait qu'avancer une proposition idéaliste ? Une ligne ne peut être jugée juste que dans la pratique, il n'y a donc que deux sources de vérification : l'expérience présente (la pratique présente) et l'expérience historique (la pratique passée). Or, une secte communiste ne peut déduire de sa pratique présente que des conclusions incertaines, car celle-ci est limitée dans l'espace et le temps. Son pouvoir de compréhension ne peut pas dépasser son pouvoir de transformation. De plus, sa capacité d'élaboration théorique est limitée par ce qu'elle est (une secte), elle ne peut amasser et traiter qu'une somme restreinte d'informations. Son échelle quantitative (groupusculaire) limite sa qualité, et donc la qualité de ses productions théoriques. Et enfin, une secte communiste ne peut déduire de la pratique présente qui lui est extérieure (le mouvement communiste international) et de la pratique passée (l'histoire) que des conclusions théoriques générales, car celles-ci sont le produit de pratiques qui s'appliquent à des contextes différents. Une ligne juste ne peut donc être déduite de ces expériences indirectes (présentes mais extérieures et passés) que dans ce qu'elles ont d'universel, mais la particularité de l'expérience présente reste elle-même irréductible (aucune circonstance n'est identique). En conséquence, une ligne juste s'appliquant à notre situation concrète particulière ne peut être elle-même que particulière, c'est-à-dire déduite de notre propre pratique dans cette situation.

En bref, une ligne juste ne peut pas être séparée des applications pratiques sur lesquelles elle porte directement. Il est impossible de revendiquer une vérité scientifique déconnectée de l'expérience et de la démonstration scientifique. La connaissance possible possède des limites objectives fixées par la pratique possible. Ces dernières sont hermétiques à nos affects et nos considérations, car la volonté ne peut pas plier la matière. Affirmer l'inverse revient à de l'idéalisme intellectualiste : considérer la théorie séparément de son aspect opposé (qui lui est principal), la pratique. Il ne faut pas en conclure qu'il faudrait abandonner la lutte pour les idées justes, seulement que la ligne juste est construite dans la pratique et la lutte des lignes. La ligne juste n'existe pas *a priori*, avant la pratique et la lutte des lignes, mais seulement après être révélée par elles (*a posteriori*).

Des lignes plus ou moins justes doivent donc nécessairement coexister en lutte, avant que le développement de la lutte des classes ne nous donne les moyens pratiques de les départager. Cependant, la pratique directe des sectes communistes peut déjà réfuter certaines lignes erronées. De plus, certaines lignes qui ne se sont jamais vérifiées dans l'expérience du mouvement communiste, ni directe, ni internationale, ni historique, peuvent d'ores et déjà être définies comme généralement fausses. Que ce soit directement ou indirectement, lorsque la pratique a déjà parlé, il faut l'écouter ! À ce propos, il ne faut pas être timoré, et accepter la radicalité de ses jugements. Ainsi, si la ligne juste ne peut pas pour autant être trouvée automatiquement, la majorité des lignes erronées peut déjà être écartée (anarchisme, trotskisme, etc.).

Les lignes qui se sont confrontées à la pratique, mais qui ont échoué, soit à s'appliquer soit dans leur application, doivent être *a minima* partiellement disqualifiées. Attention, réussir à s'appliquer, ou non, est déjà une première expérimentation (par exemple, si le programme de l'Opposition de gauche n'a pas été adopté, c'est parce qu'il a perdu la lutte des lignes, ce qui démontre une première insuffisance) ! Tout échec ne résulte pas d'une nécessité implacable, mais tout échec démontre un certain degré d'erreur. Reste à démontrer si l'erreur était nécessaire ou contingente, relativement à la ligne ainsi évaluée (était-elle fondamentalement ou partiellement fausse ?). Pour être scientifiquement pertinent, il ne faut ni écraser unilatéralement la nécessité sous la contingence (« les erreurs n'étaient que marginales et contextuelles »), ni écraser unilatéralement la contingence sous la nécessité (« l'échec était programmé, tout est à jeter, il faut repartir de zéro »). Une ligne qui n'a pas gagné doit être évaluée pour être rectifiée (corrigée) ou réfutée (rejetée ou dépassée au profit d'une autre ligne).

C'est aussi par la comparaison entre les lignes (dans la lutte des lignes), c'est-à-dire par l'évaluation de leur bilan respectif, que l'on peut savoir si une ligne doit être rectifiée ou réfutée. Par exemple, si une ligne échoue systématiquement — s'il y a une récurrence de l'échec dans l'expérience — là où d'autres lignes réussissent, la première est alors probablement fausse par rapport aux secondes. Cependant, comparer deux lignes ne peut se faire que relativement à ce qu'elles ont d'universel, c'est-à-dire selon leurs objectifs communs, ce qui nécessite une étude préalable et des expériences comparables (ce qui ne signifie pas identiques), pour que les lignes puissent être jugées « toutes choses égales par ailleurs ». Par exemple, la stratégie du *foco* a relativement réussi avant de relativement échouer, et s'est historiquement démontrée comparativement inférieure « toutes choses égales par ailleurs » à la stratégie de la guerre populaire prolongée. Cette affirmation peut être avancée avec un haut niveau de confiance parce que leurs applications ont été comparables et leurs résultats

récurrents : il y a une « reproductibilité » de l'expérience historique. L'évaluation de l'expérience historique, c'est-à-dire comprendre là où il y avait nécessité et là où il y avait contingence, et lesquelles, n'est pas simple. C'est aussi pour cette raison que plusieurs propositions théoriques doivent coexister avant de pouvoir être réfutées, dépassées, corrigées ou adoptées par la pratique : il n'existe jamais d'expérience décisive, qui valide ou invalide absolument une ligne. Ce n'est que la récurrence qui révèle la nécessité, c'est donc l'étude de la récurrence qui rend possible de tendre vers des lignes plus justes (qui comprennent la nécessité).

La scientificité est le guide qui nous permet de savoir trancher où et quand il est possible (donc nécessaire) de le faire, et inversement, de savoir ne pas trancher où et quand il n'est pas possible (donc condamnable) de le faire. La ligne juste n'est pas un absolu (une compréhension correspondant parfaitement au réel), c'est une qualité : une compréhension correspondant suffisamment au réel pour le transformer radicalement.

## B. DEUXIÈMEMENT

La nécessité d'apprendre des expériences socialistes pour gagner. Les travaux classiques du marxisme, si nul ne peut nier leur importance primordiale, ne sont eux-mêmes précieux qu'en ce qu'ils sont le produit d'une pratique, celle de leur autrice et auteur, celle de leur époque en général, et celle de leurs propres prédécesseurs. Ainsi, les ouvrages des révolutionnaires passés ne sont pas le plus grand héritage qu'ils nous ont dévolu, car leur pratique avait toujours de l'avance sur leur théorie : nulle idée ne saute au-dessus de (la pratique de) son époque. C'est donc cette pratique historique qu'il nous reste aussi (surtout !) à étudier, à comprendre, pour pouvoir la dépasser. Pour donner la victoire à notre pratique et à notre théorie, il faut que celles-ci se fondent sur la défaite de la pratique et de la théorie de celles et ceux qui nous ont précédés. La victoire et la défaite sont un même processus général, des idées plus ou moins fausses vers les idées plus ou moins justes, c'est-à-dire conformes au réel. Il n'y a donc pas de différence entre la lutte pour la scientificité, la dialectique entre la théorie et la pratique, et la dialectique entre la victoire et la défaite : ces trois processus sont un seul et même cheminement vers une compréhension et transformation du monde plus grande, plus juste, plus profonde, etc.

Si notre compréhension des expériences socialistes est fautive, soit parce qu'elle ne va pas plus loin que l'analyse de celles et ceux qui les ont faites (lorsqu'elle se limite aux classiques), soit parce qu'elle capitule plus ou moins explicitement devant l'anticommunisme, soit les deux, alors leur défaite sera aussi la nôtre ! Par exemple, c'est le cas de la défense « totalitaire inversée » de la direction

stalinienne, qui se réapproprie une historiographie anticommuniste arriérée et la « retourne » en y apposant le discours stalinien. Plus généralement, c'est le cas d'autrices et d'auteurs se revendiquant de l'extrême gauche, voire du communisme, qui se retrouvent pourtant à la droite ou à l'extrême droite du champ historiographique. Les historiens trotskistes, aux côtés des néoconservateurs, font partie des derniers défenseurs des historiographies kremlinologiques et totalitaires, contre les écoles historiographiques révisionnistes et néorévissionnistes (se basant sur les archives et les sciences sociales).

Ainsi, l'expérience accumulée par le mouvement communiste au XX<sup>e</sup> siècle n'est pas « de l'histoire ancienne », mais la clé du succès pour l'avenir de notre cause. Donner des réponses superficielles et simplistes aux problèmes réels qu'ont révélé la pratique communiste du siècle dernier, c'est-à-dire bâcler la bataille pour l'Histoire (ne pas la prendre au sérieux), c'est se condamner à suivre le même chemin jusqu'à l'échec, car aux mêmes causes les mêmes effets. C'est cette erreur fondamentale que font celles et ceux qui persistent à expliquer les dysfonctionnements et l'échec du socialisme en URSS par le prisme explicatif de la terreur politique ou de la bureaucratie. De telles explications se reposant sur des historiographies aussi datées qu'orientées politiquement, à contre-courant de la recherche scientifique des dernières décennies, sont un problème parce qu'elles occultent les problèmes réels de la construction du socialisme en URSS.

Souvent, celles et ceux qui condamnent dans les termes les plus durs les expériences socialistes sont aussi celles et ceux qui esquivent ou oublient le problème interprétatif de la restauration capitaliste, en la réduisant à un problème strictement politique (la conséquence logique de l'incompétence ou de l'opportunisme stalinien), ou en niant que le socialisme a existé à un certain degré (le capitalisme n'aurait jamais été aboli en URSS donc il n'y aurait jamais été restauré). L'aboutissement de cette tendance, c'est finalement la négation de tous les problèmes économiques (structurels et impersonnels) de la période de transition du capitalisme au communisme, qui ont été révélés par la pratique, et qui dépassent en universalité le cas particulier de l'URSS stalinienne. Pourtant, ces problèmes sont sans aucun doute les plus sérieux, car ce sont *in fine* ceux de la lutte des classes.

Excommunier cette histoire — ce qu'ont fait les anticommunistes de droite et de gauche — ce n'est pas mieux la comprendre, mais s'en couper (et s'en priver). Or, se couper de l'expérience historique c'est se couper de la pratique, donc de la réalité. Pour réellement comprendre l'histoire des expériences socialistes, il faut d'abord l'exorciser des historiographies non scientifiques qui la parasitent, et des perceptions (discours, images, sensations) que ces dernières

véhiculent. Sans défendre les expériences socialistes contre les pseudo-histoires, impossible de mieux les comprendre pour écrire une histoire plus juste, plus profonde, plus utile, etc. Comme nous l'avons développé, les réponses à ces questions ne pourront pas être trouvées exclusivement dans les classiques du marxisme : rejeter tous les travaux qui ne proviennent pas de nous-mêmes, c'est faire du marxisme une science anémique et consanguine. Au contraire, pour se régénérer et fleurir, elle doit se nourrir de toutes les sources sérieuses à sa disposition. Notre démarche est identique dans le fond à celle de Marx lorsqu'il s'est placé « à l'école » de la Commune de Paris de 1871 : il l'a défendue pour la comprendre, l'a comprise pour la critiquer, et l'a critiquée pour réviser ses théories. Se réapproprier les expériences passées du mouvement communiste, c'est transformer la défaite en moyens pour la victoire. Voilà toute l'importance de mener la bataille pour l'Histoire.

Dans la compréhension de l'échec du mouvement communiste au siècle dernier, il ne faut jamais s'échouer dans le volontarisme ou l'idéalisme, en croyant qu'un enthousiasme plus grand aurait pu plier à lui la réalité, ou que des idées plus justes auraient pu tomber du ciel. Dans cet échec se révèle aussi une nécessité. Mais l'autre erreur à absolument éviter, c'est de renverser la primauté des causes internes en primauté des causes externes. Or, s'il est vrai que la volonté ne peut jamais plier la réalité et que les idées justes ne naissent que de la pratique, il est également vrai que la principale cause de la défaite du mouvement communiste est le mouvement communiste lui-même. Si la réaction (l'encerclement impérialiste, la nouvelle bourgeoisie, etc.) a vaincu, c'est d'abord parce que le mouvement communiste n'a pas vaincu lui-même, autrement dit, parce qu'il a été trop faible et erroné pour ce faire. Les premières causes qui déterminent un objet sont toujours à trouver dans cet objet, car les causes externes n'ont de conséquences sur lui que selon ce qu'il est, c'est-à-dire relativement à et conditionnées par ses causes internes. Comme nous l'avons développé dans *À propos du conspirationnisme* (2021), blâmer les revers et les échecs par des causes exogènes (réelles ou imaginaires), c'est occulter l'aspect principal du problème : les causes endogènes — nous-mêmes. Les causes exogènes sont les conditions objectives dans lesquelles nous sommes placés indépendamment de notre volonté, c'est-à-dire la réalité avec laquelle nous sommes contraints de composer et que nous ne choisissons pas. Il est inutile de déplorer qu'elles existent telles qu'elles existent, car celles-ci sont hermétiques à nos *desiderata* subjectifs. En revanche, les causes endogènes sont celles qui dépendent en partie de notre action consciente, c'est-à-dire celles sur lesquelles nous possédons un pouvoir transformateur direct. Dévier les problèmes de notre propre responsabilité en les attribuant à l'aspect extérieur de la cause (une pression externe), au lieu de

l'aspect intérieur (une vulnérabilité interne), c'est se reconforter, mais pas penser en marxiste conséquent. L'action des causes externes n'a de conséquence que selon ce que les causes internes laissent agir.

En conclusion, c'est aux communistes de construire une théorie suffisamment juste, une idéologie suffisamment révolutionnaire et une organisation suffisamment puissante pour dépasser les conditions concrètes dans lesquelles celles-ci seront placées, vers le communisme. Si la direction stalinienne a échoué en URSS, c'est d'abord parce qu'elle n'a pas été capable de surmonter les obstacles placés devant elle par la construction du socialisme — qu'importe la proportion de nécessité et de contingence dans cet échec. Les premiers coupables d'un échec sont toujours celles et ceux qui échouent. Reprocher à l'impérialisme d'être impérialiste, au fascisme d'être fasciste, à la bourgeoisie d'être bourgeoise, à la paysannerie de ne pas être le prolétariat, à la bureaucratie d'être bureaucratique, etc., si ce n'est pas pour proposer des solutions concrètes à ces problèmes concrets, n'est que vain et contre-révolutionnaire. Ces « analyses » unilatérales, qui ne décrivent que l'aspect secondaire (externe, « eux ») du problème sans décrire son aspect principal (interne, « nous »), ne font derrière la rhétorique gauchiste que nous désarmer. La victoire n'est que notre ambition, gagner n'est que notre épreuve.

### C. TROISIÈMEMENT

Le rejet du sectarisme, du dogmatisme et du folklorisme. Ces trois déviations, qui prennent la forme d'une performativité militante pseudo-radical ne font en réalité que masquer un faible niveau de formation théorico-idéologique, c'est-à-dire une immaturité qualitative. La performativité est la feuille de vigne de l'opportunisme de droite et de gauche. Substituer la compréhension et l'intégration réelle de la théorie et de l'idéologie révolutionnaire par une adhésion affinitaire, iconographique et hagiographique à un dogme préétabli comme juste, ce n'est en rien rendre service à la révolution, mais tout l'inverse. Séparer la construction de la théorie et de l'idéologie révolutionnaire et la construction de l'organisation révolutionnaire (le Parti), c'est démontrer ne pas comprendre la relation entre « savoir » et « faire ». Or, reconstruire la théorie et l'idéologie révolutionnaire est peut-être la tâche la plus importante et la plus difficile que notre mouvement connaît à l'heure actuelle (ce qui ne signifie pas qu'elle devrait être unilatérale). Sans nouveaux cadres communistes, pas de Parti communiste possible. Le sectarisme, le dogmatisme et folklorisme doivent donc être défaits pour que le Parti puisse naître, mais ces déviations ne seront vaincues que lorsque les conditions de naissance du Parti seront créées. Autrement dit, ces déviations ne sont que le symptôme d'un niveau de développement faible

du mouvement communiste, et en tant que tel, elles le maintiennent dans cet état de faiblesse, mais elles n'en sont pas la cause. Pour guérir le mal à la racine, c'est-à-dire dépasser la condition sectaire et les cultures de la performativité militante (dogmatique et folklorique), il faut s'organiser et former des militants, pour augmenter le niveau général du mouvement communiste en France.

Seule une ligne juste peut gagner, d'où le besoin de la science révolutionnaire et de la bataille pour l'Histoire. Car, la théorie n'est jamais séparée de la pratique, seule une organisation communiste développée peut atteindre une ligne développée, et le développement de l'un doit impliquer le développement de l'autre (sinon, c'est la stagnation ou le recul). Le contenu doit primer sur le contenant, mais le contenu dépend du contenant. La bataille pour l'Histoire est donc aussi la bataille pour le Parti, car seule une ligne juste peut gagner, et que seul le Parti a les moyens de découvrir et démontrer une telle ligne. La théorie est elle aussi une question pratique, mener la lutte théorique et idéologique demande des moyens matériels (du temps, de l'énergie, une accumulation d'expérience et de connaissance, etc.) et est elle-même matérielle, car une ligne juste se construit et s'affirme matériellement (dans la pratique de la lutte politique dans et avec les organisations communistes). La lutte pour la théorie et l'idéologie révolutionnaire et la lutte pour le Parti communiste sont une seule et même lutte, car la théorie et l'idéologie révolutionnaire sont construites en construisant le Parti communiste, et que le Parti communiste est construit avec la théorie et l'idéologie révolutionnaire.

Seulement, la théorie et l'idéologie révolutionnaire, premièrement parce qu'elles sont encore à construire et à démontrer, et deuxièmement parce qu'elles sont irrémédiablement complexes, ne peuvent pas être des conditions à l'intégration dans les organisations politiques, c'est-à-dire des *a priori*. Nos organisations doivent donc se donner les moyens d'être des lieux d'élaboration pour celles-ci. Pour ce faire, nous devons proposer un cadre politique clair, suffisamment restreint pour servir de fondation saine, mais suffisamment large pour permettre une libre édification individuelle et collective, par l'étude et le débat. Voilà pourquoi notre base d'adhésion est un consensus politique, et non pas un corpus théorique et idéologique déjà établis et définis comme « la ligne juste ». À notre stade de développement, fixer l'adhésion à un corpus comme condition préalable à l'adhésion à l'organisation, c'est s'assurer de laisser stagner la théorie et l'idéologie révolutionnaire et de la remplacer entièrement par une performativité, c'est-à-dire une apparence. C'est de cette stagnation dont sont victimes les « stagiaires à vie » dans les organisations politiques où toute participation aux débats est conditionnée par l'adhésion formelle à un corpus hagiographique et iconographique, et par la maîtrise de la phraséologie qui l'accompagne. Au

lieu de comprendre pour transformer (la lutte) — la formation —, la priorité devient d'adhérer et d'imiter pour s'intégrer (« en être ») — la performativité. Combattre l'éclectisme et les idées fausses est une lutte dans le fond, pas dans la forme. Or, si les idées fausses ne s'expriment pas, l'unité dans la forme n'est que l'éclectisme dans le fond. Croire pouvoir remplacer le long travail de formation théorique et idéologique par des étiquettes, des slogans, des références, des citations, un vocabulaire, etc., au nom de l'unité ou du monolithisme, c'est être le meilleur allié de l'éclectisme et de l'amateurisme.

#### D. QUATRIÈMEMENT

La lutte pour l'unité des communistes fait partie intégrante de la lutte pour la reconstruction du Parti. Dépasser la condition sectaire à laquelle est réduit le mouvement communiste en France passe aussi par le rejet des idées et comportements sectaires. Lutter pour la reconstruction du Parti passe donc par l'unité des communistes, et l'unité des communistes passe donc par la réflexivité sur notre propre sectarisme, en tant qu'organisation et dans notre mouvement, et l'action consciente pour son dépassement. Cependant, l'abandon des logiques sectaires et l'émergence d'un centre de direction politique (le Parti), ne se feront pas sur la base des bonnes volontés de chacun. Un certain niveau d'unité des communistes ne peut correspondre qu'à un certain niveau d'unité théorique et pratique préexistant. Autrement dit, la progression vers des conditions subjectives moins sectaires ne peut se faire qu'avec la progression vers des conditions objectives moins sectaires — qui rendent moins nécessaire le sectarisme. La condition sectaire est l'expression (l'état d'organisation) du niveau arriéré de développement du mouvement communiste en France (*sa kruzhhkovshchina*), donc, celle-ci ne pourra être surmontée qu'en surmontant ce qui la produit et reproduit en premier lieu, c'est-à-dire notre propre faiblesse. La crise des logiques sectaires d'appareil (dont le sectarisme) sera causée par le rapport des appareils entre eux, lorsque ces logiques seront rendues impossibles à reproduire avec leur croissance (la quantité se changeant en qualité et les contradictions s'intensifiant vers leur résolution).

Le contenu primera effectivement sur le contenant, d'une part, lorsqu'il sera suffisamment développé, ce qui implique donc aussi que le contenant sera lui aussi suffisamment développé (parce que le contenu dépend du contenant), et d'autre part, lorsque le contenant tel qu'il existe aujourd'hui (la condition sectaire) sera détruit par lui-même (parce que le contenant dépassera ses contradictions sectaires et se transformera), ce qui implique donc également un certain niveau de développement du contenant. Le sectarisme des appareils ne peut être vaincu que par leur propre crise, crise amenée par le développement du mouvement



communiste dans son ensemble. En résumé, œuvrer au renforcement du mouvement communiste, c'est *de facto*, directement ou indirectement, consciemment ou inconsciemment, œuvrer à son unité, et œuvrer à l'unité du mouvement communiste, c'est *de facto* de la même manière œuvrer à son renforcement. La lutte pour la reconstruction du mouvement communiste doit être la lutte pour l'unité des communistes, et inversement. Ainsi, l'unité « à tout prix » (l'éclectisme), ce n'est pas réellement lutter pour l'unité des communistes, car ce n'est pas lutter pour le renforcement du mouvement communiste (mener la lutte théorique et idéologique), et vouloir renforcer son appareil aux dépens de tous les autres (le sectarisme), ce n'est pas réellement lutter pour le renforcement du mouvement communiste non plus, car ce n'est pas lutter pour l'unité des communistes (l'émergence d'un centre qualitativement supérieur — le Parti).

L'unité des communistes pour laquelle nous luttons, celle dont le mouvement communiste a besoin, c'est une unité supérieure. Celle-ci ne peut pas être un amalgame des forces préexistantes, une somme simple, mais un dépassement vers une forme supérieure d'organisation — une autre unité que celle-ci ne présente aucun intérêt révolutionnaire. Nos convictions unitaires sont au service de la lutte des lignes dans le mouvement communiste, pas malgré elle. L'enjeu n'est pas d'abandonner la confrontation entre communistes, mais les pratiques sectaires, liquidatrices et dogmatiques, qui font primer le contenant organisationnel ou théorico-idéologique sur le contenu, et qui font du mouvement communiste un jeu à somme négative (tous les appareils sectaires luttent pour eux-mêmes aux dépens de tous les autres et du mouvement communiste).

Nous avons ainsi renié un certain volontarisme dans notre compréhension de l'unité des communistes, et donc dans notre stratégie pour la reconstruction du Parti. Notre action sur les conditions subjectives que connaît le mouvement communiste en France, c'est-à-dire notre activité de formation et de propagande, par exemple la publication de *La bataille pour l'Histoire*, n'existent et n'ont une portée que dans les conditions objectives dans lesquelles elles sont placées, en l'occurrence, la condition sectaire. L'existence matérielle détermine la conscience : cette vérité s'applique aux appareils autant qu'aux individus ou aux classes. La victoire de nos conceptions, si elles sont justes (*a minima* en partie), ne peut donc advenir qu'avec la victoire de notre mouvement sur ses propres entraves (le sectarisme), c'est-à-dire par son renforcement : l'élévation de son niveau général d'éducation et d'organisation. L'issue de la condition sectaire est *in fine* un double problème de rapport de force, entre le mouvement communiste dans son ensemble et la réaction, et entre les sectes communistes elles-mêmes.

C'est lorsque les enjeux deviennent plus grands (par exemple, en situation révolutionnaire), que les dissensions deviennent plus aiguës, car elles deviennent moins abstraites et plus concrètes. En progressant sur la voie du Parti et de la révolution, les divergences dans le mouvement communiste deviennent de plus en plus déterminantes, car elles deviennent aussi de plus en plus matérielles. Cette progression amène nécessairement le mouvement communiste vers des crises, celles de son état de division actuel, car celles-ci intensifient ses contradictions internes et tend donc à provoquer leur résolution. En période de crise, les désaccords théoriques et idéologiques sont plus aigus et plus clairs, car ils ont des conséquences pratiques d'envergure et immédiates, constatables par tous et toutes. Le débat communiste (la lutte des lignes) en devient donc d'autant plus important et incisif. Les contingences peuvent devenir des nécessités, et ce qui était considéré nécessaire jusqu'alors peut devenir contingent : les nouvelles conditions de la pratique révèlent ces réalités. D'une part, les lignes de démarcation se tracent de manière plus nette et plus impérative dans le mouvement communiste, et de l'autre, la concurrence et les rancunes entre les appareils qui le composent perdent leur sens devant les exigences pratiques placées devant lui.

C'est là que se présente l'opportunité de la synthèse, et avec elle, le saut qualitatif du mouvement (réellement) communiste vers un état d'organisation supérieur — plus uni dans les idées et les actes. C'est ainsi que l'unité s'impose, d'une manière ou d'une autre. La tendance à la ligne juste se vérifie : les lignes les plus justes sont sélectionnées et les lignes les plus fausses sont éliminées. La lutte des classes rectifie ou disqualifie les déviations opportunistes (dont le sectarisme), de gauche comme de droite. Ce que nous décrivons, c'est la négation du sectarisme dans la crise de reproduction de la condition sectaire, créé par la progression du mouvement communiste lui-même : la réalité qu'il crée lui impose de se transformer (c'est son automouvement et son autotransformation). Évidemment, ce processus (comme tous les processus que décrit le matérialisme dialectique) ne doit pas être considéré comme indépendant de nos actions conscientes (un « *fatum* »), mais comme en partie leur résultat. C'est à nous, l'élément subjectif, de faire toute la différence entre synthèse ou ruine, saut ou stagnation qualitative, victoire ou défaite, à chaque étape. Il y a encore entre nous et le Parti d'innombrables crises, sauts qualitatifs, et synthèses, mais nous avons confiance dans notre mouvement pour savoir naviguer selon ses contradictions vers sa destination — une unité plus grande et des lignes plus justes.

Il n'y a unité que là où il y a un désir d'unité, et ce désir existe aujourd'hui dans le mouvement communiste, mais il ne peut pas gagner parce qu'il est faible. C'est le sectarisme lui-même qui provoque la croissance de ce désir en

entravant la progression (voire la survie) du mouvement communiste, au fur et à mesure de son développement, jusqu'à devenir insoutenable. Ce n'est que sur la base suffisante de ce désir d'unité qu'une unité supérieure peut être atteinte par le procédé d'« unité-critique-unité ».

Ceci dit, si l'échec du mouvement communiste en France est produit et maintenu par des conditions subjectives, celles-ci ne peuvent ni être évaluées indépendamment des conditions objectives ni être séparées de celles-ci.

Dans la crise organique du mouvement ouvrier que nous vivons dans notre centre impérialiste (que nous avons développé dans d'autres documents), les déviations de droite et de gauche prolifèrent, car la ligne juste n'arrive pas à émerger et à s'imposer. Qu'est-ce qui départage une ligne juste d'une ligne fausse ? La pratique, oui, mais laquelle ? La pratique de la lutte des classes. Pourquoi « une ligne juste n'est plus une minorité » ? Parce qu'une ligne fausse est vaincue en pratique, et supplantée par une ligne plus juste. Pourquoi ? Parce qu'elles sont implacablement, inexorablement, mises à l'épreuve par la pratique dans la lutte des classes. Or, c'est cette dernière, dans son état présent en France (de crise organique), qui ne permet plus une saine lutte des idées justes contre les idées fausses, leur « tri ».

Les idées fausses peuvent se perpétuer et les idées justes peuvent rester des minorités, car la lutte des classes ne vient plus placer ces idées dans des situations qui permettent leur vérification ou leur disqualification. Autrement dit, chacun est libre d'affirmer une ligne X ou Y, car celle-ci ne sera pas placée concrètement en face de ses contradictions et de ses apories, dans son application. D'une part, le mouvement communiste manque de la masse critique (la quantité nécessaire au saut qualitatif) pour être un espace de critique-autocritique et d'élaboration théorique suffisant pour atteindre des lignes plus justes, et d'autre part, les lignes fausses ne sont pas éliminées par la pratique, car cette dernière (la lutte des classes) n'existe plus à un niveau d'intensité suffisant pour ce faire.

En l'absence de conditions objectives révolutionnaires dans le prolétariat, ce n'est pas la ligne la plus révolutionnaire qui est sélectionnée dans la pratique, mais la ligne qui assure la meilleure perpétuation des appareils. Sans mouvement ouvrier digne de ce nom, le mouvement communiste remis à lui-même (coupé d'une pratique réellement révolutionnaire) ne converge pas vers la ligne la plus juste, mais vers la ligne qui assure aux appareils leur reproduction. Il y a contradiction entre le besoin des appareils de se perpétuer et le besoin des appareils d'avoir une ligne assez radicale pour justifier leur existence dans le mouvement communiste. De cette contradiction naissent les zigzags incessants

des organisations entre l'opportunisme de droite et de gauche et la tendance lourde à la scission et à la décomposition dans le mouvement communiste en France. Cette contradiction est aussi une des sources de la condition sectaire : chercher à tout prix la perpétuation de son appareil aux dépens de tous les autres et au détriment de la politique révolutionnaire (unitaire), ou défendre son orthodoxie au risque de l'atrophie et de l'isolement de son appareil (sectaire). Dans les deux cas, le contenu (la ligne) est identifié au contenant (l'appareil), que le premier soit subordonné au second, ou l'inverse. Or, il y a entre le contenu et le contenant une unité dialectique dans laquelle le contenu est l'aspect principal (le contenu prime sur le contenant, mais l'un ne se développe pas sans l'autre).

Pour se développer sans tomber dans l'opportunisme, il faut d'abord comprendre qu'une rhétorique opportuniste de gauche va souvent avec une pratique opportuniste de droite, l'un n'excluant ni ne compensant l'autre, puis, que le développement de la forme et du fond est contradictoire mais unique (dialectique), et ne peut donc pas exister l'un après ou avant l'autre, mais seulement conjointement et harmonieusement, et enfin, que dans cette unité, le fond est généralement l'aspect principal (la forme ne peut-être principale que contextuellement, dans la crise qui précède la résolution des contradictions), et que c'est donc le contenu qui doit diriger le programme (la stratégie et le plan de travail systématique). L'opportunisme nie ces conclusions, il considère unilatéralement le fond ou la forme, le contenu ou le contenant, la sauvegarde de l'appareil ou la justesse des lignes, avec pour conséquence leur propre stagnation, et celle du mouvement communiste avec eux, dans la condition sectaire.

Dans le feu de la lutte des classes, un appareil opportuniste ne peut croître que jusqu'à ce qu'il soit complètement discrédité par ses actions, ou jusqu'à ce qu'il ne soit plus que l'aile droite de la politique bourgeoise (« un parti ouvrier bourgeois »). Or, en l'absence de ce « feu » (la pratique de la lutte politique effective) qui révèle la nature réelle des lignes portées par les appareils, les appareils opportunistes peuvent continuer de stagner à un niveau de développement sectaire sans que leurs lignes ne soient invalidées ou qu'elles les mènent en dehors du mouvement communiste. Les lignes plus ou moins opportunistes stagnent avec les lignes plus ou moins révolutionnaires, car les appareils qui les portent stagnent eux-mêmes à divers degrés de développement sectaire — leur niveau quantitatif limite leur niveau qualitatif, dans la pratique, donc leur niveau théorico-idéologique et leur niveau d'unité sont eux aussi limités.

Ces organisations, celles qui arrivent à assurer leur reproduction simple, plafonnent cependant dans leur reproduction élargie (à l'image de *Lutte ouvrière*, à qui il faut tout de même reconnaître de grands mérites). Leur structure est

suffisamment fonctionnelle pour assurer leur stabilité, et leur ligne est suffisamment « révolutionnaire » pour maintenir l'unité, autrement dit, leur niveau qualitatif général est suffisant pour assurer la reproduction simple à ce niveau quantitatif (en l'absence de chocs externes). Cependant, ce niveau qualitatif reste insuffisant pour sortir du stade sectaire de développement. Ce plafond de verre des sectes communistes, c'est leur incapacité à poursuivre leur accumulation quantitative pour se développer qualitativement (vers un parti ou le Parti). Accumuler des militants est une chose, accumuler l'expérience et les compétences pour que ces militants soient plus que des adhérents syndicaux amateurs de lecture (la formation économiste-livresque) en est une autre. La situation dans laquelle sont placées les diverses sectes communistes françaises restreint leur progression : elles ne parviennent pas à dépasser leur condition de secte dans un saut qualitatif. Leur activité dans les masses ne leur donne qu'une influence marginale (par opposition à une direction), leurs activités sont principalement syndicales et économistes, etc. Incapable de trouver des voies de développement politique plus satisfaisantes, les diverses sectes communistes se résignent en pratique à ces compromis opportunistes.

C'est ainsi que nombre d'organisations communistes trouvent un débouché « politique » dans le (para)syndicalisme et le (para)syndicalisme étudiant. Est-ce que ces voies sont révolutionnaires ? Non. Est-ce que ces voies permettent une croissance rapide des forces (réformistes) ? Oui. La qualité dépend toujours des quantités accumulées, mais une quantité ne fait jamais la qualité. Les étudiantes et les étudiants sont un important vivier de recrues, enthousiastes et énergiques, pour lequel se disputent les organisations communistes. Mais contrairement à ce que certains prétendent, leur origine et leur destination de classe sont principalement petite-bourgeoise, surtout pour celles et ceux en demande de politique, et ils ne représentent pas un « sujet révolutionnaire » de substitution au prolétariat (leur relative précarité n'est qu'une situation très temporaire, ils n'ont pas « rien d'autre à perdre que leurs chaînes », leur condition d'existence ne crée pas d'organisation et de conscience collective organique, etc.). Pourtant, la capture des étudiantes et étudiants (parfois pudiquement réduit à « la jeunesse ») prend une part souvent disproportionnée de la stratégie et de l'activité quotidienne de certains groupes communistes.

L'impasse dans la lutte des classes, qui jette les sectes communistes dans les bras de l'opportunisme de droite et de gauche, c'est la crise organique créée par la disparition du mouvement ouvrier dans l'aristocratie ouvrière, dans les pays du centre impérialiste. Ce que nous développons ici, c'est que dans les pays où domine l'aristocratie ouvrière, la nécessité est du côté de l'opportunisme, comme l'a noté Lénine dans ses polémiques contre Kautsky. Évidemment, cette situa-

tion de crise organique n'est que temporaire et située : elle s'est imposée depuis relativement peu de temps, et elle se dissipe déjà, mais ses effets se constatent amèrement dans le mouvement communiste.

#### E. CINQUIÈMEMENT

La ligne juste est la prérogative et le préalable du parti révolutionnaire. C'est sa prérogative, car pas de ligne révolutionnaire juste sans pratique révolutionnaire, et pas de pratique révolutionnaire sans parti révolutionnaire. Mais c'est son préalable, car pas de parti révolutionnaire sans pratique révolutionnaire, et pas de pratique révolutionnaire sans ligne révolutionnaire juste. C'est par la pratique d'un parti communiste qu'une ligne se révèle juste, et c'est parce qu'il a la ligne juste que la pratique d'un parti communiste fait de lui le parti révolutionnaire.

Pourquoi *Unité communiste* ne revendique pas avoir une ligne juste ? Parce que la théorie dépend de la pratique et que la qualité dépend de la quantité. Revendiquer d'avoir une ligne juste, en tant que secte communiste (ou que militant isolé), c'est faire l'erreur de commettre un premier idéalisme, en pensant possible d'avoir une théorie révolutionnaire juste sans avoir une pratique révolutionnaire avancée, et en pensant possible d'atteindre cette qualité élevée sans avoir une quantité élevée. Sans pratique, pas de théorie, et sans quantité, pas de qualité. En l'occurrence, la théorie révolutionnaire juste dépend de la pratique révolutionnaire, et toutes deux sont une qualité qui ne peut pas exister sans une certaine quantité accumulée. Cette pratique qui rend possible et nécessaire cette théorie, et cette quantité qui rend possible et nécessaire cette qualité, ce sont celles d'un parti communiste.

Certains pourraient nous répondre qu'il suffit de lire des livres pour trouver la théorie révolutionnaire juste, là où elle a été écrite, et qu'à l'issue d'une lecture suffisamment exhaustive et attentive, nous aurons trouvé la théorie révolutionnaire juste. D'autres pourraient nous avancer que si la théorie révolutionnaire juste ne peut pas se trouver telle quelle dans les livres, au détour d'une page, il nous suffit alors d'y trouver la pratique révolutionnaire passée et présente du mouvement communiste, consignée par écrit, pour en faire un bilan et en déduire la théorie révolutionnaire. D'autres encore pourraient nous rétorquer que la théorie révolutionnaire juste n'a pas besoin d'une pratique révolutionnaire, mais de n'importe quelle pratique, ou que n'importe quelle pratique est une pratique révolutionnaire si elle est animée par cette intention.

Ces objections seraient la démonstration d'une déviation idéaliste intellectueliste.

L'étude strictement formelle, intellectuelle, des modèles qui représentent la réalité, est nécessairement incomplète et faillible, mais surtout aveugle à cette incomplétude et à cette faillibilité. Le modèle n'épuise pas le réel, et l'étude du modèle n'épuise pas le modèle. La compréhension du réel (le modèle) qui n'est pas appliquée n'est qu'une compréhension superficielle, simpliste, schématique, rigide, unilatérale, etc., c'est-à-dire subjectiviste. De plus, une telle compréhension ne peut ni corriger ni dépasser le modèle en question, car elle ne le confronte pas au réel. Le plus exact des modèles ne peut pas être compris avec exactitude si cette compréhension n'est pas mise en pratique — expérimentée — et ainsi approfondie et affinée par le rapport direct (concret) au réel.

Lorsque nous affirmons que la théorie dépend de la pratique, il faut éviter plusieurs erreurs de compréhension fondamentale.

D'abord, il ne faut pas comprendre « la pratique » comme un monolithe, c'est-à-dire abstractiser la catégorie générale de la pratique, qui contient une infinité de pratiques particulières, en une généralité métaphysique. Ainsi, lorsque nous disons que la théorie dépend de la pratique, nous disons en fait que la théorie d'une réalité dépend de la pratique d'une réalité, pas que la théorie d'une réalité dépend de la pratique en général, dans l'abstrait. Par exemple, la théorie de la guerre dépend de la pratique de la guerre, pas de n'importe quelle pratique. La pratique du jardinage permet la théorie du jardinage, mais elle ne permet évidemment pas la théorie de la lutte des classes. Ce n'est que la pratique de la lutte des classes qui permet la théorie de la lutte des classes. Dans celle-ci, la pratique générale de la lutte des classes ne permet qu'une théorie générale de la lutte des classes, et chaque pratique particulière permet une théorie particulière : la pratique de la lutte économique permet la théorie de la lutte économique, et la pratique de la révolution permet la théorie de la révolution, mais la pratique de la lutte économique ne permet pas la théorie de la révolution, ou alors, qu'en généralité, en ce que la lutte économique et la révolution sont deux catégories particulières de la catégorie générale de la lutte des classes. La théorie ne dépend pas d'une pratique, mais de la pratique sur laquelle elle porte.

Ensuite, il ne faut pas comprendre que la théorie dépend de la pratique pour naître, mais qu'elle serait après sa naissance constituée indépendamment de la pratique : il faudrait de la pratique pour écrire un livre théorique, mais après l'écriture de ce livre, la pratique deviendrait superflue et la théorie deviendrait

autonome. Il suffirait alors de lire attentivement ce livre pour accéder à toute la théorie qu'il contient, c'est-à-dire à toute la connaissance pratique du réel qu'il a cristallisé. Or, la relation pratique-théorie est une relation vivante, elle-même concrète : l'on ne peut comprendre le réel qu'autant que l'on expérimente le réel. Le degré de connaissance théorique que l'on peut atteindre n'est pas déconnecté du degré d'expérience pratique que l'on a expérimenté soi-même, subjectivement. Les travaux strictement théoriques nous permettent d'accéder à un degré supérieur de connaissance du réel, mais ce degré supérieur ne nous est permis que dans la mesure où nous possédons déjà une connaissance pratique du réel en question. Par exemple, lire les *Écrits militaires* (1928-1949) de Mao élève notre degré de connaissance de la réalité de la guerre, mais ce degré de connaissance est restreint par notre degré d'expérimentation de la guerre, parce qu'*in fine*, « l'on apprend à faire la guerre en la faisant ». Ce que cela signifie, c'est que la plus grande partie du sens théorique contenu dans les *Écrits militaires* de Mao nous reste inaccessible, soit parce que l'on ne peut pas le comprendre, soit parce que la compréhension que l'on peut en avoir est condamnée à rester superficielle, simpliste, schématique, rigide, unilatérale, etc. L'activité théorique est une activité vivante, ce n'est pas une contrepartie « passive » de la pratique qui serait la partie « active ». Ces deux aspects vivent l'un avec l'autre, dans l'expérience concrète de la réalité matérielle. Un livre, s'il consigne le savoir accumulé par une pratique accumulée, ne la « fige » pas : le savoir qu'il consigne est un savoir vivant, c'est-à-dire relatif à une pratique particulière. Ce savoir, coupé de la pratique qui l'a accouché, n'est pas « immortalisé », mais « momifié » (« vidé » et « desséché »). La profondeur théorique qui peut être transmise et intégrée dépend de la profondeur pratique qui a été vécue, parce que le sens théorique (même le plus intellectualisé) est un sens réel — un sens du concret.

La théorie dépend de la pratique au niveau le plus subjectif de la connaissance. C'est pour cela qu'une absence de pratique ou qu'une pratique insuffisante ou erronée mène fatalement aux déviations subjectivistes : les interprétations fausses du réel.

Cette corrélation se vérifie en permanence, et s'observe dans la production théorique des organisations communistes spontanéistes et économistes. Cependant, c'est dans le cas des marxistes universitaires que ce raisonnement trouve sa démonstration la plus explicite. Ceux-ci vont non seulement entreprendre de comprendre Marx avec une méthode strictement scolastique, mais vont activement séparer Marx de sa pratique militante et de l'expérience historique du mouvement communiste. Le résultat de cette entreprise, c'est la défiguration jusqu'à l'absurde des travaux de Marx, qui voit sa philosophie de la praxis réduite à un énième système philosophique ou sociologique, sa critique de l'écono-



mie politique réduite à un courant dans celle-ci, et sa lutte politique réduite à un simple aspect de sa philosophie, si elle n'est pas écartée ou condamnée comme source de biais axiologiques. En bref, le marxisme est réduit à tout ce que l'œuvre de Marx a tenté de dépasser : une philosophie de la praxis sans praxis, une critique de l'économie politique sans critique, une interprétation du monde sans transformation du monde, etc. Dans cette interprétation de Marx, le matérialisme dialectique n'est pas synonyme du marxisme, mais une composante de celui-ci qui pourrait en être extrait : l'œuvre de Marx n'est plus la déduction de la nécessité mais l'énoncé d'une somme de contingences. Le marxisme universitaire n'est pas un échec seulement du point de vue de la révolution (qui elle aussi devient une option), mais aussi de la science, où il ne fait qu'alimenter les débats du champ académique bourgeois sans jamais être capable de dépasser ses limitations méthodologiques et épistémologiques.

Le subjectivisme qui trouve fatalement celles et ceux qui chercheraient à comprendre le réel sans l'expérimenter, c'est celui que nous cherchons à éviter dans *Unité communiste*. La théorie dépendant de la pratique, parce que notre pratique est limitée (objectivement) par la condition sectaire du mouvement communiste en France, c'est-à-dire par l'état de notre développement, la théorie qui a un sens réel est elle aussi limitée. Une revendication théorico-idéologique déconnecté d'une pratique correspondante, c'est-à-dire coupée de sa dimension concrète et vivante (son sens réel), ne peut-être qu'une revendication performative inutile et creuse. Le risque est alors double : non seulement la compréhension subjectiviste (fausse) du corpus théorico-idéologique en question, mais de cette déviation subjectiviste, l'adhésion hagiographique et iconographique à celui-ci, et alors l'enfermement identitaire-sectaire qui interdit toute étude et élaboration théorico-idéologique féconde. La lutte des lignes et la ligne de masse sont alors rendues impossibles à appliquer, et donc le subjectivisme impossible à corriger (jusqu'à un dépassement ultérieur de cet état de fait). C'est cette impasse stérile dans laquelle nous voulons absolument éviter de tomber.

La base théorique et idéologique selon laquelle définir la ligne juste n'est pas notre prérogative, mais celle d'un parti communiste, est que la théorie dépend de la pratique et que la qualité dépend de la quantité. Or, notre pratique et notre quantité sont restreintes, à l'époque de la condition sectaire du mouvement communiste.

Pour les raisons pratiques développées plus haut, c'est-à-dire les conditions d'existence concrètes des sectes et de leurs relations entre-elles, chaque secte est aveugle à son incomplétude et à sa faillibilité — à l'extension réelle de sa propre cécité (plus l'on est ignorant, plus l'on ignore ce que l'on ignore).

Ce qui importe, ce n'est jamais un contenant, mais son contenu. Une étiquette X ou Y ne nous importent pas, ce qui nous importe en revanche, c'est notre contenu théorique et idéologique réel. Or, définir un contenant est très facile, alors que définir un contenu est très difficile. C'est pour cela que c'est souvent le contenant qui est défini avant le contenu. Cependant, c'est bien le contenu qui doit primer et définir le contenant, et non pas l'inverse. Définir un contenu, c'est répondre aux questions particulières que nous pose la lutte des classes, et ce non pas avec des banalités, des généralités, des slogans, etc., mais avec des analyses approfondies desquelles peuvent être déduites des directives concrètement applicables dans la réalité. Peu nous importe un contenant vide, c'est-à-dire une étiquette qui ne serait en réalité rien de plus qu'un accessoire performatif.

La ligne juste n'est pas la « bonne » liste exhaustive de revendications ou de répudiations symboliques de figures, d'expériences ou d'évènements, ce n'est pas maîtriser les bons codes, les bonnes références, les bonnes phraséologies, etc., pour pouvoir revendiquer appartenir à la « bonne » généalogie, le « bon » courant du marxisme. La ligne juste est un outil, c'est la méthode qui permet aux révolutionnaires de comprendre et de transformer le monde dans toutes les situations concrètes du contexte particulier dans lequel ils se trouvent placés, pour réaliser leurs tâches révolutionnaires. Une ligne appartient toujours à une généalogie théorique et idéologique, à un courant du marxisme, mais une ligne ne s'y réduit pas, la simple appartenance à une catégorie générale ne suffit jamais à la définir, parce qu'elle est toujours nécessairement particulière. La ligne révolutionnaire juste ne fait à ce propos pas exception : elle ne peut pas être seulement générale précisément parce qu'elle se définit par sa particularité.

La théorie est un guide pour l'action. La théorie révolutionnaire est un guide pour la révolution. Une ligne est la ligne juste si et seulement si elle réussit effectivement à guider l'action là où elle est nécessaire — ici et maintenant, en gros et en détail.

Nous pensons que le contenant doit servir le contenu, qu'il doit permettre à celui-ci de se développer : ce n'est pas et ce ne doit jamais être l'inverse ! Or, dans nos expériences militantes passées, nous avons souvent observé l'inverse : le contenu et son développement entravé par le contenant. C'est précisément parce que la théorie révolutionnaire est un sujet sérieux qui ne tolère aucune légèreté, aucune approximation, que nous voulons être humbles en face d'elle. Cette humilité ne doit jamais devenir une lâcheté (l'éclectisme), auquel cas elle ne vaudrait pas mieux que l'arrogance (l'idéalisme), mais elle reste néanmoins nécessaire.

Celles et ceux qui sont les plus fidèles à un contenant ne sont pas toujours celles et ceux qui sont les plus fidèles à un contenu — au contraire. Ce constat ne s'applique pas qu'à la condition sectaire, mais dans celle-ci il devient d'autant plus grave que la construction et la démonstration de la théorie révolutionnaire — une tâche primordiale et prioritaire! — peut être substituée par le confort de « vérités révélées ». Ces dernières sont très satisfaisantes pour s'identifier, mais parfaitement impuissantes pour comprendre et transformer le monde. Confondre le contenant et le contenu, ce n'est pas prendre un « raccourci » vers la ligne juste, mais y renoncer.

Un contenu est la première motivation à la fondation d'une organisation, et la première chose établie lors de celle-ci. Ce contenu se traduit par un contenant correspondant. Notre cas ne fait pas exception, excepté que le contenu que nous avons établi à notre fondation n'est pas une ligne théorico-idéologique fixée, mais un consensus politique. Ce contenu a pour contenant nos 16 principes fondateurs et lignes de démarcation. Pourquoi avoir défini et fixé un consensus politique plutôt qu'une ligne théorico-idéologique précise, ou même un consensus théorico-idéologique? Parce que nous ne voulons pas nous définir selon une ligne qui ne soit pas la ligne juste, et que nous sommes conscients que nous ne pouvons pas avoir une telle ligne. Voilà pourquoi notre contenu, c'est-à-dire notre ligne, n'est pas la ligne juste, mais ce que nous pensons être les conditions pratiques de l'établissement de la ligne juste (nos 16 principes fondateurs et lignes de démarcation). Ce consensus politique fixé est la base de notre consensus théorico-idéologique construit. C'est sur ce consensus politique que se fait l'adhésion à notre organisation. Évidemment, ce contenu politique possède un contenu théorico-idéologique, mais ce dernier ne peut aujourd'hui pas se définir par une ligne précise, mais seulement par les 16 principes fondateurs et lignes de démarcation que nous avons énoncées. Pourquoi? Parce qu'en l'état, notre contenu théorico-idéologique n'est qualitativement pas assez élevé pour se définir comme une ligne théorique et idéologique cohérente et complète — avant même que celle-ci puisse prétendre être juste. La raison d'être de notre consensus politique n'est pas de se suffire à lui-même, mais de se dépasser en permettant et en encourageant l'étude et le débat, pour développer et atteindre collectivement des lignes plus unies et plus justes. Le libre débat théorique et idéologique et la lutte des lignes entre communistes font partie de notre consensus politique, ainsi que la condamnation et le rejet de l'éclectisme.

## 2. RUPTURE

---

En 4 ans, nous avons pu vérifier la pertinence de ce que nous avons développé dans *La bataille pour l'Histoire*, mais nous avons aussi évolué. Nous avons pu expérimenter et constater des erreurs que nous ignorions chez nous jusqu'alors. Cette progression a corrigé certaines déviations qui existaient alors dans notre organisation. Ici, nous en citons trois.

### A. PREMIÈREMENT

Nous avons depuis compris qu'œuvrer à l'unité des communistes nécessite moins « une structure légère et évolutive dans le but de l'intégrer dans quelque chose de plus grand » qu'une structure solide, exigeante, professionnalisée, qui tire le mouvement communiste en France vers le haut et qui impose un rapport de force dans celui-ci. L'antisectarisme ne peut pas gagner par la persuasion sans que celle-ci ne soit adjointe à la contrainte. De plus, il est impossible de créer une qualité supérieure (le Parti) sans qu'une certaine qualité n'existe déjà. De ce double constat, nous déduisons l'importance première (principale) de la formation de cadres et de la construction organisationnelle, non pas comme voie alternative à l'unité des communistes, mais comme voie vers l'unité des communistes (comme moyens pour celle-ci).

L'enthousiasme, la sincérité et la bonne volonté ne sont pas suffisants pour dépasser les contradictions et les antagonismes entre appareils, celles-ci ne peuvent l'être que par la pratique, et cette pratique ne peut être amenée que par une contrainte interne et externe au mouvement communiste — la tendance à l'unité des communistes impliquée par sa progression quantitative et qualitative, et avec elle la crise des appareils qui le constituent. La pratique qui doit départager les lignes entre elles et unifier les appareils entre eux ne peut être rendue possible que par un certain niveau de développement général déjà atteint.<sup>47</sup>

Le constat de la condition sectaire, que nous avons posée et que nous posons toujours, n'est pas nouveau. C'était aussi celui de l'Unité des cercles communistes (UCC) en 2016 et de *l'Organisation communiste — futur rouge*

---

47. Pour un exposé plus approfondi, nous renvoyons vers la partie 5 de la section II de *Sur Unité communiste* (2023), « *Unité communiste* se prononce comme unitaire et rejette le sectarisme d'organisation, sous toutes ses formes et quels que soient ses prétextes, pour œuvrer à la reconstruction du Parti ».

(OC-FR) dès 2015<sup>48</sup>, dont l'*Unité communiste de Lyon* était issue et avait hérité une certaine naïveté. Des militantes et militants isolés ont d'ailleurs pu formuler des observations très similaires aux nôtres, sur l'état actuel du mouvement communiste en France.<sup>49</sup> Là où nous cherchons à innover, c'est en rompant avec le volontarisme unitaire, lui-même déduit d'une compréhension erronée (idéaliste) du sectarisme.

Nous avons appris de l'échec cuisant de nos multiples appels au travail unitaire et à l'unification des communistes dans un seul Parti: d'abord localement à Lyon entre 2016 et 2021, puis nationalement et conjointement avec l'*Union prolétarienne marxiste-léniniste* une 1<sup>re</sup> fois en juin 2019, une 2<sup>de</sup> fois en janvier 2020, une 3<sup>e</sup> fois en avril 2020 et une 4<sup>e</sup> fois en décembre 2020. *Idem* de celui de l'UCC, initié en fin 2016 et avorté en fin 2017, qui partageait la même ambition. Nos expériences ultérieures n'ont fait que confirmer l'impasse pratique du volontarisme unitaire. L'échec de la pratique de l'antisectarisme naïf (vulgaire) appelait donc à une révision théorique de celui-ci. Cependant, nous n'en avons pas déduit une justification du sectarisme (dont nous avons déjà expérimenté la stérilité pratique et théorico-idéologique), mais la nécessité d'un antisectarisme plus pragmatique et d'une meilleure stratégie vers la reconstruction du Parti.

L'*Unité communiste de Lyon* était elle-même une scission (février 2016) de l'*Organisation communiste — futur rouge*, qui était elle-même une scission (janvier 2013) du *Rassemblement organisé communiste marxiste-léniniste*, qui était lui-même issu d'un processus d'unification des communistes en France (septembre 2009): le Comité national pour l'unification du mouvement communiste en France (CNU-MCF). Cela ne peut que laisser dubitatif quant à l'efficacité de ceux-ci. Plus d'une décennie plus tard, force est de constater que l'état actuel du mouvement communiste en France est une démonstration en soi que les plates-formes volontaristes ne sont pas une méthode correcte pour faire l'unité des communistes, ni dans la pratique ni dans la théorie.

---

48. « À bas les sectes, vive le communisme », *Futur rouge*, 13 juillet 2015.

49. Par exemple, *Cercles communistes, spontanéisme et économisme* (2020) de Timothée Esprit. Après son départ du *Rassemblement organisé des communistes marxistes-léninistes* puis du *Parti communiste des ouvriers de France*, il fut lui-même à l'initiative d'un processus d'unification des communistes en mars 2021, *Construction communiste* (CC), avorté en 2022.

## B. DEUXIÈMEMENT

Notre antisectarisme erroné était, dans les premières années de notre organisation, également accompagné d'une certaine frilosité à trancher les questions théoriques ou idéologiques, à s'affirmer, à tracer des lignes de démarcation, etc. Nous avons pu identifier et rompre avec la dichotomie fautive entre, d'une part, le dogmatisme et le monolithisme, et d'autre part, l'agnosticisme et l'éclectisme. En voulant absolument éviter ces premiers écueils (bien réels), nous risquions ces seconds (tout aussi réels). *La bataille pour l'histoire* a été une première rectification, par sa critique de la tendance agnostique et éclectique, au côté de son penchant opposé (dogmatique et monolithique).

La raison pour laquelle l'*Unité communiste de Lyon* proposait de faire l'unité des communistes en France sur la base du marxisme-léninisme et de la lutte contre le réformisme et le révisionnisme était une raison louable dans la forme — dépasser l'esprit de coterie vers le Parti — mais condamnable dans le fond — proposer une base d'unité aussi large que possible pour y faire coexister tous les désaccords « secondaires ». Si nous n'avons jamais été des éclectiques ou des agnostiques du marxisme nous-mêmes, le compromis que nous avançons ne pouvait qu'y mener dans sa réalisation ou à son terme. Ce n'est pas un hasard si cet effort s'est heurté à la réalité, car les désaccords « secondaires » font toute la raison d'être des groupes communistes. Le débat d'unification sur la base du marxisme-léninisme que nous cherchions alors à déclencher était rendu impossible en premier lieu par les termes qu'il posait lui-même. Non seulement aucun rapport de force ne le rendait nécessaire, donc possible, mais surtout, sa problématique était insoluble, car elle cherchait (en partie) à contourner la lutte des lignes et des appareils dans le mouvement communiste en lui substituant une base minimale (dans un premier temps). Sans pour autant nier que la lutte des lignes devrait avoir ultérieurement lieu dans ce nouveau cadre, ce projet présupposait la possibilité d'un certain niveau d'unité des communistes sans préalablement un certain niveau dans la lutte des lignes et des appareils. L'obstacle qui se dressait devant nous, c'était l'immense accumulation quantitative encore à réaliser par notre mouvement. Toute unité ou unification théorique et idéologique dépend d'un certain niveau d'unité ou d'unification pratique, déterminé par les causes internes et externes du mouvement communiste (sa situation concrète et celle de ses composantes).

Autrement dit, selon le principe de l'« unité-critique-unité », pas d'unité sans critique, pas de critique sans désir d'unité, et pas de désir d'unité sans besoin d'unité, donc : pas d'unité supérieure sans critique supérieure, pas de critique supérieure sans désir d'unité supérieur, et pas de désir d'unité supérieur sans

besoin d'unité supérieur — la contrainte imposée par la lutte des classes. Ce principe est valable à toutes les échelles du mouvement communiste, et à notre échelle nationale également.

Seule la scientificité peut nous extraire de l'impasse, et la scientificité ne peut elle-même être trouvée que dans la pratique. Mais l'établissement de lignes de démarcation n'est pas conditionné par l'établissement préalable d'une vérité scientifique atteinte, mais conditionne l'établissement d'une telle vérité scientifique à atteindre. Autrement dit, la lutte théorico-idéologique (dont tracer des lignes de démarcation) précède et constitue la science révolutionnaire. Une connaissance scientifique du monde, qui ne peut être vérifiée que dans la pratique, c'est-à-dire l'expérience réelle, nécessite comme préalable le conflit entre hypothèses théoriques et idéologiques, construite dans leur lutte (sans que cette dernière ne soit nécessairement antagonique ou des polémiques stériles).

Il n'y a pas d'opposition mécanique entre l'humilité épistémologique et l'affirmation théorico-idéologique dans la lutte des lignes, mais il y a entre eux une opposition dialectique, c'est-à-dire leur unité. L'affirmation sans humilité, c'est se perdre, mais l'humilité sans affirmation, c'est contempler. L'arrogance et la passivité se valent, car toutes deux rendent impossible la compréhension et la transformation du monde, de deux manières opposées pour le même résultat final.

Pour atteindre une ligne « juste », il faut la démontrer, c'est-à-dire la vérifier (scientifiquement) dans la pratique, et pour démontrer une ligne comme « juste », il faut l'affirmer dans la lutte des lignes. Affirmer et lutter pour une ligne, ce n'est pas décréter qu'elle est la ligne juste, mais se donner les moyens de l'atteindre. Évidemment, si une telle affirmation n'est pas consciente de ses propres limites scientifiques, elle ne sert pas la science révolutionnaire, mais la dessert en la séparant de la pratique, c'est-à-dire en l'entraînant dans la métaphysique : une ligne n'est démontrée juste qu'en pratique, et ce qu'autant qu'elle a été démontrée en pratique.

### C. TROISIÈMEMENT

Nous avons pu identifier l'impasse de la confusion ou l'amalgame entre le travail politique communiste à destination des communistes eux-mêmes et à destination des masses. Le travail politique communiste a pour rôle d'éduquer et d'organiser des militants, pour les transformer en cadres communistes, et ainsi de lutter pour la reconstruction du Parti. Le travail politique de masse a pour rôle d'éduquer et d'organiser les travailleuses et travailleurs non commu-

nistes, de «servir le peuple», et ainsi de placer les masses populaires sous une direction politique communiste. Confondre ou amalgamer ces deux objectifs et leurs tâches, c'est échouer à les réaliser l'un et l'autre.

Cette impasse est typiquement celle des organisations semi-politiques, celles dans lesquelles des militants croyant recevoir une formation révolutionnaire ne font en réalité que se complaire dans le travail de masse (par exemple, syndical) *ad vitam æternam*. Ces organisations hybrides ne s'attendent pas sérieusement à la formation d'une nouvelle génération de cadres communistes (et donc à la construction de l'organisation de classe et de combat), mais échouent (fatalement) à assumer une direction politique dans les masses populaires. La formation (théorique et pratique) communiste est diluée, arrondie, vulgarisée, etc., pour être plus «accessible», et réduite aux objectifs et compétences de la tactique réformiste (des luttes économiques). Les deux objectifs sont finalement un échec : les communistes n'élèvent pas leur niveau, ne se préparent pas à la révolution, ne deviennent pas des cadres professionnalisés, mais les masses restent dans leur majorité et la majorité du temps indifférentes aux discours et aux actions qui sont supposées être à leur destination.

Si les masses populaires sont aujourd'hui sourdes aux discours politiques communistes, c'est moins parce que ceux-ci seraient trop radicaux que parce que les organisations communistes qui les portent ne peuvent pas représenter d'interlocutrices crédibles pour défendre une quelconque radicalité auprès d'elles. L'incapacité du mouvement communiste à diriger le mouvement des masses populaires est la démonstration de sa propre faiblesse, avant toute autre chose. Sans organisation de classe et de combat digne de ce nom, les communistes ne représenteront rien de plus qu'une influence plus ou moins marginale dans les masses. Évidemment, reconstruire une telle organisation se fait aussi dans les masses (au contact et au service du peuple), mais cette œuvre est principalement celle que le mouvement communiste doit réaliser à l'intérieur de lui-même, plutôt qu'à l'extérieur de lui-même.

Pour créer et faire fonctionner une organisation de masse autonome, sans que celle-ci ne s'échoue dans le spontanéisme — la déviation antipolitique qui néglige ou évacue l'agitation et la propagande communiste (!) dans les masses —, il y a préalablement besoin d'une organisation politique (de cadre) solide. Cette dernière doit être matériellement apte à lui donner une capacité de projection, une portée transformative sur le réel, qui lui permette de réaliser ses objectifs et d'avoir ainsi une crédibilité auprès des masses auxquelles elle s'adresse. Une organisation de masse, pour remplir son rôle, doit avoir les moyens concrets de répondre effectivement aux désirs et aux problèmes concrets du peuple,



c'est-à-dire une certaine envergure. Pour organiser et diriger le peuple, il faut « servir le peuple », mais l'on ne peut « servir le peuple » qu'autant que l'on a les moyens concrets de le faire. Une organisation incapable de proposer des solutions concrètes aux problèmes concrets des travailleuses et travailleurs, est une organisation incapable de les organiser et de les diriger : pour gagner le peuple à soi, il faut être capable de réaliser ses promesses en obtenant des résultats. Autrement, non seulement une organisation de masse ne peut pas être pérenne dans son fonctionnement, c'est-à-dire dans son travail au service du peuple, d'organisation et de direction, mais dans son impasse (l'échec dans son travail) elle risque de chercher une échappatoire opportuniste dans le spontanéisme (économisme, mouvementisme, etc.). Pareillement, il est facile de tomber dans l'humanitarisme et de confondre « servir le peuple » et « offrir un service au peuple ». Une organisation de masse ne peut donc réussir que si elle est investie par une organisation politique déjà forte (un parti communiste), pour qu'elle représente une alternative effective et « rationnelle » aux partis réformistes et aux syndicats, c'est-à-dire pour être jugé digne de s'y investir par les masses.

En l'absence d'un (vrai) Parti communiste, les ouvriers sont donc condamnés à se diriger vers les « partis ouvriers bourgeois », à l'instar du PCF, et les organisations révolutionnaires sont elles-mêmes condamnées à être dominées par des origines de classe étrangères au prolétariat, notamment la petite bourgeoisie intellectuelle. Il faut reconnaître la vérité déjà rappelée par Lénine dans *Que faire ?* (1902), selon laquelle le mouvement communiste provient et est d'abord (dans les étapes préliminaires de son développement) majoritairement constitué de représentants des classes possédantes, et ce jusqu'à sa fusion avec le mouvement ouvrier. Ce constat objectif se vérifie indéniablement aujourd'hui en France, et ce d'autant plus dans les organisations se prétendant le plus être ouvrières, largement dominées par les étudiantes et les étudiants, les enseignantes et enseignants, et les couches les plus embourgeoisées de l'aristocratie ouvrière. Dans cette situation, pouvoir parler et organiser des prolétaires est une nécessité d'autant plus brûlante — pour notre mouvement et son salut.

L'exigence de combattre le radicalisme petit-bourgeois, qui s'exprime dans la performativité militante (sectaire, dogmatique et folklorique) n'en est donc en rien diminuée : ce problème concret appelle à des solutions concrètes. Ainsi, chercher à séduire et à cultiver une sociologie de moins en moins intellectuelle et de plus en plus ouvrière est d'une importance première pour notre progression. Mais entre la progression et la déviation il n'y a qu'un pas. C'est celui que fait par exemple l'ouvriérisme, qui remplace une solution concrète à un problème concret par une métaphysique abstraite. L'ouvriérisme, au lieu d'essayer d'apporter la politique communiste à une sociologie ouvrière, et de

l'organiser politiquement, préfère déguiser les petits bourgeois en ouvrier, les faire parler « comme des ouvriers », les envoyer se « prolétarianiser » à l'établi, etc. Le contact avec la classe ouvrière est essentiel, mais il n'est pas magique, et il n'efface pas l'idéologie et les intérêts de classe de la petite bourgeoisie, et les déviations petites-bourgeoises subséquentes. Plutôt que d'identifier et de résoudre les déviations petites-bourgeoises, l'ouvriérisme s'enferme dans le déni en les portant hors de sa vue (par exemple, croire agir et penser en prolétaire après quelques mois de travail en intérim). Au lieu de faire aller les ouvriers au communisme, faire « aller aux ouvriers » les communistes, comme une fin en soi, c'est là le raisonnement économiste qui néglige ou abandonne la lutte politique, théorique et idéologique communiste (en lui-même et dans les masses). L'aboutissement de l'ouvriérisme et de l'économisme, c'est que ce ne sont donc plus que les petits bourgeois qui sont organisés politiquement. Les organisations qui parlent le plus des masses et des ouvriers sont souvent celles dont la sociologie est la plus petite-bourgeoise (typiquement, estudiantine et enseignante) et qui s'enferment le plus dans le fétichisme (projeter sur « le prolétariat » ce qu'ils veulent y voir). Ces déviations opportunistes petite-bourgeoise doivent être combattues fermement, pour l'avenir de notre mouvement.

### 3. CONCLUSION

---

En conclusion, la dialectique n'est pas un mot à lancer ci et là pour se donner de grands airs, mais une méthode à ne jamais oublier pour distinguer le chemin vers la victoire de sa déviation.

Une chose se changeant en son contraire, selon la loi de l'unité et de l'identité des contraires (comme une classe dominée se change en classe dominante) et de la négation de la négation (comme une société de classe se change en société sans classe), le dogmatisme est le fossoyeur de la science marxiste dont il prétend être le gardien, le folklorisme est un obstacle dans la redécouverte de l'histoire qu'il arbore, et l'ouvriérisme ne sert que la bonne conscience de la petite bourgeoisie radicale qui s'y réfugie. De la même manière, le monolithisme en apparence cultive l'éclectisme et le subjectivisme en réalité, la pseudo-radicalité performative est le vernis de l'amateurisme et du libéralisme qu'elle entretient, l'optimisme aveugle crée un engagement fragile et vulnérable à des désillusions amères, l'hyperactivisme mouvementiste n'aide pas notre mouvement mais le ralentit, l'impatience opportuniste ne saisit pas les réelles opportunités mais les liquide, etc.



---

ANNEXE I:  
100 MILLIONS  
DE MORTS  
SINON RIEN

---

*Publié de mai à novembre 2019  
Ce document, dont La bataille pour l'Histoire  
devait être l'introduction, est resté inachevé*



# 1. INTRODUCTION

---

Un PCF qui s'approche des 5 % d'intentions de vote semble suffire à réveiller de vieux démons chez les réactionnaires et les bourgeois. L'anticommunisme atavique se dresse dès qu'il flaire son ennemi.

Invité sur le plateau des « Grandes Gueules », le 21 mai, le candidat tête de liste du PCF aux élections européennes, Ian Brossat, a été pris à partie par le journaliste sportif et chroniqueur Daniel Riolo. Celui-ci a affirmé que le PCF avait collaboré avec les nazis durant la Seconde Guerre mondiale :

« On ne va pas avoir un débat historique. Le général de Gaulle a sauvé le Parti communiste après la guerre en l'intégrant au pouvoir décisionnel alors qu'il avait complètement collaboré. »<sup>50</sup>

Cette falsification de l'Histoire, nourrie de raccourcis, a la vie dure. Elle tend à faire oublier l'importance fondamentale des communistes, avant même l'entrée en guerre de l'URSS, dans toutes les résistances à l'occupation allemande et au fascisme, y compris au sein des camps de concentration. Elle surfe sur le mythe d'un monopole gaulliste de la résistance intérieure, monopole construit *a posteriori*.

L'affront a fait bondir Ian Brossat, à juste titre. Mais si les propos d'un journaliste sportif peuvent passer pour une bêtise nourrie d'anticommunisme, d'autres cas sont plus inquiétants.

Un jour avant, le 20 mai, Nicolas Lecaussin publiait dans *Le Figaro*, une tribune intitulée « Le communisme français, un cadavre qui bouge encore, hélas ». Le directeur de l'Institut de recherches économiques et fiscales (IREF) déclarait, en somme, que « le communisme aurait dû depuis longtemps sortir de l'histoire. Et ce n'est pas à l'honneur de la France d'avoir toujours un parti communiste... »

Puisque M. Lecaussin prend la peine d'intervenir sur un si grand média, nous ne pouvons que prendre la plume pour lui répondre.

---

50. « Les Grandes Gueules. Daniel Riolo affirme que le PCF a collaboré avec les nazis, Ian Brossat s'insurge », *Ouest-France*, 22 mai 2019.

En tout premier lieu, nous plaignons quelque peu Nicolas Lecaussin. Sa terreur, son effroi, envers le communisme semblent sincères. La candidature du PCF, autour d'un programme plus que timoré, semble déjà lui donner des sueurs. Espérons qu'il ne sache pas que d'autres sont bien pires. Et qu'ils assument.

Car il est difficile de penser que l'« Europe des gens, pas l'Europe de l'argent » soit une émanation pure et dure du marxisme-léninisme, du bolchevisme. D'ailleurs, l'auteur de cette diatribe est rapidement en souffrance lorsqu'il doit avancer des arguments pour la caractériser ainsi. Il se contente alors de cette unique passe d'armes :

«Toujours la même rengaine contre “le marché, la concurrence, l'austérité...” C'est toujours l'État qui résout tout, pas de salut ni solutions hors les services publics, haro sur les banques, les entreprises et bien entendu les riches, qui doivent être punis.»<sup>51</sup>

*Le Figaro*, avec ses 5 699 521 € d'aides d'État versées par an, ce qui en fait le 3<sup>e</sup> journal le plus subventionné de France, pourrait au moins avoir la politesse de se débrouiller seul avant de cracher dans la soupe des finances publiques.

Indépendamment de cela, nous sommes loin de voir renaître un discours de dictature du prolétariat. Mais c'en est déjà trop pour notre homme, pour qui Ian Brossat et «son programme repren[nent] les formules creuses et les propositions éculées du PCF.» Nous n'allons pas essayer ici de défendre ce programme, que nous jugeons inadapté. En revanche, cela ne signifie pas qu'on accepte de recevoir les crachats d'ignares.

Donc, à ses yeux, le gentillet adjoint à la Mairie de Paris traîne avec lui les cadavres de dizaines de millions de morts... Sauf que l'accusateur semble bien en peine de nous en dire plus.

#### A. UN ACCUSATEUR À LA PEINE

Quelque part, nous avons un peu de peine, en lisant la prose de M. Lecaussin. Malgré la charge véhémement qu'il adresse, en termes orduriers, au PCF, à M. Brossat et au communisme, il semble hésitant. Les terribles coups qu'il entend porter semblent mal assurés.

---

51. N. Lecaussin, « Le communisme français, un cadavre qui bouge encore, hélas ! », *Le Figaro*, 20 mai 2019.



« Des dizaines de millions de morts ». « Comme si l'on avait gommé tout simplement les dizaines de millions de morts ». « Une idéologie ayant entassé les cadavres ». Voilà des arguments qui reposent sur des preuves scientifiques dûment étayées. Et pour cause, notre compère est un fin historien.

Les auteurs qu'il cite, pour se donner une contenance, sont des têtes connues. Marc Lazar, auteur de l'ouvrage *Le Communisme, une passion française*, paru en 2002. Stéphane Courtois, architecte de l'omniprésent *Livre noir du communisme*, mais aussi Thierry Wolton.

Si le premier est un petit réactionnaire assez inoffensif, un disciple de François Furet sans envergure, les deux autres valent notre attention.

*Le Livre noir du communisme*, publié en 1997, est toujours un cheval de bataille au centre de l'anticommunisme français et international. Un cheval cependant bien décati, car plus aucun universitaire sérieux ne l'emploie, tant les analyses de son directeur sont tirées par les cheveux. Plusieurs rédacteurs ont même choisi, par la suite, de s'en détacher en fustigeant l'obsession des 100 000 000 de morts. Nicolas Werth, par exemple, auteur de la plus grande partie de l'ouvrage, s'en est écarté, du fait des incohérences de la direction. En effet, celui qui avait écrit « Goulag : les vrais chiffres »<sup>52</sup>, ramenant à sa juste proportion le système carcéral soviétique, se retrouvait cité au milieu de fanatiques anticommunistes.

M. Lecaussin, par ailleurs, se garde bien de donner un chiffre, soit parce qu'il ne sait pas, soit parce qu'il ne sait que trop bien combien ses sources sont fragiles, et combien il est risqué d'en faire un bilan bâclé. Pourtant, les sources, elles, ne manquent pas. Il est aisé de trouver les écrits d'A. Blum ; de S. Fitzpatrick ou même de simplement ouvrir un des nombreux livres de N. Werth pour avancer des chiffres qui, à défaut d'être correctement utilisés, auraient au moins eu le mérite d'être justes d'un point de vue comptable.

Le troisième larron de M. Lecaussin, Thierry Wolton, mérite qu'on s'y attarde un moment. En effet, cet auteur a été au centre de tellement de controverses que nous sommes bien en peine de les lister. S'il a été soutenu par les historiens réactionnaires A. Kreigel et F. Furet, bien d'autres l'ont brocardé avec véhémence. Obsédé par une conspiration du Komintern, T. Wolton cherche longuement à démontrer, au travers de raisonnements au second ou au troisième degré, que Jean Moulin était un agent soviétique.

---

52. N. Werth, « Goulag, les vrais chiffres », *L'Histoire*, n° 169, septembre 1993.

Pierre Vidal-Naquet considère que T. Wolton, au travers de ses attaques contre le communisme et contre Jean Moulin, sa bête noire, fait œuvre de « révisionnisme mou », et que le fond de sa pensée était constitué de ses « intentions de réhabiliter Vichy ». Il l'a également accusé d'être « un falsificateur du genre de Faurisson ». Dans son ouvrage *Douze leçons sur l'histoire* (1996), A. Prost prend même l'exemple de T. Wolton comme représentation du non-historien. Il a qualifié ses méthodes de « peu rigoureuses » et son travail de « prétendument historique. » François Bériola en parle également comme un auteur peu rigoureux commettant régulièrement des contre-vérités.

La dernière œuvre de cet historien décidément fort peu admiré de ses pairs est un triptyque sur l'*Histoire mondiale du communisme*. Les titres sont éloquentes. Un tome 1, nommé *Les Bourreaux* (2015), sur la direction des partis communistes. Un tome 2, nommé *Les Victimes* (2015), sur les habitants des pays dirigés par ces mêmes partis. Un tome 3, *Les Complices* (2017), sur l'admiration du communisme par des intellectuels engagés.

Les historiens de garde, pour reprendre l'expression employée par William Blanc, Aurore Chéry et Christophe Naudin dans leur ouvrage éponyme, sont les références de M. Lecaussin. Ces « historiens », plus portés sur l'*histotainment*, le divertissement historique, que sur l'étude de l'Histoire elle-même, forment un fer de lance redoutable pour l'anticommunisme. Les noms de Lorànt Deutsch, Stéphane Bern ou Patrick Buisson reviennent sans cesse chez ces royalistes, ces réactionnaires, qui maquillent l'Histoire. Au nom d'une liberté de la science, ils escamotent ce qui ne sert pas leur chapelle et grossissent le trait de ce qui les arrange.

Voici donc la base scientifique qui sous-tend la pensée de M. Lecaussin.

Contrairement à ce que pense M. Lecaussin, nous, communistes, sommes particulièrement attentifs à l'actualité de la recherche concernant l'histoire des expériences socialistes. Il s'agit d'un matériel dont nous avons besoin pour déterminer les erreurs, les fautes et les manques que les communistes d'alors ont pu commettre. Nous avons besoin également de connaître quels succès, quelles avancées, ont été réalisés. Parfois, le bilan est dur à accepter, par rapport à la promesse du paradis socialiste, mais nous l'acceptons, car nous ne nous nourrissons pas de mythes et d'inventions.

C'est pour cela que nous ne lisons pas uniquement ce qui est le fruit de notre chapelle. De plus, aujourd'hui, avec l'ouverture des archives soviétiques, l'évolution de l'historiographie tend, en dernière analyse, à éliminer les thèses totalitaires des années 50-60 aux USA, ou des années 90 en France.

Les recherches actuelles dressent un portrait incomparablement plus flatteur de l'Union soviétique qu'à l'époque des inventions de Robert Conquest, des mensonges de Khrouchtchev, des racontars de Trotsky ou des délires de Courtois. Les dizaines de millions de morts du Goulag ou des purges se sont évaporés.

Les travaux contemporains de S. Fitzpatrick, de J. Arch Getty ou de S. Wheatcroft tendent à remettre les pendules à l'heure. Ceux de M. Tauger sur les transformations de l'agriculture soviétique et sur la famine en Ukraine, et de G. Furr sur les rapports entre le NKVD et la direction de l'État, permettront peut-être d'obtenir une nouvelle rupture historiographique.

En revanche, nous pouvons voir que notre auteur semble bien mal inspiré d'étaler sa science. Car une construction si mal étayée tombe bien vite en ruine, d'autant que lui-même, en prenant position, oublie de balayer devant sa porte. En termes de comptabilité morbide, son propre camp est loin d'être à la traîne.

## 2. REMETTONS LES PENDULES À L'HEURE

---

M. Lecaussin n'est guère courageux. C'est son droit de vomir le bilan des États socialistes, nous le lui concédons pleinement. Seulement, nous ne pensons pas qu'il soit possible de le faire depuis une position en surplomb, tel un sage de la montagne, vivant en ermite reclus.

M. Lecaussin choisit de s'en prendre à la transformation du monde opérée par les révolutionnaires. Il la juge néfaste et mortifère. Soit. Mais que défend-il alors comme système alternatif, comme réponse ? À ce sujet, il n'en pipe mot. Il est vrai qu'il est aisé de se draper dans la pureté lorsqu'on n'a aucun bilan à défendre.

Il s'agit d'un reproche que nous faisons régulièrement à nos détracteurs. Nous avons une histoire, un passé, donc un bilan.

Ce bilan, charge à nous de le défendre. Seulement, ceux qui nous attaquent doivent également savoir qu'ils portent la même responsabilité. Soit ceux qui ne veulent rien faire portent la responsabilité des maux de la société actuelle, soit ceux qui en restent à une critique utopiste doivent porter la charge de n'avoir rien réussi à réaliser.

Nous jugeons le communisme comme une idéologie supérieure aux autres — sans quoi nous n'y adhérierions pas. Nous jugeons que la construction du socialisme était un projet difficile à mettre en œuvre, mais néanmoins infiniment supérieur aux résultats du capitalisme et de l'impérialisme. Nous ne mettons donc pas l'un sur le même plan que l'autre. Cependant, nous allons démontrer que, pendant que l'auteur de ces lignes reste fixé sur le bilan de l'URSS, il omet sciemment que son propre pays a causé nettement plus de morts, pour des raisons uniquement crapuleuses. Dans ce court article, nous parlerons uniquement de l'Union soviétique, car nous disposons d'une partie de ses archives. Nous pourrions parler de la Chine, mais le manque de documents nous limite. Nous désirons nous appuyer également sur les sources universitaires employées à l'heure actuelle, et non pas spéculer face aux spéculations des autres.

Cela pose aussi une question de méthode. Qu'est-ce que la France, réellement, durant la période 1917-1991 (ou plutôt celle 1917-1956, pour parler de la Russie révolutionnaire et de l'URSS socialiste) ?

Ce n'est pas la métropole, cela serait se focaliser sur la partie la plus riche, la plus spoliatrice, de l'iceberg. Ce n'est même pas la métropole et l'Empire colonial. La France, que M. Lecaussin compare avantageusement à l'URSS, est à la fois la métropole, l'Empire, mais aussi les tentacules économiques qu'elle noue, son réseau de clientèles, son réseau d'obligés, de laquais, de bas exécutants.

La France, même dans la période sur laquelle nous allons nous focaliser, est déjà le fruit de l'exploitation coloniale et impérialiste. Le relatif confort de certaines parties de la métropole était nourri par la spoliation et le crime. Il est indéniable que l'esclavage, la Guerre de l'opium, la conquête de l'Algérie et de l'Indochine, la ruée vers l'Afrique ont joué un rôle considérable dans la capacité pour la France à réaliser son accumulation primitive de capital.

Il n'est pas possible, non plus, de faire l'impasse sur ce fait particulièrement significatif : il est régulièrement mentionné que les colonies étaient un mauvais deal.<sup>53</sup> Elles étaient déficitaires en termes d'investissement public. En effet, il fallait, pour les exploiter, développer des infrastructures immenses, payées par les deniers publics, réalisées par le travail forcé. Mais l'accapement des richesses issues de ces travaux n'allait pas dans les caisses de l'État. Il allait chez les grands bourgeois, les grands spéculateurs, comme rarement ce fut le cas dans le développement économique et industriel d'une métropole, *in fine* singulièrement arriérée, même par rapport à l'Allemagne. En dernière analyse, le prolétariat français payait pour que la bourgeoisie puisse s'enrichir sur le sang des travailleurs et des travailleuses des colonies. Mais laissons cette période de côté.

Contentons-nous du score, puisque de tout ce que le communisme et les communistes ont apporté, M. Lecaussin ne retient que cela. Au moment où chaque évènement jugé criminel se déroule en URSS, que se passe-t-il en France ? Regardons.

La Révolution bolchevique est née de la Grande Guerre. Tandis que les révolutionnaires, dans l'esprit de la conférence de Zimmerwald, mettent tout en œuvre pour tenter de liquider ce conflit et d'en sortir, la France et les autres belligérants prennent une position diamétralement opposée.

---

53. Un discours bien ancré, depuis les débuts du second empire colonial français (1815-1946), dans les bouches d'une fraction de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, fait état d'un aventurisme colonial, peu rentable financièrement, au détriment du développement économique de la métropole (« La Corrèze avant le Zambèze ! » — Jean Montalat, député SFIO, 1964).

La Première Guerre mondiale est particulièrement éloignée de l'idée de la « guerre juste ». Les impérialistes dominants (France, Royaume-Uni...) se heurtent à une coalition de puissances déclassées (Autriche-Hongrie, Empire ottoman), ou à de nouveaux concurrents comme l'Empire allemand.

Le repartage du monde, né de la conférence de Berlin, en 1885, est la raison fondamentale du conflit. La seconde est la question du fer et du charbon de la région frontalière entre la France et l'Allemagne. La France possède le fer, l'Allemagne, le charbon. L'un comme l'autre veut les deux.

Pour réaliser ce repartage, 39 millions de morts. Plus du double de blessés et de mutilés. À la suite de celle-ci, le déclenchement de la pandémie de grippe espagnole, facilitée par la misère et la désorganisation sociale, rajoute 50 à 100 millions de morts selon les estimations (5 % de la population mondiale).

La Russie révolutionnaire est sortie de la guerre, au nom des revendications populaires (« le pain, la paix, la terre »), mais également au nom de l'internationalisme prolétarien. Au prix d'une humiliante paix de compromis, le traité de Brest-Litovsk, la direction du gouvernement bolchevique obtient ce miracle.

Quelle est la réaction, alors, des grandes démocraties ? Elles refusent de reconnaître le gouvernement et lui font également la guerre.

La Révolution a fait peu de victimes. Tout au plus quelques gardes blancs. Mais la guerre civile, nourrie par les ex-Alliés, elle, en produit plusieurs millions, par la guerre elle-même, par la désorganisation des transports et du ravitaillement, enfin, par la famine terrible. Ces millions de morts, que M. Lecaussin veut faire endosser au régime soviétique, sont le fruit des siens, de son camp, de ceux qu'il défend.

Monsieur Lecaussin parle de la dictature. Il indique sa férocité, en se basant sur les « travaux » à charge de pseudo-historiens. Nous y répondrons. Mais tient-il compte, là aussi, de ce qu'il se passait dans son propre pays, républicain et démocratique ?

Dans la France au sens étroit du terme, les grèves sont réprimées par la force militaire durant toute la Troisième et la Quatrième République. Les morts au cours de manifestations sont une chose courante. Jusqu'en 1961, l'ouverture du feu sur les manifestations fait partie de la procédure normale.

M. Lecaussin peut parler de la misère en Union soviétique. La vie y était dure, car tout était à construire, sous la pression constante d'un cercle d'acier formé par les pays capitalistes et impérialistes. Et cette construction, contrairement à l'industrialisation de la France, ne pouvait se faire sur la base de la surexploitation coloniale, de l'esclavage, du pillage. Elle devait se faire par le sacrifice, par l'abnégation, par la mobilisation politique. Elle ne pouvait se faire que dans un grand mouvement d'ensemble.

La France n'en était pas moins, même pour sa métropole, un pays à la Zola. Une population majoritairement agricole, miséreuse. Une population urbaine s'entassant dans des taudis crasseux, pauvre, n'ayant que de quoi survivre jusqu'au lendemain. Une population sans loisirs, sans vacances, à la merci d'un patronat tout-puissant. Les droits sociaux, arrachés, le sont au prix du sang.

Les opposants politiques connaissent la prison, le bataillon d'Afrique ou le bagne de Cayenne.

Peut-on oublier que, après la guerre de pillage et de brigandage qu'était la Première Guerre mondiale, la France a voulu vampiriser l'Allemagne ? D'une part en faisant payer à la population les réparations immenses d'une guerre dont elle n'était pas plus responsable que les autres, de l'autre, en l'envahissant purement et simplement. En 1923, les troupes françaises occupent militairement la Ruhr, sous les cris de la Société des Nations. Cette occupation-pillage, oubliée, tue, n'en est pas moins réelle. Elle a d'ailleurs servi d'argumentaire aux nazis, par la suite, pour justifier leur politique de réarmement.

Même en Europe, la France n'est pas cette exceptionnelle championne des droits de l'Homme.

Mais la situation décrite ci-dessus apparaît encore comme un paradis comparativement aux colonies.

Il est aisé de porter un regard dissocié sur l'histoire comparée. Nous jugeons très souvent avec les yeux d'aujourd'hui l'Union soviétique et son bilan, en nous référant à notre situation très avantageuse d'habitants d'un pays impérialiste, dominant.

En revanche, dès que les yeux se posent sur l'histoire coloniale, la distance temporelle et géographique paraît immense. Sans parler de la conquête coloniale, laquelle, en cinquante ans, aurait fait entre 50 et 60 millions de morts, qu'en est-il de l'exploitation ? Pendant qu'on accuse les bolcheviques de commettre des crimes, que fait la France ?

Tout d'abord, elle vit au rythme de l'Apartheid. Les colonisés n'ont pas les mêmes droits, pas les mêmes lois, par le même statut juridique que les colons. Les deux mondes se croisent sans se voir, dans des villes géographiquement clivées.

En deuxième lieu, la colonisation se base sur le travail forcé, la marche à la mort pour la construction des infrastructures d'exportation et l'extraction des matières premières. Le développement économique, promu hypocritement par certains, ne résiste pas à l'analyse des faits. Ces négationnistes du crime colonial osent déclarer que le colonisateur a industrialisé le pays, qu'il l'a doté d'équipement, d'écoles...

Les infrastructures sont construites par la main-d'œuvre forcée, pour une utilisation à l'usage exclusif du colonisateur. André Gide, que les anticommunistes aiment citer pour *Retour d'URSS* (1936), a écrit également *Voyage au Congo* (1927). Son récit est à glacer d'effroi sur la répression qui tombe sur les populations colonisées. Que les ouvriers renâclent, et ils sont châtiés, allant du sadisme de caserne jusqu'au massacre. La construction du chemin de fer Congo-Océan, par exemple, se paie d'un mort par travée de bois posée.

Le travail harassant est là uniquement pour nourrir la métropole en matières premières, qui en retour vend au prix fort les produits manufacturés. Les banques investissent, prêtent, avec des rendements immenses, tant la main-d'œuvre, moyen d'extraire la plus-value, est employée à vil prix.

L'Empire est sacré. Il est hors d'atteinte des votes, il est au-delà des droits démocratiques. Il est le cœur battant de l'économie de la grande bourgeoisie. Lorsque l'Allemagne met à genoux la France, en 1940, il s'agit du seul point non négociable dans le wagon de Rethondes. Celui-ci et la flotte de guerre qui lui permet d'en assurer la sécurité. Le reste, les droits démocratiques, les libertés, sont accessoires.

Ceux qui s'opposent alors à l'Empire, Parti communiste en tête, ainsi que les mouvements anti-impérialistes, font face à des dangers extrêmes. La France possède ses bagnes pour les siens. Elle en possède aussi pour les colonisés.



Poulo Condor, par exemple, pour les Vietnamiens. Malgré les conditions de détention abominables, ces bagnes sont réservés aux VIP. Ceux qu'on ne peut faire disparaître.

La France coloniale, c'est la guerre. Dans les années 30, alors que M. Lecaussin regarde l'Ukraine et les purges, il oublie la guerre du Rif. Il oublie les bombardements de l'Annam, où les travailleurs et travailleuses, à moitié morts de faim, sont écrasés sous les bombes. Il oublie ceci, car cela ne sert pas sa chapelle.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les massacres coloniaux ne s'arrêtent pas pour autant. Peut-être pourrait-il se défaire en s'exclamant « Vichy n'est pas la France ! » Non seulement cela est faux, d'une part, mais de l'autre, ces massacres sont commis par la France Libre. En 1943, le 25 juillet, l'armée massacre à Philippeville, en Algérie. « Les officiers français, mécontents de l'accueil qu'ils avaient trouvés en Tunisie, humiliés devant les officiers américains et anglais, retournèrent leur hargne contre les Algériens et poussèrent les soldats noirs à l'émeute » déclarait ainsi Ferhat Abbas.

Dans l'avant-guerre et dans la guerre, la France commet des crimes terribles. M. Lecaussin pourrait se défaire une nouvelle fois. Il pourrait dire que ces faits sont prescrits. Seulement, la Seconde Guerre mondiale ne les stoppe pas.

### 3. L'APRÈS-GUERRE ET AUJOURD'HUI

---

L'après-guerre est, pour l'URSS, ce que les historiens nomment le « second stalinisme » ou le « stalinisme achevé ». Pour M. Lecaussin, cela signifie que le Goulag se remplit à nouveau et que les prisonniers de guerre envoyés en Allemagne soient jugés avec une intense méfiance. Ce qui lui vient à l'esprit, ce sont les affaires du groupe de Leningrad, le complot des blouses blanches, la répression du 14 juin 1953, la Hongrie en 1956...

Il en oublierait presque que dès la fin de la guerre, la France entend reprendre le contrôle de son Empire. Alors que l'épuration est faiblarde en métropole, la reconquête est faite tambour battant. Dès le 8 mai, les massacres commencent.

Nous avons longuement traité cette question dans notre brochure *La guerre ne s'est pas arrêtée en 1945* (2018).

Ainsi, en Algérie, dès le 8 mai 1945, tandis que l'Occident en liesse célèbre l'écrasement de la vermine fasciste-nazie, les colonies font savoir que l'oppression n'est pas morte avec le Führer. Osant brandir le drapeau de leur nation, les Algériens se heurtent aux colons. Nous citons ce que nous avons écrit alors :

« L'apparition du drapeau national algérien met le feu aux poudres. La police et les colons ouvrent le feu sur les manifestants à Sétif. Bouzid Sâal, un jeune scout, est tué par la police à Sétif. À Guelma, la scène est similaire, et un jeune manifestant meurt des suites de ses blessures, tandis que le quartier colonial se couvre de mitrailleuses. Des suspects sont interpellés et torturés. À Kherrata, un massacre est organisé en toute discrétion par les Français, lesquels, reprenant les mêmes méthodes que les Einsatzgruppen à Babi Yar, abattent et précipitent dans les ravins plusieurs centaines de suspects.

Des émeutes éclatent alors en riposte. Des combats sporadiques ont lieu, ainsi que des vengeances, parfois d'une rage aveugle, puis l'armée intervient brutalement. Si des meurtres ont été commis des deux côtés, leur disproportion illustre la manière dont "l'ordre" a été rétabli.

102 Européens ont été tués, plus par rage, par vengeance, que dans une opération calculée de représailles. Le 11 mai 1945, le général de Gaulle ordonne à l'armée d'assurer "le maintien de l'ordre", en confiant au général Duval la conduite des opérations. Ces opérations sont des massacres et des exécutions sauvages, aveugles et terroristes. La France commet de nouveaux

Oradour-sur-Glane. Pendant dix jours, le four crématoire de Lavie a tourné, sa flamme claire tranchant dans la nuit. Lorsque le 22 mai, la répression s'arrête officiellement, on décompte 900 morts le jour même, sous les balles de la police. Entre 20 000 et 45 000 sous le prétexte de liquider "des éléments troubles, d'inspiration hitlérienne, [qui] se sont livrés à Sétif à une agression armée contre la population qui fêtait la capitulation de l'Allemagne nazie. La police, aidée de l'armée, maintient l'ordre et les autorités prennent toutes décisions utiles pour assurer la sécurité et réprimer les tentatives de désordre."»<sup>54</sup>

L'ordre français est restauré. C'est là l'essentiel aux yeux des impérialistes.

Lorsque le Japon militariste est écrasé, c'est au tour de l'Indochine, occupée par celui-ci, de passer de la résistance à l'occupation, à la libération. Là encore, voilà comment les choses s'opèrent :

«Le 2 septembre 1945, dans une atmosphère tendue, Hô Chi Minh proclame l'indépendance du Vietnam. Celle-ci ne peut cependant être réalisée que par le départ des Français et des troupes d'occupation. La France, par ailleurs, négocie laborieusement pour que la Chine se replie, en échange d'un renoncement à toute prétention française sur celle-ci. Le général Leclerc, qui remonte de Saïgon, opte pour une ligne de conduite modérée, de négociation, avec les forces patriotiques.

[...]

Le remplacement des Chinois par les Français n'est pas entravé par les troupes d'Hô Chi Minh. Hanoï, la capitale du Nord, est occupée sans un coup de fusil. Le PCI cherche alors une solution de compromis. Mais, dans le camp des Français, l'idée d'accepter de perdre cette partie de l'empire apparaît inenvisageable. Contre le diagnostic de Leclerc, la France se prépare à la guerre. Elle ne se sent plus si faible, appuyée par le revirement géopolitique américain, qui élabore progressivement sa doctrine du *containment*, et qui s'intéresse de plus en plus au maintien des bastions coloniaux comme bastions anticommunistes.

L'anticommunisme et le colonialisme se mêlent et débouchent sur une conclusion partagée par la quasi-intégralité des partis politiques de la métropole, à l'exception du PCF : il ne faut pas céder. Le 23 novembre 1946, l'armée française choisit donc la voie de la guerre, en bombardant, par ar-

---

54. Unité communiste, *La guerre ne s'est pas arrêtée en 1945*, 2018.

tillerie, le port de Haiphong, ouvrant ainsi le premier acte d'une guerre qui ne s'est terminée qu'en 1975. La France choisit, pour conserver son empire, le napalm, les massacres et la torture, plutôt que la paix.»<sup>55</sup>

La guerre d'Indochine (1945-1954) se traduit, en dernière instance, par 75 500 morts pour l'Union française et un décompte incertain pour l'État du Vietnam. Le Vietnam Nord paie le prix de 300 000 morts.

En 1947, c'est au tour de Madagascar de s'embraser.

«Dès le début du mois d'avril, 18 000 militaires français débarquent. Ils sont plus de 30 000 par la suite. La méthode de répression est classique : torture, meurtres, razzias, viols... Elle se double d'une terreur psychologique dans les méthodes d'exécution : captifs jetés vivants depuis des avions. Malgré une longue guérilla organisée par les colonisés, qui connaissent le terrain, l'écrasement est rapide. En effet, les insurgés n'ont que des sagaies et des couteaux, face à des bombardiers A-26, des chars, des lance-flammes.

89 000 morts côté insurgés. 1 900 côté forces coloniales, ainsi que 850 Européens dont 350 militaires. Voilà le bilan de l'opération de "pacification à la française". Des procès sommaires et des exécutions de suspects eurent lieu tout au long de l'année 1948 contre les militaires malgaches accusés de nationalisme.»<sup>56</sup>

La même année, en métropole, encore sous un rationnement draconien, les grèves de 1947 sont durement réprimées. Les CRS, nouvellement constitués, sont envoyés avec l'armée pour briser celles-ci. En 1948, 5 ou 6 mineurs sont tués lors d'autres grèves.

En 1950, la France participe, aux côtés des forces de l'ONU, à la guerre de Corée. Cette guerre pour le maintien de la partition de la péninsule, pour que la dictature de Park perdure, se paie aussi d'entre 4 et 5 millions de civils morts, soit 1 habitant sur 6. En métropole, la manifestation de 1952 contre la venue du général Ridgway, «la peste», se traduit par l'ouverture du feu sur la foule, causant deux morts par balles.

---

55. *Ibidem.*

56. *Ibidem.*

À titre de comparaison, la répression de Berlin-Est, qui est difficilement imputable de manière directe à l'Union soviétique, tue 80 personnes. L'intervention en Hongrie coûte la vie à 2 500 personnes. En dernière partie de cet article, nous aurons l'occasion de les évoquer de nouveau.

D'une manière très superficielle, ces évènements seuls, sans compter la guerre de Corée, amènent la France à un total de près de 500 000 morts entre 1945 et 1954. C'est sans compter la surmortalité liée à la malnutrition, aux violences, à l'absence d'infrastructure sanitaires.

Après la période stalinienne, la guerre d'Algérie double ce score d'un seul coup. 152 863 membres du *Front de libération nationale* (FLN) tués, 25 600 soldats français, 50 000 harkis et 250 000 morts civiles pour l'estimation la plus basse. Cette guerre ramène donc à nouveau une charretée de 500 000 corps à mettre au compte de la patrie de Voltaire et de Montesquieu.

Après l'indépendance de ses colonies, la France participe à des assassinats qui visent à maintenir dans son giron les pays devenus formellement indépendants. En 1963, elle commet l'assassinat de Sylvanus Olympio, premier président élu du Togo. L'année d'après elle écrase au Gabon une tentative de coup d'État militaire anti-impérialiste. En 1965, elle enlève Ben Barka, opposant à la monarchie marocaine fantoche. Toujours la même année, la France assassine Ossendé Afana, dirigeant de l'*Union des populations du Cameroun* (UPC). En 1971, elle fait exécuter publiquement Ernest Ouandié, leader de la même organisation.... la liste est longue. En 1978, ses mercenaires organisent avec les Sud-Africains un coup d'État aux Comores, pour remplacer la République populaire des Comores par un régime ultraréactionnaire... Même après la Guerre froide, les exactions continuent. En 1994, la France coopère dans le génocide au Rwanda, qui sert ses intérêts.

Elle poursuit, au travers de la francophonie, du maintien d'une monnaie coloniale, d'actions criminelles, la domination d'une grande partie d'un continent entier. En 2011, elle participe à la déstabilisation de la Syrie, de la Libye, de la Côte d'Ivoire... Elle détient donc, purement du point de vue du bilan humain, une responsabilité importante dans des millions de morts.

Si nous employions les mêmes méthodes douteuses que *Le Livre noir du communisme*, nous pourrions sans grand problème atteindre, entre 1901 et 2001, les 500 millions de victimes pour le capitalisme, le colonialisme et l'impérialisme. Mais cela ne serait guère satisfaisant. Certains avancent un chiffre de 20 millions de morts par an pour le capitalisme.

Ces comptabilités sont difficiles à expliquer et difficiles à défendre. Mais elles donnent un ordre d'idée : le camp du crime n'est pas celui qu'on croit. Voilà donc le bilan que M. Lecaussin doit endosser avant de pouvoir s'exprimer sur le nôtre.

## 4. NOUS ASSUMONS TOUT

---

Poser la question cruciale du bilan, notamment humain, des expériences socialistes, est un sujet particulièrement complexe. Il impose de passer par un certain nombre de préalables fondamentaux. Faire l'impasse sur ces points ne peut qu'amener à des conclusions absurdes, comme celles que propose l'introduction du *Livre noir du communisme*. Celle-ci est un exemple type de malhonnêteté. Elle est basée sur l'amalgame de données imbéciles (les morts liés à l'opération *Barbarossa* imputés au bilan de Staline), sur une exagération constante des chiffres, mais aussi sur des principes douteux de « meurtres au second degré », allant jusqu'à intégrer les « enfants à naître » dont les parents ont été « tués » pour gonfler les statistiques. Mais surtout, la méthode de recherche consiste à traiter de manière intégralement isolée du reste du monde la question de la répression.

Comme nous l'avons vu dans la partie précédente, en prenant uniquement l'exemple de la France impérialiste, nous nous rendons vite compte que le bilan humain n'est pas forcément à l'avantage du « monde libre et démocratique ».

Quoi qu'en disent les historiens et historiennes actuelles, l'histoire du communisme n'est pas un sujet neutre. Écrire sur les expériences socialistes revient à prendre position sur elles, sur leur légitimité, sur leurs succès, leurs réussites, leurs erreurs et leurs échecs. Elle revient également, et ce, à leur corps défendant parfois, à prendre position dans une bataille idéologique et sociale. Or, quoi qu'en disent ceux qui proclament le communisme comme mort et enterré, cette bataille demeure, à l'échelle mondiale, tout aussi vivante et brûlante qu'il y a un siècle.

En témoignage la réaction de M. Lecaussin, dans son article, horrifié par le risque (*in fine* surestimé) de voir une liste PCF dépasser les 5 % aux élections européennes.

Or, la neutralité, dans la lutte des classes, est impossible. Les historiens et historiennes jouent un rôle dans cette lutte. Mais la transmission, la vulgarisation et l'enseignement en jouent un autre. Cette histoire-là, elle, est à charge. Elle n'est d'ailleurs pas l'apanage de la bourgeoisie de manière exclusive. La « gauche antitotalitaire » la retransmet également sans vergogne. Diffuser les écrits du tsariste antisémite Soljenitsyne leur pose moins de cas de conscience que de diffuser les écrits marxistes, léninistes, ou maoïstes. Par un « étrange »

phénomène, les trotskistes parviennent d'ailleurs souvent à se faire une place dans ces librairies libertaires, tout comme dans les bonnes grâces des rédacteurs de manuels scolaires.

L'Histoire telle qu'elle est apprise, telle qu'elle est diffusée, pose certains problèmes supplémentaires. Le sensationnalisme, tout d'abord. Il faut vendre, et il est plus facile de vendre sur la base de couvertures dignes de *Le Nouveau détective* que sur la base d'une analyse critique.

La seconde est le fait que l'enseignement de l'Histoire répond à une commande de la part de l'État, où le caractère d'enseignement civique est retenu avant tout. L'histoire des expériences socialistes est utilisée comme un repoussoir pour faire adhérer aux valeurs républicaines et démocratiques de l'Occident capitaliste. L'apprentissage de l'Histoire, qui crée un référentiel commun de valeurs et de conceptions, est conçu, là aussi, comme une machine anticommuniste.

Mais, malgré cela, la vérité finit par remonter.

Du point de vue statistique, il est nettement plus facile de couper court aux spéculations sur l'Union soviétique que sur tout autre État socialiste. C'est pour cette raison, et uniquement pour cette raison que nous nous focalisons sur celle-ci. Nous pouvons défendre politiquement la Chine, l'Albanie, ou d'autres, mais nous ne pouvons pas nous appuyer sur la même littérature, sur une quantité d'écrits aussi développée.

En vérité, l'ouverture des archives a été un coup particulièrement dur, mais pas pour celles et ceux auxquels il était possible de s'attendre. L'école historiographique totalitaire a été celle qui a subi de plein fouet la révélation de ses trucages. Au contraire, l'historiographie sociale, mais aussi l'historiographie communiste antirévionniste, en est, au contraire, sortie renforcée. Aujourd'hui, un grand nombre de mythes se dissipent.

Empêtrés dans leurs mensonges, ces « historiens-propagandistes » ne pouvaient se renier. Ils ont alors accusé les preuves. Ainsi, Robert Conquest, l'un des grands architectes de cette thèse, s'est empressé de dénoncer ces archives comme truquées. Alexandre Soljenitsyne s'est placé à sa suite.

Pourtant, près de trente ans après cette ouverture, force est de constater qu'il n'est plus possible d'ignorer ces chiffres. Prenons le temps de les connaître.



## A. LES VÉRITABLES CHIFFRES

D'après *Les victimes de la répression pénale dans l'URSS d'avant-guerre : une première enquête à partir du témoignage des archives*, écrit en 1993 par J. Arch Getty, Gábor T. Rittersporn et Viktor N. Zemskov, les chiffres de la répression sur la période de 1921-1953, soit 32 ans, se présentent de la manière suivante : 799 455 exécutions et 1 473 424 décès dans le système carcéral. Il est important de souligner que la moitié des décès (560 000 environ) se produit durant les trois années terribles : 1941-1944, pendant lesquelles l'Union soviétique perd 27 millions de citoyens et de citoyennes face à l'invasion de la coalition dirigée par l'Allemagne nazie. À cette date, le taux de mortalité annuel est d'environ 17 % par an. Ce chiffre est énorme, mais il est le reflet de la situation terrible de l'URSS à l'époque. Les autres années, le taux de décès reste aux alentours des 3 %. L'ensemble amène le bilan du système carcéral soviétique à 2 272 879 personnes. Nous sommes loin des 7 millions de fusillés avancés par Anton Antonov-Ovseenko par exemple.

D'autres aspects, comme la famine de 1921, celle de 1930 ou de 1947 posent des questions. Les réponses statistiques, là, sont difficiles à fournir. Toujours est-il que les chiffres ont dégonflé. Ils ont été revus de plusieurs fois à la baisse.

Ces chiffres, surtout avant leur « dégonflage » ont été utilisés comme un fer de lance pour criminaliser le communisme. Ce n'est pas un hasard si des organisations d'extrême droite comme *Jeune nation*, aujourd'hui dissoute, les aient affichés longuement. D'une part, ils servaient à dissuader de soutenir le communisme. D'autre part, ils ont été utilisés pour réhabiliter, en catimini, le fascisme et le nazisme. Ainsi, les fascistes ont insisté sur le fait que le nazisme ait tué « 6 millions de personnes », tandis que « Staline » en aurait tué 30 ou 40. Non seulement cette bataille des chiffres est stupide, mais elle est malhonnête.

## B. LE BILAN DU COMMUNISME UTILISÉ POUR DÉFENDRE LE NAZISME

Elle est malhonnête car elle essaie de comparer deux choses qui ne sont pas comparables. Cette question a été le centre de l'*Historikerstreit*, la querelle des historiens ouest-allemands. Ce débat, initialement sur la question de l'exceptionnalité de la Shoah s'est porté par la suite sur une série d'autres questions. Ernst Nolte, historien allemand, avait ainsi lancé une thèse incendiaire, soutenue notamment par les milieux ultraconservateurs, jusqu'aux néonazis. Cette thèse stipulait que le régime nazi n'avait été qu'une simple réaction au « meurtre de classe » orchestré par le communisme.

«Auschwitz [...] était avant tout une réaction engendrée par les événements destructeurs de la révolution russe [...] la soi-disant extermination des juifs sous le Troisième Reich fut une réaction ou une copie déformée et pas l'acte premier ou un original.»

Le but final de la démarche étant, on le conçoit assez aisément, de commencer par mettre sur le même plan le régime soviétique et le nazisme, puis par la suite de réhabiliter le second. Nolte s'est retrouvé appuyé par le président américain Ronald Reagan, qui, le 18 avril 1985, présenta 49 Waffens-SS, tués par les Soviétiques au combat, comme des victimes du communisme. À cela s'est adjoint, également, un brûlot du trotskiste Jörg Friedrich *Der Brand. Deutschland im Bombenkrieg 1940-1945* (*L'Incendie. L'Allemagne sous les bombes, 1940-1945*), lequel mettait sur le même plan Alliés et nazis, dans un éternel retour au « Ils se valent » de 1944.

En France, ce sont des renégats du communisme, François Furet et surtout Stéphane Courtois, qui se sont fait les apôtres de cette thèse. Dans *Le Livre noir du communisme*, Stéphane Courtois se permet ainsi d'écrire :

«La mort de faim d'un enfant de koulak ukrainien [...] "vaut" la mort de faim d'un enfant juif du ghetto de Varsovie.»

Ce qu'omettent de préciser ces propagandistes, c'est que, à l'exception des victimes directes de la répression (les 799 455 exécutions, nous verrons postérieurement le contexte dans lequel elles ont eu lieu), à aucun moment le but du régime soviétique ne fut de tuer. Aujourd'hui, il n'existe plus d'historien sérieux qui puisse affirmer, sans flancher, que l'intention de commettre un « génocide », qu'il soit « de classe » ou « national », ait été au centre de la collectivisation, des purges, ou des situations de famine. Même Nicolas Werth, qui reste lié, par son passé, à un certain paradigme totalitaire, se contente d'un « plutôt oui »<sup>57</sup>.

De l'autre côté, nombre de démographes et d'historiens, français ou américains, rejettent désormais cette idée, et la renvoient dans le rayon des fantasmes anticommunistes. La vérité étant qu'un pensionnaire du Goulag, quelles que soient ses conditions de détention, avait des chances nettement supérieures de survivre, d'être libéré et d'être réintégré dans la société soviétique. Dans *Le stalinisme au quotidien*, rédigé en 2002, Sheila Fitzpatrick consacre d'ailleurs

---

57. N. Werth, *Histoire de l'URSS*, 2020.

une partie de son ouvrage à ceux qui étaient réhabilités. Dans le même temps, le démographe Alain Blum, dans *Naitre, vivre et mourir en URSS* (2004), évoque cela d'une manière laconique, disant en substance :

« À ne vouloir parler que des morts, on en oublie les vivants. »

### C. UN BILAN AU-DELÀ DES CHIFFRES

Mais que signifient les chiffres ? Il est toujours désolant de présenter un bilan humain. Qu'il soit passé de 7 millions à 800 000 n'y change rien. Il ne le rend pas plus, en termes numériques, justifiable. Il serait dix fois inférieur qu'il serait tout aussi impératif de l'expliquer.

Mais la question est, en premier lieu, politique.

Elle est de savoir pourquoi ce bilan humain a-t-il été lourd. Également, de savoir s'il pouvait en être autrement. Le fait de tout assumer signifie aussi devoir aussi dire quand des erreurs ont été commises, quand des fautes, des insuffisances, des travers sont apparus. De savoir dire pourquoi ces travers ont parfois été payés injustement, par des fleuves de sang.

Ultimement, ces expériences n'ont pas débouché sur une victoire. Ni l'URSS, ni la Chine, ni l'Albanie ou d'autres ne sont parvenues à franchir l'étape de la construction du socialisme. Elles sont pourtant allées plus loin que toutes les utopies et que toutes les rêveries sur le chemin de l'émancipation de l'humanité.

Expériences improvisées, elles ont dû faire face à des questions qui n'avaient jamais été envisagées auparavant. Elles ont donc dû expérimenter des voies pour progresser, non pas dans un environnement neutre, mais bien dans une hostilité internationale, dans une lutte des classes intense, avec une population qui, dans une large mesure, aspirait grandement à mener une vie normale et calme. Les difficultés ont été immenses : passer d'une organisation conçue pour la révolution à une organisation pour l'administration d'un pays, capable de faire face aux questions du développement économique, de la production, de la distribution... Combattre aussi les tentatives de restauration, l'inertie, la tendance du Parti à se muer en petites chefferies, etc.

Il nous appartient de les regarder en face pour comprendre comment et pourquoi ces échecs ont existé. Aujourd'hui nous le faisons en portant un regard sur l'histoire de l'Union soviétique et ses questions.

## 5. QUE S'EST-IL PASSÉ EN UNION SOVIÉTIQUE ?

---

Il est parfaitement audible que, sur le plan strictement moral, toute idée de répression puisse apparaître comme indéfendable, comme se basant sur l'injustice, comme infligeant des malheurs à de pauvres hères. Poussé à l'extrême, le raisonnement qui vise à considérer qu'il faut éviter toute répression finit par déboucher sur le fait que, en dernière analyse, mieux vaut ne rien faire. Le bilan humain du capitalisme, dans notre pays, impérialiste, nous apparaît plus doux, plus humain, que la terrible lutte des classes poussée à son paroxysme.

C'est un fait indéniable, en apparence. Seulement il se base sur un point de vue, une nouvelle fois, d'habitant d'un pays exploiteur, dominant. Qui plus est, possédant, notamment grâce à la lutte sociale, un nombre incroyable d'avancées sociales. Ces avancées sociales nous laissent miroiter le fait que notre situation est une situation générale, qui est, sous le capitalisme, possible d'étendre à l'ensemble de l'humanité. Or, la bourgeoisie œuvre, inlassablement, à liquider ces avancées sociales. De plus, celle-ci n'existe que parce qu'elles sont basées sur l'exploitation et la domination sanglante sur le reste du monde, tout comme sur une surexploitation des ressources naturelles.

En dernière analyse, même s'il s'agit d'un choix terrible, rejeter par principe le fait de se heurter frontalement au système capitaliste, à l'impérialisme, n'est pas seulement une capitulation. Il est, également, le fait d'accepter que la mort emporte un nombre encore plus grand de vies humaines, voire de compromettre la possibilité de la survie de l'humanité sur Terre, uniquement dans le but de mener une hypocrite politique de l'autruche.

Il serait malheureusement naïf de croire que la bourgeoisie, en particulier la grande bourgeoisie, puisse d'elle-même changer et accepter de mettre fin à l'exploitation de l'humanité et de la nature. Classe en concurrence avec elle-même, la bourgeoisie n'accepte pas de reculer d'un seul centimètre si elle considère que cela pourrait la priver d'un marché important ou d'investissements profitables. Reculer signifierait laisser la place à des concurrents et, donc, travailler à sa propre chute. De même, elle n'accepte pas de céder sous la pression populaire sans qu'elle soit contrainte, pieds et poings liés, à le faire. La Loi et l'État bourgeois sont là pour garantir son ordre, et elle n'hésite pas à s'en affranchir lorsque ces cadres ne suffisent plus à la protéger. Mise au pied du mur, la grande bourgeoisie préfère « Hitler au Front populaire ».

Le fait d'avoir perdu face à la révolution ne suffit pas à la désarmer et à lui faire renoncer à retrouver l'Éden dont elle a été chassée. La lutte des classes n'est pas abolie par la révolution, elle est au contraire un point de bascule dans lequel les exploités et les opprimés prennent l'ascendant sur les exploités et les oppresseurs. Mais cet ascendant ne signifie pas victoire définitive. Elle signifie au contraire l'exacerbation de la lutte, tant au sein du pays où la révolution a eu lieu que dans le monde.

De même, la réduction des contradictions entre campagne et ville, entre travail manuel et intellectuel, entre encadrement et exécution... ne se réalise pas d'une manière souple et douce, mais représente, là aussi, une lutte constante, exigeant une vigilance de chaque instant.

Or, l'intégralité de ces aspects, les pionniers de la construction du socialisme ont dû les découvrir et y faire face, non dans le calme et le confort d'un salon de discussion, mais dans la réalité concrète, courant à chaque instant le risque de voir s'effondrer l'intégralité de leur édifice.

Pourtant, malgré cela, l'histoire de l'Union soviétique n'est pas que l'histoire de sa répression. Les anticommunistes, qu'ils se revendiquent de droite ou de gauche, se sont focalisés cependant sur cette question, au point d'en faire l'un des aspects d'une trinité du totalitarisme, dont les autres sont la misère et l'idéologie totale.

#### A. LE PROCÈS D'INTENTION : QUE VOULAIT LA DIRECTION DE L'URSS ?

Fondamentalement, la manière dont on peut interpréter l'histoire de l'URSS et des pays socialistes dépend d'un paramètre essentiel. Ce paramètre est la considération du fait que la direction de ces pays voulait construire le socialisme et le communisme. Il s'agit d'une question épineuse, dans le sens où elle est le plus souvent réglée par un acte de foi. Une foi qui a été, cependant, nourrie de manière savante par une Éducation nationale aux ordres, mais également par toute une littérature anticommuniste, qu'elle soit de « gauche antitotalitaire » ou de droite réactionnaire.

Les anarchistes, par exemple, tendent à poser une analyse idéaliste sur la question du pouvoir soviétique. Ils affirment que la direction de l'URSS se battait pour « le pouvoir ». Ce « pouvoir » reste mystique, il flotte au-dessus de la lutte des classes, il est un Graal immatériel, une fin en soi, non un moyen de réaliser quelque chose.

Cette analyse manichéenne rejette, au nom du refus du pouvoir, les moyens de détruire celui de la bourgeoisie, mais, également, les moyens d'analyser les rapports de domination qui se construisent dans les lieux « autogérés ». Au nom de l'abolition du pouvoir, les formes les plus réactionnaires et les moins démocratiques de celui-ci sont acceptées comme faisant partie d'un mode de fonctionnement horizontal.

Le rejet des moyens (organisationnels) de parvenir aux fins (politiques) trahit, en réalité, le caractère profondément réformiste de l'anarchisme, qui, au mieux, voit les choses sous l'angle de l'économisme. La grève générale, en asséchant le fonctionnement de l'économie capitaliste, est censée la faire tomber en morceau et permettre à leur vision du socialisme de triompher.

Selon eux, il aurait fallu, probablement, céder immédiatement le pouvoir au peuple tout entier, sans prendre en considération les classes sociales qui le composent et les rapports qu'elles peuvent nouer les unes avec les autres. Il aurait fallu abolir le pouvoir et sa forme d'expression, l'État. Certains défendent le fait qu'il aurait fallu revenir à de petites communautés autogérées, faisant abstraction du fait fondamental que « la petite production engendre le capitalisme et la bourgeoisie constamment, chaque jour, chaque heure, d'une manière spontanée et dans de vastes proportions. »<sup>58</sup> Ou alors, encore, il aurait fallu attendre de gagner la majorité de la population, que les individus changent d'état d'esprit et qu'ils soient prêts à accepter le communisme immédiat. De ce point de vue là, quelle que soit la radicalité des moyens mis en œuvre — et les anarchistes de l'époque ne reculaient devant rien — il n'en demeure pas moins qu'en ne posant pas la question du pouvoir et de la dictature démocratique du peuple sur ses ennemis, ils sont réformistes.

Les réformistes assumés, quant à eux, rejettent, au nom de la non-violence ou du respect de la légalité, le principe de la révolution. À partir de ce moment, ils se positionnent, *de facto*, dans le giron du maintien de l'état présent des choses.

Ceux qui défendent l'idée que Trotsky ou Boukharine auraient représenté un choix nettement meilleur, ou qui accusent la direction du *Parti communiste (bolchevique) de l'Union soviétique* (PCbUS) d'avoir « trahi », quant à eux, posent des questions différentes qui méritent des réponses.

---

58. V. I. Lénine, *La maladie infantile du communisme, le « gauchisme »*, 1920

Celle de Boukharine s'évacue à la fois rapidement et péniblement. Rapidement car la ligne défendue par celui-ci était clairement capitularde et propre à restaurer rapidement le capitalisme en URSS. Elle était fondamentalement droitnière, dans le sens où elle sous-estimait les difficultés qu'il pouvait y avoir au fait de laisser les koulaks se développer.

Le scénario Boukharine aurait été celui de l'accaparement des ressources agricoles par les koulaks, de la hausse spectaculaire des prix, de la famine, mais, également, de la prise de pouvoir des paysans aisés. Bien que l'histoire les dépeigne comme d'éternelles victimes, il est important de ne pas oublier qu'ils agissaient, agitaient la population et la paysannerie, en utilisant notamment les vieux liens féodaux qui existaient toujours, dans le but de lutter contre le gouvernement soviétique. Les travaux de M. Tauger sur la famine en URSS montrent que celle-ci pointait avant la collectivisation, en 1928, du fait de l'accaparement des ressources. La collectivisation était une réponse à cette expression de la lutte des classes.

De même, Boukharine aborde sans principes la question de l'ouverture aux capitaux étrangers et l'assouplissement du monopole du commerce d'État (Trotsky également partageait d'ailleurs ce point de vue).

Dans l'esprit de celui-ci, le socialisme était déjà réalisé sous la nouvelle politique économique (NEP), et les classes existantes n'avaient plus d'antagonisme. De ce fait, la transition n'avait plus lieu d'être. Finalement, le développement économique est réalisé par une technocratie planificatrice et la politique ne joue plus de rôle de premier plan. La question de la lutte des classes est donc remise au placard. En ce sens, il est le précurseur des révisionnistes, comme Tito, Nikita Khrouchtchev et Deng Xiaoping.

Là où l'histoire se complique, c'est sur l'activité de Boukharine après sa disgrâce. Il y a dix ou quinze ans de cela, probablement, il aurait été difficile d'avancer de manière assurée qu'il a agi dans le but de nuire à l'État soviétique et à sa direction. Aujourd'hui, une historienne comme S. Fitzpatrick reconnaît qu'il existe deux possibilités : au « pire » des cas, le gouvernement soviétique était persuadé que Boukharine agissait contre lui en employant des méthodes criminelles, dans le « meilleur » des cas, Boukharine agissait réellement de manière criminelle contre l'État soviétique. Le scénario retenu dans *Dans l'équipe de Staline* (2018) étant celui de la prophétie autoréalisatrice, à savoir que Boukharine a été poussé par sa disgrâce et sa propre croyance en son élimination à agir dans le sens d'une défense « active ». Nous reviendrons dessus dans la dernière partie de l'article.

## B. TROTSKY ET LE DÉFAITISME PERMANENT

Trotsky est un cas différent. D'une part, quasiment personne ne se revendique boukharinien et défend avec véhémence les conceptions boukhariennes, ou non consciemment. En revanche, les trotskistes existent, du moins dans les pays occidentaux, ils ont une audience et pignon sur rue quant à leurs opinions. Les manuels d'Histoire, en particulier, se sont fait l'écho de ses conceptions et ont contribué à façonner une image bohème, romantique, de Trotsky.

Trotsky, de plus, est pratique. Il permet d'affirmer un « communisme mais... » qui évite d'avoir à faire ce que nous faisons ici, c'est-à-dire répondre sur le fond du bilan soviétique. Il permet d'écarter d'un revers de la main le bilan, et de le rejeter sur la responsabilité d'un être — supposé — vil et pervers.

Le but de cette brochure n'est pas de décortiquer le programme trotskiste et ses failles, ni le fait que le mouvement trotskiste ne puisse guère s'enorgueillir de succès, mais de répondre simplement à certaines choses quant à sa position sur la question de l'URSS.

Le programme de Trotsky est relativement triste, en réalité. Pour Trotsky, il n'y a pas de vrai socialisme possible. La paysannerie est une masse arriérée et réactionnaire, donc seules l'ouverture économique et la technocratie peuvent permettre de tenir en attendant l'hypothétique révolution mondiale. Finalement, dans le débat avec Boukharine, il porte une vision gauchiste, surestimant les difficultés. Mais hormis cela, les deux routes se rejoignent : l'une est celle du « tout va bien, continuons », l'autre est le « tout va mal, capitulons ».

Dès 1917, il pronostique sur la défaite de la révolution :

« [O]n ne saurait espérer — l'expérience historique et les considérations théoriques sont là pour le démontrer — que, par exemple, la Russie révolutionnaire pourrait résister à l'Europe conservatrice. »<sup>59</sup>

En 1926, il disait encore :

« Il était clair pour nous que la victoire de la révolution prolétarienne serait impossible sans le soutien de la révolution internationale, mondiale. »<sup>60</sup>

---

59. L. Trotsky, *Le programme de la paix*, 1917.

60. L. Trotsky, *Une réponse à des critiques staliniennes*, 1926.



En clamant qu'il est impossible de pouvoir réaliser le socialisme et la révolution sans la révolution mondiale, Trotsky, finalement, annonce qu'il faut abandonner.

D'autres exemples parsèment ses ouvrages, tandis qu'il ne finit par reconnaître son erreur — si l'on peut dire — qu'en 1938, dans le *Programme de transition*, qui marque l'apothéose de sa transformation en réformiste.

Au moment de la NEP, dans le *Cours nouveau* (1923), un pamphlet servant à attaquer Zinoviev et Kamenev, il résume la question du développement économique de l'URSS à « une connaissance des conditions du marché et des prévisions économiques justes ». La question de la collectivisation lui échappe d'ailleurs au point qu'il la qualifie de « débat littéraire ». Dans les faits, il ne l'a jamais prônée.

Une certaine historiographie, conciliante, lui vaut d'être considéré comme la victime d'une terrible cabale de la part de Staline, présenté comme un être terrifiant. Ironie de la chose, lorsque, à la suite de la publication de son pamphlet, il est menacé d'exclusion par Zinoviev, c'est Staline qui s'y oppose.

Mais la raison fondamentale de son exclusion revient tant à l'irrespect forcené qu'il pouvait avoir, lui et sa clique, pour les statuts du Parti, qu'à ses déclarations putschistes formulées en mai 1927, dans lesquelles il déclare notamment qu'en cas de guerre, le rôle des révolutionnaires serait de renverser le gouvernement pour assurer la défense de la révolution.<sup>61</sup> Même depuis l'exil, Trotsky a persévéré dans sa condamnation de tout ce qui touchait à la construction du socialisme en URSS. Cela mérite également qu'on s'y attarde un moment.

Trotsky avait analysé l'existence d'une crise, dite « des ciseaux ». Elle se caractérise par l'accroissement entre l'augmentation des prix des productions industrielles et la baisse des prix des denrées agricoles. Les koulaks, qui étaient les seuls paysans à bénéficier de surplus agricoles appréciables, thésaurisaient leurs grains tant que les prix restaient bas, menaçant les villes de ne plus être alimentées. D'autant que l'industrialisation du pays demandait une hausse de la population urbaine, donc des surplus conséquents pour alimenter les villes.

---

61. L. Trotsky, *Déclaration des 83*, 1927.

Trotsky stigmatisait les koulaks dès 1924, c'est en ce sens qu'il s'est forgé une réputation «de gauche». Mais la réalité est qu'il a jugé tous les paysans sous cet angle-là, en ne leur accordant pas le moindre crédit. L'élégant Trotsky était particulièrement acerbe quand il s'agissait de pourfendre le *moujik* («paysan»). Dans *Bilan et perspectives* (1906) Trotsky s'exprime ainsi :

«Il ne restera à la paysannerie rien d'autre à faire, dans la situation qui résultera du transfert du pouvoir au prolétariat, que de se rallier au régime de la démocratie ouvrière. Et même si elle ne le fait pas avec un degré de conscience plus élevé que lorsqu'elle se rallie, comme elle en a l'habitude, aux partis bourgeois, cela n'aura que peu d'importance.»<sup>62</sup>

Tandis que dans la préface qu'il s'écrivait en 1922 (charité bien ordonnée...) à son ouvrage *1905* (1909), il écrivait :

«[L]'avant garde prolétarienne devrait, dès les premiers jours de sa domination, pénétrer profondément dans les domaines interdits de la propriété aussi bien bourgeoise que féodale. Dans ces conditions, elle devrait se heurter à des démonstrations hostiles de la part des groupes bourgeois qui l'auraient soutenue au début de sa lutte révolutionnaire, et de la part aussi des masses paysannes dont le concours l'auraient poussée vers le pouvoir. Les intérêts contradictoires qui dominaient la situation d'un gouvernement ouvrier, dans un pays retardataire où l'immense majorité de la population se composait de paysans, ne pourraient aboutir à une solution que sur le plan international, dans l'arène d'une révolution prolétarienne mondiale.»<sup>63</sup>

À ses yeux donc, l'alliance promue par Lénine entre les ouvriers et les paysans est une chimère qui ne peut tenir :

«Mais je m'opposais à la formule “dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie” car elle avait, selon moi, le défaut de laisser en suspens la question : à laquelle de ces deux classes appartiendra la dictature réelle ? »<sup>64</sup>

Son mode de résolution de la question paysanne est d'ailleurs brutal. Il est sous l'action d'expéditions punitives, de la soumission et de l'écrasement de la paysannerie, dont Trotsky semble se délecter au plus haut point.

---

62. L. Trotsky, *Bilan et perspectives*, 1906.

63. L. Trotsky, *1905*, 1909.

64. L. Trotsky, *La révolution permanente*, 1928-1931.

En dernière instance, ni Boukharine, ni Trotsky n'ont une analyse de classe de la question paysanne. L'un la voit tout entière comme une amie, l'autre comme un magma hostile qu'il faut dompter par la force.

Cependant, après sa défaite, il avait prédit que Staline, en tant qu'« agent des bureaucrates et des koulaks », maintiendrait la NEP. Dommage. L'historienne américaine Sheila Fitzpatrick décrit ainsi ce que fit Staline du pouvoir, une fois que les fractions furent liquidées :

« Que faire du pouvoir ? La réponse de Staline fut simple et surprenante : la révolution. »<sup>65</sup>

La collectivisation, lancée par le gouvernement soviétique, sous le nom de « Grand Tournant » a ainsi dérangé les plans du théoricien. Or, les conditions et la situation de 1929 n'étaient plus celles de 1924. La situation était mûre du fait du développement de la lutte des classes.

Car la collectivisation est une affaire de lutte des classes. Trotsky, de ce point de vue, s'est contenté de la peindre comme un *hold up* bureaucratique.

Ironiquement, lorsque Staline adopta la collectivisation, donc, dans une certaine mesure le fond du programme de Trotsky, celui-ci, pour persister dans son rôle d'éternel chef de « l'opposition », s'est mis à adopter les positions de Boukharine : dissoudre les kolkhozes et les sovkhozes. Même l'historien trotskiste Isaac Deutscher reconnaît sans peine que « les différences entre les bolcheviques de droite et de gauche s'estompaient et s'oblitéraient. »<sup>66</sup> Soudain, l'apôtre de l'industrialisation à marche forcée s'est converti à une transition réformiste et pacifique entre le capitalisme et le socialisme. Pour reprendre une nouvelle fois les mots de I. Deutscher :

« Quand il envisageait les problèmes soviétiques intérieurs, l'auteur de la « révolution permanente » était en un sens un réformiste. »<sup>67</sup>

Cela ne signifie pas que la collectivisation se soit faite sans erreurs et sans à-coups, erreurs sur lesquelles les continuateurs de la construction du socialisme, que cela soit en Albanie ou, surtout, en Chine, se sont exprimés.

---

65. S. Fitzpatrick, *Dans l'équipe de Staline. De si bons camarades.*, Perrin, 2018, p. 67.

66. I. Deutscher, *The prophet outcast: Trotsky, 1929-1940*, 1963.

67. *Ibidem.*

Cependant, ces problèmes ne sont pas une réfutation de la nécessité de celle-ci et de la possibilité de la réaliser. Mais Trotsky avait déjà, alors, changé son fusil d'épaule. De même, la question de la planification lui apparaît désormais hérétique.

« Le marxisme procède de l'économie mondiale considérée non comme la simple addition de ses unités nationales mais comme une puissante réalité indépendante créée par la division internationale du travail et par le marché mondial qui, à notre époque, domine tous les marchés nationaux. Les forces productives de la société capitaliste ont depuis longtemps dépassé les frontières nationales. La guerre impérialiste ne fut qu'une des manifestations de ce fait. La société socialiste devrait représenter, au point de vue de la production et technique, un stade plus élevé que le capitalisme ; si l'on se propose de construire la société socialiste à l'intérieur de limites nationales, cela signifie qu'en dépit de succès temporaires on freine les forces productives, même par rapport au capitalisme. C'est une utopie réactionnaire que de vouloir créer dans le cadre national un système harmonieux et suffisant composé de toutes les branches économiques sans tenir compte des conditions géographiques, historiques et culturelles du pays qui fait partie de l'unité mondiale. Si, malgré cela, les créateurs et les partisans de cette doctrine participent à la lutte révolutionnaire internationale (avec ou sans succès, c'est une autre question), c'est parce qu'en leur qualité d'éclectiques incorrigibles, ils unissent, d'une façon purement mécanique, un internationalisme abstrait à un socialisme national utopique et réactionnaire. [...]»<sup>68</sup>

« [...] Si l'on admettait pour un instant la possibilité de la réalisation du socialisme en tant qu'ordre social achevé dans le cadre isolé de l'URSS on devrait conclure que c'est là la "victoire définitive", parce que, après cela, on ne pourrait plus parler d'intervention. Le socialisme implique une haute technique, une haute culture et une haute solidarité de la population.

Au moment de l'achèvement de la construction du socialisme, l'URSS compterait probablement 200 ou même 250 millions d'habitants : dans ces conditions comment pourrait-on parler d'une intervention ? Quel pays capitaliste, ou quelle coalition de pays songerait à risquer une intervention dans cette situation ? La seule intervention concevable serait celle qui pourrait venir de la part de l'URSS. Serait-elle nécessaire dans ce cas ? C'est peu probable.

---

68. L. Trotsky, *Préface de l'édition française de La révolution permanente*, 1930.

L'exemple d'un pays arriéré qui, par ses propres moyens, aurait réussi à établir une puissante société socialiste dans l'espace de plusieurs "plans quinquennaux" porterait le coup de grâce au capitalisme mondial et réduirait au minimum, presque à zéro, les frais de la révolution prolétarienne mondiale. [...] »<sup>69</sup>

Il est amusant de voir que sous Trotsky pointe Nikita Khrouchtchev et sa conception de la coexistence pacifique.

Incapable d'analyser les choses de manière correcte, Trotsky est resté dans une condamnation de l'URSS, mais sans jamais pouvoir l'expliquer. Après la collectivisation, son obsession personnelle de Thermidor ne peut plus trouver sa base dans la question des koulaks. (« Le problème de Thermidor et du bonpartisme est dans son essence le problème koulak. »<sup>70</sup>)

La solution de la condamnation est donc celle de la bureaucratie. Mais qu'est-elle ? Est-elle comme il le dit à un moment, au-dessus de la lutte des classes ? Est-elle bourgeoise ? Est-elle une déformation prolétarienne ? Les différentes chapelles du trotskisme ont chacune saisi la question avec les variantes qu'on peut retrouver encore aujourd'hui. Dans *La Quatrième Internationale et l'URSS* (1933), elle est « un instrument — un instrument mauvais et coûteux — de l'État socialiste. »<sup>71</sup> Plus tard, à la fin de sa vie, il en fait un outil de la restauration du capitalisme, tout en disant que la « contre-révolution stalinienne » l'a déjà réalisée... Plus probablement, il n'en sait rien.

Tout le monde était contre la bureaucratie. En revanche Trotsky ne cachait pas son amour pour les experts bourgeois, militaires comme civils. L'antibureaucrate forcené ne voyait pas dans la question de l'expert une question de classe. Probablement, car il en faisait lui aussi partie, que cette atmosphère bourgeoise l'entourait. C'est là où se porte aussi un regard de classe, qui résonne principalement dans l'œuvre narcissique qu'est *Ma vie* (1930).

Il y voit les bureaucrates comme des êtres ignares, grossiers, incapables et sales. Il ne portait d'ailleurs pas un regard différent sur Staline, qualifié de grossier, d'inculte. Aujourd'hui, le regard de l'avocat sur le prolétaire géorgien serait-il

---

69. *Ibidem*.

70. L. Trotsky, *Lettre à Boris Souvarine*, 1929.

71. L. Trotsky, *La Quatrième Internationale et l'URSS. La nature de classe de l'État soviétique*, 1933.

défendu de la même manière ? Ce fond culturel persiste dans la manière dont, après avoir jeté par-dessus bord les tentatives d'analyse de classe, démenties par la réalité, Trotsky s'est déshonoré définitivement en recourant à l'*ad hominem*.

Incapable de pouvoir porter un regard objectif sur l'URSS, il s'est réduit à végéter dans l'alpha et l'oméga du trotskisme : se vouer à sa destruction. S'il n'a su rallier quiconque parmi les délégués, si même la plupart de ses alliés ont fini par le lâcher, c'est uniquement car ses thèses ont été débattues et battues.

Pour clôturer cette question, Trotsky (et les trotskistes d'une manière générale) est allé chercher des appuis là où il le pouvait à l'époque des années 1930 et dans l'après-guerre. Ce n'était pas là où le progressisme se montrait le mieux loti. Dans *l'Age de la révolution permanente : une anthologie de Trotsky* (1964), Isaac Deutscher rapporte ce que celui-ci écrivait en 1940. Trotsky changeait une nouvelle fois son fusil d'épaule pour, premièrement, prendre un discours humaniste petit-bourgeois :

« Le socialisme n'aurait aucune valeur s'il n'apportait non seulement l'inviolabilité juridique, mais aussi la pleine sauvegarde des intérêts de la personnalité humaine. Le genre humain ne tolérerait pas une abomination totalitaire sur le modèle du Kremlin. »<sup>72</sup>

Anticipant, cette fois, Furet et Courtois, il qualifiait les États fascistes et les États socialistes de « phénomènes symétriques ».

En 1940, dans un article posthume publié par la IV<sup>e</sup> Internationale, il écrivait :

« Contre l'ennemi impérialiste, nous défendrons l'URSS de toutes nos forces. Mais les conquêtes de la révolution d'Octobre ne serviront le peuple que si celui-ci se montre capable de traiter la bourgeoisie stalinienne comme autrefois il traita la bureaucratie tsariste et bourgeoise. »<sup>73</sup>

Donc comme un ennemi de classe, face auquel il faudrait employer le défaitisme révolutionnaire.

---

72. I. Deutscher, *The Age of Permanent Revolution: A Trotsky Anthology, 1879-1940*, 1964, p. 228.

73. L. Trotsky, *Lettre aux travailleurs d'URSS*, 1940.

En 1937, il écrivait :

«Le besoin historique brûlant d'une direction révolutionnaire assure à la IV<sup>e</sup> Internationale des rythmes exceptionnellement rapides de développement.»<sup>74</sup>

Kostas Mavrakis, dans *Du trotskysme* (1971), ajoute :

«Trotsky n'avait pas tort d'établir un lien entre le développement rapide de la IV<sup>e</sup> et le besoin d'une direction révolutionnaire. Ses disciples actuels nous permettront de raisonner comme lui *mutatis mutandis* et de conclure, de la faiblesse persistante de leur mouvement depuis trente ans [50 maintenant], à son incapacité d'offrir le type de direction requis pour les masses révolutionnaires.»<sup>75</sup>

Or, avec le *Programme de transition*, c'est l'inverse qui a été développé. Dans cet ouvrage, Trotsky apporte finalement sa pierre finale à l'édifice trotskiste : il renonce à l'idée de révolution. Toujours avec cette absence de confiance dans les masses, particulièrement dans leur capacité à se saisir des questions politiques, Trotsky élabore le fait que les révolutions ne sont pas possibles telles quelles.

Il faut donc apporter une étape supplémentaire, réformiste et économiste. Si les masses voient que les revendications économiques sont irréalisables sous le capitalisme, supposément elles poseront la question du pouvoir. Le rôle des trotskistes est donc d'avancer ces revendications impossibles. Il est vrai que l'expérience des mouvements sociaux fait naître la réflexion politique — l'exemple actuel le prouve — mais, à la différence du léninisme, le trotskisme considère qu'il ne faut pas porter l'explication politique, mais rester sur le terrain économique. En cela, le trotskisme est réformiste, mais également réactionnaire, car il s'oppose à la prise de conscience des masses et, au contraire, vise à les tirer en arrière.

C'est ce qui explique les programmes syndicaux des partis trotskistes, encore aujourd'hui, et la plaisanterie pour ces organisations de se revendiquer de la gauche révolutionnaire.

---

74. L. Trotsky, *Bolchevisme ou stalinisme*, 1937.

75. K. Mavrakis, *Du trotskysme, questions de théorie et d'histoire*, Maspero, 1971.

Cette conclusion à deux conséquences : 1) comme il faut qu'un programme économiste triomphe, les élections sont envisageables comme stratégie et non comme tactique. 2) comptant sur l'échec prévu des revendications économicistes, les trotskistes se font, même à leur corps défendant, les agents du désespoir chez les masses, chez qui l'échec amène le plus souvent à se reporter sur le vote plus que sur la lutte. Les trotskistes, de gauchistes, finissent par devenir des apôtres de l'alternance politique.

Au regard des conceptions défendues par les critiques contemporains de l'URSS, nous pouvons nous intéresser au fondement de la ligne suivie par la direction soviétique.



## 6. CAPITALISME OU SOCIALISME ?

---

Qu'est-ce qui permet de différencier le capitalisme d'État du socialisme ? Finalement la question est plus complexe qu'il n'y paraît. En réalité, cette question est bien souvent sous-traitée. Elle est résumée parfois au fait que la propriété soit contrôlée par l'État. Or, la propriété juridique ne signifie rien seule. Les grands trusts d'État peuvent avoir un fonctionnement parfaitement capitaliste tout en étant propriété « publique ». Les nationalisations, par exemple, ne forment pas en tant que tel le socialisme. Sinon, la création des *Reichswerke Hermann Göring* en Allemagne nazie, chargées de mettre sous la tutelle de l'État les secteurs stratégiques de l'industrie (et, le plus souvent, non rentables) seraient-elles un pas en avant vers le socialisme ?

Le critère juridique ne suffit donc pas seul à pouvoir déterminer si nous sommes dans un capitalisme d'État ou dans le socialisme.

La question du pouvoir politique se pose également. Elle est, en effet, fondamentale. Mais suffit-il que le Parti communiste soit au pouvoir pour que ce soit le socialisme ? Non. La période de la NEP, par exemple, combinait un pouvoir politique aux mains du *Parti communiste (bolchevique) de l'Union soviétique*, mais également une structure économique très majoritairement capitaliste, dans laquelle la propriété d'État n'était pas encore la forme dominante juridiquement parlant. Par exemple, les thèses du IX<sup>e</sup> congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale, montraient une incompréhension de la chose :

« Pour les marxistes, il n'y a pas de capitalisme sans classe bourgeoise au pouvoir, au sens économique du terme. Il n'y a pas de classe bourgeoise sans appropriation privée des moyens de production et du surplus social. »<sup>76</sup>

Ce syllogisme, finalement, peut être pris à l'envers, et rentrer en contradiction complète avec les positions de Trotsky : si la bourgeoisie n'est plus au pouvoir, alors au sens économique (en fait, juridique) du terme, il n'y a plus de capitalisme. Si la propriété juridique est transférée à l'État, le capitalisme est terminé.

L'erreur du dogmatisme intemporel de Trotsky (et de Boukharine) est de ne pas voir le socialisme comme un processus de transformation des rapports de production. Le socialisme est une période transitoire entre le capitalisme et

---

76. Quatrième Internationale — Secrétariat unifié, *Thèses du IX<sup>e</sup> congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale*, 1969, cité in K. Mavrakis, *Du trotskysme, questions de théorie et d'histoire*, Maspero, 1971.

le communisme, elle n'est pas un état stationnaire. Chez Trotsky et Boukharine, la seule chose qui mesure l'avancée du socialisme au communisme est le développement des forces productives. Plus la production se développe, plus elle permet d'atteindre la société d'abondance qui caractérise le communisme. Mais le développement des forces productives, la croissance économique, seule, ne suffit pas. Elle est nécessaire, mais elle n'est pas un critère du socialisme.

Or, ce qui détermine la construction du socialisme peut être résumé par des facteurs politiques : le pouvoir est entre les mains du prolétariat, au travers d'un Parti communiste, sans que celui-ci soit obligatoirement le seul à pouvoir présenter des listes électorales. Il ne peut cependant exister d'alternance entre différents partis représentant différentes classes.

Les points centraux sont les suivants.

1) L'abolition de la production marchande.

Ce qui permet fondamentalement de passer du capitalisme au socialisme c'est la lutte contre l'influence de la sphère du marché, de l'anarchie de la production, de la dispersion des moyens, mais également de l'accaparement des richesses produites par une classe sociale exploiteuse, juridiquement propriétaire ou non.

En URSS, la lutte s'est principalement faite lors du « Grand Tournant », abondamment critiqué, mais néanmoins incontournable. La collectivisation des terres était la condition *sine qua non* de la possibilité d'avancer vers le socialisme. Nous avons vu plus haut le problème de la conception trotskiste et boukharinienne de l'ouverture des ciseaux. Trotsky préconisant l'expédition punitive ou un impôt spécial (en fonction de ses oscillations droitières/gauchistes), Boukharine ne voyant pas le danger koulak et l'arme alimentaire.

La rationalisation du travail commun, la possibilité de le mécaniser, de dégager des surplus sur la base desquels il était possible de générer des investissements, à leur tour permettant de lancer l'industrie industrialisante (les forces productives qui produisent des forces productives, c'est-à-dire l'industrie lourde) ne pouvait être une étape survolée. Il ne suffisait pas d'un impôt spécial comme le préconisait Trotsky, il fallait bousculer l'ensemble de la propriété terrienne. Ce bousculement devait passer, selon l'esprit des directives, par une adhésion basée sur la démonstration de la supériorité de la collectivisation sur l'agriculture individuelle et privée. Cependant, elle a été une véritable opération de lutte des classes, doublée de difficultés énormes dans le contrôle de l'application des

directives émanant du centre. C'est notamment ce qui explique la publication, en 1930, dans la *Pravda*, de l'article *Le vertige du succès* (1930), où Staline critique les excès de la collectivisation et rappelle le principe de libre adhésion.

## 2) La planification économique contraignante et non indicative.

La planification permettait de réaliser des investissements importants sur la base d'une économie solide et d'une production industrielle rationnelle. Mais surtout, elle limitait ainsi l'influence du marché en opérant un contrôle strict sur les marchandises produites. En Union soviétique, le lancement de la planification a pris un temps conséquent, les premiers travaux du Gosplan datant de 1921. Contrairement à ce que mentionne une certaine historiographie, le lancement de la planification en 1928-1929 ne correspondait donc pas à un caprice personnel de Joseph Vissarionovitch Staline, mais bien à l'aboutissement d'un processus considéré par la très large majorité du Comité central (CC) comme allant de soi. En revanche, la vitesse d'accélération était, quant à elle, un paramètre sur lequel Staline a joué, avec un certain volontarisme qui peut être critiqué ou encensé.

## 3) La démonétarisation de la formation brute du capital fixe.

Ce point est fondamental, dans le sens où il s'agit là du « véritable » capital. Il est constitué des infrastructures, des machines-outils et des moyens de production primaires. Leur démonétarisation, conjointement avec la collectivisation de la propriété du sol, bouleverse le « schéma élargi de la reproduction du capital social ». Cela signifie que ce sont des cotisations des travailleurs qui contribuent à financer l'expansion économique. L'expansion économique ne se fait donc pas dans le cadre du marché, mais contre le marché. Ainsi, les SMT (stations de machines et de tracteurs), qui doivent mécaniser l'agriculture, ne vendent ou louent pas, comme sous Khrouchtchev, mais donnent ou prêtent aux paysans, leur permettant d'accroître leurs rendements, et donc d'accroître les surplus vendus à l'État, finançant un cycle vertueux. Les difficultés rencontrées par ce système tenaient plus des aléas des récoltes, un problème parfois terrible, et d'un système de distribution qui souffrait de graves manques, plutôt que du fond de l'affaire.

## 4) Le monopole d'État du commerce extérieur.

Le contrôle administratif des flux de capitaux, la maîtrise de la balance budgétaire et des paiements courants, ainsi que de la balance commerciale sont des critères également fondamentaux. Ils permettent de maintenir une

économie saine, non menacée par l'inflation, mais également de ne pas tomber sous la pression des marchés extérieurs ou de la dette. L'URSS a toujours tenté de maintenir ce contrôle, là aussi avec parfois de grandes difficultés. Malgré cela, l'Union soviétique, qui devait se fournir à l'étranger pour certaines technologies et certains produits, a subi la pression de l'arme économique. C'est notamment cette pression des créanciers qui a obligé l'URSS à devoir accentuer ses exportations de produits agricoles ou de matières premières à des moments où la situation était critique.

Du point de vue des individus, la question de la thésaurisation et de la spéculation par les personnes physiques et morales était une lutte. Ainsi, l'achat-revente de biens de consommation était interdit — et lourdement condamné — en URSS. Cela n'a pas été sans difficultés étant donné les défaillances d'un service de distribution qui devait être inventé de A à Z. La répression du recel n'a pas été sans dommages collatéraux.

De même, la question de l'échelle des salaires soulève un point terriblement épineux qui illustre toutes les contradictions du développement du système socialiste. Au fur et à mesure du développement des forces productives en URSS, de nouvelles fonctions sont apparues, qu'il a fallu caractériser et dont il a fallu définir les salaires. De même, une politique d'encouragement — et de promotion sociale — a été mise en œuvre, en particulier vers les ouvriers et les paysans ainsi que leurs enfants, pour l'accès à une éducation supérieure.

Dans le même temps, le niveau de technicité plus important exigé pour le fonctionnement des infrastructures et des industries a poussé à ce que les experts soient de plus en plus importants, et donc disposent d'un rapport de force avec le Parti, dans le cadre d'une lutte des classes interne comprise tardivement.

L'utilisation de stimulants matériels a donc été choisie comme base pour neutraliser les experts bourgeois et pour pousser à l'apparition d'une nouvelle génération d'experts rouges. Théoriquement, l'éventail des salaires plus important serait compensé par deux choses :

La première, par le mouvement stakhanoviste, qui, contrairement à l'idée reçue, était un mouvement visant à l'émergence, par l'émulation socialiste, d'une nouvelle génération d'ouvriers capables de résoudre eux-mêmes les problèmes techniques et de l'organisation du travail par leur expertise, parfois empirique. Cependant, là aussi, des stimulants matériels étaient employés.

La seconde partait d'un bon sentiment, mais était le reflet d'une erreur de conception grave. Grave, mais non comprise par Trotsky, et encore moins par Boukharine. Dans l'idée de la direction soviétique, les inégalités étaient tolérables, même si elles tendaient à s'accroître avec le développement économique, parce qu'elles étaient jugées « factices ». Factices dans le sens où elles ne dotaient pas de capital et ne permettaient qu'un accès prioritaire aux produits de consommation (par l'entremise des problématiques magasins spéciaux).

À la base, il était considéré que le développement des forces productives, à l'issue de plusieurs plans quinquennaux améliorant la production et la productivité, permettrait de pouvoir peu à peu supprimer le caractère prioritaire de l'accès aux biens de consommation, en faisant en sorte que chacun en ait plus que ses besoins. C'était, en dernière instance, uniquement sous l'angle du développement des forces productives qu'était comprise la marche vers le communisme.

Ce qui n'était pas compris, c'était la question de la primauté de la lutte politique. Or, tout aussi relativement privilégiés que fussent ces corps, ils possédaient néanmoins des conceptions politiques, parfois même inconscientes ou sous-jacentes, qui allaient vers l'idée qu'il fallait une normalisation, un plus grand nombre de biens de consommation — surtout pour eux — et que les rigueurs de phalanstères devaient être remises au passé. Cela demande d'ouvrir une brève parenthèse sur un point qui, par la suite sera essentiel : la question du point de vue des acteurs, y compris vis-à-vis de la restauration du capitalisme.

Nous ne pouvons pas penser sérieusement un seul instant que, quel que soit le point de vue qu'on puisse porter sur le contenu de leurs écrits ou de leurs actes, ni Zinoviev et Kaménev, ni Trosky, ni Boukharine, ni Khrouchtchev ne voulaient restaurer le capitalisme d'une manière consciente et assumée. Au cours des grandes purges, l'accusation n'est d'ailleurs jamais ressortie, quoiqu'en ait prétendu Trotsky. Cependant, les logiques politiques que ces différents personnages développaient ou ont appliquées amenaient à la restauration capitaliste, parce qu'elles savaient économiquement et politiquement la base de la dictature du prolétariat. Certains, comme Trotsky ou Boukharine, préconisaient des reculs face à une politique jugée aventuriste, ou étaient prêts à des concessions pour permettre leur retour au centre du jeu politique. Ces concessions étaient vues comme les moyens de pouvoir avancer par la suite. Seulement, les moyens de la fin emmenaient droit dans le mur, et ont d'ailleurs mené à la chute de ce qui avait été construit.

Il ne s'agit pas d'exempter la direction stalinienne de ses erreurs de compréhension ou d'action. Il est cependant douteux que quiconque parmi les prétendants à la direction puisse avoir proposé quelque chose qui, dans son fond, était supérieur.

Dans le travail de sape, les experts et une certaine technocratie ont effectivement appuyé vers la modération et vers la restauration, sans parfois même s'en rendre compte. Ces groupes sociaux, autour des ingénieurs, autour des chefs, autour des membres de l'appareil, n'ont pas forcément conspiré sciemment pour faire chuter le socialisme et le remplacer graduellement par des rapports capitalistes. D'ailleurs, ceux qui ont le moins conspiré (Khrouchtchev, Kossyguine, Mikoïan) sont ceux qui ont réussi. Ils ont simplement déclaré la fin de la lutte des classes, et l'accomplissement de la mission de construction du socialisme vers le communisme. Cependant, là où Staline disait que ce serait le jour où « le pain serait gratuit », les khrouchtchéviens ont considéré que ce serait grâce à l'introduction de nouvelles normes de fonctionnement et de direction et à l'intégration des démocraties populaires dans une « division internationale socialiste du travail », qui a en réalité développé un échange inégal entre l'URSS et les républiques populaires, facilitant, là aussi, la résurrection du capitalisme.

Derrière la déstalinisation se trouve une définition en creux du socialisme, par ce qui a été liquidé : le remplacement des SMT par des locations ou des ventes, la libéralisation de la gestion des entreprises sous prétexte de développer les forces productives, la réforme monétaire introduisant des objectifs de rentabilité dans les services démonétarisés, etc. La lutte contre les déviations et les dérives s'est éteinte. Ceux qui entrent en poste sous Nikita Khrouchtchev sont quasiment toujours là en 1985, voire en 1991.

Cela avait-il été compris pas Staline ? Probablement, de manière confuse, à la fin de sa vie. C'est l'essence même des *Problèmes économiques du socialisme en URSS* (1952), ouvrage dans lequel Staline explique les risques de restauration capitaliste.

Il ne faut pas non plus sous-estimer la difficulté de pouvoir résoudre les contradictions au sein du peuple, ce qui était un des objectifs de la révolution. Il n'est pas possible de faire l'impasse sur un paradoxe : le Parti était infiniment plus avancé que la société soviétique dans son ensemble, en particulier dans les RSS les moins économiquement et socialement développées. Les tentatives de relâchement de la pression sur la société (que nous aborderons plus loin) ont finalement laissé un appui plus important à des franges, sinon réactionnaires, néanmoins nettement moins progressistes que le Parti. Cette partie de la

population, vers laquelle l'imminence de la guerre obligeait à des concessions, est responsable de l'apparition d'un certain conservatisme social dans le milieu des années 30, contrecoup des positions particulièrement progressistes des années 20, et, surtout, libérales en termes de mœurs. D'ailleurs, la question de la constitution de 1936 et de l'avortement sont les deux principaux débats publics organisés par le Parti, d'après Sheila Fitzpatrick dans *Le Stalinisme au quotidien*. Il est faux de dire que tout fut imposé d'en haut. Paradoxalement, une société plus démocratique n'a pas forcément signifié une société directement plus progressiste.

De même, un certain durcissement dans les conditions sociales (augmentation du temps de travail, création du livret ouvrier) est une question qui trouve son explication dans le poids de la guerre. Dans *Conversations avec Molotov : 140 entretiens avec le bras droit de Staline* (Félix Tchouev, 1991), Molotov, qui justifie sans le moindre problème la répression et les purges, se désole du durcissement social d'avant-guerre, selon lui injuste mais, hélas, obligatoire.

Comprendre la répression en URSS passe par cela : déterminer si Staline construisait le socialisme ou, comme le disent Trotsky, les anarchistes, ou les libéraux, s'il a trahi un idéal. Il existe toujours une part d'acte de foi dans cette démarche : croire ou ne pas croire à l'intention ? De nombreuses propositions de grilles de lecture expliquent tout par la conspiration stalinienne pour le pouvoir, n'expliquant, au final, pas grand-chose. Les tâtonnements de la direction soviétique qui cherchait une voie pour avancer révèlent une chose : tout n'était pas maîtrisé. Mais les incompréhensions, et les erreurs — il y en eut légion ! — sont plus le reflet du fait qu'il s'agissait de pionniers qui découvraient les règles d'un jeu particulièrement dur, où le moindre faux pas se payait en fleuves de sang. Les côtés paradoxaux de la construction du socialisme ne doivent pas servir pour chercher la bataille dans le détail. Nombre d'entre eux, ainsi que des erreurs, ont été montés en épingle pour condamner l'ensemble. Cependant, dans sa structure, l'État soviétique est incomparablement plus socialiste en 1953 qu'en 1928.

La question de ce qui est défendable ou non y est donc soumise. Nous considérons que nous pouvons retenir certaines bornes. Deux phases marquent l'histoire de la Russie révolutionnaire et de l'Union soviétique. La première, de 1917 à 1956 (globalement), dans laquelle l'Union soviétique et sa direction tentent de construire le socialisme. La seconde, de 1956 à 1991, est une phase descendante, dans laquelle les rapports de production tendent davantage à devenir de nouveau capitalistes.

La frontière est définissable d'un point de vue politique. Elle se caractérise par plusieurs événements dans le PC(b)US : le XX<sup>e</sup> congrès, en 1956, l'exclusion du « groupe anti-Parti » en 1957, le XXI<sup>e</sup> et surtout le XXII<sup>e</sup> congrès, qui ont confirmé et aggravé les orientations de 1956, puis la rupture sino-soviétique.

Elle est plus difficile à déterminer d'un point de vue économique, car des processus sous-jacents sont apparus avant ces bouleversements politiques et leur ont permis de naître. De même, par la suite, le révisionnisme soviétique ne s'est pas imposé du jour au lendemain, et une partie de l'appareil, comme de la population, s'est opposée à ces transformations.

Cependant, la réforme monétaire (1961) et la réforme Liberman (1965), qui réintroduisirent la monétarisation des échanges et les questions de rentabilité, sont des étapes fondamentales. À leur issue, la sphère d'influence du marché s'est regonflée, elle dirige de nouveau, tandis que la lutte contre la bureaucratie et les accapareurs s'est éteinte.

Faire le tri n'est pas simple. Il existe trois attitudes possibles : la première est celle qui consiste à expliquer pourquoi la répression était nécessaire dans le cadre de la lutte des classes aiguë qui se déroulait en URSS.

La seconde à expliquer pourquoi elle a pris des formes qui pouvaient être néfastes, erronées, voire dramatiques dans certains cas, tout en étant, néanmoins, conçues dans le but de faire avancer la lutte des classes.

La dernière à déclarer que certaines manifestations de la répression étaient des erreurs manifestes, indéfendables en tant que telles, l'exemple typique étant juin 1953 en Allemagne de l'Est. La très large majorité des actes militaires commis par l'Union soviétique après 1956 peut rentrer dans cette catégorie.

Cependant, faut-il déjà savoir ce que ces attitudes recouvrent.



## 7. UNE BRÈVE HISTOIRE DE LA RÉPRESSION EN UNION SOVIÉTIQUE

---

### A. RÉVOLUTION

La répression et l'URSS forment, dans l'esprit de la grande majorité de la population des pays occidentaux, un duo inséparable. Malgré le fait que les USA d'aujourd'hui constituent la plus grande prison du monde (6 937 600 personnes sous contrôle judiciaire, 2,2 millions de personnes en prison en 2012), il ne vient pas immédiatement à l'esprit d'associer le pays avec son régime carcéral. Cette association est issue notamment de la grille de lecture choisie par les programmes scolaires, premier vecteur des notions historiques, laquelle traite l'URSS uniquement sous l'angle d'un État totalitaire à partir de 1995. Contrairement à Mussolini ou Hitler, le projet politique soviétique est traité sous l'angle de la suspicion. L'URSS socialiste et Staline sont présentés comme ayant trahi le communisme et comme voulant instaurer quelque chose d'indistinct et de difficilement déchiffrable. Ce procès d'intention mérite d'être démonté en détail.

Plus haut, nous avons pu voir que le projet économique soviétique représentait, malgré des erreurs de gauche ou de droite, une tentative d'ériger le socialisme. Nous savons également, aujourd'hui, au travers de travaux pionniers comme ceux d'Arch Getty sur les purges, que la répression n'était pas un phénomène unilatéral décidé par « en haut », mais qu'elle s'inscrivait dans la lutte des classes, parfois mal comprise, menée par une direction qui cherchait des voies expérimentales.

Dans les faits, ce que Marc Ferro ou Charles Bettelheim démontrent bien dans leurs travaux respectifs sur la révolution et la lutte des classes en URSS, c'est que les bolcheviques se sont retrouvés d'entrée de jeu dans une situation particulièrement complexe.

La victoire des rouges n'était pas le fruit d'un plan mûrement planifié, mais d'une opportunité saisie. Lénine avait su, y compris en l'imposant par la pression, exploiter les chances qui s'offraient au *Parti bolchevique* durant la période révolutionnaire. La révolution d'Octobre était un coup de poker, lancé avec une majorité arrachée, profitant d'une fenêtre de tir particulièrement étroite. Elle a fonctionné contre tous les pronostics.

Arrivé au pouvoir, le Parti s'est retrouvé dans une situation pour laquelle il n'était pas conçu à l'origine. Outil de lutte clandestine, illégale et légale, ce n'était pas une organisation qui était conçue pour gérer un État, révolutionnaire ou non. L'accession au pouvoir entraîne une série de réactions en chaîne, dont certaines n'étaient absolument pas prévues en amont, voire même théorisées. Par exemple, contrairement à une idée reçue, le régime à Parti unique n'était pas considéré comme une condition *sine qua non* de la mise en place du socialisme. L'idée d'une coalition de partis soviétiques, au sens de partis respectant le pouvoir des soviets (menchevique, SR, bolchevique) était la solution qui paraissait la plus plausible et la plus envisageable, pour des bolcheviques qui, d'autant plus, étaient eux-mêmes estomaqués par ce qu'ils venaient d'accomplir.

Deux éléments particulièrement importants dont les bolcheviques avaient conscience ont joué dans leur succès :

1. Les bolcheviques se savaient faibles par leur nombre, l'étendue de leurs réseaux et de leurs relations avec la classe ouvrière et, surtout, la paysannerie. Ils ne possédaient pas un appareil puissant, mais en revanche, celui qu'ils possédaient était efficace et discipliné. Il pouvait tactiquement avoir l'avantage.
2. Les bolcheviques se battaient contre plus fort qu'eux, mais dans un contexte de vague révolutionnaire puissante. Il existait une opportunité temporaire que devait saisir le Parti, sans quoi il serait trop tard, et les forces contre-révolutionnaires auraient pu calmer les masses, arrêter les cadres révolutionnaires et stopper le processus.

C'est parce qu'ils étaient conscients de cela que les bolcheviques ont fait le choix de la révolution d'Octobre, de ne pas attendre le congrès des soviets (ce que voulait faire Trotsky, hésitant malgré sa phrase ultrarévolutionnaire), mais également de dissoudre l'Assemblée constituante, du fait de sa composition. Ce dernier point est un marronnier constant chez les démocrates, qu'ils soient anarchistes ou réformistes. En réalité, il faut voir les choses telles qu'elles étaient dans la pratique. C'est notamment pour faire face à ces problématiques que, très tôt, la Tchéka a été formée, dans le but de lutter contre les ennemis intérieurs.

Les forces qui étaient présentes voulaient poursuivre la guerre impérialiste aux côtés des autres puissances. Elles n'iaient les revendications profondes des masses, d'une part, et de l'autre avaient volonté à temporiser toutes les réformes,

dans le but de permettre un retour des forces bourgeoises au pouvoir. En somme, cette Assemblée constituante n'était démocratique qu'au sens le plus bourgeois du terme. Voilà ce qu'en disait Lénine :

« Cette révolution a montré dans les faits comment le peuple doit procéder pour prendre possession de la terre et comment il doit faire passer les richesses naturelles, les moyens de transport et les moyens de production aux mains de l'État ouvrier et paysan. Tout le pouvoir aux Soviets, avons-nous dit ; et c'est pour cela que nous luttons. Le peuple voulait convoquer l'Assemblée constituante, nous l'avons convoquée. Mais il a tout de suite senti ce qu'elle était, la fameuse Assemblée constituante. Et aujourd'hui, nous avons exécuté la volonté du peuple, volonté qui proclame : tout le pouvoir aux Soviets. Quant aux saboteurs, nous les briserons. Quand je suis passé de la vie bouillonnante de Smolny au Palais de Tauride j'ai eu l'impression de me trouver parmi des cadavres et des momies desséchées. Usant de tous les moyens existants pour lutter contre le socialisme, recourant à la violence, au sabotage, ces hommes ont transformé jusqu'à la grande fierté de l'humanité — la connaissance — en un instrument d'exploitation du peuple travailleur ; et bien que, par ce moyen, ils aient quelque peu entravé la marche vers la révolution socialiste, ils n'ont cependant pas réussi à saper celle-ci et ils n'y réussiront jamais. Car, doués d'une grande puissance, les Soviets ont commencé à détruire les fondements périmés du régime bourgeois, non pas comme de grands seigneurs, mais à la manière des prolétaires, des paysans. »<sup>77</sup>

Un nouveau pouvoir naissait, celui des soviets, en face et contre le pouvoir suranné de la bourgeoisie et son crétinisme parlementaire. Le nouveau gouvernement, cependant, avait édicté des principes pour que cette coalition puisse exister. Ce sont ces principes qui ont été rejetés tant par les socialistes-révolutionnaires (SR) que par les anarchistes, les mettant *de facto* dans une situation d'illégalité. Le fait que la socialiste-révolutionnaire Fanny Kaplan ait tenté de tuer Lénine n'est qu'un des exemples de l'activité à laquelle pouvaient se livrer des groupes qui rejetaient l'idée d'une dictature du prolétariat. Cependant, il faut garder absolument à l'esprit que ce n'était pas par trahison pure et simple des idées révolutionnaires, mais plutôt par le fait que les SR n'étaient pas disposés à aller aussi loin, qu'ils étaient effrayés par ce qui se déroulait, notamment par rapport à la paix de Brest-Litovsk, qui était un choix minoritaire dans le

---

77. V.I. Lénine, *Discours sur la dissolution de l'Assemblée constituante prononcé à la séance du Comité exécutif central du 6 (19) janvier 1918*, 1918.

*Parti bolchevique* lui-même, et au communisme de guerre. Eux-mêmes ne se percevaient pas comme des restaurateurs du capitalisme (cela aurait été plus simple), mais leurs choix, aussi sincères ont-ils été, menaient à cela.

## B. LES ANARCHISTES ET LA RÉPRESSION

Si les bolcheviques ont dû faire usage de la violence, dans plusieurs des cas qui sont soulevés par les anarchistes, à savoir contre la Makhnovchtchina ou à Krondstadt, ce n'est pas par haine spécifique contre les expériences anarchistes, qu'ils ont au contraire essayé de rallier. Jusqu'en 1920, le pouvoir bolchevique a tenté le plus possible de maintenir des liens amicaux avec les forces anarchistes qui ne s'étaient pas ralliées aux contre-révolutionnaires. Face aux ouvriers défendant des conceptions anarchisantes ou anarchistes, le Parti devait développer une politique de ralliement, laquelle a eu un certain succès.

Vis-à-vis des dirigeants de ce mouvement, il y eut des tentatives de nouer des ponts. Lénine et Nestor Makhno, par exemple, ont eu à se rencontrer à plusieurs reprises, à ce titre. Le problème était que les actes des anarchistes, ainsi que leur mélange de naïveté envers la démocratie et de sectarisme envers les communistes, ouvraient des brèches dans la possibilité pour la révolution de tenir sur un terme même relativement court. Ainsi, en ouvrant les portes de Leningrad, l'île forteresse de Krondstadt mettait en péril le centre de la révolution. Les anarchistes sont adeptes du fait de souligner les morts causés par les rouges lors de la répression. En revanche, ils le sont moins du fait de dissenter sur le programme des insurgés :

- Légalisation des partis « soviétiques », dans lesquels se trouvaient les mencheviques et les socialistes-révolutionnaires, dont Kerensky, président du gouvernement provisoire, contre-révolutionnaire. Paradoxalement, ils demandaient également des « soviets sans partis », pour en exclure les bolcheviques.
- Fin du système des commissaires politiques dans l'Armée rouge. Il n'est pas étonnant alors que les officiers tsaristes présents à Krondstadt aient trouvé ces revendications à leur goût.
- Liberté du commerce et respect de la propriété paysanne, alors même que leurs zéloteurs (les anarchistes) hurlent au crime dès que le mot NEP est prononcé.

Charles Bettelheim, dans *Les luttes des classes en URSS* (1974-1982), note avec justesse un fait important, qui explique d'ailleurs ce programme si proche de celui des anarchistes : les marins de Kronstadt, qui avaient été un point d'appui essentiel dans la révolution, avaient été relevés et remplacés par des conscrits ukrainiens, paysans pour la plupart. Chez eux, l'influence des idées anarcho-populistes, y compris antisémites, étaient puissamment installées. L'éclectisme de l'origine politique des cadres (SR, mencheviques, KD, anarchistes...) rend difficile de savoir s'il avait pu exister des liens avec les centres antisoviétiques en exil. Toujours est-il que le Centre national (monarchiste) avait vu d'un bon œil la possibilité d'une rébellion et avait anticipé l'idée de s'en servir comme porte d'entrée. À la fin, le fait que 11 des 15 membres du Comité révolutionnaire aient pu trouver sans problème refuge auprès des forces contre-révolutionnaires illustre de manière assez gênante les porosités de l'époque.

L'écrasement de la rébellion se fait en une journée. Il est précipité par la crainte que la fonte des glaces n'isole la forteresse de la côte, et la laisse à la merci des interventionnistes. Bien que douloureux, l'épisode éprouve la solidité de l'assise bolchevique. Car, si la rébellion de Kronstadt dévoile un mécontentement populaire dans une Russie aux abois, son absence d'écho ailleurs, en revanche, montre l'isolement de celui-ci et la confiance des masses envers le *Parti communiste (bolchevique) de Russie* (PCbR).

Dans le même ordre, l'Ukraine, en pleine période de famine monstrueuse pour les villes, était la clé même de la survie de la population urbaine. L'attitude de plusieurs pontifes de la Makhnovchtchina, assassinant les quêteurs bolcheviques, interdisant l'expression des journaux du Parti, refusant les réquisitions, par défense de l'intérêt particulier des paysans contre l'alliance ouvrière-paysanne, créa une situation où, en dernière instance, les choses ne pouvaient se régler que par le conflit. Cette situation, regrettable et regrettée, par ailleurs disputée au sein du CC du *Parti bolchevique*, n'en était pas moins l'application du sinistre principe de réalité dans une lutte à mort où les marges de manœuvre sont nanométriques. Cela n'a pas empêché les anarchistes, par la suite, de bénéficier d'une certaine liberté d'expression, leur organisation disposant d'un siège à Moscou jusqu'à la fin de la NEP.

Il est particulièrement important de souligner que ce point reste une blessure ouverte entre les courants libertaires et les partisans de la révolution prolétarienne. *L'Union communiste libertaire* (UCL), fondée cet été, a ainsi publié un manifeste dans lequel elle revient brièvement sur ce point de clivage entre

« autoritaires » et « antiautoritaires ». Ce clivage n'est pas uniquement historiographique. Il n'est pas anecdotique. Il revient sur une question fondamentale de la lutte révolutionnaire : celle de « comment gagner ».

« La stratégie de prise du pouvoir par le parti conduit également à des pratiques détestables dans le cadre des luttes quotidiennes : schéma de la courroie de transmission soumettant les organisations de masse et les syndicats aux directives du parti, dirigisme dans la conduite des luttes, faisant à l'occasion prévaloir l'intérêt supérieur du parti sur les nécessités de la lutte. »<sup>78</sup>

Il n'est pas possible de ne pas souscrire à ces critiques, dans un sens. Cependant, elles sont une lapalissade, car les problèmes organisationnels ont toujours été soulignés, tant par les partisans des organisations que par leurs détracteurs. Dans l'idéal, il serait plus simple de pouvoir se passer d'un lourd appareil pour gagner. Mais l'idéal, confronté à la réalité, se paie en monceaux de cadavres.

La conception libertaire de la révolution, en 2019, et ce malgré l'expérience de plus d'une centaine d'années de lutte contre le capitalisme, reste toujours fondamentalement marquée par une approche erronée de l'attitude de la bourgeoisie comme statique et inactive. Ainsi, le rapport entre la révolution et la contre-révolution est uniquement compris sous l'angle d'un « défi ».

« Durant ce processus — où le pouvoir capitaliste est ouvertement défié —, le courant communiste libertaire ne cherche pas à former un « état-major » aspirant à s'emparer du pouvoir d'État. Il pousse au contraire à ce que le pouvoir populaire prenne conscience de lui-même, se consolide, s'étende, et envisage de remplacer le pouvoir d'État.

Le courant communiste libertaire doit contribuer à orienter le processus révolutionnaire vers une solution autogestionnaire, évitant les pièges de la bureaucratisation, sans s'en remettre complètement à la spontanéité. Celle-ci a déjà montré, dans l'histoire, son extraordinaire puissance créatrice, mais aussi son instabilité. »<sup>79</sup>

---

78. Union communiste libertaire, *Manifeste de l'Union communiste libertaire*, 2019.

79. *Ibidem*.

Là réside l'aspect le plus triste, en dernière analyse, de la faillite des organisations libertaires dans leur approche de la question de la révolution. À quoi croient-elles faire face ? À un adversaire qui, sans réagir, laisse tranquillement se développer un mouvement de masse révolutionnaire, laisse qu'il « se consolide, s'étende, et envisage de remplacer le pouvoir d'État » ?

« Une période prérévolutionnaire s'ouvre lorsque l'État est débordé par la montée de la lutte des classes au point qu'il commence à se déliter, et que son autorité est mise en question. Si certains lieux de production sont repris en main par les travailleuses et travailleurs, le patronat lui-même voit sa raison d'être directement menacée. »<sup>80</sup>

Considérer que la classe au pouvoir se laisserait faire, alors qu'elle possède l'intégralité des leviers sur les moyens économiques, la propagande, les moyens de répression, cela revient à ne pas regarder l'Histoire en face. La bourgeoisie n'hésite déjà pas à transgresser les lois — lois qu'elle impose elle-même ! — pour augmenter son taux de profit, pour accroître ses bénéfices. Croire que, menacée, elle ne réplique pas avec la plus grande sévérité et avec une violence sans bornes, cela revient à tout simplement nier le concept de révolution et à se contenter d'une « amicale pression ».

Si les bolcheviques ont placé si haut le primat de l'organisation, ça n'est pas par fétichisme atavique, mais bien car il fallait faire face à une action affirmative, positive au sens clausewitzien du terme, contre le peuple, les masses, les révolutionnaires. Dans les faits, lors de la Révolution française, bourgeoise, qui ne mettait pourtant pas en péril l'existence des classes, l'ensemble des royaumes européens se sont coalisés contre elle. Contre la Commune de Paris, l'affrontement entre la Prusse et la France a été temporisé pour liquider ce qui était perçu comme la véritable menace. Dans la révolution d'Octobre, les révolutionnaires ont fait face non seulement aux classes possédantes de la Russie tsariste, mais également aux bourgeoisies internationales coalisées entre elles pour écraser cette menace.

Même dans les zones contrôlées par les rouges, la lutte n'était pas terminée. N'ayant pas magiquement aboli les capitalistes et leurs soutiens, les communistes devaient agir envers eux. Berkman, dans *Qu'est-ce que l'anarchisme ?* (1929) fait de la lutte contre les contre-révolutionnaires une lutte basée sur la gentillesse et l'humanité (bien que, à demi-mot, Berkman propose de déporter les opposants à la révolution). Ces principes, profondément positifs, n'en manquent

---

80. *Ibidem.*

pas moins le point central de l'affaire : la lutte n'est pas contre des individus isolés, mais contre des classes sociales qui ne sont pas magiquement abolies par l'arrivée au pouvoir de la révolution. Ironiquement, soit ce qui est proposé a été appliqué aussi par les bolcheviques (traitement des prisonniers, ralliement des ex-opposants), soit il s'agit de propositions qui ne pourraient s'appliquer que si la victoire était acquise.

« L'autodéfense exclut tout acte de coercition, de persécution ou de vengeance. Elle ne consiste qu'à repousser les attaques et à empêcher l'ennemi de nous agresser. [...] "Mais laisserais-tu faire les contre-révolutionnaires s'ils essaient d'influencer le peuple ?" Mais oui, laissons-les parler tout leur soûl. Les en empêcher ne servirait qu'à créer une nouvelle classe de persécutés. »<sup>81</sup>

Laisserait-on, en France, aujourd'hui, paraître *Minute*, laisserait-on le site de *Égalité et réconciliation* publier des appels à la révolte ? Cela explique que, pour l'auteur, « le gouvernement bolchevique est, de l'aveu de tous, le pire des despotismes européens, à la seule exception du gouvernement fasciste en Italie. »<sup>82</sup>

Réprimant les oppositions, la Russie bolchevique est placée sur le même plan que le fascisme. Pas étonnant que ces mêmes bolcheviques aient été d'une tendresse toute relative contre ceux qui, préfigurant avec 50 ans d'avance Furet, Courtois et Nolte, assimilaient l'un à l'autre.

### C. FACE AUX RÉACTIONNAIRES, LES CHOIX SONT ÉTROITS

Il est vrai que, face aux réactionnaires, à plusieurs reprises, les bolcheviques ont dû agir avec une sévérité terrible. L'exemple de l'exécution du Tsar et de la famille impériale est l'illustration d'une action qui n'est commise ni par esprit vengeur ni par cruauté, mais qui est le fruit d'une conjonction de paramètres contingents sur lesquels les bolcheviques n'avaient que peu de prise. La capture du Tsar par les bolcheviques entraînait une situation pleine de paradoxes. Une partie des militants bolcheviques, notamment dans les soviets de l'Oural, avaient réclamé la tête du dirigeant. Cependant, la position de la direction du *Parti bolchevique* était, par principe, défavorable à la peine de mort et ne jugeait celle-ci utile que dans un cadre de lutte aiguë. De plus, les tuer en aurait fait des martyrs. Mais il n'était pas possible pour autant de libérer la famille impériale, celle-ci aurait formé un gouvernement en exil et un point de ralliement pour les

---

81. A. Berkman, *Qu'est-ce que l'anarchisme ?*, L'Échappée, 2010, p. 361-363.

82. *Ibidem.*, p. 214.



forces antibolcheviques. En dernier choix, celle-ci est restée à Ekaterinbourg. L'approche des Tchèques et des armées blanches a été le déclencheur de leur exécution. Face au risque de les voir libérés, les bolcheviques ont préféré presser la détente eux-mêmes, le 17 juillet 1918. Si cette exécution a pu scandaliser, elle a montré la détermination à ne pas céder face aux réactionnaires. Elle a aussi entraîné des querelles entre les forces blanches, privées de point de ralliement, se divisant autour des candidats à la succession ou des forces qui voulaient dépecer l'Empire pour leurs maîtres impérialistes. Malgré les reproches qu'il était possible de faire aux bolcheviques, il est douteux que toute autre force aurait pu résister aux immenses coalitions lancées contre la Russie soviétique.

Même dans certains cas, il a fallu être implacable dans les réquisitions de blé pour nourrir les villes affamées, pour mettre fin aux grèves contre-révolutionnaires des agents des transports ou des transmissions, qui isolaient la révolution du reste du pays. Cela a créé des mécontents, des drames, des moments terribles. Sans ces actes, le fait de rester à une vision purement économiste, plate, des rapports sociaux, aurait conduit à la mort de la révolution. Ce n'est pas la victoire de « l'intérêt supérieur du parti sur les nécessités de la lutte », mais de l'intérêt supérieur de la lutte politique sur les particularismes des luttes économiques sectorielles. Cette répression, qui a parfois touché de manière dramatique des ouvriers, des paysans, des soldats révolutionnaires ou de pauvres gens était le fait, justement, de la subordination nécessaire, impérative, au succès de la révolution.

Cette considération révèle un caractère contradictoire du gauchisme au sens léniniste du terme. Il faut que la révolution soit parfaite sans quoi elle n'a pas d'intérêt, et puisqu'elle ne peut être parfaite, mieux vaut ne pas la faire, attendre, végéter, jusqu'à ce qu'une nouvelle opportunité de ne pas la faire se présente. Considérant tout compromis « par principe » inacceptable, autant périr dans l'honneur que d'en faire. Face à Brest-Litovsk, ces individus préféraient être écrasés et tout perdre que de trouver un compromis et de sauver l'essentiel : les moyens de gagner, à terme.

« Imaginez-vous que votre automobile soit arrêtée par des bandits armés. Vous leur donnez votre argent, votre passeport, votre revolver, votre auto. Vous vous débarrassez ainsi de l'agréable voisinage des bandits. C'est là un compromis, à n'en pas douter. "*Do ut des*" (je te "donne" mon argent, mes armes, mon auto, "pour que tu me donnes" la possibilité de me retirer sain et sauf). Mais on trouverait difficilement un homme, à moins qu'il n'ait perdu la raison, pour déclarer pareil compromis "inadmissible en principe", ou pour dénoncer celui qui l'a conclu comme complice des bandits (encore

que les bandits, une fois maîtres de l'auto, aient pu s'en servir, ainsi que des armes, pour de nouveaux brigandages). Notre compromis avec les bandits de l'impérialisme allemand a été analogue à celui-là.»<sup>83</sup>

Cependant, même la victoire assurée au sens militaire du terme, le *Parti bolchevique* s'est retrouvé, en interne, dans une situation inattendue du fait de sa nature même.

---

83. V. I. Lénine, *La maladie infantile du communisme, le « gauchisme »*, 1920.

## 8. LES PROCESSUS DE LUTTES INTERNES APRÈS LA RÉVOLUTION

---

Pour comprendre pourquoi il y a eu répression, il est important de prendre en compte la situation d'alors. Les bolcheviques, contrairement à ce que peuvent déclamer leurs détracteurs, n'ont pas fait un « coup d'État ». Un coup d'État est simple, il suffit d'obtenir la victoire « militaire » sur la direction au pouvoir et de la remplacer par une autre. La propriété, les rapports de production, les rouages de l'appareil d'État restent grossièrement les mêmes. Tout au plus des permutations sont effectuées pour remplacer les directeurs par des laquais dévoués. En somme, réaliser un coup d'État est « facile ». Marc Ferro, dès 1980, notait que la prise du pouvoir bolchevique, au lieu d'instaurer un nouveau pouvoir cohérent et monolithique, avait, en réalité, légitimé les vastes contre-pouvoirs qui existaient, en face du tsarisme mourant, puis du gouvernement provisoire. Cette galaxie éclatée de lieux démocratiques et de leviers de pouvoir ont adoubi les bolcheviques principalement pour leur hostilité intransigeante au gouvernement Kerensky plus que, parfois, pour leur programme. Il en résulte que la situation est particulièrement complexe. L'appareil d'État demeure bourgeois, tandis que les pouvoirs politiques sont entre les mains des soviets, des comités d'usines, des syndicats et du Parti. C'est la décantation de ces rapports de pouvoirs qui donne naissance à l'URSS, décantation dans laquelle le Parti, plus cohérent, organisé et structuré que les autres, ressort presque mécaniquement victorieux.

Réaliser une révolution n'est pas qu'obtenir une victoire militaire contre la bourgeoisie, c'est également bouleverser de fond en comble le fonctionnement de la société, des institutions, les rapports de production, les rapports de pouvoir, la culture au sens très large du terme, avec les pratiques sociales, les us et coutumes... La révolution bolchevique avait pour vocation de réaliser tout cela. Il s'agit d'un chantier immense, qui, de plus, est réalisé non pas dans un environnement neutre, mais dans un environnement dans lequel ceux qui disposent de grandes compétences, de spécialités, de postes hauts placés, regardent cette transformation avec hostilité. L'inaction induit mécaniquement la perte du terrain gagné, sous le poids des habitudes et sous l'hégémonie de la vieille société. En somme, ce que faisaient les bolcheviques, c'était creuser

dans le sable, qui s'infiltré partout, grippe les rouages, brise les moteurs... Ce point-là, celui de la construction pratique, pragmatique, de la nouvelle société, est la *terra incognita* des anarchistes, y compris de nos homonymes<sup>84</sup>.

Le *Parti bolchevique* s'est donc légitimement lui-même considéré comme la seule force politique en laquelle il pouvait avoir confiance pour construire la nouvelle société. Mais passer d'un groupe restreint de professionnels de la révolution à une force capable de diriger un pays, d'une part, mais également d'assurer la transformation de celui-ci, de l'autre, était loin d'être une mince affaire. Le Parti avait alors opté pour avancer pas à pas, progressivement, dans le but de consolider ce qui était la base sociale de la révolution : l'alliance entre ouvriers et paysans.

Durant la guerre civile, la politique du « communisme de guerre » avait été mise en œuvre. Cette politique, qualifiée d'« erreur nécessaire » par Lénine, avait néanmoins ses supporters. Trotsky et certains éléments gauchistes voulaient qu'elle soit maintenue et devienne la base de la création de l'économie communiste. Or, le communisme de guerre était une économie de guerre, somme toute, classique. Elle marchait de manière démonétarisée, sur la base de réquisitions et d'aliénations de la production pour alimenter le front. Son exécution était terrible et ne pouvait pas déboucher sur la possibilité d'élever l'économie d'un pays, qui plus est la création d'une industrie. Pour les « gauchistes », cela n'avait pas d'importance, puisque soit la révolution mondiale était réalisée, soit elle échouait. Toute pause était donc une trahison.

Pour les léninistes, en revanche, il fallait temporiser, panser les plaies, protéger l'immense espace arraché à la rapacité impérialiste, et, hélas, acter le fait que la révolution n'était pas parvenue à s'étendre. Lénine proposa la NEP, pour permettre cela. Cette temporisation lui a valu les récriminations des « gauchistes » l'accusant de trahison, mais également l'attention de certains éléments droitiers, pour qui cette politique signifiait, *in fine*, la normalisation de la pratique du pouvoir par les bolcheviques. C'est notamment le cas d'individus comme Oustrialov et ses suivants, les *smenovekhovtsy*, sur lesquels nous reviendrons après.

---

84. L'Unité communiste de Lyon (UCL) et l'Union communiste libertaire (UCL) partageaient un sigle. À la fondation de cette dernière organisation, nous avons eu l'occasion d'écrire que « l'UCL salue l'UCL ! » (« L'UCL salue la fondation de l'Union communiste libertaire », *Unité communiste*, 11 juin 2019.)

Les luttes au sein du Parti ont pris plusieurs formes. Des luttes déclarées, entre les oppositions et la majorité, mais également, et sous une forme beaucoup plus complexe, des luttes non déclarées, qui sont le reflet de la lutte des classes au sein de l'URSS au sein du Parti communiste.

Les oppositions déclarées ont été de plusieurs types et de plusieurs natures. L'opposition militaire, durant la Guerre civile, animée notamment par Voroshilov et par d'autres proches de Staline, sans que celui-ci soit impliqué, s'est focalisée sur la question des experts militaires.

Voroshilov et de nombreux militaires sortis du rang se sont élevés contre la place laissée aux militaires de carrière issus de l'armée tsariste, aux spécialistes. Cette opposition de conception entre une vision « de gauche », voire gauchiste, tenue par ses animateurs, et une conception droitière défendue par Trotsky, qui jugeait les experts « neutres » dans la lutte des classes, est assez révélatrice.

Sur le fond, l'opposition militaire avait raison. Les experts militaires issus de l'armée tsariste employaient une manière bourgeoise-réactionnaire de combattre. Cela s'est traduit comme l'un des facteurs qui ont expliqué le rétablissement de la peine de mort dans l'armée, rétablissement défendu par Trotsky, y compris dans son élogieuse autobiographie, *Ma vie*. Sur la forme, les choses étaient plus complexes. Le rejet des experts s'est trouvé payé par un certain amateurisme de la part des cadres sortis du rang. Et cet amateurisme a été chèrement payé en pertes humaines. Cependant, cette opposition était plus l'expression d'un symptôme qu'une véritable mise en péril de l'autorité du Parti. Elle illustrait une lutte de ligne idéologique profonde, entre une conception de la guerre comme ayant un caractère de classe, et une conception technique de celle-ci.

Le débat sur la construction du socialisme, au tournant des années 1919-1921 a pris une tournure particulièrement difficile. C'est durant cette période que les oppositions se sont affrontées au sein du Parti. Tout d'abord, jusqu'au X<sup>e</sup> congrès, les conflits se sont manifestés ouvertement, puis, par la suite, la situation politique a entraîné un resserrement des cadres du débat, culminant avec la crise de 1927, durant laquelle l'Union soviétique s'attendait à tout moment à une attaque anglo-polonaise, mettant tout le pays en alerte maximale.

L'Opposition de gauche a été traitée en amont. Si elle est particulièrement connue du fait de la personnalité de son principal animateur et de la publicité dont il a bénéficié, elle est restée marginale. En revanche, en 1920 s'est exprimé un autre courant, nommé « Opposition ouvrière ». Cette opposition, animée par Kollontaï et Chliapnikov, partait d'une prise en compte de plusieurs pro-

blèmes, qui d'ailleurs l'ont opposée frontalement aux positions de Trotsky et de Boukharine. Lénine considérait que cette opposition partait d'un sentiment sain. Et pour cause, elle ciblait des problèmes concrets et réels au sein de l'État soviétique.

Les zéloteurs et zélatrices de Trotsky tentent aujourd'hui, parfois, d'accaparer l'héritage de cette opposition. Il n'est pas possible de ne pas reconnaître que son programme était autrement plus réjouissant que celui que leur leader défendait à l'époque.

Dans un document rédigé pour le IX<sup>e</sup> congrès du *Parti communiste (bolchevique) de Russie* (1920), il écrivait :

« Une lutte planifiée, constante et résolue doit être menée contre la désertion du travail, en particulier en publiant des listes noires des déserteurs du travail, en formant des bataillons pénaux composés de ces déserteurs et, finalement en les enfermant dans des camps de concentration. »<sup>85</sup>

Devant le IX<sup>e</sup> congrès (1920), il déclarait :

« Les ouvriers doivent être liés à leur emploi, assujettis à être transférés, il faut leur dire ce qu'ils doivent faire, les commander. »<sup>86</sup>

« Avant de disparaître, la contrainte étatique atteindra au cours de la période de transition son plus haut degré d'intensité dans l'organisation du travail. »<sup>87</sup>

« [L]a militarisation [du travail] est impensable sans la militarisation des syndicats en tant que tels, sans l'établissement d'un régime dans lequel chaque travailleur se sent un soldat du travail qui ne peut disposer de lui-même librement ; si l'ordre est donné de le transférer, il doit l'exécuter ; s'il ne l'exécute pas, il sera un déserteur qui sera puni. Qui s'en occupe ? Le syndicat. Il crée le nouveau régime. C'est la militarisation de la classe ouvrière. »<sup>88</sup>

Puis, devant la III<sup>e</sup> conférence panrusse des syndicats (1920), Trotsky persistait :

---

85. Cité in C. Bettelheim, *Les luttes de classes en URSS, 1<sup>re</sup> période : 1917-1923*, Maspero, 1974, p. 346.

86. *Ibidem*.

87. *Ibidem*.

88. *Ibidem*.

« Est-il bien vrai que le travail obligatoire soit toujours improductif?... C'est là le préjugé libéral, le plus lamentable et le plus misérable : les troupes d'esclaves eux aussi étaient productifs [...], le travail obligatoire des esclaves [...] a été en son temps un phénomène progressiste. »<sup>89</sup>

Le IX<sup>e</sup> congrès avait, de son côté, statué sur le fait que « la militarisation du travail ne peut-être justifiée que par les circonstances de la guerre », le point 14 de la résolution sur les *Tâches immédiates de la construction économique* (1920), adoptée par ce congrès, stipule que « l'emploi d'armées de travailleurs entières, conservant leur organisation militaire, ne peut être justifié que dans la mesure où cela est nécessaire pour maintenir l'armée dans son ensemble à des fins militaires. » Il s'agit là d'un fait absolument incontestable. 15 ans plus tard, la direction dut opérer de même dans la marche vers le second conflit mondial. Seulement, la grande distinction entre la position bolchevique et celle de Trotsky réside là : pour Trotsky, ce n'est pas un expédient qui sert à tenir pendant la guerre, mais il s'agit du mode de développement premier, normal, du socialisme.

À cela, Radek, fidèle de Trotsky, ajoutait que « la classe ouvrière organisée doit surmonter le préjugé bourgeois de la liberté du travail, si chère au cœur des mencheviques et des conciliateurs de toutes sortes. »<sup>90</sup>

Cette position n'est pas incohérente. Elle se base sur trois postulats chers aux trotskistes :

- L'idée que la construction du socialisme dans un seul pays n'est pas possible, et donc que la Russie révolutionnaire doit être utilisée à fond comme caserne de la révolution mondiale. Il s'agit à leurs yeux d'un *one shot* où il faut impérativement jouer son va-tout.
- L'idée que le développement du socialisme est une question de production en tout premier lieu (la théorie des forces productives) et que le développement de la production est le marqueur de l'avancée vers une société sans classe. Dans ce cadre, l'idée de recourir à la production forcée en découle forcément.

---

89. *Ibidem.*

90. *Ibidem.*

- L'idée que l'État ouvrier (« sain ») est identique à la classe ouvrière. La compréhension des distinctions entre État, Parti et prolétariat est primitive. Trotsky et ses suivants identifient intégralement le prolétariat au Parti et à l'État. À leurs yeux, l'idée de syndicats pouvant s'opposer aux décisions de l'État est une trahison de « l'autodiscipline que le prolétariat s'impose à lui-même » par le Parti.

Le corollaire est que la position qu'animait Trotsky (avec Boukharine d'ailleurs) ne comprend pas le socialisme comme une phase de transition dans laquelle l'appareil d'État demeure principalement un appareil hérité du tsarisme, qui n'obéit pas aux directives du Parti — 4 700 cadres responsables pour le PCR(b) à Moscou, on est loin d'un maillage étroit ! Le Parti, lui-même, jugé infaillible et se confondant avec le prolétariat pour Trotsky, n'est pas non plus exempt de reproches : non seulement il peut dévier, et cette déviation ne peut être qu'accentuée par une absence totale de démocratie prolétarienne, mais il n'est pas non plus 100 % prolétarien ou imperméable à la lutte des classes.

Trotsky ne comprend pas non plus la question de l'alliance entre le Parti, le prolétariat et la paysannerie. Sa vision carcérale de la construction du socialisme expose le Parti à être boudé, conquis, voire chassé par les masses populaires. Sa vision absolutiste ne peut donc être appliquée. Le PCR(b) ne l'a pas suivi. Pour ne pas s'en prendre directement à Lénine et à sa ligne, il s'en est pris à l'Opposition ouvrière.

L'Opposition ouvrière est née du prolongement d'un groupe, nommé « groupe de centralisme démocratique », au sein duquel un nombre conséquent de communistes « de gauche » évoluaient. Elle s'est axée autour d'une critique des dérives qui pouvaient exister au sein du PCR(b), notamment la montée en puissance d'éléments bourgeois, des défauts de démocratie interne, des pratiques autoritaires... le diagnostic ne peut être réfuté. Elle tentait de répondre à ces maux par la démocratie ouvrière, par le contrôle ouvrier de la production. Le problème de cette opposition était à la fois politique et de *timing*. Politique, car le contrôle ouvrier tel qu'il était compris par cette opposition, *in fine*, était une variante de trade-unionisme qui ne comprenait pas la question politique comme fondamentale, ni les évolutions des rapports entre le tsarisme et la nouvelle politique mise en œuvre. Elle prenait comme hostile « par principe » le gouvernement et l'appareil d'État, en les séparant du prolétariat et de ses intérêts, et, finalement, se comportait en défendant les intérêts particuliers des individus et des groupes de production contre l'intérêt supérieur, transcendant, du prolétariat dans son ensemble.



Cette absence de compréhension de la politique comme quelque chose de supérieur aux intérêts immédiats et spécifiques des ouvriers, non seulement était une impasse, mais mettait en péril l'alliance primordiale et fondamentale avec la paysannerie, en particulier la paysannerie moyenne. L'autre problème, celui du *timing*, a été le fait que celle-ci s'est surtout manifestée au moment de la crise de Kronstadt. Du fait de sa similitude avec les positions des anarchistes, des SR et des mencheviques à cette époque, elle a été impitoyablement attaquée, notamment par Lénine, en dépit même du fait que les travers qu'elle ciblait étaient justifiés.

Tandis que Trotsky et Boukharine ferraillaient pour faire des syndicats des courroies de transmission devant exécuter les ordres, Lénine et les léninistes, bien que minoritaires au départ dans le CC, parviennent à le rallier progressivement en proposant non pas un *modus vivendi*, mais une solution supérieure. Celle de conserver une autonomie aux syndicats, car ils doivent pouvoir former un outil de défense des travailleurs « contre [...] leur État ». Lénine reconnaît que des oppositions d'intérêt peuvent exister entre l'État et les ouvriers et que le recours à la grève peut être justifié. Lénine le résume en indiquant dans *Les syndicats, la situation actuelle et les erreurs de Trotsky* (1920) que le conflit entre la position léniniste (soutenue par Staline et Zinoviev), voit dans son rapport avec celle des « 8 », « des désaccords sur les méthodes d'aborder les masses, de gagner les masses, de réaliser la liaison avec les masses ». Derrière ce conflit se trouve également un autre aspect, celui d'un conflit sur la compréhension dogmatique de Boukharine et Trotsky face à celle de Lénine. Les premiers voient la dictature du prolétariat comme « une pure expression » du pouvoir ouvrier, tandis que Lénine et les léninistes la définissent comme « une double nature. » État ouvrier, car dirigé par un parti ouvrier, mais État bourgeois et petit-bourgeois dans sa dépendance aux experts, administrateurs, spécialistes...

Or, même dans les échelons intermédiaires du Parti, la situation est complexe.

## 9. LES QUESTIONS DES ANNÉES 20 ET LE JEU D'ÉQUILIBRISTE DE L'URSS

---

Comment créer l'URSS ? La question était d'une complexité et d'une profondeur jamais sondée. Personne n'avait jamais entrepris un chantier aussi imposant dans toute l'Histoire, et ce chantier était fait avec des outils singulièrement inadaptés.

- Un territoire morcelé en entités quasiment autonomes et sans autorité centrale.
- Une économie complètement désorganisée par la guerre et le communisme de guerre.
- Une maîtrise de la technique particulièrement limitée du fait du départ d'une partie importante des élites intellectuelles, notamment en ingénierie.
- Une absence totale de fonds et de devises étrangères, ainsi que la fermeture des marchés internationaux.
- Un appareil d'État issu du tsarisme et un appareil politique qui peine à prendre la mesure de son rôle.

Cet ensemble de facteurs pousse le *Parti bolchevique* à faire une « pause » déjà évoquée, mais également à tenter de trouver des solutions sur le long terme à ces problèmes. Ainsi, la forme d'organisation après la révolution (le débat entre fédération et confédération) est tranchée, avec parfois des affrontements violents, notamment dans le cas de la RSS de Géorgie. Dans ce cas précis, les mencheviques fomentent un conflit séparatiste et sont balayés, notamment par Staline et Ordjonikidzé. La même question se pose avec les paysans de Tambov, qui se révoltent, ne voulant pas contribuer aux impôts et à l'alimentation des villes. Ce type de situation conflictuelle n'est pas unique, malheureusement, mais illustre la très grande difficulté à maintenir l'alliance entre la paysannerie et les ouvriers.

La réorganisation de l'économie est faite, là aussi, sur un mode particulièrement doux, au grand dam de Léon Trotsky, qui fustige dans plusieurs articles la « mollesse » du pouvoir, notamment sur la question des syndicats. Comme mentionné plus haut, cette position conciliante attire l'attention, notamment des *smenovekhovtsy*.

Oustrialov était un ancien membre du *Parti Constitutionnel démocratique* (KD), qui avec d'autres ex-membres du gouvernement tsariste, plaidait pour que ses partisans entrent massivement au *Parti bolchevique*. Sa pensée, résumée dans des textes nommés *Smiena Viekh*, « changement de cours », considérait que la NEP sonnait l'heure du retour au capitalisme, jugé inévitable. Il déclarait :

« Ils aboutiront à l'État bourgeois ordinaire, et nous devons les soutenir. »<sup>91</sup>

Ce type de manœuvre était logique, cohérente, et courante de la part de nombreux agents de la bourgeoisie, ou d'anciens haut placés privés d'emploi. Ils se sont donc dirigés vers le Parti, se maquillant en communistes, pour permettre de développer une ligne restauratrice, un style de travail bureaucratique, une culture bourgeoise. Derrière l'apparence de la paix, avec la fin de la Guerre civile, avec la fin des interventions, se trame en réalité une guerre nettement plus sourde et implacable, car elle se passe au cœur même du Parti communiste. La lutte contre ces tendances a été extraordinairement compliquée, dans le sens où les outils de contrôles (l'Inspection ouvrière et paysanne) étaient primitifs, tandis que les modes d'élections, basés sur la nomination, favorisaient la constitution de chefferies intouchables, hermétiques, autonomes du Parti et de ses décisions. Ces processus difficilement contrôlables ont prospéré sous la NEP, mais même lors du passage au Grand Tournant, lors de la « Révolution stalinienne », où le contrôle sur la distribution leur permettait, au travers du *blat* (les réseaux d'influence, de débrouille, d'entraide), de s'assurer une prépondérance dans les rapports d'autorités locaux.

Or cette question était fondamentale dans la transformation du PCR(b) de parti révolutionnaire en parti de gouvernement. Au fur et à mesure des années, le PCR(b) s'est transformé, tant dans ses origines ethniques que dans sa composition sociale et culturelle. Les membres d'origine les plus influents étaient rarement des prolétaires, plus souvent des membres de l'intelligentsia et, assez régulièrement, non russes. Dans la direction du Parti, ainsi, seuls Chliapnikov (charpentier), Kalinine (paysan pauvre) et Staline (cordonnier) sont réellement issus des masses populaires. L'élite du Parti est progressivement remplacée par d'autres groupes, issus des milieux populaires (mais pas uniquement), et beaucoup plus russifiés qu'avant.

---

91. Cité in V. I. Lénine, *Rapport politique du comité central du PCR(b) au XI<sup>e</sup> congrès du PCR(b)*, 1922.

D'une part, le parti se prolétarise et se russifie dans ses organes dirigeants, de l'autre, dans ses organes subalternes, il rallie une partie de la vieille administration, des officiers et de l'intelligentsia non militante. Ce ne sont pas des individus qui ont pris parti pour la Révolution, mais qui « font avec ». Cette contradiction entre un parti qui, à la fois, dans ses branches actives est toujours plus militant et mobilisé, mais dans ses rapports avec l'État est de plus en plus « normalisé », est un des grands problèmes des années 1920.

Il est analysé comme cela par l'ensemble de la direction bolchevique, mais avec un dosage différent dans le traitement du problème. Trotsky considère que le parti est perdu, puisque de toute manière la tâche à laquelle il doit faire face est au-dessus de ses forces et de celles de l'URSS. Boukharine, à l'inverse, tend davantage à le sous-estimer. Finalement, la question de la bureaucratisation est traitée par à-coups.

#### A. LE MARCHÉ ET LA CORRUPTION

Le problème du marché s'est réglé assez simplement, comme dans la citation attribuée à Lénine : « Les capitalistes nous vendront la corde avec laquelle nous les pendrons. » En dépit de l'anticommuniste fanatique des capitalistes, notamment anglais, l'appât du gain, l'idée de pouvoir investir dans les immenses possibilités soviétiques, ont motivé à commercer avec l'URSS. Même l'Italie fasciste a ainsi fait des démarches et des offres, dans la construction navale, pour permettre à l'URSS de se doter d'une flotte moderne.

Mais pour pouvoir payer, autrement qu'en nature (en céréales notamment), la question des devises se posait. Le rouble n'était pas une monnaie qui s'échangeait en un tour de main. Il fallait donc acquérir des Livres sterling et des Dollars pour permettre de commercer. Où en trouver ?

L'Empire russe possédait l'une des plus grandes réserves d'or du monde. Plus d'un milliard sept cents millions de roubles d'or. Lors de la révolution, la noblesse, tout comme la grande bourgeoisie, a tenté de sauver une partie de son or. Dans l'ensemble, les bolcheviques parviennent à conserver sous leur contrôle 1,1, voire 1,2 milliard de Roubles. Cette somme est cependant très rapidement dilapidée par les diverses dépenses. Notamment, il faut payer l'Allemagne, à la suite du traité de Brest-Litovsk, tout comme il faut acheter la paix des États qui naissent sur les frontières. En 1923, ainsi, il ne reste que 100 millions de Roubles d'or. La jeune URSS, pour préparer l'étape suivante, doit acheter son industrie industrialisante. De plus, elle subventionne allégrement le Komintern et les réseaux d'espionnage.

Les fortunes sont confisquées, les Tsars thésaurisaient leurs richesses, immenses, sous la forme d'objet en or, d'art, de vaisselle, de pierres précieuses. Ces richesses étaient désormais la propriété de l'État naissant. Elles avaient été protégées scrupuleusement durant la révolution, condamnant même les pillards à la peine de mort.<sup>92</sup> Seulement, l'or, les pierres, les œufs de Fabergé, ou les autres objets de ce type, ne permettaient pas de payer, d'acheter directement les machines-outils, les fonderies et l'ensemble de ce qui va constituer la base industrielle de l'Union soviétique. L'arrêt du financement de certaines activités liées au Komintern est la conséquence directe de ceci. Le sentiment général est que ces transferts de fonds sont inefficaces et impactent lourdement le budget de l'État soviétique. Le risque, en perdant des quantités immenses de devises et d'or, est d'être dans une fuite en avant éperdue, qui mène à la ruine de l'Union soviétique. Les franges les plus « internationalistes » du Parti, celles qui ne croient pas non plus à la possibilité de construire le socialisme dans un seul pays, dénoncent ce revirement. Il est un choix stratégique crucial.

Si, à l'époque, le débat était parfaitement légitime, avec le recul, il est extrêmement douteux de croire que quelques millions de roubles supplémentaires auraient fait la différence. Cela n'aurait certainement pas sauvé la Hongrie de Bela Kun de l'écrasement, ni la République des soviets de Bavière ou les spartakistes. En revanche, l'hémorragie en termes de fonds aurait probablement eu un impact sur les capacités de développement de l'Union soviétique.

Les exportations de matière première permettent de pouvoir reconstituer les stocks, mais cela lie l'Union soviétique au monde capitaliste, et la soumet aux caprices de ceux-ci. L'effet conjugué de la crise des ciseaux et de la crise de 1929 met l'URSS dans l'embarras vis-à-vis de la question du commerce extérieur. Une ressource est ainsi vendue pour faire rentrer des devises étrangères : la collection du musée de l'Hermitage.

Plusieurs commissions de vente ont été montées, pour aller écouler ces objets d'art contre des devises étrangères. Traversant la frontière avec les États baltes, des trains entiers alimentaient la plus grande foire d'objets précieux au monde. Des transactions réalisées en liquide, plus des envois d'argent en espèce auprès des sections du Komintern, il n'est nul besoin d'être devin pour comprendre ce qui pouvait se tramer : le développement d'un immense réseau de corruption.

---

92. J. Reed, *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, 1919.

L'affaire Isidore Goukovski illustre cela parfaitement, et ce dès 1921. Goukovski, ex-menchevique, était devenu commissaire du peuple aux finances après la révolution. Il succéda brièvement à Menjinski, en mars 1918, avant d'être remplacé par Krestinski en août. Après ce poste éphémère, Goukovski a été employé comme représentant commercial soviétique en Estonie, et, à ce titre, chargé de la vente des biens du Tsar auprès d'acheteurs étrangers.

La frontière est alors particulièrement surveillée, en particulier la contrebande. Mais le train officiel de Goukovski, lui, passe sans encombre. Selon les différents rapports qui sont parvenus jusqu'à nos jours, il semble que Goukovski faisait tout simplement passer la contrebande par ses wagons et qu'il en tirait une coquette commission. Traqué par la Tchéka, il meurt en 1921 d'une pneumonie subite. Les mêmes documents illustrent comment une partie des membres du Komintern soutirent à la Russie révolutionnaire une partie de ses fonds, pour des activités sans rapport avec la révolution prolétarienne mondiale.

L'une des activités de la Tchéka et d'une partie du Politburo était donc de surveiller ce commerce particulièrement corrupteur, de rechercher et d'arrêter ceux qui s'y livrent. Dès le début des années 1920, les risques de corruption sont identifiés et sont combattus pied à pied. Une alliance « incorruptible » se forme d'ailleurs sur cette question, autour des membres les plus durs du Politburo. Staline et Djerzinsky vont former un tandem de choc dans cette lutte constante. Au pied du mur, une nouvelle fois, la future équipe de Staline décide de ralentir voire de stopper la sortie de l'or soviétique, en particulier par le Komintern.

Ainsi, malgré les commissions d'achat qui doivent trouver de quoi alimenter le futur plan quinquennal, les réserves d'or du pays, remontées à 247 millions, passent à nouveau à 131 millions. Le développement économique soviétique coûte une fortune.

Les *spets*, ces spécialistes étrangers, sont particulièrement gourmands et difficiles à satisfaire. Leurs salaires sont mirobolants. Ils les arrondissent d'ailleurs par leurs activités d'espionnage, voire de sabotage au profit des services secrets de leurs pays d'origine (il s'agit notamment de l'enjeu du procès Métro-Vickers en 1933). Dans le même ordre d'idée : les commissions d'achat à l'étranger, dans lesquels les éléments droitiers sont particulièrement surreprésentés. La direction du commerce extérieur est d'ailleurs entre les mains d'un des grands pontes du courant de droite : Alexei Rykov. Ils sont favorables à l'ouverture au commerce international et nettement plus cosmopolites que l'équipe stalinienne. Les échanges sont l'occasion d'un certain nombre de malversations, soit pour des motifs crapuleux, soit pour des motifs politiques. Les commissions et la

surfacturation permettent de dégager les fonds qui alimentent parfois les cercles de conspirateurs antisoviétiques. Des témoignages, notamment de la part d'ingénieurs étrangers scrupuleux, notamment John Littlepage, permettent de faire état des pratiques parfois catastrophiques au sein des usines soviétiques, illustrant une forme de résistance aux projets gouvernementaux.

Ces questions ont pris une dimension quasiment ingérable après la guerre. La politique de rapatriement d'une partie importante du potentiel industriel allemand a souvent été utilisée par les officiers supérieurs d'une manière très personnelle. Les membres influents de l'armée, comme Joukov, se sont allégrement servis en objet d'art pour leur profit personnel.

## B. LA RAISON DES PURGES

Le *Parti bolchevique* luttait essentiellement contre trois problèmes internes.

1. Les adhérents « fantômes » qui avaient leur carte du Parti mais ne participaient à aucune de ses activités et ne respectaient pas les statuts de celui.
2. Les responsables qui faisaient du *blat*, qui entretenaient des réseaux quasiment féodaux et qui se taillaient leurs petits royaumes personnels. Cette catégorie non seulement était déjà parasitaire à l'époque de la NEP, mais s'est renforcée du fait des monopoles des réseaux de distribution entre les mains de l'État dans les années 1930.
3. La corruption et les détournements de fonds par les commissions qui œuvraient à l'étranger ou en rapport avec l'étranger.

L'issue pour les premiers cas et une partie des seconds était par la purge. Celle-ci se traduisait par la perte de la carte du Parti et par, le plus souvent, la perte de l'emploi. Dans les autres cas, les poursuites judiciaires étaient faites, en particulier pour les cas graves. À cette période, par ailleurs, la Tchéka possède une très grande liberté d'action et de condamnation des cas rencontrés. Elle peut elle-même prononcer les sentences et en assurer l'exécution. Cette très grande liberté d'action s'accompagnait par un contrôle très strict. Les directeurs, Djerzinski puis Menjinski, s'étaient montrés particulièrement vigilants quant à l'activité de leurs sections.

La collectivisation avait montré un grand nombre de problèmes. Les échelons inférieurs du Parti n'ont pas brillé dans leur application des directives lors du Grand Tournant. La mise en place de la collectivisation forcée, en 1929-1930,

révélaient le manque de contrôle du centre sur ses ramifications locales. D'une part, l'application avait été faite mécaniquement, sans que les réunions prévues pour expliquer et convaincre les paysans aient été faites. De l'autre côté, le mouvement de masse en faveur de la collectivisation, notamment des paysans pauvres, avait dépassé la capacité de canalisation des fonctionnaires du Parti. Il en est ressorti que l'opération, qui visait à convaincre, s'est mue en contrainte. Staline y mit bon ordre avec son article intitulé *Le vertige du succès*. En mars 1930, sa publication dans la *Pravda* a rappelé le fait que la collectivisation ne devait pas être contrainte.

Ceux qui avaient failli, au cours de cette lutte des classes intense, ont été sanctionnés. C'est là le fondement de la purge de 1930, qu'une certaine historiographie rattache artificiellement aux procès et à la « grande terreur ». Celle-ci est effectivement une grande révision des listes du *Parti communiste (bolchevique) de l'Union soviétique* ainsi qu'un durcissement des conditions d'adhésion. Alors que, dans le cadre de la NEP, les rangs s'étaient ouverts assez largement, avec des campagnes de recrutement, à partir du début des années 1930, le ton change. Les « NEPmen » et les *smenovekhouvtsy* sont la cible de fond des campagnes de ce type. Ceux qui s'opposent à la ligne du Parti sur la question de la collectivisation ou du passage à une économie planifiée sont écartés. Le Parti se tend dans un effort d'ampleur : régler la question de la transformation complète de l'économie.



## 10. LE GRAND TOURNANT

---

La planification et le Grand Tournant, lancés en 1928 et 1929, n'ont pas d'équivalent dans l'Histoire en termes de transformation profonde de l'économie et de la vie sociale. Cette étape dans la construction du socialisme a été critiquée avec véhémence par plusieurs commentateurs et par les oppositions. Boukharine la voyait comme prématurée, voire non nécessaire, ne comprenant pas les processus de concentration de la propriété foncière entre les mains des koulaks. Trotsky la voyait comme quelque chose d'impossible, d'irréalisable. Il aurait fallu se contenter d'un impôt spécial, mais ne pas toucher à la propriété de la terre. Ces critiques sont légitimes quand elles touchent à la forme, bien que les Soviétiques ont fait ce qu'ils pouvaient. Sur le fond de l'affaire, il n'existait pas d'autre possibilité pour pouvoir transformer radicalement le fonctionnement de la production soviétique.

Pour pouvoir passer d'une économie nationalisée (partiellement) à une économie socialiste, il fallait réussir un véritable tour de force. Il fallait être capable de recenser les ressources, le potentiel industriel, le potentiel humain. Mais réussir également à accorder les décisions économiques centralisées, qui relèvent de la planification, et les décisions économiques courantes, lesquelles, elles, relèvent de la gestion économique courante.

Or la planification est beaucoup plus profonde que la question de la simple gestion. Beaucoup voyaient dans le socialisme une simple économie « autogérée » ou nationalisée. Il ne s'agit pas que de produire sous le patronage de l'État, mais bien de transformer complètement les rapports de production au sein de la société, et de mettre fin aux échanges marchands de manière progressive.

Or, passer d'un système où, même limitée, la sphère du marché existe, où les rapports marchands forment la base principale des rapports économiques entre les individus, à un système planifié n'est pas une mince affaire. Même aujourd'hui, y compris dans un État possédant une base industrielle solide, même en incluant l'expérience soviétique, il serait particulièrement difficile de parvenir à réaliser sans à-coups cette opération. Elle était d'ailleurs préparée de longue date. Le Gosplan, l'organisme qui était chargé de la mise en place de la planification, avait travaillé dès le début de l'URSS, dans le but de pouvoir identifier les ressources, faire l'inventaire des entreprises et des industries, tout comme des perspectives de développement économique. La tâche était immense.

La planification était vue, dans le Parti, comme allant de soi. La collectivisation, quant à elle, faisait débat. Pourtant, comment faire pour, d'une part, parvenir à financer la construction d'une industrie, de l'autre parvenir à ne pas être sous la dépendance du bon vouloir de la paysannerie, et en particulier de la paysannerie riche ?

Boukharine préconisait de simples impôts. Trotsky, moins fixé sur cette question, avait oscillé entre cette position (au moment de l'opposition unifiée) et des expéditions punitives assorties de réquisitions. Ni l'une ni l'autre n'étaient viables. L'une parce qu'elle laissait libre cours au marché libre des denrées alimentaires, l'autre parce qu'elle rompait l'alliance entre ouvriers et paysans et exposait l'URSS à une guerre civile.

La collectivisation suivait un but rationnel. Il fallait regrouper les propriétés paysannes entre elles, permettre ainsi la rationalisation de l'utilisation des machines. L'État achetait à un prix fixé les denrées produites par les exploitations collectives et les vendait dans les villes. Le profit généré servait à financer l'industrialisation. En échange, l'État fournissait les SMT (stations de machines et de tracteurs) qui étaient alloués aux kolkhozes. Le gain de productivité ainsi réalisé permettait d'augmenter progressivement la production et de créer un cercle vertueux. Il n'avait pas été tranché de manière précise la question du marché paysan et de la possibilité pour les agriculteurs de travailler une terre privée.

La collectivisation s'est imposée comme la seule et unique possibilité. Mais comment la réaliser ? Ce n'était pas non plus une évidence. L'idée généralement admise était qu'il fallait convaincre les paysans des bienfaits de la collectivisation. Mais cette entreprise n'allait pas de soi. Elle a eu un coût terrible, regrettable, mais difficile à éviter.

En 1929, cette politique est mise en œuvre à un moment où l'URSS se heurte à un mur invisible. D'une part le contexte international est davantage tendu que jamais. Déjà en 1927, il y eut une rupture des relations diplomatiques entre la Pologne et l'URSS. Une guerre semblait imminente, avec, derrière, un risque réel d'intervention anglaise. De plus, la paysannerie riche, en position de force, dicte sa loi. La récolte catastrophique de 1928 indique un changement d'attitude chez elle, laissant supposer qu'un conflit de classe est imminent.

En décembre de la même année, la direction soviétique décide alors de lancer l'opération. Elle s'accompagne, contrairement aux récits maintes fois élaborés de toutes pièces, d'un véritable mouvement de masse. Et pour cause, l'encadrement communiste est particulièrement faible dans les campagnes. Ce

bouleversement est parfois nommé « révolution culturelle stalinienne » tant il est profond. Il forme un effet boule de neige qui entraîne les campagnes, et les enflamme parfois.

Tandis que la récolte de 1928 avait grandement entamé les réserves de l'URSS, le temps des troubles de 1929-1930 accentue le problème. La situation ressemble, par certains aspects, à celle de la période du communisme de guerre. L'URSS doit faire un choix.

- Contrairement à la grossière caricature qui est faite, y compris dans *La ferme des animaux* (1945) de G. Orwell, elle réduit considérablement ses exportations. Ce choix est connu depuis peu, au travers des travaux de S. Wheatcroft et de M. Tauger. Il a placé l'URSS dans une situation difficile vis-à-vis de ses créanciers, d'autant qu'elle doit quand même importer. Le problème s'est partiellement résolu en liquidant la collection d'œuvres d'art de l'Hermitage, permettant de trouver des devises.
- Si l'Union soviétique lâche complètement la bride à la campagne, et laisse faire la politique de sabotage de la part des franges anticommunistes de la paysannerie, elle expose les villes à la famine.
- Si elle mène une politique de réquisition, elle s'aliène une partie importante de la campagne, comme à l'époque du communisme de guerre.

Sommé de choisir, le gouvernement soviétique a dû revenir aux réquisitions, face auxquelles une partie de la paysannerie a réagi en accentuant le sabotage et en refusant d'effectuer les livraisons. Les régions agricoles majeures ont été logiquement les plus touchées, à commencer par l'Ukraine. Il n'en fallait pas moins pour que se déchaînent les passions sur un hypothétique génocide prémédité.

#### A. DANS L'ESPRIT DES FOSSOYEURS DE L'URSS

Dans l'acceptation généralement admise en Occident, la collectivisation et la planification étaient uniquement conçues pour briser la paysannerie et imposer « le totalitarisme », détruire la société traditionnelle paysanne, voire massacrer pour « imposer le pouvoir ». Un pouvoir fétichisé, le plus souvent sans contenu de classe, ni ambition politique claire. Au mieux, l'opération sert à « transformer l'URSS en grande puissance », au pire... on en arrive à l'Holodomor.

Une certaine littérature, animée par l'extrême droite, mais reprise, comme très souvent, par l'extrême gauche antitotalitaire, a travaillé avec ardeur pour faire de la collectivisation un génocide. L'Holodomor serait une punition collective infligée par le gouvernement soviétique à un peuple ukrainien rétif, qu'il faudrait discipliner. Le gouvernement ukrainien de la Révolution orange, inspiré par ces thèses, en a fait usage, quitte à tordre la réalité historique :

« Ainsi en va-t-il de l'Holodomor en Ukraine : les famines de 1931-1933 ; littéralement Holodomor signifie “laisser mourir de faim”. Le Parlement ukrainien a voté en 2006 une loi qui reconnaissait l'Holodomor comme un génocide envers le peuple ukrainien et qui en condamnait la négation publique. Elle suscita immédiatement des controverses, avec pour enjeu le passé communiste et les objectifs de Staline. S'agissait-il, comme l'a affirmé le président Iouchtchenko, “d'anéantir la mémoire nationale”, en sapant les fondements de “la spiritualité ukrainienne (la famille, la foi en Dieu, l'amour de la terre)” ? Finalement, la pénalisation de la négation ne fut pas retenue, non plus que le caractère spécifique du crime contre le peuple ukrainien. »<sup>93</sup>

L'impossibilité de caractériser juridiquement le crime contre la « spiritualité ukrainienne », mais également la levée de boucliers par les associations de victimes de la Shoah, heurtées par les tentatives de réhabilitations sous-jacentes de criminels nazis, ont mis fin à la tentative. En dépit de cette absence de fondement juridique, la thèse de l'Holodomor est constamment diffusée, notamment par le biais de l'Éducation nationale. Elle est une héritière directe de l'influence toujours vive de la « querelle des historiens », mais aussi de la Guerre froide.

Ce qui ressort des travaux des chercheurs, c'est que le phénomène de famine n'a pas été localisé exclusivement à l'Ukraine, illustrant une politique spécifique de la part de la direction soviétique, mais qu'il a été un phénomène diffus. Diffus dans le temps, car débutant avec la récolte de 1928 et se terminant aux alentours de 1932-1933, mais également diffus géographiquement, car concernant une grande zone géographique, allant de l'Ukraine au Kazakhstan.

Le caractère exceptionnel de cette famine est également le fait d'un tour de passe-passe. Cette opération vise à comparer des situations incomparables dans le monde. En effet, les détracteurs de l'Union soviétique comparent implicitement ou explicitement l'URSS à des États occidentaux, montrant la

---

93. F. Hartog, *Croire en l'histoire*, 2013.

famine comme un signe d'arriération moyenâgeux, évoquant dans les esprits l'image de la grande peste ou de l'Ancien Régime. Deux choses séparent fondamentalement pourtant ces pays de l'URSS :

- L'accès au marché international des semences et des denrées agricoles avec une souplesse au niveau du crédit. Le plus généralement, l'Union soviétique est traitée comme un partenaire commercial qui doit payer immédiatement, ce qui demande des devises étrangères, des fonds de roulement, etc. Cela rigidifie grandement la possibilité de nouer des relations commerciales.
- Le caractère impérialiste des autres pays. Ce point n'est pas à négliger. L'abondance de produits de consommation agricoles dans les pays « développés » (en réalités dominants) n'est pas un tour de magie productiviste. C'est avant tout la possibilité de compter sur la surexploitation et les surprofits réalisés ailleurs. Parfois, les pays impérialistes ont tout simplement fait payer leurs colonies à leur place. La France, entre 1940 et 1948, a ainsi imposé un régime de « ravitaillement » au protectorat du Maroc, obligeant celui-ci à livrer des denrées alimentaires. 200 000 sont morts de faim. La famine du Bengale, en 1943, qui a fait entre 2 et 4 millions de morts, a été provoquée par les choix économiques du gouvernement britannique. La seule réponse de Churchill à la situation fut de dire « Alors pourquoi Gandhi n'est-il pas encore mort ? »<sup>94</sup>. Les famines actuelles sont également le fruit de cette surexploitation avide et criminelle.

## B. MAIS QU'EN EST-IL RÉELLEMENT ?

Nul ne conteste que la mortalité est montée en flèche durant la période. En revanche la paternité de cette hausse de mortalité, les raisons politiques ou techniques de son apparition, sont toujours débattues. Souvent, l'attribution des causes est liée à une pétition de principe qui impute au gouvernement soviétique, voire à la personne même de Staline, l'alpha et l'oméga de l'intégralité des événements qui ont eu cours durant la période. Ces capacités surhumaines attribuées au gouvernement soviétique sont flatteuses, mais ne reflètent pas une réalité nettement moins avantageuse. Dès 1958, avec *Smolensk under soviet rule*, écrit par Merle Fainsod, démonstration est faite que, à cette période, le gouvernement soviétique et le Parti communiste contrôlent assez peu la population. Les travaux ultérieurs sur les archives soviétiques, avec un corpus plus large, n'ont fait que confirmer cela. Parler d'un totalitarisme tentaculaire,

---

94. M. Mukerjee, *Churchill's Secret War: The British Empire and the Ravaging of India during World War II*, 2010.

bureaucratique et maître du territoire est un contresens historique. Cela a, bien sûr, été tenté par des politologues comme Brzezinski, dans l'unique but de s'attaquer au bilan de l'Union soviétique.

L'échec de cette opération n'en a pas moins empêché sa diffusion, notamment par le biais des manuels scolaires. Cette historiographie, qui fait de la collectivisation « un massacre de koulaks » est avant tout une condamnation du socialisme. Elle ne se base sur aucune réalité.

En dépit de l'imagerie habituelle, très rapidement, la direction soviétique prend conscience du fait que les choses ne se passent pas « comme prévu ». En mars 1930, Staline publie dans la *Pravda* un article appelé *Le vertige du succès*. Il marque un coup d'arrêt à la collectivisation forcée, laquelle dure en tout et pour tout 3 mois. La collectivisation sera donc faite en convainquant la paysannerie, tandis que des lopins individuels sont conservés comme moyen terme.

Finalement, le succès est progressif, mais réel. La paysannerie est majoritairement dans les kolkhozes. Mais l'opération s'est mal passée. Aux yeux de la direction, cela révèle la faiblesse de leur encadrement et la qualité assez basse des cadres communistes de rayon. Certains agissent en seigneurs féodaux, d'autres s'enivrent avec les koulaks qu'ils sont censés liquider en tant que classe. Certains dirigeants de soviets locaux sont également des contre-révolutionnaires, propriétaires fonciers, parfois même copinant avec les bandits de grand chemin, qui existent toujours à cette période.

Le Parti, qui s'est largement prolétarisé dans les années 1920, est devenu une organisation immense, avec plusieurs millions de membres : 1 600 000 en 1930, 3 500 000 en 1933. Or, le niveau politique est souvent très bas, tandis que le fonctionnement, toujours inspiré par la clandestinité, renforce l'existence d'un *blat* quasiment omniprésent. Dans la période de tension des années 1929-1933, les purges visent surtout l'expression politique contre la collectivisation. Elles touchent 250 000 personnes, mais ne sont ni des déportations ni des exécutions. En revanche, une vérification de fond en comble de l'appareil du Parti n'est pas possible dans la situation. Celle-ci a donc lieu à l'issue de l'épreuve de force, en 1933, avec une vaste révision des cadres. Il s'agit d'une des premières grandes purges.

Une lecture policière de l'Histoire en a fait le premier acte d'une série visant à assurer à Joseph Staline une domination totale sur l'appareil d'État. Or cette reconstruction *a posteriori* des événements se marie mal avec les autres éléments dont il est possible de disposer, à commencer par la réintégration de certains opposants, à l'image de Préobrajenski.

À l'issue de cette période, la politique soviétique entre dans une phase de calme relatif et de relâchement. Ces années de 1930 à 1934 sont cependant une période de transformations importantes de la société soviétique, en particulier de son mode de vie.





---

ANNEXE II :  
70<sup>E</sup> ANNIVERSAIRE DE  
LA PROCLAMATION  
DE LA RÉPUBLIQUE  
POPULAIRE DE CHINE

---

*Publié le 1<sup>er</sup> octobre 2019 à l'occasion  
du 70<sup>e</sup> anniversaire de la proclamation  
de la République populaire de Chine*



Le 70<sup>e</sup> anniversaire de la proclamation de la République Populaire de Chine est une date importante.

Cet anniversaire possède un sens double. D'une part, il est à célébrer, car il marque une victoire révolutionnaire. Il est l'incarnation d'une victoire contre l'impérialisme, contre la réaction, pour la construction d'une société meilleure.

De l'autre, il est l'aboutissement d'un cheminement à étudier, celui de 22 ans de guerre civile chinoise, mais également le point de départ de la construction d'un nouveau monde, durant près de 30 ans. Cette lutte pour le pouvoir populaire, tout comme ce que ce pouvoir populaire a fait, forment une somme immense d'expérience, qui doit nous servir pour les combats de demain. Nous ne devons pas les oublier.

# 1. AUJOURD'HUI, HONORONS LES HÉROS DE LA LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE !

---

La lutte pour la révolution en Chine a été une lutte sur de nombreux fronts. Contre les colonisateurs tout d'abord, qui s'étaient découpés l'Empire du Milieu en parts, se réservant des zones d'influence à coups de canonniers. Ces colonisateurs, s'ils n'avaient pas formellement pris possession du pays, détenaient la réalité du pouvoir, appuyés sur des seigneurs de la guerre à leur service. Ils réduisaient à l'état d'esclaves les masses populaires chinoises.

Depuis la première République de Chine, proclamée en 1911 par le Dr Sun Yat Sen, jusqu'à la République Populaire de Chine, ce sont 38 ans de combats constants. Combats contre les impérialistes et leurs laquais, les seigneurs de la guerre, pour libérer la Chine. Combats contre la droite du *Kuomintang*, qui voulait faire de la Chine une dictature militaire et écraser la juste lutte populaire. Combats pour construire le Parti communiste, seul à même de pouvoir réaliser les mots d'ordre de Sun, les « trois principes du peuple » : nationalisme, démocratie et bien-être du peuple.

Enfin, à partir de 1927, la longue guerre civile. Une guerre civile qui a transformé chacun des camps. Les nationalistes du *Kuomintang*, d'anti-impérialistes, sont devenus les agents *de facto* des Japonais, puis des impérialistes américains, préférant lutter contre le *Parti communiste de Chine* (PCC) que de défendre les idéaux du Dr Sun. Tchang Kaï-chek, le dictateur du *Kuomintang*, a ainsi donné la Mandchourie aux agresseurs japonais, en 1931.

Cette guerre civile a transformé aussi le PCC. L'anabase de la Longue Marche, cette traversée de la Chine, en a changé l'encadrement. Les dirigeants d'avant, formés par le *Komintern*, sincères dans leur engagement, mais incapables de percevoir la réalité de la Chine, sont progressivement écartés. Dans les grottes de loess de Yennan, le PCC est devenu le parti de la victoire. Il s'est lié aux masses, principalement paysannes dans la région. La direction du PCC, dans laquelle Mao est devenu le personnage central, a partagé la vie des masses populaires, leur misère, mais également leurs aspirations à une vie meilleure. Cette liaison avec les masses, cette relation fusionnelle, la ligne de masse, est devenue le ferment de la victoire. Là naît la conception de la guerre populaire prolongée.

Durant la longue guerre antijaponaise, de 1937 à 1945, pendant laquelle entre 20 et 60 millions de Chinois perdent la vie, le *Kuomintang* se montre incapable de défendre le pays. Il se marginalise, se coupe des masses populaires, devient intégralement dépendant des USA et des Occidentaux. De plus, il ne respecte pas la trêve avec le PCC.

À l'inverse, celui-ci perfectionne la guérilla, en liaison avec les masses, comme « un poisson dans l'eau ». Lorsque l'armée *Shōwa* évacue progressivement, le PCC est désormais en position de force. Lorsque la guerre civile reprend, dès 1946, la situation n'est plus celle d'avant-guerre. Les nationalistes du *Kuomintang* sont chassés, refoulés, et doivent évacuer à Formose, où ils bâtissent un régime de terreur.

Le premier octobre 1949, Mao Zedong, à Beijing, proclame la République populaire de Chine. Cette accession au pouvoir s'est faite à l'inverse de celle des bolchevique. En URSS, la proclamation du pouvoir est le préalable à sa conquête effective, par la guerre civile. En Chine, c'est le contrôle et l'administration du territoire qui est le préalable à la proclamation de la RPC.

Elle est un choc pour le monde entier. Le pays le plus peuplé du monde est passé du côté de la révolution prolétarienne. Près de la moitié de la population mondiale est désormais sous le drapeau rouge. La réaction du monde « libre » sera d'ailleurs féroce : tenter à tout prix de contenir l'expansion du communisme, en instaurant un réseau de dictatures d'extrême droite (Taïwan, Thaïlande, Vietnam-Sud, Corée du Sud...). Ce cordon sanitaire justifie tout, y compris les massacres, comme en Indonésie, ou les guerres les plus brutales, comme celle de Corée.

La construction du socialisme en Chine bénéficie de l'apport de l'URSS, qui, malgré ses plaies béantes, tente de faire son possible pour aider au décollage économique de son pays-frère. De plus, contrairement à l'URSS, le PCC était déjà une organisation avec une solide expérience en termes d'administration des régions libérées. En dépit du caractère particulièrement primitif des forces productives, il paraît possible de passer rapidement à une économie planifiée et d'industrialiser le pays. La vie des masses change rapidement. Les femmes, horriblement opprimées, connaissent l'égalité. La situation de servage *de facto* des paysans est abolie. L'éducation entre dans les campagnes, avec les soins et la culture.

Les biens de consommation étaient rares dans la Chine féodale. Ils se répandaient progressivement, bien que l'abondance ne soit pas encore là. La Chine connaît la dernière famine de son histoire. Surtout, le paysan et la paysanne chinoise n'avaient avant pas d'espoir de connaître une vie meilleure. Ils peuvent désormais faire des études, quitter la campagne, espérer une vie meilleure, voire un autre destin. Des ouvriers et ouvrières, des paysans et paysannes deviennent des élus, des cadres dirigeants.

Seulement, tout ne fonctionne pas toujours comme prévu. Une conjonction de phénomènes négatifs impacte très fortement cette tentative de faire un « Grand bond en avant » (1958-1960). Sécheresse, rupture avec l'URSS, départ des ingénieurs soviétiques, surestimation des possibilités. En somme, l'effort demandé est simplement trop important et la base industrielle prévue n'est pas obtenue. Mais elle existe. Dans le même temps, les Cents Fleurs sont lancées, en 1957, pour permettre qu'une émulation socialiste, critique, puisse s'épanouir. De nombreux réactionnaires, théocrates, féodaux, tentent d'en profiter pour lancer attaque sur attaque contre le gouvernement socialiste. Ils sont réprimés, notamment car le contexte de la période est particulièrement difficile.

Durant celle-ci, en effet, un schisme se produit entre URSS et RPC. Souvent, il est mentionné que Staline et Mao ne s'entendaient pas. Cela n'est pas vrai. Les informations qu'avait Staline sur la révolution chinoise provenaient d'agents et d'intermédiaires du PCC en poste à Moscou. Or, il s'agissait précisément de militants et de cadres que la direction du PCC jugeait trop peu fiables pour les maintenir sur le terrain. Ce biais a joué dans la perception de Staline de la Révolution chinoise. Il a d'ailleurs reconnu publiquement son erreur.

La véritable raison de la discorde n'est pas dans la question du *leadership* entre URSS et Chine, mais elle est dans la déstalinisation. Le PCC était d'accord pour critiquer Staline, en 1956. Mais la manière dont cette critique a été faite, mettant tout le monde devant le fait accompli, et le fond de l'affaire, changer la ligne politique du PC(b)US, ont poussé à la rupture. Khrouchtchev, derrière la déstalinisation, préparait la satellisation de l'Europe de l'Est, l'intégration dans une hypocrite division internationale socialiste du travail. Surtout, il capitulait devant l'Occident sur l'idée d'une révolution, jugeant que l'heure était venue pour un monde coupé en sphère d'influence.

Le *Parti du travail d'Albanie* et le PCC ont fait front contre le révisionnisme khrouchtchévien. Quand il est apparu que Moscou ne changerait pas de ligne, la rupture fut consommée. Deux camps socialistes, l'un révolutionnaire, l'autre révisionniste, sont apparus. Ceux qui rejetaient la capitulation, voulaient soutenir

les mouvements révolutionnaires et libérer les pays dominés ont été chassés des Partis communistes révisionnistes. Ils ont monté leurs propres organisations. Par moquerie, ils ont été appelés maoïstes. Le nom est resté.

Les rapports avec l'URSS prennent une tournure parfois conflictuelle. Elle soutient l'Inde contre la Chine dans le conflit du début des années 1960, tout comme elle multiplie les accidents de frontière au nord. Cette tension continue pousse la Chine à, finalement, prendre avec elle une position internationalement équilibrée des USA, à la juger sur le même plan.

En Chine même, l'échec du Grand Bond en avant fragilise la position de Mao dans le PCC. Une nouvelle équipe, animée par Liu Shaoqi et Deng Xiaoping dirige la Chine dans une espèce de NEP-bis. La bride est laissée aux cadres locaux du PCC, qui se comportent parfois en potentats locaux, se fondent des petits royaumes. La planification elle-même est en péril, tandis que les écarts sociaux se creusent. Une crise se profile.

Celle-ci arrive à maturité en 1966. Un immense mouvement de masse, la Révolution culturelle, crée une révolution dans la révolution. Partis des centres urbains, les Gardes rouges, ouvriers et ouvrières, étudiants et étudiantes, s'en prennent aux cadres corrompus, aux révisionnistes, aux seigneurs locaux. Elle bouleverse l'ordre établi, cible le confucianisme, réactionnaire. Au mot d'ordre de « feu sur le quartier général », les Gardes rouges soumettent à la critique et à l'autocritique tous les dirigeants. Liu Shaoqi est fusillé, Deng est envoyé en prison. Mao Zedong, Zhou Enlai, redeviennent les points centraux du régime. La réorganisation du Parti fait que l'Armée populaire de libération joue un rôle structurant. Seulement, sa direction elle-même est tirillée par la lutte des classes : Lin Biao est un relais des Soviétiques dans le pays, il représente une menace bonapartiste. Il s'enfuit vers l'URSS et est abattu en vol.

La révolution culturelle connaît des soubresauts, mais finit par se calmer quelques années après. La Chine est cependant désorganisée et doit se reconstruire. La production a chuté du fait des troubles.

L'influence de la Révolution culturelle est immense et internationale. Elle marque les étudiants et les étudiantes de mai 1968 en France, tout bourgeois qu'ils pouvaient être. Elle marque le mouvement des droits civiques aux USA. Surtout, la Chine est un symbole des pays dominés. Elle est le fer de lance de la libération des peuples colonisés. Elle attire. Intellectuels progressistes, militants et militantes révolutionnaires, travailleurs et travailleuses en lutte voient en elle un nouveau phare, surtout avec le pâlisement de l'URSS.

La période est paradoxale, la Chine cherche à s'ouvrir et à quitter le cordon sanitaire qui a été dressé autour d'elle. Du fait de l'attitude de l'URSS, elle accepte les offres d'ouverture des USA, menant à la rencontre Mao-Nixon (1972), grand choc international. Elle parvient cependant à rentrer à l'ONU et à prendre la place de Taïwan.

En termes de politique intérieure, l'équipe dirigeante est vieillissante. Les nouveaux cadres sont souvent compétents, mais idéologiquement peu sûrs. La porte du révisionnisme est restée ouverte. Finalement, ceux qui ont gagné en influence ne sont pas les plus fervents militants, mais ceux qui ont été le plus capables de passer pour cela. Ils ne comprennent pas le besoin de rigueur politique, d'une économie parfaitement maîtrisée, de la lutte idéologique.

Le décès de Mao et de Zhou Enlai, en 1976, cause une vacance de la direction. Celle-ci est occupée par des conciliateurs, des modérés, qui non seulement libèrent les inculpés de la Révolution culturelle, mais leur ouvre la voie vers le pouvoir.

Très rapidement, dès 1977, Deng Xiaoping revient sur le devant de la scène. Il met en place, sous le nom de « modernisation », une politique capitaliste. Surtout, il va semer une confusion terrible avec la « théorie des trois mondes ». Mao avait déjà employé cette formule, avec un contenu autre. Chez Deng, celle-ci justifie tout : alliances avec l'Afrique du Sud de l'Apartheid, travail avec la RFA, etc. Tout ce qui peut affaiblir les « superpuissances » est jugé comme positif. Elle va contribuer à désorganiser le mouvement maoïste, qui ne voit pas forcément le changement d'équipe comme un point de non-retour. Certains, comme Hoxha, vont analyser cela téléologiquement. Seul allié de la Chine, il considère que si elle n'est pas parvenue au socialisme, c'est que sa direction a fait intégralement fausse route. Il la rejette en bloc, déniait toute qualité à Mao.

Après Deng, la Chine se dirige irrémédiablement vers une économie de marché, une intégration dans les échanges inégaux de la mondialisation. S'il est indéniable qu'elle a développé économiquement le pays, il n'en demeure pas moins que la RPC n'est plus une puissance socialiste, mais qu'elle est capitaliste et impérialiste.

En dépit des efforts faits par le PCC pour ne pas connaître le même sort que le PC(b)US, le révisionnisme a triomphé. Le PCC n'a pourtant pas lésiné sur les moyens pour essayer de contourner les difficultés. Maintien d'une démocratie interne vivante au sein du Parti, où les luttes de ligne étaient faites de manière ouverte, autour d'une culture de débat. Appel constant aux masses pour juger de la qualité de l'action du Parti et de ses membres. Le PCC mettait également



au premier plan, au-dessus de l'importance du Parti même, la question de la lutte idéologique, primant sur la discipline du Parti. C'est là un des fondements de la Révolution culturelle.

70 ans après la victoire de la Révolution chinoise, nous avons beaucoup à retenir de cet anniversaire.

L'héritage de cette révolution est toujours vivant. Il doit le rester à plus d'un titre.

D'une part comme la mémoire d'évènements, de succès, de réalisations des masses populaires, sous la direction d'un Parti communiste qui mérite ce qualificatif. La bourgeoisie essaie de nous enlever cette mémoire en la salissant, en répandant des calomnies sur son compte, en mentant à son sujet. Lorsque cette histoire ne présente plus d'intérêt, elle la fait oublier. Sur plus d'un thème, sur plus qu'une période, il existe un vide de connaissances, de savoirs. Cette mémoire a été effacée. Nous avons un travail à réaliser pour lui redonner vie.

Mais l'histoire ne suffit pas. Elle n'est qu'une chose morte si elle n'est pas reliée à la politique et à la lutte actuelle.

Dans cet héritage, nous retrouvons des questions fondamentales, tant philosophiques, sur la compréhension de la dialectique, du « un se divise en deux », que des aspects politiques ou pratiques. La stratégie de la guerre populaire prolongée est ainsi un des apports, tranchant avec les théories insurrectionnelles. Elle pose la question de l'accession révolutionnaire au pouvoir comme le fruit d'un processus, non d'une seule épreuve de force. De même, la démocratie nouvelle est un élément fondamental pour l'alliance entre les classes populaires.

Dans la pratique, l'enquête, la lutte de ligne, la ligne de masse, le débat franc et ouvert, sont des principes qui préexistaient auparavant dans les écrits d'autres, mais que Mao et le PCC avaient systématisés.

Dans le monde entier, toutes les organisations qui combattent pied à pied l'impérialisme et le capitalisme sont inspirées par l'exemple chinois. Ceux qui ont rejeté cet héritage ont généralement rejeté, en même temps, l'idée de la lutte révolutionnaire et du combat contre les forces capitalistes et impérialistes. Le drapeau rouge de la révolution, dans les pays dominés et exploités, s'est nourri de cette expérience.

Dans les pays impérialistes mêmes, cette influence se fait sentir, même si parfois elle a servi à esquisser la question incontournable de Staline et de l'URSS. Aux USA comme en Allemagne, des organisations se sont montées, construites, et se sont démarquées du révisionnisme sous l'emblème du marxisme-léninisme-maoïsme. En France, l'omniprésence du *Parti communiste français* et l'échec du mouvement maoïste des années 1970-1980 ont limité sa diffusion. Mais celle-ci existe néanmoins. Nous-mêmes ne pouvons renier notre inspiration et notre intégration dans l'héritage de la Révolution chinoise.

## 2. POURQUOI NE SOMMES-NOUS PAS UNE ORGANISATION MAOÏSTE ?

---

L'*Unité communiste de Lyon* est une organisation qui a été fondée par des militants maoïstes. Dans un sens elle est une organisation maoïste, dans un autre sens elle ne l'est pas.

Elle l'est dans son intégration du bilan de l'expérience du combat révolutionnaire en Chine. Elle l'est dans le sens où elle intègre la lutte de ligne au sein de l'organisation, la ligne de masse, la nécessité du combat révolutionnaire et d'une stratégie révolutionnaire.

Elle l'est dans sa politique non sectaire d'unité, dans sa volonté de travailler conjointement, entre communistes, mais aussi auprès des masses populaires, dans les organisations de masse, dans les émanations de la résistance ouvrière. Elle est ce qui explique notamment notre investissement dans les assemblées générales de Gilets jaunes, à Lyon.

Elle ne l'est pas dans le sens où notre organisation n'a pas vocation à réunir uniquement et exclusivement sur la base du maoïsme, ni de faire l'unité sur cette base seule et étriquée. À nos yeux, le maoïsme est une forme particulièrement poussée de la compréhension du léninisme, du communisme, du matérialisme dialectique. Le placer en préalable nécessaire pour adhérer à une organisation n'a pas de sens. Le but d'une organisation communiste, *a fortiori* d'un parti, est d'organiser l'avant-garde de la classe ouvrière et du prolétariat. Pour nous, l'adhésion à un parti politique se fait sur une base politique, celle de l'accord avec le programme, même minimal. Nous pensons que toute personne qui se revendique du communisme, qui veut travailler à construire un parti révolutionnaire, qui veut construire le socialisme et la démocratie populaire, a sa place dans nos rangs. Le respect des principes de fonctionnement démocratique, la volonté de pratiquer le débat prolétarien, d'avancer idéologiquement et politiquement est la base.

De plus, nous, jeunes militants, n'avons pas la prétention de dire que nous maîtrisons complètement ce qu'est le maoïsme, du moins suffisamment pour arbitrer qui, objectivement, l'est, et qui ne l'est pas. Nous pensons qu'il ne suffit pas de clamer être maoïste pour l'être.

En dernière instance, c'est la pratique qui fait le maoïsme, pas l'identité.

Nous avons une confiance inébranlable dans le fait que les apports de la Révolution chinoise sont positifs. Nous n'avons pas à redouter d'en faire la démonstration et de convaincre que le bilan de cette révolution peut servir d'exemple.

Nous pensons que l'enseignement de la Chine démontre que les masses peuvent être organisées largement, participer au Parti communiste et aux tâches les plus poussées de la révolution. Ce n'est pas le verrouillage qui garantit la « pureté idéologique » de l'organisation, mais la lutte de ligne interne. Or, ce n'est pas l'adhésion au concept de la lutte de ligne ou au concept de la ligne de masse qui fait le maoïste, mais sa pratique concrète, au sein des luttes. Le rejet du sectarisme, la capacité à comprendre le point de vue des masses populaires, des travailleurs et des travailleuses, à rallier les plus avancés, à isoler et faire isoler les positions les plus retardées.

Pour le moment, personne n'a pu trouver de recette miracle contre la déviation opportuniste et révisionniste. Ni Hoxha, dont le régime ne survit pas à sa mort, ni Mao Zedong, ni aucune organisation qui s'en inspire. Il ne peut y avoir que des pistes de réflexion, des conseils, des pratiques qui ont permis de lutter contre celles-ci. Mais ni les organisations puristes et concentriques ni les organisations souples et ouvertes n'ont réussi à trouver une solution magique. Elle n'existe pas, mais surtout, elle n'est pas dans les verrous bureaucratiques.

Nous pensons que seule la liaison constante, humble, avec les masses, peut permettre de lutter contre ces tendances à la présomption, à l'aventurisme ou, au contraire, au libéralisme.

Nous pensons que si Mao ou n'importe quel autre grand dirigeant communiste était en vie actuellement, il jugerait avec sévérité le travail réalisé en France. Il nous conseillerait certainement de jeter le folklore par-dessus bord et de travailler vers les masses, de nous mettre à leur école, au lieu de superposer des conceptions mal maîtrisées, coupées de la réalité de la lutte des classes.

Nous pensons qu'il faut nous rappeler que ce sont les masses populaires, les ouvriers et ouvrières, les prolétaires qui font la révolution en pratique, qui effectuent la transformation des rapports de production et des rapports sociaux. L'organisation est là pour servir le peuple, non pour fétichiser des grands dogmes. Les masses sont les véritables héros, écrivait Mao.

« Les masses sont les véritables héros, alors que nous-mêmes, nous sommes souvent d'une naïveté ridicule. Faute de comprendre cela, il nous sera impossible d'acquérir les connaissances mêmes les plus élémentaires. »<sup>95</sup>

C'est pour cela que nous invitons largement à travailler ensemble, conjointement, à l'élaboration du futur Parti communiste révolutionnaire, synthèse des expériences du mouvement ouvrier, synthèse des expériences du mouvement révolutionnaire international. Nous voulons qu'il soit le creuset dans lequel le meilleur de ces expériences pourra servir à forger l'outil de la victoire.

---

95. Mao Z., *Préface et postface à L'enquête à la campagne*, 1941.



---

ANNEXE III : SUR  
L'ANTICOMMUNISME

---





# 1. FAKE NEWS ET ÉLECTIONS

---

*Publié le 13 mai 2019*

Régulièrement, la notion de *Fake news* vient sur le devant de la scène. Plus aucun évènement, plus aucune catastrophe humaine ne se produit sans qu'un florilège d'interprétations douteuses ou farfelues affluent dans son sillage.

Interpréter de travers, commettre une erreur de bonne foi, même si celle-ci peut prêter le flanc à des thèses fausses, cela forme un aspect de la question. Lorsque, sur une vidéo de l'incendie de Notre-Dame, un observateur zélé repère une silhouette qu'il juge suspecte, et en fait part, c'est une chose.

Lorsqu'une personne, déjà convaincue par des thèses conspirationnistes, retransmet cette vidéo avec des termes insidieux tels que « on nous cache des choses » ou « comme par hasard », cela reste dans la même gamme d'erreurs.

Comme nous le mentionnions dans notre article sur Notre-Dame, nous sommes aisément vulnérables aux conceptions complotistes. Dans un article, *Science et Avenir* nous expose ainsi certaines raisons de cette vulnérabilité :

Le Pr Bronner liste quatre raisons de la rupture entre opinion publique et faits scientifiques.

1. La viralité. La première condition pour convaincre, « c'est d'attirer l'attention ». Les contenus anxiogènes, surtout sur le thème de la santé, remplissent bien cet office.
2. La motivation. Le Pr Bronner souligne une « asymétrie de motivation » entre les adeptes de la théorie du complot, qui se sentent porteurs d'une croyance, et les rationalistes. « Les croyances font partie de notre identité, contrairement aux non-croyances », explique le Pr Bronner. Les adeptes du complot, plus motivés, s'expriment beaucoup plus, se créant une visibilité « confondue par les indécis pour de la représentativité ».
3. La pression concurrentielle. Devant la masse d'informations à traiter, le principe de précaution est largement avantagé, car nous n'avons pas le temps de tout vérifier.
4. Le biais de confirmation. Ce biais cognitif désigne la tendance que nous

avons tous à nous ouvrir plus facilement aux contenus qui trouvent déjà écho dans nos propres convictions qu'à ceux qui entraîneraient doutes et remise en question. Ce biais est amplifié d'une part par la masse d'informations disponibles, dans laquelle toute conviction peut trouver confirmation, ainsi que par les algorithmes des sites Internet qui nous proposent des contenus précisément basés sur ce qu'ils ont perçu de nos goûts.

Ce sont donc des phénomènes qui peuvent arriver, qui sont relativement logiques, bien qu'il faille, là aussi, les combattre.

Mais, lorsque de fausses preuves sont créées de A à Z, dans un but politique conscient, affirmé, pour générer des mensonges, des troubles, des perturbations, là, un autre stade est atteint. Il s'agit du stade de la falsification.

Créer des faux documents, de fausses informations, générer des preuves mensongères pour appuyer un discours politique, cela existe de longue date. Cependant, avec le développement d'Internet, les légendes urbaines, les rumeurs, les canulars ont pris une ampleur démesurée. La possibilité d'invention de faits, de fabrication de preuves, de diffusion de celles-ci, explique que les *Fake news* soient désormais omniprésentes. Omniprésentes et chaque jour plus ardues à déceler.

Les nouvelles technologies, notamment l'utilisation de l'intelligence artificielle à la place de la simple retouche d'image, rendent la question de la véracité des images, des vidéos et des sons davantage sujette à question.

Les *deepfakes* constituent désormais une véritable menace. Elles donnent la possibilité, d'une manière crédible, de faire dire un discours inventé à une personne qui ne l'a jamais prononcé. Si une analyse de la vidéo permet de voir le montage, les plus crédules ou ceux qui voient ce qu'ils voudraient voir peuvent s'y laisser prendre. Demain, les perfectionnements rendront même la différence entre l'invention et la réalité indiscernable.

Ces possibilités nouvelles rendent la bataille pour la vérité toujours plus féroce.

À la suite de l'élection de Donald Trump, fin 2016, nous avons publié un court dossier nommé *La guérilla informationnelle, le nouveau brouillard de guerre*. Dans ce document, nous revenons sur les buts et sur les moyens de cette guérilla. Les *Fake news* profitent invariablement aux réactionnaires et aux fractions les plus chauvines et impérialistes de la bourgeoisie.

Leurs conceptions idéologiques, leurs « grands principes », entrent en contradiction avec la réalité. Ils ne peuvent prouver la réalité de leurs dires sur l'exploitation, alors ils mentent. Ils ne peuvent justifier leurs attaques contre les droits sociaux, alors ils mentent. Ils ne peuvent défendre scientifiquement leurs thèses sur l'immigration, sur le « grand remplacement », alors ils inventent des faits.

Ces mensonges sont orientés, la grande majorité du temps, pour semer la division et la colère entre les parties des masses populaires. Mais il arrive qu'une autre faction de la bourgeoisie, que son pouvoir, soit pris pour cible par des challengers. Alors la bourgeoisie fait appel à l'État pour statuer.

L'État, dans cette lutte, s'est lui-même placé comme arbitre. Des lois contre les *Fake news* ont été votées par le Parlement. Ainsi, entrée en application en avril de cette année, la loi contre la « manipulation de l'information » permet, trois mois avant des élections, au juge des référés de suspendre la diffusion d'une information, et ce en moins de 48 h.

De quoi rassurer ? Pas tellement.

Premièrement, l'État n'est pas neutre dans son appréciation de la réalité. L'État, émanation de la lutte des classes, n'est pas un objet flottant, au-dessus des luttes sociales et politiques dans la société, mais est, au contraire, un outil qui les appuie dans un certain sens. Il est l'outil de la bourgeoisie pour maintenir et raffermir son ordre injuste.

En second lieu, l'État, lui-même, est historiquement un grand pourvoyeur, ou un grand relayeur, de *Fake news*. Pour justifier la politique qu'il mène pour le compte de la bourgeoisie. Pour justifier ses guerres. Pour justifier la répression. La vérité est, elle aussi, une question tactique pour l'État bourgeois. Au-dessus de l'importance des faits se trouve, d'une manière primordiale, la question de l'intérêt d'État. Et cet intérêt d'État est, en dernière instance, l'intérêt de la clique bourgeoise au pouvoir.

Alors que nous approchons du 50<sup>e</sup> anniversaire du décès d'Ho Chi Minh, comment ne pas penser au bombardement du port d'Haiphong, le 23 novembre 1946, qui fut le point de départ de la guerre d'Indochine. Le gouvernement français avait alors menti pour justifier la guerre.

Récemment, dans la répression contre les mouvements sociaux, l'État a menti à propos des manifestants entrés dans l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière. Aujourd'hui, le déni des violences policières ne peut être caractérisé autrement que comme un mensonge d'État.

Nous devrions donc leur faire confiance pour déterminer le vrai du faux et trancher ?

Discerner le vrai du faux, sans parler de l'interprétation frauduleuse de véritables résultats, rejoint une lutte pour l'éducation. Donner le plus largement possible les clés qui permettent de déterminer ce qui est vraisemblable et ce qui est invraisemblable est fondamental. Croiser les sources, vérifier les informations, développer un esprit critique est un combat. L'État le fait-il ? Non.

Marx écrivait :

« Absolument à rejeter, c'est une "éducation populaire par l'État". Déterminer par une loi générale les ressources des écoles primaires, la qualification du personnel enseignant, les disciplines enseignées, etc., et — comme cela se fait aux États-Unis — faire surveiller par des inspecteurs d'État l'exécution de ces prescriptions légales, voilà qui est tout à fait autre chose que de faire de l'État l'éducateur du peuple ! Bien au contraire, il faut, au même titre, refuser au gouvernement et à l'Église toute influence sur l'école. [...] c'est, au contraire, l'État qui a besoin d'une éducation bien rude, administrée par le peuple. »<sup>96</sup>

Cela ne vise pas à jeter l'opprobre sur le corps des enseignants, qui, dans la très grande majorité des cas, tente comme il peut de fournir des clés d'analyse aux élèves, mais bien sûr l'institution d'une manière générale, sur ses buts et sur ses moyens. L'Éducation nationale n'est pas encore mise au pas, sa capacité de lutte interne fait qu'elle n'est pas un rouage docile, mais que ceux qui la constituent essaient avec sincérité de travailler à dispenser de véritables outils d'analyse.

Pour autant, l'utilisation de l'Éducation nationale comme outil de propagande et d'endoctrinement n'est plus à démontrer. L'utilisation de l'enseignement de l'Histoire comme outil pour justifier les politiques actuelles l'illustre. Elle sert également, sans d'ailleurs lésiner sur les raccourcis, les escamotages ou les inventions, à dénigrer le mouvement anti-impérialiste, le mouvement ouvrier

---

96. K. Marx, *Critique du Programme de Gotha*, 1875.

ou révolutionnaire. Depuis 2015, le retour de la « morale » dans l'enseignement illustre le fait que les gouvernements successifs bataillent pour accroître leur influence directe.

De même, la mise en place de la loi sur « l'école de la confiance » va également dans cette voie : l'indépendance pédagogique et la liberté de critique des enseignants, concédées à une époque où les rapports de force étaient plus favorables aux masses populaires, sont en passe d'être réduites à néant.

Nous pensons que nous ne pouvons pas nous fier à l'État bourgeois pour défendre une éducation critique et populaire. Nous pensons que nous ne pouvons pas nous fier aux institutions et à leurs ordres pour permettre d'acquérir les véritables clés de compréhension du monde actuel.

Nous soutenons les enseignants et les enseignantes qui le font, à leur échelle. Mais nous pensons que nous avons également un rôle à jouer dans la diffusion d'analyses, d'approches historiographiques, de moyens méthodologiques pour permettre que la jeunesse ne voie pas son esprit critique asséché, drainé, par les offensives réactionnaires organisées par les gouvernements successifs.

Nous refusons que la Vérité absolue puisse être édictée par un appareil d'État, à la fois juge et partie dans les affaires politiques. Nous pensons que nous devons nous-mêmes, auprès des masses et contre la propagande bourgeoise, mener la lutte. Car nous pensons que la vérité sur l'exploitation, l'aliénation, le capitalisme et l'impérialisme est révolutionnaire.

Nous, communistes, regardons le développement des *Fake news* comme une menace réelle et concrète. Nous nous plaçons au service des masses populaires et du peuple. C'est l'analyse de la réalité et sa retranscription politique qui doivent guider nos actions. Devoir tromper le peuple sur sa situation indiquerait que nous aurions franchi une ligne rouge. Nos intérêts et les intérêts populaires ne font qu'un.

Luttons par nos moyens contre le développement des rumeurs, par le fait de proposer des analyses justes et scientifiquement établies !

Luttons contre l'immixtion de l'État dans la notion de vérité !

Dénonçons les mensonges des bourgeois et des fascistes !

## 2. RÉSOLUTION ANTICOMMUNISTE : UNE PREMIÈRE RÉPONSE

---

*Publié le 23 septembre 2019*

Nous avons décidé de répondre rapidement à la provocation qu'est la résolution sur l'importance de la mémoire européenne pour l'avenir de l'Europe. Nous répondrons d'une manière plus argumentée dans les prochains jours. Nous appelons toutes les organisations et les groupes communistes, de même que ceux qui défendent, par honnêteté intellectuelle, la vérité historique, à condamner cette résolution. Nous ne pouvons qu'en dénoncer le contenu, tant elle sert de fer de lance à une offensive idéologique réactionnaire.

Nous avons décidé de prendre la parole en tant que communistes et non en tant que membres de l'*Unité communiste de Lyon*, car nous pensons que, au-delà des chapelles et des conceptions différentes, cette attaque nous vise tous, même ceux qui ne reconnaissent pas l'URSS comme quelque chose de défendable.

Nous, communistes, condamnons l'adoption de la Résolution du Parlement européen du 19 septembre 2019. Cette résolution nommée hypocritement « Sur l'importance de la mémoire européenne pour l'avenir de l'Europe » prétend rendre hommage aux « victimes des régimes totalitaires » mais est, en réalité, une insulte tant à leur mémoire qu'au mouvement révolutionnaire international et à l'histoire des expériences socialistes.

Cette résolution se base sur l'amalgame immonde entre les régimes socialistes et le nazisme. Cette conception historique, qui unifie les deux systèmes sous l'appellation « totalitaire » est un non-sens historique. Elle est une invention, née sous la plume des politologues américains C.-J. Friedrich et Z. Brzezinski, visant à justifier une campagne de calomnie contre le communisme durant la Guerre froide.

Cet amalgame a été repris par ceux qui voulaient réhabiliter le nazisme en catimini, tel Ernst Nolte en Allemagne, allant jusqu'à dire que les crimes nazis étaient une réponse justifiée à la menace du communisme en Europe.

En France, ses serviteurs les plus zélés ont été François Furet, Alain Besançon et Stéphane Courtois. Une clique de renégats du communisme, qui ont travaillé à développer le mythe des 100 000 000 de morts, quitte à truquer, escamoter,

mentir pour obtenir ce chiffre qui les faisaient fantasmer. Ils sont allés jusqu'à faire dire aux archives ce qu'elles ne disent précisément pas, pour trouver les preuves d'une prétendue conspiration et d'une volonté génocidaire.

Nous dénonçons aussi les mensonges sur le rôle de l'Union soviétique dans la Seconde Guerre mondiale, qui escamotent le rôle de premier plan de l'Occident dans le réarmement allemand tout comme dans l'accès des nazis au pouvoir. Nous dénonçons l'invention d'une alliance qui n'a jamais existé, tout comme d'un plan d'asservissement du monde par l'Union des républiques soviétiques socialistes.

Nous dénonçons le fait que cet amalgame est construit, d'une part, pour barrer la route du socialisme aux masses populaires en lutte. Qu'il vise à stériliser, en noyant dans les immondices, la seule voie qui permet de sortir de la crise économique, écologique, et du crime constant qu'est l'exploitation capitaliste.

De l'autre, cet amalgame est construit pour cibler l'adversaire géopolitique russe et traîner dans la boue l'histoire de ce peuple tout comme de tous les peuples qui ont constitué l'URSS. Il névoque jamais les crimes coloniaux ou ceux du régime militariste japonais, pas plus que les dictatures organisées et soutenues par les « démocraties ».

Les donneurs de leçon européens peuvent se permettre de le faire vers la Russie, mais ils ne le feront jamais envers leur propre histoire, ni si cela risque de léser le puissant partenaire économique et géopolitique qu'est le Japon. Le Sankō sakusen, cette politique exterminatrice, est tue. Chalmers Johnson, historien américain, estime que l'ensemble des crimes de guerre du Japon *Shōwa* s'élèvent pourtant à plus de 50 millions de morts.

Les centaines de millions de morts, sur lesquels les grands cartels des démocraties ont bâti leur fortune, sont laissés dans le silence. Si la résolution demande de débaptiser les rues des agents de l'URSS, elle veut bien accepter que les bourreaux des colonies puissent encore s'afficher.

Les « démocraties libérales » ont fait, au cours de leur histoire, un usage constant de la violence dès que les masses populaires, en particulier dans les colonies, remettaient en cause l'ordre bourgeois et l'exploitation. Elles pavoisent en donneuses de leçon, en gardiennes des droits de l'Homme, alors qu'elles ont élevé au rang d'art leurs violations des traités internationaux, de la souveraineté des nations et des droits élémentaires. La France et l'Angleterre sont bien mal placées pour oser s'exprimer ainsi.

Nous considérons que les exigences irréalistes d'une interdiction des organisations et des symboles communistes sont une attaque terroriste que reflète la faiblesse du système politique européen. Elles révèlent que les bourgeoisies redoutent que renaissent les Partis communistes révolutionnaires, et qu'elles n'ont pas d'autre choix que de censurer l'expression des organisations qui travaillent à leur reconstruction.

Nous considérons ridicules et sans fondement les démonstrations pseudo-historiques faites au sein de cette résolution. Elles illustrent parfaitement à qui nous avons, nous communistes, à faire : des menteurs, des lâches et des hypocrites.



### 3. RÉPONDRE À L'ANTICOMMUNISME

---

*Publié le 24 septembre 2019*

Nous avons communiqué précédemment sur la Résolution prise par le Parlement européen, « Sur l'importance de la mémoire européenne pour l'avenir de l'Europe ». <sup>97</sup> Nous avons exprimé notre indignation quant à au fond du propos évoqué. Nous le rappelons : les arguments employés visent à faire fondre dans un même creuset, nommé « totalitarisme », la forme du pouvoir soviétique en URSS et celle de l'Allemagne nazie. Or ces arguments sont au mieux du domaine de l'amalgame sans vergogne, au pire historiquement mensongers. Ils montrent la subordination de l'Histoire aux intérêts politiques et géopolitiques de la période.

Nous répondons point par point, car nous ne pouvons accepter que ces mensonges soient constamment répétés. Nous répondons longuement et précisément aux questions relatives au pacte germano-soviétique dans cette brochure, tout comme nous entamons un travail long d'explication de la répression en URSS.

Notre démarche n'est pas de dire que tout est faux dans ce dont on accuse l'Union soviétique et son gouvernement. Seulement, ces accusations demandent des réponses. Nous essayons de les fournir. Il existe des failles dans le comportement de l'URSS, des actes critiquables, peut-être condamnables, mais ils ont chaque fois été la conséquence d'un contexte. Si, ultimement, l'Union soviétique n'est pas parvenue à réussir la difficile tâche de construire une société communiste, ce n'est pas faute d'avoir essayé de le faire. Ce n'est pas faute d'y avoir mis l'énergie et la volonté. Elle était une expérience pionnière, un univers inconnu. Elle n'était pas le paradis socialiste, et plus personne ne le prétend.

En revanche, nous n'avons pas à accepter la construction de mythes mensongers, qui essaient de faire de l'Union soviétique ce qu'elle n'était pas : un enfer contrôlé par des fous furieux. En particulier, l'amalgame communisme-nazisme est d'autant plus répugnant que l'URSS a été, en termes de victimes, le pays qui a subi l'occupation la plus violente et barbare, tuant 27 millions de citoyens soviétiques. Ces victimes sont portées au crédit de Staline, alors qu'elles sont tombées pour que le III<sup>e</sup> Reich s'effondre.

---

97. « Résolution du Parlement européen du 19 septembre 2019 sur l'importance de la mémoire européenne pour l'avenir de l'Europe », *Parlement européen*, 19 septembre 2019.

Dans l'article 2, la résolution condamne le fait que « deux régimes totalitaires ayant tous deux l'objectif de conquérir le monde se partageaient l'Europe en deux sphères d'influence » ont signé un pacte. L'Allemagne a proposé à l'URSS de se partager le monde, en effet. Mais l'Union soviétique a refusé de participer à cette opération ignoble. En revanche, ce que la résolution ne dit pas, c'est que les entretiens secrets entre Lord Halifax et Ribbentrop, eux, visaient effectivement à un partage entre impérialisme anglais et impérialisme allemand. L'idée d'une lune de miel germano-soviétique est revenue régulièrement dans une littérature d'extrême droite, qui visait à réhabiliter en catimini le nazisme. L'idée était de dire que, finalement, l'Allemagne nazie a mené une guerre préventive contre l'URSS pour se protéger et protéger l'Europe, un refrain seriné depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale par les néonazis. Or, il n'a jamais été trouvé la moindre trace d'un plan d'agression planifié par l'URSS contre le reste du monde.

Il existe une raison fondamentale à cela : il n'existe pas. Lors des rencontres entre Molotov et le gouvernement nazi, en 1940, Hitler proposa que l'URSS participe à la conquête du monde. Cela n'a pas été fait. L'URSS a changé ses frontières, dans des guerres qui, du point de vue du droit, étaient contestables, mais du point de vue de la réalité militaire, étaient nécessaires.

Dans la réalité des débats lors de l'élaboration du pacte germano-soviétique, l'Union soviétique s'était enquis de la présence de troupes allemandes à proximité de ses frontières, en Finlande, en Hongrie, etc. Ce point, et uniquement ce point, a occupé les conversations.

L'URSS a commercé avec l'Allemagne ?

Si l'Union européenne est si prompte à voir dans l'URSS un partenaire des nazis, elle omet complètement que certains de ses membres, dont la Suède, ont commercé pendant l'ensemble de la guerre avec les nazis. La Suisse a bâti une fortune sur le fait de servir de banque. Les USA, en dépit de l'ordre shoot first! de Roosevelt, ont continué de commercer avec l'Allemagne. Henri Ford ou Charles Lindbergh ont d'ailleurs été des grands promoteurs du nazisme aux USA. Pourquoi ces commerçants de la mort ne sont-ils pas cités ? Pourquoi les fortunes construites sur la collaboration ou sur le nazisme ne sont-elles pas saisies ? La réponse est simple : on ne touche pas la propriété privée, même bâtie sur le sang. Fin 1939, l'Angleterre estimait que les exportations annuelles allemandes s'élevaient encore à 44 M£ vers l'Amérique du Sud, à 19 M£ vers l'Extrême-Orient, et à 15 M£ vers les États-Unis. Ces exportations ne se sont arrêtées qu'avec le blocus, entraînant la colère des USA.

Le Portugal, l'Espagne et la Turquie ont commercé pendant toute la durée de la guerre avec l'Allemagne nazie et avec ses alliés, sans jamais s'attirer le moindre reproche. Pour contourner les problèmes légaux, des entreprises, telles que la Coca-Cola Company, ont créé des produits *ad hoc*. Le Fanta est ainsi le Coca-Cola des pays de l'axe.

L'Allemagne n'avait, de toute manière, pas l'intention de respecter son accord avec les Soviétiques. L'un des rares enregistrements de Hitler hors de ses discours est une rencontre avec le Maréchal Mannerheim, dirigeant la Finlande. Hitler parlait de vouloir, dès la fin des opérations à l'ouest, attaquer l'Union soviétique. S'il avait pu faire la paix avec l'Angleterre, il aurait immédiatement rué ses panzer vers les steppes.

Quant à parler de « partage du monde », le ridicule est atteint. La résolution vient par omission en oubliant de mentionner qui s'était arrogé le droit de disposer du monde, dans les partages entre empires coloniaux, en zones d'influences, en État sous tutelle. De la conférence de Berlin en 1885 en passant par Fachoda puis par le traité de Sèvres ou de Versailles, nombre de réunions ont décidé de qui mettrait en esclavage quel peuple.

L'article 5 mentionne les « crimes et actes d'agression commis par les régimes communistes totalitaires » considérant les opérations militaires dans les États baltes, en Pologne et en Bessarabie comme des crimes contre la paix. Or, les options soviétiques étaient restreintes. Il aurait fallu, selon les Occidentaux, qu'elle attende d'être envahie, ensevelie sous les bombes, de voir ses peuples transformés en « chevaux chantants » pour avoir le droit de se défendre ?

L'Union soviétique a effectivement violé plusieurs traités internationaux pour assurer sa défense. Elle était seule face à la plus grande menace politique et militaire que le monde ait connue. Les Soviétiques le savaient et ont agi en conséquence. L'occupation allemande leur a donné raison, si terrible qu'elle fut en France, elle n'était rien comparée à celle qu'a pu connaître l'URSS. La France, si respectueuse des traités internationaux quand il s'agit de ceux des autres, ne s'est jamais retenue d'envahir, d'annexer, de bombarder d'autres pays pour le profit de sa bourgeoisie. Elle viendrait alors donner des leçons ?

Le point K indique, entre autres qu'« en août 2019, les autorités russes ont rejeté toute responsabilité dans ce pacte et ses conséquences et promeuvent désormais une théorie selon laquelle la Pologne, les États baltes et l'Europe de l'Ouest sont en réalité les véritables instigateurs de la Seconde Guerre mondiale ».

Nous le disons haut et fort : l'Occident a joué, par anticommunisme et par jeu géopolitique, aux apprentis sorciers. Les politiques des différents acteurs, y compris polonais, ont mené au fait de nourrir les possibilités d'agression de la part de l'Allemagne nazie. L'Angleterre, en particulier, a vu dans le réarmement allemand la possibilité de faire un équilibre des puissances entre France, Allemagne et URSS. Les démocraties libérales ont tout fait pour entraîner l'Union soviétique dans une guerre contre l'Allemagne, sacrifiant sur l'autel de la lutte anticommuniste la Tchécoslovaquie et la Pologne. Lorsque celle-ci s'est fait envahir, les démocraties occidentales n'ont pas levé le petit doigt pour l'aider. La France n'est vraiment entrée dans la guerre contre l'Allemagne que lorsque celle-ci l'a envahie, le 10 mai 1940, et encore. Elle a capitulé avec empressement, dès que la garantie que les Allemands ne toucheraient pas aux colonies et à la flotte de guerre était acquise.

Même en Pologne, la collaboration, en particulier à l'extermination des Juifs, a existé. Elle est un tabou dans ce pays. L'an dernier, le gouvernement polonais a dû reculer sur une loi mémorielle, laquelle indiquait que pourrait être condamnée toute personne qui ferait « l'attribution à la nation ou à l'État polonais, en dépit des faits, de crimes contre l'humanité. »

Nous n'allons pas attribuer à la Pologne le fait qu'elle aurait déclenché la Seconde Guerre mondiale. Mais son jeu diplomatique a été celui d'une puissance réactionnaire, antisoviétique, et opportuniste. Elle ne s'est pas émue du dépeçage de la Tchécoslovaquie, elle en a même tiré sa part. Elle avait des prétentions sur certaines portions de l'Union soviétique, notamment en Ukraine. Son gouvernement, loin d'être un modèle de démocratie, a également coopéré et signé avec Hitler un pacte dont les protocoles secrets ne sont pas connus.

Le peuple polonais a souffert de la guerre comme peu d'autres. Mais sa sécurité a principalement été sacrifiée par son gouvernement, avec l'appui des franco-britanniques. Ils l'avaient probablement passée d'ores et déjà en pertes et profits pour obtenir ce qu'ils désiraient : une guerre d'anéantissement entre URSS et Allemagne.

Car ce que les rédacteurs essaient de faire oublier, c'est que l'URSS n'était pas une île au milieu d'un océan de calme. Les pays qui, aujourd'hui, s'associent pour pleurnicher sur les droits de l'Homme n'ont pas été des spectateurs passifs de l'expérience socialiste soviétique. Au contraire, ces États ont œuvré de toutes leurs forces pour tenter d'asphyxier la jeune Union soviétique, économiquement comme diplomatiquement, mais également de causer chez elle des troubles,

de susciter des problèmes, d'assassiner et de saboter. Leurs embargos ou leurs tentatives d'extorquer des profits immenses à l'URSS ont contribué à rendre la vie plus difficile à des millions de citoyens de ces Républiques.

Les États « démocratiques » ont également essayé de lancer des agents à la gorge de l'URSS, la Pologne en 1927, le Japon en 1939, l'Allemagne en 1941. À l'inverse, toute idée de paix durable, basée sur la solidarité internationale et sur le soutien collectif contre les États agresseurs, a été sabotée au profit d'alliances caduques, inégales. Ce sont elles qui ont coûté à l'Éthiopie, à l'Albanie, à l'Autriche, à la Tchécoslovaquie et à la Pologne leur indépendance.

Même après la Seconde Guerre mondiale, l'organisation Gehlen, clique d'anciens nazis, créateurs du BND (service secret ouest-allemand), a continué d'exister, avec la bénédiction des autorités d'occupation. Ils ont fourni du matériel aux assassins bandéristes en Ukraine ou à leurs laquais dans les pays baltes.

L'article 3 « rappelle que les régimes communistes et nazi sont responsables de massacres, de génocide, de déportations, de pertes en vies humaines et de privations de liberté d'une ampleur sans précédent dans l'histoire de l'humanité ». Cet article instaure un divorce avec les faits historiques. Il nie intégralement l'existence du système colonial-impérialiste. Il est une négation de ses crimes, tout comme de ceux commis par le Japon *Shōwa* en Chine et en Corée. Ces crimes sont sans conteste du même rang que ceux de l'Allemagne nazie dans l'ampleur et dans le caractère intentionnel.

Pourquoi ces crimes ne sont-ils nullement évoqués ? Aux yeux des rédacteurs, d'une part, ils ne concernent que la sous-humanité coloniale. De l'autre, ils posent problème, car ils mettent en accusation les « démocraties libérales » et dévoilent un problème majeur : le fait qu'il n'existe pas de séparation nette entre le fascisme et le capitalisme. Dans les colonies, l'agresseur impérialiste a sciemment liquidé les intelligentsias, a installé des polices politiques, un système organisé d'exclusion sur des critères raciaux, un travail forcé jusqu'à la mort...

Le système soviétique, quel que soit le regard qu'on puisse porter sur la direction de Staline, n'a jamais planifié la mort de millions de personnes. Les famines n'ont jamais été l'apanage de l'Ukraine et n'ont pas été un système punitif planifié. Aucun chercheur digne de ce nom ne peut parler de génocide pour caractériser cette crise des semences et de l'alimentation. L'URSS n'avait pas de possibilités matérielles de conjurer. À l'inverse, les famines actuelles sont le fait de la rapacité du système impérialiste mondial et sont considérées comme acceptables dans la course au profit.

De même, l'ampleur de la répression stalinienne, à son paroxysme, n'a jamais atteint les dizaines de millions de morts qu'on lui attribue. Les années les plus terribles sont celles qui précèdent immédiatement la guerre (1937-1938), où 2 000 000 de personnes sont condamnées à mort ou décèdent dans le système carcéral soviétique. Les 700 000 victimes d'exécutions sont d'ailleurs réparties en deux vagues : la première est celle des ex-koulaks et ex-classes possédantes, dont la répression a été gonflée par les responsables locaux du Parti, la seconde est formée par ces mêmes responsables locaux, lorsque leurs malversations ont été repérées.

Ni les relégations ni les camps de travail, même les plus durs, n'ont jamais connu le taux de mortalité des camps nazis ni même des bagnes français. Dans l'ensemble, 96 % des condamnés ont quitté les camps vivants et ont repris leur vie. La caricature des 20 ans de Goulag ne concernait qu'entre 0,1 % et 1 % des peines (la majorité des peines étaient de moins de 5 ans).

L'ouverture des archives soviétiques a d'ailleurs fait s'étrangler de rage les menteurs professionnels de l'anticommunisme : ils ont dû revoir dix fois, vingt fois à la baisse leurs « estimations ».

L'article 4 indique que l'UE « témoigne son profond respect à chacune des victimes de ces régimes totalitaires ». 80 % des victimes directes du nazisme étaient des citoyens soviétiques, qu'ils furent Juifs ou non. En guise de respect, les rédacteurs crachent aux visages de ceux qui ont vu les hordes nazies ravager leur pays, le mettre en esclavage et en massacrer la population. Ils en font des victimes du stalinisme, tombés dans une guerre qui n'était pas voulue.

De même, les mentions de l'occupation soviétique de l'après-guerre sont d'une hypocrisie totale. La direction soviétique, et Staline au premier chef, étaient d'avis de quitter le plus rapidement possible les pays de l'Est ou de rester dans les zones d'occupation définies internationalement. En Corée, le départ des troupes soviétiques de tutelles s'est fait dans les délais prévus, contrairement aux USA, toujours présents.

Finalement, ce sont les violations des accords internationaux qui ont entraîné le maintien des troupes soviétiques en Europe de l'Est dans la période stalinienne. Les changements économiques apparus sous Khrouchtchev ont mis en place leur exploitation et leur intégration inégale dans un ensemble économique. Mais tous les témoins de la période indiquent que la direction soviétique était quelque peu désarmée par ces pays. Après la saignée de la guerre, elle avait un besoin vital d'y avoir des gouvernements amis, mais jamais l'intégration

dans l'URSS n'a même été évoquée, à l'exception de la Tchécoslovaquie, où il y a eu une révolution communiste, et de l'Allemagne, sous l'impulsion du *Nationalkomitee Freies Deutschland*, pour éviter le démembrement.

Il est hilarant de voir que le point E mentionne ceci : « considérant que si les crimes du régime nazi ont été jugés et punis lors du procès de Nuremberg, il reste urgent de sensibiliser l'opinion publique, de dresser un bilan moral de cette période et de mener des enquêtes judiciaires sur les crimes du stalinisme et d'autres dictatures ».

Après la chute de l'Union soviétique révisionniste et des démocraties populaires, il y a eu la tentative de faire ces procès. Ils ont tous échoué sans exception. Le procès de Heinrich Honnecker comme celui de Jaruzelski ont été des catastrophes pour l'image des accusateurs. Notamment car ouvrir cette boîte de Pandore expose à ce que les crimes commis dans le même intervalle par les accusateurs soient pointés du doigt. De plus, si ces régimes ont eu leurs immenses défauts, que nous soulignons régulièrement, ceux qui les ont remplacés ont presque unanimement perdu les élections en peu de temps, remettant les mêmes équipes au pouvoir.

Tout aussi hilarant : « le maintien, dans les espaces publics (parcs, places, rues, etc.) de certains États membres, de monuments et de mémoriaux glorifiant les régimes totalitaires ouvre la voie à la dénaturation des faits historiques relatifs aux conséquences de la Seconde Guerre mondiale ainsi qu'à la propagation d'un système politique totalitaire ».

Les rues et les places ukrainiennes sont souvent nommées « Bandera », du nom de ce nazi notoire, laquais des Allemands. Cela n'a pas tant ému. Mais en revanche, nous nous demandons comment il sera possible de retirer tous les noms liés au stalinisme des rues et des places. Faudra-t-il alors retirer les plaques d'individus tels que les résistants communistes ? De scientifiques qui ont partagé les idéaux de l'URSS ? De militants et militantes des droits civiques aux USA ? Allons-nous voir aussi les noms de Enrico Fermi ou de Robert Oppenheimer mis à l'index ? Après tout, ils ont travaillé avec les agents du NKVD en pleine connaissance de cause, fournissant presque en temps réel les avancées sur la bombe atomique à l'Union soviétique. Allons-nous voir Picasso retiré des musées, ou encore Frida Khalo ?

Certainement pas. Le mensonge sur les opinions des artistes et des scientifiques est constant. Ils seront dépeints comme manipulés, ignorants. Nous pensons que c'est l'inverse, qu'au contraire ils avaient pleinement conscience de

ce qu'ils soutenaient. Ils et elles comprenaient parfaitement le fait que la lutte pour le socialisme était un combat, et que l'illusion du confort métropolitain et colonial était bâtie sur les superprofits et le sang.

Derrière cette résolution se trouvent deux objectifs : l'un est celui de poursuivre une criminalisation du communisme et de l'expérience des États socialistes au cours du XX<sup>e</sup> siècle. Elle est menée par l'amalgame, les arrangements avec l'histoire, le mensonge par omission et la falsification.

Le second aspect est celui de se servir de cette attaque dans un cadre géopolitique, de rivalité avec la Russie. Elle demande aux Russes de condamner leur propre passé, au nom de droits de l'homme qui n'ont jamais été la priorité des Occidentaux. Elle exige d'eux, eux qui ont connu réellement le socialisme, de condamner celui-ci et de le couvrir d'immondices. Il y a là une part d'antisoviétisme, mais aussi l'idée de stigmatiser les Russes comme un peuple foncièrement antidémocratique.

Elle ne le fait pas pour le Japon.

Elle ne le fait pas pour la Turquie.

Elle ne le fait pas pour la France, complice de nombreux crimes passés et présents.

Parce que ce sont des partenaires commerciaux, des alliés qu'il faut les ménagers. Parce que les vies n'ont pas toutes la même valeur à leurs yeux. Stéphane Courtois disait qu'un enfant ukrainien mort de famine vaut un enfant juif à Auschwitz. Nous lui laissons ce raccourci qui ne l'honore pas. Mais il semble que la mort de près de 50 millions d'Asiatiques par les armées du Japon *Shōwa* soit du domaine de la pure et simple statistique.

Le passé de l'expérience communiste est un passé complexe, avec des failles, des défauts, des erreurs. Nous les acceptons comme faisant partie de notre histoire et nous travaillons à y remédier.

Cette déclaration ne cherche absolument pas à réaliser cela. Elle ne vise qu'à condamner le communisme en l'assimilant au nazisme. En faisant cela la bourgeoisie « démocratique » essaie de se dédouaner elle-même de ses crimes et de sa similitude avec le fascisme. Elle cherche à souiller la vie et le combat de révolutionnaires et de ceux et celles qui ont travaillé à construire le socialisme.



S'en prendre au communisme signifie tenter de boucher la seule issue pour l'avenir.

L'article 17 «se dit préoccupé par le fait que des symboles de régimes totalitaires continuent à être utilisés dans les espaces publics et à des fins commerciales, tout en rappelant qu'un certain nombre de pays européens ont interdit l'utilisation de symboles nazis et communistes ».

Interdisez-nous. Bannissez nos drapeaux, nos chants, nos symboles. Souillez notre histoire autant qu'il vous plaira. Nous n'en avons cure. Notre force ne réside pas dans des fétiches. Elle est dans la lutte des classes.

Et vous ne pouvez pas bannir la lutte des classes. Elle existe d'une manière indépendante de notre volonté comme de la vôtre. Tant que l'exploitation existera, les militants et militantes communistes, sous un nom ou un autre, existeront et se battront toujours.

Votre monde s'effondre, mesdames et messieurs les bourgeois. Vous l'épuisez, le surexploitez. Vous dressez chaque jour plus les masses populaires contre vous. Vous serez toujours davantage seuls dans vos citadelles d'exploiteurs.

Nous serons chaque fois plus nombreux, nous bannir n'y changera rien.

Aujourd'hui, partout dans le monde, les forces combattives se réunissent. Elles se rassemblent. Elles s'organisent dans les bases de nouvelles internationales. Vous avez raison de nous cibler, car nous sommes l'avenir.

## 4. L'HISTOIRE STATUFIÉE

---

*Publié le 25 juin 2020*

La relance du mouvement Black Lives Matter, depuis le meurtre de George Floyd, a relancé une polémique : celle des symboles du passé. Statue de Churchill, statue de Léopold II, drapeau confédéré... les points d'accrochage n'ont pas manqué. Les réactions non plus. Dans l'ensemble, les réactions politiques ont été celles d'une préservation du patrimoine toponymique et statuaire. Pourtant cette question mérite qu'on se penche sur elle.

### A. QUAND LE PASSÉ DEVIENT INSUPPORTABLE

La question du ressenti et du ressentiment est centrale dans cette affaire. Personne n'est choqué par le fait de voir une auberge Louis XI à Péronne ni une statue Louis XIV à Lyon. Il s'agit d'un passé qui ne fait pas écho avec l'actualité, qui ne touche pas personnellement. Et ce quels que soient les sentiments pour ces individus. Il s'agit d'un débat dépassionné, sans conséquences. La statue ou le nom, dans ce cadre, peut très bien se marier avec la nuance.

Mais ce n'est pas le cas pour d'autres sujets.

Le passé colonial, par exemple, n'est pas une chose morte. Il provoque un écho par rapport à une réalité vécue et expérimentée par une partie importante du monde. Il est également indirectement vécu par toute une partie de la population de France. Il renvoie à la situation des pays sous domination économique et politique de la part des impérialismes (dont celui de la France). Il renvoie à des conceptions qui nient le caractère criminel de cette entreprise et qui tendent à la justifier encore et encore. Il renvoie à une place des peuples colonisés dans l'imaginaire collectif des pays colonisateurs : infantiles, sauvages, folkloriques.

Elle est une mémoire bien trop vivante pour devenir une histoire dépassionnée.

Il en est de même pour les lieux ou les noms qui renvoient à des luttes ou des combats qui ont encore un écho aujourd'hui. Quand Marine Le Pen écrit sur Twitter :

« J'irai ce jeudi 18 juin sur l'île de Sein pour rendre hommage à ces Français qui ont choisi la liberté de la France face aux élites qui s'étaient soumises. Et personne n'a le droit de m'interdire de le faire ! »

Comment ne pas se sentir souillé ? Comment ne pas avoir l'impression que le *Rassemblement national*/*Front national*, fils de la collaboration, de l'antisémitisme, fils de Pétain, puisse s'appropriier, à son bon gré, le souvenir de la Résistance ? Il en est de même lorsqu'elle a rendu hommage à Nelson Mandela, après avoir soutenu l'Apartheid. Cette appropriation et cette déformation sont insupportables.

Dernièrement, lorsque Onfray prend, pour nommer sa clique fasciste, le nom du Front populaire, c'est une humiliation supplémentaire. Il se sert de ce front social, antifasciste, luttant contre la domination des cartels et des trust, pour faire l'inverse.

Les luttes et les victoires sociales ont bon dos. Ceux qui s'en réclament aujourd'hui sont ceux qui enferment les migrants dans des camps de concentration. Ce sont ceux qui votent les crédits à des opérations militaires. Ce sont ceux qui promeuvent la place de la France dans le monde en tant que puissance impérialiste. Jean Ferrat écrivait, dans « Ma France » résume parfaitement cette dualité :

« Celle du vieil Hugo tonnait de son exil  
Des enfants de cinq ans travaillant dans les mines  
Celle qui construisit de ses mains vos usines  
Celle dont monsieur Thiers a dit qu'on la fusille  
Ma France »<sup>98</sup>

#### B. LES LIEUX DÉFENDUS AU NOM D'UN MYTHIQUE RÉCIT COMMUN

Pour défendre ces lieux et ces noms, une large coalition de politiciens, dont la présidence de la République, ont déclaré que ce « récit commun » ne saurait être réécrit.

Le terme « récit commun », utilisé par Manuel Valls sur Twitter, est intéressant, car il place l'histoire sous un angle utilitariste et subjectiviste. Pour eux, l'histoire n'est pas une science, elle n'a pas vocation à restituer les faits historiques

---

98. J. Ferrat, « Ma France », 1969.

et leurs processus sous-jacent. Elle a vocation, pour Valls et bien d'autres, à être une narration, une histoire civique et exemplaire, dont le but est de justifier les rapports de force et de pouvoir à l'heure actuelle.

Nous ne partageons pas la même histoire. Elle est marquée par nos positions dans la société. Ce récit du commun, qui a servi à construire la Nation, possède une part importante de construction artificielle. Le vécu des masses et le vécu des élites n'a pas été le même, ni les réactions durant ces événements. La guerre 1914-1918 est partagée entre les « planqués » et les « sacrifiés ». L'esclavage, entre les maîtres et leurs propriétés humaines, considérées comme des meubles...

Ces récits sont constamment réécrits ou escamotés. Pour permettre aux réactionnaires d'hier de passer pour des héros, pour faire oublier les crimes passés, pour mettre sur un pied d'égalité les bourreaux et les victimes. Dans la guerre d'Algérie, la mise sur le même plan des souffrances des indigènes et des pieds-noirs, par exemple, pousse à la neutralité.<sup>99</sup> Neutralité qui revient au *statu quo* et à condamner la guerre de libération nationale du *Front de libération national*.

Ce qui a été retenu, au travers de la grille de l'histoire officielle, enseignée à l'école, est déformé, architecturé, pour servir à justifier le présent. Le curriculum qui va de la démocratie athénienne (dont on escamote le fait qu'elle n'a pu exister que par l'esclavagisme) jusqu'aux régimes totalitaires (dont on escamote également la porosité avec les « démocraties libérales ») est là pour une chose : montrer que le régime de la Ve République est le meilleur — il est le seul étudié ! — et montrer que l'histoire est positive et va toujours vers un mieux. Lorsqu'on se penche sur la manière dont la France est perçue à l'étranger, le mythe se fragmente. État autoritaire né du coup d'État de 1958, centre de la réaction à partir des années 1970, envahisseur impérialiste...

Le mythe se fissure progressivement avec la hausse des violences et des tensions.

Peut-on couper la poire en deux et faire vivre deux histoires ? Les personnages ont-ils une dualité ? Cette dualité est pratique, car elle surfe sur le post-modernisme et la négation d'un « métarécit », un récit objectif des processus

---

99. « Au nom des droits de l'homme, une certaine symétrie entre colonisés et colonisateurs est construite en étendant la qualification de "victime" : "rapatriés" et torturés de tous bords entrent dans cette catégorie. Les peuples colonisés voient leur définition changer : ils sont désormais décrits comme des victimes après avoir été mis dans la catégorie des bénéficiaires du colonialisme ou des terroristes ; le même processus affecte les pieds-noirs, désormais moins stigmatisés comme empêchements d'une colonisation de progrès, mais comme des "rapatriés" victimes. » — L. De Cock, dir., *La Fabrique scolaire de l'histoire*, Marseille, Éd. Agone, coll. Passé & Présent, 2017, p. 117.

historiques. Elle permet de faire vivre des réalités «selon les sensibilités». Elle permet de résumer le débat autour des figures de l'histoire à une question de point de vue. Il n'existe pas «deux Churchill» par exemple. Il existe un seul et unique Churchill. Il n'existe pas de séparations entre son anticommunisme, son hostilité aux projets nazis et le fait qu'il ait organisé une famine au Bengale. Il s'agit des conséquences d'un seul et unique engagement, en faveur des intérêts de l'impérialisme anglais. Il n'existe pas non plus deux Ferry, deux Colbert. Il n'existe pas non plus de Pétain de 1917 ou de Pétain de 1940.<sup>100</sup> Les actes «positifs» et les actes «négatifs» proviennent de la même expression matérielle et idéologique.

Recontextualiser les statues n'est pas souhaitable pour beaucoup, car cela fragmenterait les idoles. Cela mettrait en péril l'image mentale de la France juste, pure, des droits de l'Homme. Cela lui redonnerait une place de pays qui a construit sa richesse sur le vol, l'esclavage, la spoliation et l'exploitation continue. Alors, puisque cette ligne de défense est explosive, beaucoup préfèrent se limiter à la négation du symbole. Dire que ce n'est qu'un souvenir. Dire que ce n'est que de la pierre.

L'idée que les statues sont de simples souvenirs du passé est fautive. Elles sont un enjeu. La France a mis son veto à la commémoration de la bataille de Waterloo pour sauver l'image de Napoléon. Le dictateur impérial est vu comme un proto-Hitler par la très large majorité du monde, particulièrement la Russie. La France a empêché que la Belgique puisse produire une pièce de 2 € commémorative, parce que cela égratignait son orgueil. Pourtant ce n'est qu'une pièce parlant d'une bataille qui s'est déroulée il y a 200 ans.

Il a fallu un procès pour que le *Parti marxiste-léniniste d'Allemagne* (MLPD) puisse ériger, le 20 juin 2020, la première statue de Lénine en ex-RFA. La destruction de celles de l'ex-RDA (le «Le pays disparu» pour Nicolas Offenstadt<sup>101</sup>) et de l'ex-URSS est devenue un symbole de la déstalinisation puis de la fin du «socialisme réel». Il serait aisé d'arguer qu'il s'agissait d'une transition brutale

---

100. «Pétain était un officier supérieur dans une guerre de trois décennies, qui ne peuvent être détachées les unes des autres. Il est le même homme, a toujours tenu la même ligne, a toujours été le même passiviste, agrarien, réactionnaire et pourrissant, comme l'impérialisme qu'il défendait.» — «1918-2018: centenaire de la Grande Guerre impérialiste. Partie I: Pétain, Joffre, Macron, Mélenchon et les autres», *Unité communiste*, 11 novembre 2018.

101. N. Offenstadt, *Le Pays disparu. Sur les traces de la RDA*, Paris, Stock, 2018.

d'une réalité à une autre. Mais il est tout aussi aisé de rétorquer que celle des peuples colonisés est similaire. Une indépendance qui n'accouche jamais réellement, un racisme qui reste présent, un tunnel sans lumière à la sortie.

D'ailleurs, si nous défendons tout à fait l'idée que cette statue de Lénine est importante, c'est précisément pour des questions d'avenir, et absolument pas de passé. C'est pour que soit rappelé qu'il existe autre chose que le capitalisme ou que l'impérialisme.

Il ne faut pas hésiter à le clamer !

Nous sommes étouffés par des toponymes qui renvoient à notre situation d'exploités et d'opprimés. Nous sommes étouffés par une révision de l'histoire constante, faite au nom du « récit national » qui vise à justifier l'exploitation actuelle.

Nous sommes étouffés par le vol de l'histoire populaire, de l'histoire des luttes et son usage contre les exploités.

Nous pouvons faire tomber les statues des idoles, ouvrir les débats, repenser notre histoire. Mais elle doit servir tant à la justice, tant à la réparation qu'à la préparation de l'avenir.

## 5. « L'OMBRE DE STALINE »

---

*Publié le 8 juillet 2020*

### A. PROVOCATION

« 1933. Gareth Jones est un ambitieux jeune reporter. En quête d'un nouveau projet d'article, il s'intéresse de près à la fulgurante modernisation de l'Union soviétique. Comment Staline parvient-il donc à financer un tel essor? »

Le film « L'ombre de Staline » est sorti en salle le 22 juin dernier. Il s'agit d'une date pourtant lourde de sens, bien que cette coïncidence semble être passée totalement inaperçue.

En effet, c'est le 22 juin 1941 qu'a débuté l'opération *Barbarossa*, l'agression de l'URSS par le Reich nazi. La plus grande offensive militaire de l'histoire. Cette opération a marqué l'entrée de l'URSS dans la Seconde Guerre mondiale. Un conflit qui coûte au premier État socialiste du monde près de 27 millions de tués, hommes, femmes, enfants..., et des dommages matériels qui ont très lourdement pesé sur les possibilités de succès de l'Union soviétique.

Sortir un film antisoviétique le 22 juin, date d'anniversaire du début de ce conflit meurtrier, est un acte de provocation, et le fait que cette provocation soit passée quasiment inaperçue en dit long sur l'état de notre mémoire collective.

Ces morts et ces dévastations ont été le prix à payer pour sauver le monde de l'hydre nazie. L'URSS a réduit à néant 75 % des effectifs de la Wehrmacht. Or, aujourd'hui, la guerre en URSS n'est plus qu'un sous-chapitre dans nos livres d'histoire. On sait que le pays a été envahi, ou plutôt trahi par son « jumeau totalitaire ». On sait qu'il y a eu Stalingrad. On sait que l'Armée rouge a occupé l'Europe de l'Est par la suite, sans préciser la teneur de la politique qui y a été menée. Pourtant, de plus en plus, via l'enseignement et la culture populaire (du cinéma au jeu vidéo), l'idée qui triomphe est que l'Amérique a vaincu le nazisme en débarquant sur les plages de Normandie.

Quand une œuvre cinématographique est produite en Occident pour revenir sur un épisode du front est, c'est souvent pour attaquer le socialisme, les héros sont alors des soldats qui se battent contre deux ennemis, les nazis, et l'appareil du Parti communiste qui s'amuse à tirer sur ses propres troupes.

Tout est fait dans un seul but, dépeindre un bilan du socialisme hautement négatif : les échecs, les erreurs, sont des crimes, les réussites ont été acquises au prix du sacrifice du peuple, elles sont aussi des crimes. Un objectif parfaitement résumé par le synopsis du film.

## B. UN FILM TACTIQUE

Ce film est une arme de plus dans l'arsenal de propagande de l'idéologie capitaliste : tout ce qui n'est pas notre démocratie libérale est mauvais. Quand bien même il a pu être un allié de circonstance, il demeure un ennemi.

Finalement, ce film, dont la sortie a bénéficié d'une large publicité (bande-annonce constamment en suggestion sur Facebook, par exemple), vient poursuivre le travail entamé par les historiens anticomunistes, en attaquant l'œuvre de l'URSS, pour n'en garder que l'image d'un État policier et criminel. L'ombre du totalitarisme plane constamment dès qu'on aborde l'URSS. Mais la validité scientifique de cette qualification, dont la définition actuelle a été construite dans la Guerre froide, n'est pas questionnée. Pourtant, il y a matière à en discuter en profondeur. Notamment le fait que cette définition est rejetée désormais dans son pays de naissance (les USA), ou qu'elle a échoué à s'implanter dans les pays dominés, qui ne voyaient que trop bien l'hypocrisie du « combat pour la liberté » mené par les occidentaux.

Ce film a aussi son utilité dans le contexte géopolitique que nous connaissons aujourd'hui. Dans la rivalité, de plus en plus forte, entre les impérialismes américain, français, anglais, allemand d'un côté, et russe de l'autre côté, ce type de film permet de rappeler qui est le « méchant » de l'histoire. Il s'inscrit dans une montée en tension entre l'Occident et la Russie et dans une série de provocations des uns vers les autres. Les puissances impérialistes traditionnelles voient la montée d'un nouveau clan d'outsiders (Chine, Iran, Russie) qui s'affirment comme un pôle concurrent.

Ne nous méprenons pas, la Russie de Poutine n'a plus rien à voir avec l'URSS socialiste, néanmoins, le Président de la Fédération n'a aucun problème à mettre en avant le passé soviétique pour consolider le régime en place et gagner le soutien de toute une partie de la population russe. Une population qui ne cache pas sa nostalgie de cette époque, que ce soit pour sa grandeur chauvine ou pour son système social. L'idéologie actuelle du Kremlin est en effet un savant mélange de conservatisme chrétien orthodoxe et de rappel constant au passé glorieux de la patrie soviétique. D'un côté, Poutine réhabilite les Romanov et



affiche ses liens privilégiés avec le patriarche Kiril, de l'autre, tous les 9 mai, il fait reconstituer les grandes parades de l'époque et rappelle que c'est le sacrifice des peuples d'URSS qui a permis de vaincre la bête fasciste.

Tandis qu'il existe une réelle perspective de renouvellement de l'historiographie de l'URSS, après 35 ans d'ouverture des archives avec la Perestroïka, ce type de film fige l'image de cette période dans des poncifs. Il représente une œuvre « tactique », c'est-à-dire le contrefort d'une politique qui vise à développer une analogie entre Staline et Poutine. C'est une prise en otage de l'histoire soviétique pour son utilisation dans le cadre d'un affrontement interimpérialiste, en employant pour cela une approche victimaire et hypocrite d'une question importante : l'holodomor.

### C. UN PAYS EN GUERRE CONTRE SA PAYSANNERIE ?

Gareth Jones, journaliste anglais, arrive dans une zone sinistrée par la famine. Il n'est pas invité en URSS et pour cause : les relations entre Union soviétique et Angleterre sont, à cette période, au-delà de l'aigre. En 1927, notamment, l'Union soviétique s'attendait à une guerre imminente sur son front ouest. En 1931, le Japon, allié traditionnel des Anglais depuis la guerre russo-japonaise, venait de lancer son offensive en Mandchourie. L'URSS se considérait comme assiégée. Avait-elle tort ? Gareth Jones a donc vu l'inverse de ce que Edouard Herriot a pu voir dans son voyage organisé : l'un a été envoyé dans les meilleurs kolkhozes, l'autre a vu les zones les plus touchées. L'un comme l'autre partage le même biais de raisonnement : ils en ont déduit une situation générale et universelle.

Le synopsis du film repose sur l'idée que la relative abondance des biens de consommation dans les villes et les succès économiques de l'Union soviétique ont reposé sur l'exploitation « militaro-féodale » (pour reprendre la formulation de Boukharine) de la paysannerie. Elle suppose donc que l'URSS a réussi son « accumulation primitive de capital » sur la base d'une pression démesurée envers la paysannerie. La « tradition orale » sur cette question, nourrie notamment par les travaux de Robert Conquest (*Harvest of sorrow*, 1986) a été extrêmement influente et a modelé durablement la vision de cette « révolution stalinienne ». Ce n'est que récemment, avec les travaux de Lynne Viola, de Stephen Wheatcroft ou de Mark Tauger que la question d'une relecture s'est posée.

Puisque la question du « financement du succès soviétique » est posée, il n'est pas exclu de fournir une petite réponse : l'Union soviétique est passée par un épisode révolutionnaire paroxysmique durant le début des années 1930. Inattendue, la « révolution stalinienne » a surpris plus d'un analyste. Trotsky

et Oustrialov (membre du *Parti Constitutionnel démocratique* et fondateur du « national-bolchevisme ») théorisaient un « thermidor » capitaliste à la suite de la nouvelle politique économique (NEP). Comme pour exorciser cette menace, tout comme en réponse à la crise alimentaire de 1927-1928, famine méconnue, la collectivisation et la planification ont été lancées.

#### D. LA COLLECTIVISATION COMME RÉPONSE À LA MENACE DE LA FAMINE

Comment a-t-elle été financée ? Les campagnes ont été mises à contribution, mais dans une proportion bien moindre que ce que la doxa officielle raconte. Les biens de consommation ont été sacrifiés et remplacés par des stimulants politiques. Pour la population urbaine soviétique, il s'agissait d'ailleurs d'un grief important envers le régime. Ce sacrifice de l'industrie légère et des biens de consommation a d'ailleurs eu un impact très fort sur le mode de vie de la population, avec le développement d'un marché noir et d'une course à la priorité dans la distribution (ce qu'on nomme souvent le *blat*).

S'il y a eu des dysfonctionnements importants au niveau de la production alimentaire, ils ont été révélateurs d'un phénomène de rétroaction important.

D'une part, la désorganisation causée par les changements dans les méthodes de production, laquelle est indéniable.

De l'autre, le fait que les bolcheviques connaissaient très mal les campagnes et qu'ils se sont heurtés à une société à laquelle ils étaient étrangers. La dékoulakisation, par exemple, présumait d'une approche mécanique des relations à la campagne, sans comprendre les réseaux de solidarité interne (lesquels incluaient les koulaks). Lesquels ont souvent dévié la dékoulakisation vers des personnes extérieures à ces communautés (les paysans indépendants d'implantation récente, par exemple, mais aussi les marginaux au sein de la communauté paysanne). Ces transformations ont donc entraîné une série de frictions importantes. Celles-ci ont débouché sur la publication dans la *Pravda* de l'article *Le vertige du succès* (1930), dans lequel Staline a mis un frein à la collectivisation forcée.

Le besoin du développement industriel a drainé la main-d'œuvre et les jeunes en âge de travailler vers les villes. Elles incarnaient dans la propagande bolchevique la modernité et les perspectives d'une ascension sociale. Elles ont contribué à affaiblir le potentiel humain des campagnes, les vulnérabilisant encore davantage.

Enfin, les retombées économiques de l'industrialisation et les achats de machines agricoles ont eu un impact, mais il était nettement plus diffus et sur un plus long terme que les coûts. Les tracteurs ont joué un rôle important, mais leurs opérateurs n'étaient pas formés et ils manquaient de pièces détachées pour être utilisables sur le long terme.

Or, des événements dramatiques se sont produits lorsque la conjonction de ces événements isolés est arrivée.

#### E. L'HOLONOMOR, UNE CONSTRUCTION

L'hypothèse de l'holodomor est une question importante dans l'histoire soviétique. Elle porte un jugement sur l'intégralité de la construction du socialisme. Selon comment on l'aborde, on qualifie ou disqualifie l'ensemble de ce qui est mené en URSS à l'époque.

Question sérieuse, elle mérite d'être abordée sérieusement.

La notion d'holodomor, ou « élimination par la faim » est une notion qui est née dans les années 30-40 sous la plume d'un mouvement ultranationaliste ukrainien, appuyé cyniquement par les nazis. L'idée, oubliée pendant des décennies, a resurgi avec la fin de l'URSS. Elle a pris appui notamment sur la résurrection, en Europe, d'une historiographie totalitaire, pourtant par ailleurs disqualifiée par l'ouverture des archives. Aujourd'hui, elle sert un double objectif : poursuivre la lutte « antitotalitaire » entamée pendant la Guerre froide, dont le but principal est la défense et la justification de l'ordre capitaliste-libéral, et être le fer de lance géopolitique contre la Russie de Poutine.

En empruntant la notion de génocide, elle sert à appuyer une idée artificiellement construite d'une famine planifiée, orchestrée à visée d'élimination d'un peuple. Le génocide, dans ce cadre, sert de joker, permettant d'instrumentaliser les mémoires en jouant sur une logique victimaire.

L'attitude de la direction soviétique a été l'objet d'un travail à charge mené par les historiens. Elle s'est appuyée sur les récriminations formulées par la direction de l'État à l'encontre de la paysannerie, sur les exigences de réquisitions importantes et sur la demande de sanctions envers ceux et celles qui ne remettraient pas les denrées réclamées par le plan. Ces documents sont réels, consultables par les archivistes. Mais ils ne forment qu'une partie de la vérité.

Comme nous l'avons mentionné plus haut, les historiens et les politologues ont été invités à juger de ces documents et d'établir, ou non, une culpabilité. Mais des documents émis par un gouvernement ne reflètent rien d'autre que les choix politiques de celui-ci dans un moment donné. Ils reflètent un positionnement subjectif.

Si on ne prend pas en compte les éléments dont disposait le gouvernement soviétique pour trancher ces questions et pour agir, et si on ne les compare pas avec la réalité concrète, on ne peut pas juger de la justesse de tel ou tel choix politique, ni donc présumer du caractère criminel ou non de son action.

Dans le contexte de la RSS d'Ukraine des années 1930, la politique générale du gouvernement soviétique était d'appuyer l'ukrainisation des institutions, en conformité avec les positionnements définis par Staline lui-même dans ses travaux. Cette ukrainisation, constatable elle aussi, ne correspond pas à l'acte premier d'accusation : la volonté de punir le nationalisme ukrainien. Les soviétiques ont, au contraire, promu la langue ukrainienne, subventionné son expression culturelle, artistique, politique. Les exemples d'Ukrainiens « punis » mis en avant par l'Ukraine sont, le plus souvent, avant tout des réactionnaires en acte ou en puissance, qui ont parfois notamment travaillé pour les nazis, à l'exemple de Stepan Bandera.

## F. UNE FAMINE ABSOLUE

Deuxième point, pourquoi si peu de nourriture dans la RSS d'Ukraine, mais également dans d'autres régions de l'URSS à cette époque ?

Si la récolte de l'année précédente était désastreuse, celle qui était prévue pour 1932-1933 était supposée être immense, notamment du fait des précipitations importantes au printemps. Les récoltes étaient alors précalculées sur la base d'une méthode complexe, nommée « rendement biologique ». Il s'agissait alors de faire des échantillonnages dans les champs, et sur cette base-là, de calculer une hypothétique récolte.

Or, cette récolte, quand elle a eu lieu, s'est avérée terrible. Certes il n'y a pas eu de sécheresse, mais une terrible épidémie de rouille du blé, qui toucha également la Roumanie. Cette épidémie réduisit des espaces immenses, verdoyants, à néant. Les épis de blé étaient bien là, mais vides. Au moment de la récolte, le gouvernement soviétique a supposé immédiatement que le blé était caché et ses relais locaux ont pratiqué les réquisitions demandées. Ces réquisitions ont accentué très fortement la famine, mais ne représentaient pas qu'un « désir

sadique » de la part du gouvernement : elles représentaient également le ravitaillement des villes. Or, si les campagnes ont eu faim, les villes aussi. Où était le blé mirobolant, immense, vu par ceux qui considèrent que la famine était artificielle ? Il n'était pas parti dans les exportations, puisqu'elles ont été immédiatement réduites au strict minimum, pour permettre le maintien des crédits que l'URSS avait contractés auprès de ses partenaires commerciaux. D'autant que, si « les capitalistes vendront la corde avec laquelle ils seront pendus », ils posaient des conditions d'une dureté sans commune mesure au maintien de ces crédits, vitaux pour le développement de l'URSS.

Au contraire, lorsque le gouvernement a réagi, il a procédé à des rétrocessions de blé aux paysans, pour permettre de faire face à la famine. Le fait que ces rétrocessions n'aient pas suffi, preuve du caractère « absolu » de la famine, ne démontre pas une volonté génocidaire.

La collectivisation possédait un aspect programmatique d'une part, dans la conception stalinienne du développement économique, mais elle possédait en outre un aspect extrêmement important, celui de régler définitivement leur compte aux famines. Les dispositifs qui ont été mis en place en 1933 (réserves stratégiques de blé, plans d'entraide et de secours...) ont ainsi pu fonctionner dans la tout aussi mauvaise récolte de 1936, et éviter cette fois une famine.

Certes, il est indéniable qu'elle a entraîné des résistances et des oppositions, notamment dans la phase de décembre 1929 à mars 1930. Cependant, si la collectivisation avait été aussi négative, elle ne pourrait expliquer les grandes récoltes de 1931 ou de 1934. Ces récoltes démontrent que, dans l'ensemble, le système fonctionnait et était suffisamment accepté par les paysans pour qu'ils travaillent durement et produisent de bons rendements.

Le fait que le journaliste anglais ait « découvert » une famine est certes réel, mais il ne constitue pas en soi une preuve de culpabilité. Cela constitue uniquement une preuve du fait que cette famine (que personne ne nie) a eu lieu.

#### G. SORTIR D'UNE LECTURE ORWELLIENNE ET MACHIAVÉLIQUE

Il faut, un moment, sortir de la vision totalitaire héritée de Georges Orwell. L'URSS n'était pas une petite ferme dans laquelle la direction pouvait tout embrasser. L'Union soviétique, en réalité, était à la fois un pays avancé, mais majoritairement un « pays du tiers-monde » dans le fonctionnement de ses institutions. Contrairement à l'image généralement véhiculée par la kremlinologie, l'Union soviétique est restée très longtemps chaotique, au minimum jusqu'en

1945 (des régions restent hors de contrôle de la direction centrale jusqu'en 1956). Les politiques qui étaient implémentées par le centre ne se répercutaient pas toujours, et celles-ci étaient le fruit des rapports faits par les subordonnés. Le cas de la famine d'Ukraine illustre un dysfonctionnement terrible, mais qui s'inscrit davantage dans une histoire de longue durée des mondes slaves que dans une situation unique.

Ce film, en dernière instance, n'a ni vocation humanitaire, ni vocation mémorielle, ni vocation historique. Il constitue un fer de lance, porté par l'État réactionnaire polonais, pour justifier une politique anticommuniste de tout premier ordre. Si les millions de victimes de cette famine, tout comme les victimes de l'injustice ou d'un système judiciaire paranoïaque et inquisiteur, méritent toute la compassion du monde, cette compassion doit prendre en compte les réelles raisons de leur mort. L'instrumentalisation de celle-ci n'est qu'un second supplice qui leur est infligé.

Croire qu'un État, par sadisme pur et simple, décide de « punir » une partie de sa population et entraîne un chaos économique et alimentaire dans l'ensemble de son territoire, revient à adopter un point de vue conspirationniste. Ce point de vue part d'une intention supposée de nuire pour nuire et présuppose également une capacité de mise en œuvre au-delà des moyens de l'URSS à l'époque.

L'Occident se place très souvent dans la position confortable d'un observateur neutre, pur, intouchable. Cependant, il n'est pas possible de lancer l'injonction d'un examen de conscience sans faire le sien.

L'URSS a dû, dans son histoire, faire face à un univers qui ne lui était pas neutre, mais hostile. Elle n'a pas pu imposer le rythme de son développement, mais il lui a été dicté par des considérations telles que sa propre survie. Il a été possible de voir à quel prix la survie de ses peuples a été payée durant la guerre, de 1941 à 1945. Dans un monde parfait, sans pression, utopique, les chemins qui auraient été pris auraient certainement pu être différents. Mais nous ne choisissons pas l'arène dans laquelle nous nous battons, pas plus que les conditions dans lesquelles le combat se déroule. En revanche, il est possible de choisir entre la capitulation ou le combat. Sans comprendre cette dimension apocalyptique, il n'est pas possible de comprendre les tensions internes à la société soviétique.

## 6. HOMMAGE AU PRÉSIDENT GONZALO

---

*Publié le 13 septembre 2021*

Ce samedi 11 septembre 2021, le docteur Abimael Guzmán est décédé à 86 ans des suites d'une aggravation de son état de santé ces derniers mois, au centre pénitentiaire de haute sécurité de la base navale de Callao (près de Lima, au Pérou), après 29 années d'emprisonnement dans des conditions difficiles.

Plus connu sous le nom de Président Gonzalo, il fut en 1978 un membre fondateur du *Parti communiste du Pérou — Sentier Lumineux* (PCP-SL).

Affirmant la nécessité de suivre la voie ouverte par José Mariátegui, grand théoricien communiste péruvien et introducteur du marxisme en Amérique latine, et de mener la lutte armée contre l'impérialisme et l'État péruvien, il participa en 1980 au lancement de son mouvement dans la guerre populaire.

Pendant la décennie qui suivit, le conflit mené par le PCP-SL a progressé dans toutes les provinces du pays, partant de la région rurale et abandonnée d'Ayacucho, appliquant une stratégie maoïste de prise du pouvoir en construisant des fronts de guérillas, et s'implantant dans la paysannerie pauvre et dans les bidonvilles de Lima. Le PCP-SL possédait ainsi, en raison de la sociologie de ses zones d'activité, une base militante à majorité indigène et observait une quasi-parité de genre en son sein à tous ses échelons.<sup>102</sup>

---

102. A. Guiné, *Género y Conflicto Armado en el Perú*, 2016.

« Ce recueil coordonné par Anouk Guiné et Maritza Felices-Luna réunit pour la première fois des chercheurs de différents pays autour du rôle des femmes pendant le conflit armé au Pérou (1980-2000). S'intéressant aux questions de genre, de classe et de race, l'ouvrage donne voix aux acteurs de l'histoire : ceux qui ont milité au sein du Partido Comunista del Perú — Sendero Luminoso (PCP-SL) et du Mouvement révolutionnaire Tupac Amará (MRTA) pendant la guerre civile. Ces mouvements avaient la particularité de présenter un taux de participation féminine très élevé (au PCP-SL, 50 % des combattants et 40 % des cadres étaient des femmes). L'ensemble proposé invite à comprendre que seule une des parties a vraiment été entendue jusqu'ici, et compte ouvrir à l'écoute de celles qui, dès la défaite des forces auxquelles elles appartenaient et la fin du conflit, ont été stigmatisées, violentées et exclues du processus de réconciliation nationale au Pérou. » — M. I. Zamora Yusti, *L'É Monde diplomatique*, avril 2020, p. 24.

Après sa capture par le Grupo Especial de Inteligencia (GEIN, les services secrets péruviens) en 1992 et le reflux progressif du PCP-SL qui suivit sa condamnation<sup>103</sup>, lui et son mouvement furent diabolisés de la plus abjecte des manières par les forces réactionnaires.

Cette entreprise anticommuniste nourrie de falsification a pour double objectif de salir de manière indélébile le combat révolutionnaire au Pérou et de relativiser les crimes terroristes commis par l'État péruvien, notamment (mais pas seulement) sous le régime fasciste d'Alberto Fujimori.<sup>104</sup>

Nous, *Unité communiste*, ne possédons pas de positions définies et définitives sur les théories de Gonzalo et de ceux s'en réclamant, et plus largement sur le PCP-SL et la guerre populaire au Pérou. Nous nous concevons dans une position de recherche ouverte vis-à-vis de ces théories et expériences. Cependant, en cette funèbre occasion, nous pensons qu'il est utile que nous formulions plusieurs points fondamentaux sur la méthode de divergence entre communistes, que nous considérons pertinent de rappeler et dont nous soulignons ici l'importance concernant le PCP-SL et Gonzalo.

Dans les années 80, l'URSS n'était plus qu'un cadavre pourri par le révisionnisme depuis 1956, la Chine a pareillement choisi la voie capitaliste en 1978, et l'Albanie, en tant que bastion socialiste, est également tombée. C'est dans ce contexte international qu'il y a seulement 40 ans, le PCP-SL a mené un des processus révolutionnaires les plus explosifs depuis la guerre du Vietnam en menaçant l'ordre impérialiste et capitaliste par une lutte armée intense qui va pousser l'état péruvien dans ses retranchements. Alors que le drapeau rouge, terni et en berne, semblait fini aux yeux de beaucoup, le PCP-SL a su le lever haut.

Aucun débat entre communistes ne peut se faire sur la base de mensonges et de calomnies réactionnaires.

---

103. En raison de l'objet de ce texte ne portant pas premièrement sur la révolution péruvienne et de la complexité du sujet, nous n'aborderons pas ici les questions relatives aux successions de Comité central, aux allégations fondées ou infondées de reddition, à la capitulation présumée de Gonzalo après sa capture et généralement aux luttes de lignes intense ayant conduit à la dislocation du PCP-SL dans les années 90.

104. Nous utilisons ici une définition de « fascisme » basée sur celle de G. Dimitrov comme « dictature ouverte et terroriste des franges les plus réactionnaires de la bourgeoisie », ici, bureaucratique *compradore*.



Pour cela, nous rejetons les conclusions de la Commission pour la vérité et la réconciliation (CVR), créée en 2003 par le gouvernement péruvien pour effectuer un compte rendu des violations des droits humains et des violences pendant la guerre civile péruvienne, jusqu'aux années 2000, avec la fin du règne de Fujimori. Nous considérons les rapports de la CVR comme non scientifiques, faisant état de graves biais méthodologiques lorsqu'il ne s'agit pas simplement de manipulations, et comme fortement motivés politiquement à charge contre le PCP-SL.<sup>105</sup>

Ainsi, par exemple, une majorité significative des 48 000 victimes estimées de ce conflit l'ont été de la main du gouvernement péruvien, ce que ce dernier nie dans sa narration anticommuniste et contre-révolutionnaire qui reprend les meilleurs codes de la « pornographie de la terreur », mettant en exergue les violences et le rôle de la direction du PCP-SL dans ces dernières, le décrivant systématiquement comme coupé du peuple péruvien et agissant isolé de sa volonté.<sup>106</sup>

Il n'est pas l'objet ici de développer le bilan du « fujimorisme », mais il nous paraît nécessaire de noter quelques points supplémentaires. Fujimori fut l'instigateur d'une répression implacable dans toute la société péruvienne. Il s'est entre autres rendu coupable de l'organisation de massacres et de viols systématiques dans les campagnes, d'assassinats d'étudiants, de professeurs et de journalistes, par des escadrons de la mort similaire à ceux de l'opération *Condor*. Il fut aussi à l'origine de la stérilisation forcée d'un total de 355 000 indigènes entre 1995 et 2000, à qui il reprochait « d'enfanter des communistes ».<sup>107</sup>

Rien de nouveau sous le soleil, l'hypocrisie bourgeoise est totale. Gonzalo a été condamné trois fois de suite à la perpétuité depuis sa capture, et est resté depuis enfermé en isolation dans une prison de haute sécurité où des soins médicaux lui ont à plusieurs reprises été refusés.

---

105. S. Rendon, « A truth commission did not tell the truth: A rejoinder to Manrique-Vallier and Ball », *Research & Politics*, 6(2), 2019.

106. S. Rendon, « Capturing correctly: A reanalysis of the indirect capture-recapture methods in the Peruvian Truth and Reconciliation Commission », *Research & Politics*, 6(1), 2019.

L'on parle de 30 % attribué aux sendéristes contre 47 % à l'état péruvien. Or, selon la CVR, le conflit aurait fait 69 000 victimes, dont 46 % seraient imputées aux sendéristes et seulement 30 % à l'état péruvien.

107. F. Barthélémy, « Stérilisations forcées des Indiennes du Pérou », *Le Monde diplomatique*, mai 2004, p. 14-15.

Fujimori, lui, pourtant poursuivi pour crime contre l'humanité, n'a été condamné qu'à 25 ans de prison, après avoir essayé d'échapper à la justice péruvienne en se faisant réélire au Pérou et élire au Japon. Aujourd'hui, il bénéficie toujours en détention de tout le luxe : « 10 000 m<sup>2</sup> sont alloués à son seul usage, disposant d'un jardin planté de 5 000 rosiers, d'une clinique privée, d'un atelier de peinture et d'un salon de réception lui permettant de recevoir des visites sans restriction ». <sup>108</sup> En 2017, il fut même gracié par le président Kuczynski (pour permettre à ce dernier, menacé de destitution par l'opposition « fujimoriste », de rester au pouvoir), avant que ce pardon ne soit finalement annulé sous la pression des familles de victimes dans l'année suivante.

Il est important de rappeler qu'il est impossible de déterminer une qualité, ou de tirer des conclusions politiques sur un mouvement ou un événement, en s'adonnant à un décompte morbide des morts et des massacres, réels ou présumés. <sup>109</sup> Bien que ce soit le jeu préféré des réactionnaires, et ce depuis au moins la Révolution française (avec, par exemple, *Le Livre noir du communisme*, 1997), et que certains membres des forces progressistes s'y plient pour se blanchir et condamner avec opportunisme (et fainéantise) les tendances opposées aux leurs, cette « méthode » n'a jamais été un tant soit peu utile pour comprendre en profondeur et adéquatement la réalité.

Il n'existe d'ailleurs aucun mouvement révolutionnaire (au sens où nous l'entendons, de subversion d'une classe par une autre), d'aucune tendance politique, victorieuse comme défait, qui n'ait pas été accouché dans des flots de sang. Ce constat est attristant et à prendre avec toute la gravité qui s'impose, mais reste cependant un fait indéniable ainsi qu'une réalité faisant loi dans l'histoire et à laquelle les révolutionnaires n'ont pas d'autres choix que de se plier « bon gré, mal gré », et ce quel que soit leur rapport idéologique à la violence.

Que ce soit il y a 150, 100 ou 50 ans, les révolutions ne sont jamais venues au monde autrement que dans la violence, et ce fait a toujours été exploité par la propagande réactionnaire et/ou contre-révolutionnaire. L'on ne peut en attendre autrement, car l'on ne peut que comprendre l'aversion d'une partie du peuple pour une violence perçue comme illégitime ou déraisonnable, elle-même ensuite habilement exploitée par l'appareil de la classe dominante et ses

---

108. T. Portes, « Au Pérou, la prison c'est parfois l'eldorado », *Le Figaro*, 27 novembre 2012.

109. Comme le note d'ailleurs très justement Alain Badiou dans sa conférence sur la Révolution culturelle chinoise : A. Badiou, « La révolution culturelle chinoise, conférence du 26 mars 2014 », chaîne YouTube *Benjamin Barbe*, 21 novembre 2017.

laquais. Mais l'on peut le savoir, et ainsi se rappeler des précédents : comment la bourgeoisie française a-t-elle parlé de la commune de Paris ? Comment la bourgeoisie impérialiste, l'aristocratie, mais aussi les anarchistes, les partis socialistes antibolcheviques et les partisans paysans russes ont-ils parlé de la révolution d'Octobre ? Ou, plus récemment, comment les fils de bureaucrates et de droitiers, réels ou perçus, ont-ils parlé et parlent-ils de la Révolution culturelle chinoise ?

Il existe à gauche une tendance de fond, qui n'a rien de récent et est particulièrement présente dans les pays impérialistes, à draper de « rouge » (ou de noir, selon les affiliations) ces rhétoriques anticommunistes et anti « totalitaire », pour se les approprier. C'est par exemple habituellement le cas à l'encontre des expériences soviétiques, chinoises et albanaises. Contre le PCP-SL, l'on observe aujourd'hui ces mêmes rhétoriques mobilisées, et parfois même chez certains défenseurs sincères des régimes socialistes !

Nous pensons qu'il s'agit d'une erreur (parfois d'un double standard spécifique au Pérou), qui n'est pas seulement le produit d'une critique du PCP-SL dont serait tiré un bilan négatif, qui en lui-même pourrait être juste. Nous voyons dans ces discours plutôt une erreur d'appréciation échouant à délimiter correctement les amis des ennemis, traitant les premiers comme les seconds, particulièrement lorsqu'il s'agit de Gonzalo et du PCP-SL. Il n'est pas question ici de dire que le PCP-SL n'est pas critiquable et que toute attaque est donc nécessairement un égarement d'une quelconque sorte, simplement d'affirmer que le cadre de la camaraderie et de la scientificité est les seuls standards possibles.<sup>110</sup>

Ce traitement de défaveur à l'encontre des révolutionnaires péruviens est selon nous un double symptôme.

Premièrement, le produit d'une hégémonie réactionnaire virulente à l'encontre de ses opposants affaiblis<sup>111</sup>, allant parfois jusqu'à user et abuser de comparaisons confondantes de ridicule dans ses attaques, en usant par exemple d'appellations comme le « Pol Pot des Andes » pour qualifier Gonzalo.

---

110. Ces deux exigences sont équitablement fondamentales. Sur cette question, nous redirigeons vers ce bref texte : Comité central du Parti communiste de Chine, *Proposition en cinq points pour le règlement des divergences*, 1960.

111. Comme il est répandu de le dire, « l'histoire est écrite par les vainqueurs », ou du moins, avec eux. À quoi l'on peut rajouter dans une certaine mesure : « malheur aux vaincus ».

Deuxièmement, l'expérience dans nos cœurs impérialistes de la proximité historique d'une révolution dans le contexte ahistorisé, (c'est-à-dire, où l'histoire n'est plus un processus historique dans son sens transformateur totalisant, mais seulement l'affaire du temps qui passe) et pacifié de l'hégémonie des pays dominants.

Il ne s'agit pas d'un évènement vieux de 100 ans, parfois romantisé ou partiellement récupéré par le consensus bourgeois, rendu inoffensif, mais plutôt d'une réalité possédant un caractère immédiat et direct auquel nous ne sommes plus habitués, mobilisant contre lui tout ce qu'il y a de réactionnaire. Il n'est pas anodin, dans la différence de traitement subit par le PCP-SL, que les images de sa guérilla et des témoignages en rapport, soient en couleur, non pas en noir et blanc, et que les camarades les moins jeunes se souviennent d'en avoir entendu parler aux informations télévisées étant enfant, en des termes peu élogieux qui ne se sont pas taris depuis.

Contre les attaques réactionnaires, malhonnêtes ou erronées, nous défendons l'héritage du PCP-SL et l'œuvre de Gonzalo, en tant que camarades sincères.

Comprendre et tirer des conclusions, tant factuelles que politiques, sur un évènement aussi complexe et riche en interprétations que la guerre civile au Pérou ne peut pas se faire sans un certain recul, tant idéologique<sup>112</sup> qu'historiographique. C'est pourquoi nous pensons que toutes les conclusions sur les théories et la pratique du PCP-SL n'ont pas encore été tirées, que ce soit leurs succès ou leurs échecs, et ce particulièrement concernant les années 80 et 90. La synthèse de ces enseignements n'est pas encore achevée, en conséquence, nous invitons, en tant que socialistes scientifiques, autant à l'humilité qu'à la critique inflexible (« l'oiseau de Minerve s'envole au crépuscule »).

En ce jour, nous rendons hommage à feu Gonzalo en tant que révolutionnaire pleinement dévoué ayant payé le cher prix de la lutte communiste, à sa veuve la combattante et dirigeante Elena Iparraguirre, et à travers eux, au PCP-SL et au peuple péruvien pour leurs contributions dans le combat pour la cause de l'humanité tout entière. Notre drapeau est rouge aussi de leur sang et nous ne saurons l'oublier.

---

112. À comprendre dans un sens large, tant vis-à-vis de notre rapport à l'appareil idéologique situé sociohistoriquement de nos États impérialistes, que vis-à-vis des débats sur les pensées produites et les controverses soulevées par le PCP-SL lui-même.

« Quelle pourrait être la plus grande peur ? La mort ? En tant que matérialiste, je sais que la vie se terminera un jour. Le plus important pour moi est d'être optimiste, avec la conviction que d'autres continueront le travail dans lequel je suis engagé, et le poursuivront jusqu'à ce qu'ils atteignent notre objectif final, le communisme. Car la crainte que je pourrais avoir, c'est que personne ne continue, mais cette crainte disparaît quand on a confiance dans les masses. Je pense que la pire crainte, en fin de compte, est de ne pas avoir confiance dans les masses, de croire que l'on est indispensable, le centre du monde. Je pense que c'est la pire crainte, mais si vous êtes forgé par le Parti, dans l'idéologie prolétarienne, dans le maoïsme principalement, vous comprenez que les masses sont les faiseurs de l'histoire, que le Parti fait la révolution, que l'avancée de l'histoire est certaine, que la révolution est la tendance principale, et alors votre crainte disparaît. » — M. R. A. Guzmàn Reynoso, Gonzalo.<sup>113</sup>

---

113. « Interview avec le Président Gonzalo », *El Diario*, 1988.











**COMMENT EST VUE L'HISTOIRE DE L'URSS ? COMMENT S'EST CONSTRUIT LE TRAVAIL DES HISTORIENNES ET HISTORIENS AUTOUR DES ÉTATS SOCIALISTES ? CE DOCUMENT DRESSE DES ÉLÉMENTS DE RÉPONSE, POUR UNE LECTURE SCIENTIFIQUE DU SOCIALISME AU XX<sup>E</sup> SIÈCLE.**

---

« L'Histoire de l'URSS et des expériences socialistes, tout comme des démocraties populaires, est un champ de bataille. Un champ de bataille contre la falsification, d'une part, mais également pour comprendre réellement ce qui s'est déroulé.

Les enjeux autour de cette histoire sont immenses. Ils le sont autant pour les capitalistes que pour nous. Pour eux dans le but de démontrer le caractère génétiquement criminel du communisme et sa faillite en tant que modèle économique et social. Pour nous, militants et militantes communistes, pour être capable de leur répondre, mais surtout pour pouvoir en tirer des conclusions justes sur les moyens et les fins de notre mouvement. »

---